

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

QUELLE PLACE POUR LE DÉVELOPPEMENT « PROPRE »
AU BÉNÉFICE DES POPULATIONS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT
DANS LE MARCHÉ RÉGLEMENTÉ NORD-AMÉRICAIN DU CARBONE ?
EXEMPLE DU MEXIQUE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN DROIT INTERNATIONAL

PAR

BENOIT ST-JEAN

JUIN 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Je dédie ce travail à Mateo et à tous les autres qui, si nous ne changeons pas profondément notre façon de concevoir le développement, devront d'ici quelques décennies faire face à la pire de toutes les dettes !

En effet, face à des événements extrêmes dus à notre bris des équilibres climatiques et sociaux, il n'y aura personne avec qui négocier...

AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS

Ce mémoire a été terminé au moment où le Québec et la Californie deviennent les premiers maillons du marché régional du carbone de la Western Climate Initiative (WCI). Ils initient par le fait même ce qui doit devenir un des plus importants marchés réglementés du carbone de la planète, et la base d'un futur marché réglementé nord-américain. La multiplication de tels instruments juridiques pour réduire les gaz à effet de serre (GES) fait partie des données essentielles si on veut réussir à contenir le réchauffement de notre planète sous le seuil critique de +2C.

De la même manière, l'accès des populations des pays en développement (PED) à un développement social et économique durable, et propre, est défini par nombre d'experts comme une autre clé majeure si on veut vraiment relever le défi historique des changements climatiques. Cette condition est d'ailleurs clairement inscrite dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Comme le rappelle l'Agence internationale de l'énergie, « la pauvreté énergétique est encore une réalité pour [...] 40% de la population mondiale ». L'AIE souligne aussi que les PED « représenteront l'essentiel de la croissance de la demande énergétique mondiale¹ » dans les prochaines décennies.

Les pays développés, principaux responsables historiques de l'accumulation de GES dans l'atmosphère, se sont engagés en 2009 à rendre disponible pour le développement propre des PED des financements devant atteindre 100 milliards \$ par année en 2020. Or la dernière conférence des Nations Unies sur le climat (Varsovie, novembre 2013) a démontré à nouveau la grande difficulté de réunir de tels fonds sur une base volontaire, et même de seulement en identifier les sources potentielles. C'est particulièrement vrai pour la part du secteur privé. Cette dernière devrait pourtant être majeure selon le souhait des pays riches.

En ce sens, les marchés réglementés du carbone représentent probablement un des plus puissants leviers pour inciter le grand capital à fournir une part significative

¹ *Rapport sur le commerce et le développement - 2009*, Doc off CNUCED, UNCTAD/TDR/2009 (Overview), en ligne : <www.er.uqam.ca/nobel/r22714/jur7641/CNUCED2009.pdf>, aux pp 158-159.

de ces fonds promis de sources privées. C'est pourquoi nous croyons qu'un marché réglementé du carbone de l'importance de la Western Climate Initiative (WCI) devrait minimalement se demander comment il pourrait avoir une contribution à la hauteur de son envergure à l'accès des PED au développement propre.

Par ailleurs, l'auteur du présent mémoire a eu la chance de travailler sur le terrain, en Afrique et en Amérique latine, sur le genre de projets de développement durable qui peuvent être en partie financés en générant des crédits carbone. Il en a retenu l'importance cruciale d'une solide identification des besoins, avec la participation active et le consentement des populations touchées, pour un succès durable des initiatives de réduction des GES et de développement propre menées dans les PED. C'est pourquoi cet aspect de la question est aussi analysé en détail.

Remerciements

Ce travail de longue haleine n'aurait jamais pu être achevé sans l'appui et la grande patience de ma conjointe, Claudia, et de mon jeune Mateo, à qui je me dois de remettre de trop longues heures que je n'ai pu passer avec lui. L'état dans lequel nous lui laisserons notre précieuse terre a aussi été une source de motivation.

Je souligne le support indéfectible et les précieux conseils de mon directeur, Jacques Papy, ainsi que le support et la compréhension du Département des sciences juridiques de l'UQAM et aussi de mes patrons et de mon équipe de travail au ministère des Finances et de l'Économie du Québec. Merci encore à ma soeur Sylvie, pour sa précieuse révision professionnelle de mes textes.

Enfin merci à mon père et aux nombreuses autres personnes qui m'ont répété leurs généreux encouragements, incluant les employés du Juliette et Chocolat et de quelques autres cafés du Quartier latin de Montréal pendant toutes ces longues heures tardives de rédaction que j'y ai passées.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS	III
LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX	V
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	VIII
RÉSUMÉ	XI
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
UN CONTEXTE COMPLEXE, EN ÉVOLUTION CONSTANTE	8
1.1 Le double objectif de la mitigation des GES et du développement durable pour les PED dans le régime climatique international	9
1.2 Les défis de l'intégration du développement durable. Exemple du mécanisme de développement propre (MDP)	12
1.3 Des conditions minimums de succès sont nécessaires aussi dans les PED	18
1.4 Importance de la Western Climate Initiative (WCI) et difficultés d'y inscrire le DDPV	22
CHAPITRE II	
QUESTIONS DE RECHERCHE ET MÉTHODOLOGIE	30
2.1 Question de recherche	30
2.2 Cadre théorique	31
2.3 Cadre opératoire	37
2.4 Limites de l'étude	40
CHAPITRE III	
LES CRÉDITS COMPENSATOIRES DANS LE CADRE DE LA WESTERN CLIMATE INITIATIVE (WCI)	43
3.1 Mission et organisation de la WCI	43
3.2 Le système de crédits compensatoires de la WCI	49
3.3 Ouverture des trois programmes (WCI - Californie - Québec) à des CtC du Mexique et d'autres PED, et à la prise en compte des besoins locaux	63

CHAPITRE IV	
LES CRÉDITS COMPENSATOIRES AU MEXIQUE	74
4.1 Législation et réglementation sur le climat	74
4.2 Expérience d'encadrement et de gouvernance de programmes de mitigation des émissions de GES.....	84
4.3 Expérience mexicaine avec les crédits carbone et avec la prise en compte des besoins des populations locales	90
CHAPITRE V	
L'ANALYSE DES BESOINS DANS LES NORMES QUI INTÈGRENT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES PROJETS DE MITIGATION	99
5.1 Analyse des besoins, dans le cadre des principaux instruments du régime climatique international (MDP, REDD+ et autres en développement)	105
5.2 Analyse des besoins, dans le cadre des principales normes dédiées à la contribution au DDPV des projets de mitigation des GES dans les PED	111
CONCLUSION ET SUGGESTIONS	123
ANNEXE A	
OUVERTURE DES 3 PROGRAMMES FACE AUX PED.....	134
ANNEXE B	
CYCLE DE PROJET DU MDP.....	138
ANNEXE C	
INDICATEURS DE DD POUR LE MDP	140
ANNEXE D	
ANALYSE DES BESOINS, AVEC 8 NORMES DD.....	142
BIBLIOGRAPHIE	152

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure	Page
1.2 Évolution de la composition de la WCI, 2008-2011	22
3.1 Exemple de circuit économique d'un système de P&E	47

Tableau	Page
5.1 Indicateurs du niveau qualitatif de préoccupation pour l'analyse des besoins	95
A.1 Comparaison des 3 programmes - ouverture aux PED	125
A.2 Cycle de projet - Mécanisme de développement propre	129
A.3 Indicateurs de développement durable - Étude du MDP	131
A.4.1 Analyse des besoins : évaluation dans le cadre du régime climatique international	133
A.4.2 Analyse des besoins : évaluation dans le cadre de 5 normes internationales spécifiques au développement durable	136

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AIEDE	Association internationale pour l'échange de droits d'émission
AND	Autorité nationale désignée, dans le cadre du MDP
CAR	Climate Action Reserve
CARB	California Air Ressources Board
CCBS	Climate, Community and Biodiversity Standard
CCICCCH	Commission de coordination intersectorielle sur les changements climatiques du Chiapas (Mex)
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDCF	Community Development Carbon Fund
CDP	Conférence des Parties à la CCNUCC
CIPCC	Commission interministérielle permanente des changements climatiques
CLIP / FPIC en anglais	Principe en droit international du consentement libre informé et préalable
tCO ₂ éq	Une « tonne métrique de CO ₂ équivalent » est l'unité de mesure des gaz à effet de serre couverts par le protocole de Kyoto la plus couramment utilisée. Le CO ₂ (dioxyde de carbone) étant en volume le plus important des GES
CONAFOR	Commission nationale des forêts du Mexique
CONEVAL	Conseil national pour l'évaluation du développement social du Mexique
CTC- REDD+	Comité technique consultatif REDD+ du Mexique

CtC	Crédits compensatoires
CtC de conformité	Crédits compensatoires pouvant être utilisés comme instruments de conformité dans des marchés du carbone réglementés
CtC+SES	Crédits compensatoires (de tous types) qui sont issus d'une norme qui vise spécifiquement la réalisation de bénéfices sociaux et environnementaux, en plus de la mitigation des GES
DD	Développement durable
DDPV	Développement durable pour les populations vulnérables (dans le cadre de ce travail, réfère à des projets ou initiatives de développement qui sont viables, durables, au bénéfice des populations des PED)
EPRI	Electric Power Research Institute
EU ETS	European Union Emission Trading Scheme
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GCF	Governors' Climate and Forests Task Force
GES / GHG	Gaz à effet de serre / Greenhouse Gas
GIEC	Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat
GIRA	Groupe interdisciplinaire de technologie rurale appropriée (Mex)
GESG	Groupe écologique de la Sierra Gorda
GS	Gold Standard
GTS-PK	Groupe de travail spécial sur le protocole de Kyoto
GTS-ACV	Groupe de travail spécial sur les actions coopératives à long terme
HFC	Hydrofluorocarbures
MAAN	Mesures d'atténuation appropriées au niveau national
MDP	Mécanisme de développement propre, du protocole de Kyoto (NB voir annexe 2 pour la terminologie spécifique au MDP)

MRV	Mesurage, reddition de compte, vérification
MNV	Mesurable, notifiable et vérifiable
Mt	Mégatonne (1 million de tonnes)
OIDD	Organisation internationale du droit du développement
PAB	Plan d'action de Bali
PACCCH	Programme d'action contre les changements climatiques du Chiapas
PED / PMA	Pays en développement / Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PoA	Program of Activities / programme d'activités
PSE / PES	Programme de paiements pour services écologiques
REC	Réduction d'émissions certifiée, issues d'un projet MDP
REDD+	Programme des Nations Unies pour la réduction du déboisement et de la dégradation, PLUS la gestion durable, des forêts dans les PED
ROW	Redd Offset Working Group
RGGI	Regional Greenhouse Gases Initiative
SACO	Substances appauvrissant la couche d'ozone
SEMARNAT	Secrétariat mexicain de l'environnement et des ressources naturelles
SES	Social & Environmental Standards
SPEDE, ou Syst de P&E	Système de plafond et échanges de droits d'émission
VCS	Verified Carbon Standard

RÉSUMÉ

Le Québec et la Californie viennent, en janvier 2014, d'amorcer la mise en œuvre de ce qui deviendra le plus important marché du carbone réglementé d'Amérique du Nord, et un des plus importants de la planète. Les deux juridictions sont en effet les premières à officiellement lier leurs systèmes respectifs de plafond et échanges de droits d'émissions de gaz à effet de serre (GES), dans le cadre du marché régional nord-américain de la Western Climate Initiative (WCI). Parmi les différents instruments de son cadre normatif complexe, le marché de la WCI comporte un important programme de crédits compensatoires (CtC). Celui-ci permet aux industries assujetties de compenser une partie de leurs émissions par l'achat de crédits compensatoires issus de projets de réduction de GES réalisés dans d'autres secteurs d'activités, et possiblement dans des pays en développement (PED).

Dans ce mémoire, nous nous demandons si cet important outil nord-américain de lutte aux changements climatiques offre, ou pourrait offrir, des mécanismes qui favoriseront des activités de réduction des GES dans les PED qui contribueront aussi, en même temps, à un réel développement durable des communautés touchées par ces activités. Comme PED, nous avons priorisé le Mexique : pour sa proximité géographique et économique avec les partenaires de la WCI et pour l'ouverture privilégiée qui lui est faite dans le cadre de la WCI. Le Mexique est de plus un des PED les plus pro-actifs en matière de lutte aux changements climatiques.

Nous nous sommes aussi concentré sur l'étape « analyse des besoins » du processus de développement de projets générateurs de réductions de GES. C'est, à notre avis, une étape cruciale pour concevoir et réaliser des projets durables et pertinents pour les communautés touchées. Pour ce faire, nous avons évalué huit normes internationales à l'aide d'une grille d'indicateurs que nous avons axée sur l'analyse des besoins. Ces huit normes sont parmi les plus reconnues dans les marchés du carbone pour favoriser la conception et la réalisation d'activités de mitigation des GES qui comportent un solide volet « développement durable ».

Nous concluons avec quelques suggestions qui, nous le croyons, pourraient effectivement augmenter la propension du marché du carbone de la WCI à supporter des activités qui réalisent le double objectif de mitigation des GES et de contribution au développement durable. Nous ajoutons que cela pourrait même peut-être permettre de créer une catégorie de CtC qui offrirait une « plus-value » intéressante pour les industries nord-américaines assujetties au marché du carbone de la WCI.

Mots clés: droit international, changements climatiques - GES, marchés du carbone Québec Californie WCI Mexique, relations Nord-Sud, développement durable, crédits compensatoires, crédits REDD+ forêt - Amazonie, mécanisme de développement propre - Kyoto - CCNUCC.

INTRODUCTION

« Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres,
nous l'empruntons à nos enfants »

Proverbe de probable origine africaine.

Ce proverbe, aux origines incertaines², prend tout son sens avec les changements climatiques. Il rend de plus justice à une des principales sources d'inspiration de cette recherche. En effet, l'auteur a eu la chance de toucher au secteur de l'énergie en Afrique³. Il en a gardé la conviction de la nécessité de s'attaquer aux déséquilibres entre les peuples, si on espère un développement vraiment « durable », et la conviction de l'inefficacité de « l'aide au développement » quand elle n'est pas conçue et réalisée avec les populations visées, en fonction de leurs besoins réels.

Lutte aux changements climatiques et pays en développement (PED): l'apport des marchés du carbone

Même si le phénomène des changements climatiques ne sera pas l'objet du mémoire, il est important de rappeler que l'urgence d'agir est de plus en plus martelée⁴. Les 195 Parties à la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* (la CCNUCC)⁵ ont officiellement reconnu en 2010 « qu'une forte diminution des émissions mondiales de gaz à effet de serre s'avère indispensable selon les données scientifiques [...] de façon à contenir l'élévation de la

² Linternaute, « Romans de littérature générale », in « Forum », 2010, en ligne : <www.linternaute.com> (ce proverbe, souvent attribué à Saint-Exupéry, serait en fait un proverbe africain que Saint-Exupéry aurait cité dans son ouvrage *Terre des Hommes*, paru en 1939).

³ Bureau canadien pour l'éducation internationale, *Catavent : l'énergie accessible pour un développement durable au Sahel*, Rapport d'étude de faisabilité, Ottawa, 1992.

⁴ Thomson Reuters, « World has 5 years to avoid dangerous climate: International Energy Agency's 2011 World Energy Outlook », en ligne : (2011) 6 : 44 Carbon Market North America à la p 1 <www.pointcarbon.com/news/cmna/1.1661251> ; Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, *Bilan 2007 des changements climatiques: Rapport de synthèse*, 2008, en ligne : GIEC <www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf> notamment à la section 5.4.

⁵ *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, 9 mai 1992, 1771 RTNU 107 (entrée en vigueur : 21 mars 1994), en ligne : <http://unfccc.int/portal_francoophone/essential_background/convention/items/3270.php> [CCNUCC].

température moyenne de la planète en-dessous de 2C [...]»⁶. Elles ont de plus affirmé « que les Parties devraient prendre d'urgence des mesures pour atteindre ce but à long terme en fonction des données scientifiques et sur la base de l'équité⁷ ». Le Canada, les États-Unis et le Mexique sont parmi ces 195 Parties à la CCNUCC.

Il est aussi amplement reconnu depuis au moins 2009, dont par de nombreux intervenants crédibles des milieux d'affaires et économiques, que le monde a la capacité économique et technique de réaliser ces objectifs⁸.

Malgré tout, les efforts réels de réduction des gaz à effet de serre (GES) à l'échelle de la planète et les engagements des pays développés pour 2020 continuent d'être nettement insuffisants pour espérer les réaliser⁹.

Enfin, il est passablement acquis que les « marchés du carbone » doivent jouer un rôle clé dans l'effort global de réduction des GES. Les pays développés se sont engagés, dans le cadre des *accords de Cancún*, de « mobiliser ensemble 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement¹⁰ ». Ils souhaitent toutefois qu'une part importante de ces sommes provienne du secteur privé¹¹. Or, la réalité est que personne n'a encore d'idée claire

⁶ *Accords de Cancún : Résultats des travaux du Groupe de travail de l'action concertée à long terme au titre de la Convention*, Déc 1/CP.16, Doc off CCNUCC, Doc NU FCCC/CP/2010/7/Add.1 (2010), en ligne <unfccc.int/resource/docs/2010/cop16/fr/07a01f.pdf#page=2> art 1(4) [Accords de Cancún].

⁷ *Ibid.*

⁸ OMC et PNUE, Commerce et changements climatiques : Rapport établi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation mondiale du commerce, 2009, en ligne : OMC <www.wto.org/french/res_f/publications_f/trade_climate_change_f.htm > à la p 2. ; Nicholas Stern, *The Economics of Climate Change: The Stern Review*, Cambridge University Press, 2007. ; McKinsey & Company, *Pathways to a low carbon economy - Global GHG Abatement Cost Curve*, 2009, en ligne : New-York, McKinsey, <mckinsey.com/en/Client_Service/Sustainability/Latest_thinking /Pathways_to_a_low_carbon_economy.aspx> à la conclusion du sommaire exécutif. ; Price Waterhouse Coopers, *Global carbon emission: budget for 2000-2050 could run out by 2034*, rapport d'analyse financière, 2009, en ligne : PWC <www.ukmediacentre.pwc.com/Content/Detail.asp?ReleaseID=3456&NewsAreaID=2>.

⁹ PNUE, *The Emissions Gap Report 2013: A UNEP Synthesis Report*, avant-propos du directeur exécutif, 2013, en ligne: PNUE, <www.unep.org/emissionsgapreport2013/>.

¹⁰ *Accords de Cancún*, *supra* note 6 à l'art 4 para 98.

¹¹ *Mise en place du Fonds vert pour le climat*, Déc 3/CP.17, Doc off CCNUCC, Doc NU FCCC/CP/2011/9/Add.1 (2011) à la p 64; David Dickson, « Climate talks: still far to go » (17 décembre 2010), en ligne : SciDevNet <www.scidev.net/fr/editorials/n-gociations-climatiques-il-reste-beaucoup-faire.htm>.

d'où ces argents pourront concrètement provenir, plus de quatre ans après la Conférence sur le climat de Copenhague où cet engagement a été formulé¹².

Devant une telle incertitude, les marchés du carbone paraissent jusqu'à preuve du contraire une des sources les plus évidentes et les mieux organisées pour canaliser les importantes contributions espérées du secteur privé¹³. Selon l'Association internationale pour l'échange de droits d'émission (AIEDE), les différentes décisions de la conférence sur le climat de Durban ont démontré clairement que « [the] market mechanisms are a fundamental part of the UN policy fabric¹⁴ ».

Une étude sur les programmes allemands d'aide au développement reliés aux changements climatiques avance que « se fier sur les contributions volontaires des pays développés ne donnera pas l'assurance de financements adéquats et prévisibles nécessaires pour amorcer la transformation vers une économie résiliente et faible en carbone dans les pays en développement [notre traduction]¹⁵ ». Les auteurs donnent comme exemple de source fiable le programme « International Climate Initiative¹⁶ », parce que ses fonds proviennent directement de la vente aux enchères de droits d'émission de GES du gouvernement allemand, dans le cadre du marché réglementé européen du carbone (EU ETS).

La valeur annuelle totale des marchés du carbone réglementés existants ou en gestation dans les différentes régions du monde pourrait atteindre en 2020, selon les

¹² Michael Szabo et Stian Reklef, « Dispute over climate aid threatens U.N. talks in Warsaw » (22 novembre 2013) en ligne: Reuters, < uk.reuters.com/article/2013/11/22/uk-climate-talks-idUKBRE9AL0ZF20131122 >.

¹³ Silke Karcher, « The Post-Durban Carbon Market: Lack of Demand Despite Improved Conditions », en ligne (2012) 11: 1 JIKO Info 6 à la p 8 <http://jiko-bmu.de/english/background_information/newsletter/doc/1133.php>.

¹⁴ Henri Derwent [président de l'Association internationale des marchés du carbone- IETA], « Durban: Behind the Bureaucracy, the take-away messages », Présentation de l'IETA au Electric Power Research Institute, Washington, décembre 2011 [non publié] à la diapo 6.

¹⁵ Katrin Enting et Sven Harmeling, *German Climate Finance Put to the Test: An assessment of German financial support for climate-related activities in developing countries from a development policy perspective*. 2011, en ligne: Germanwatch <www.germanwatch.org/klima/gcf10.pdf> à la p 10.

¹⁶ *Ibid* à la p 8.

sources, entre 200 milliards \$¹⁷ et 1 000 milliards \$¹⁸. L'ampleur réelle qu'ils atteindront dépend d'abord « de la demande effective de crédits créée par la législation européenne et par les autres marchés du carbone domestiques [notre traduction]¹⁹ ». Or, comme nous venons de voir, les cibles des grands pays émetteurs de GES étaient encore nettement insuffisantes à la fin 2013, au sortir de la conférence sur le climat de Varsovie. C'est particulièrement vrai en Amérique du Nord²⁰.

Malgré cette faiblesse des cibles de réduction de GES, l'ampleur des marchés réglementés a atteint 8 400 millions de tonnes de CO₂éq échangées en 2011, pour une valeur de 123 milliards \$²¹. Le système européen de plafond et échanges de droits d'émission de GES (EU ETS) représentait près de 80% de ce marché mondial²².

En Amérique du Nord, le marché réglementé du carbone était modeste jusqu'en 2012. Il était essentiellement constitué par le marché des États du Nord-Est des États-Unis (RGGI), avec 100 millions de tonnes de CO₂éq échangées en 2011 pour une valeur monétaire de 285 millions \$. Le RGGI ne couvre que les émissions de GES des producteurs d'électricité et, jusqu'en 2013, il souffrait de déficiences structurelles limitant grandement la valeur sur le marché de ses droits d'émission²³.

¹⁷ Marcel Brinkman et al, *The Carbon Market in 2020: volumes, prices and gains from trade*, Working Paper 13, novembre 2009, en ligne : Center for Climate Change Economics and Policy (London School of Economics) <www.cccep.ac.uk/Publications/Working-papers/Abstracts/10-19/Abstract-WP13.aspx> à la p 12.

¹⁸ « Cap and tirade: America struggles with climate change legislation », *The Economist* [de Londres] (3 décembre 2009) en ligne : The Economist <www.economist.com/node/14994888> (article publié dans le cadre du *Special report on climate change and the carbon economy*).

¹⁹ Centre for European Policy Studies, *Study on the Integrity of the Clean Development Mechanism*, décembre 2011, en ligne : Commission européenne <http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/linking/studies_en.htm> à la p 73.

²⁰ Netherlands Environmental Assessment Agency, *Analysing the emission gap between pledged emission reductions under the Cancún Agreements and the 2 °C climate target*, rapport, avril 2012, en ligne: Commission européenne <www.pbl.nl/en/publicaties/2012/analysing-the-emission-gap-between-pledged-emission-reductions-under-the-cancun-agreements> au sommaire du rapport.

²¹ Thomson Reuters, « Global CO₂ market up 4% to 96 bln euros in 2011 », en ligne : (2012) 7 : 2 Carbon Market North America à la p 1, <www.pointcarbon.com/news/cmna/1.1718384> (à titre de comparaison, les émissions totales de GES du Québec ont été en 2009 de 81,8 millions de tonnes de CO₂e, réf: *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2010 et évolution depuis 1990, 2011*, en ligne : <www.mddep.gouv.qc.ca/changements/ges/index.htm>) [Reuters, « Global CO₂ market up 4% »].

²² *Ibid.*

²³ Regional Greenhouse Gas Initiative, *Market Monitor Reports*, 2013, en ligne : RGGI <www.rggi.org/market/market_monitor> ; Amy Boyd, « RGGI Makes Some Changes, But Not the Overall Cap. Yet. », 30

La mise en place des marchés réglementés du carbone de la Californie et du Québec, à partir de janvier 2013, et leur liaison dans le cadre du marché régional du carbone de la Western Climate Initiative (WCI), à partir de janvier 2014, change la donne. En effet, malgré un début plus modeste qu'espéré, la WCI est devenue, dès son entrée en vigueur, le plus important marché réglementé du carbone d'Amérique du Nord. Encore plus, l'expansion significative de sa portée prévue en 2015 en fera alors un des plus importants sur la planète, avec le marché réglementé européen et ceux, en construction, de la Chine²⁴ et de l'Australie²⁵. Nous présenterons la WCI, et ses mécanismes de fonctionnement aux chapitres 1 et 3.

Le Mexique de son côté a pris un réel rôle de leadership parmi les PED en matière de lutte aux changements climatiques, sur les plans national et international. C'est ce que nous verrons en détail au chapitre 5.

L'influence du déficit de développement durable dans les PED

De l'autre côté de l'équation, nombre de scientifiques croient que la lutte aux changements climatiques ne peut être gagnée si on ne s'attaque pas en même temps au déficit de développement des populations les plus pauvres de la planète. Voici la première de quatre recommandations clés en conclusion d'une étude majeure menée par la *Royal Society* de Londres, sur les impacts de la croissance démographique et de la croissance de la consommation sur une planète aux ressources limitées:

janvier 2012, en ligne : Law & the Environment <www.lawandenvironment.com/2012/01/articles/climate-change/rggi-makes-some-changes-but-not-the-overall-cap-yet> (à noter qu'une réduction majeure du plafond total d'émission entrée en vigueur en mars 2014 semble vouloir donner un nouvel élan au RGGI, ré: Amy Boyd, « Sold-Out RGGI Auction Triggers Cost Containment Reserve », 10 mars 2014, en ligne: <www.lawandenvironment.com/?s=rggi#sthash.Wzpo5bpY.dpuf>) [Boyd, « RGGI Makes Some Changes »].

²⁴ Thomson Reuters, « Shenzhen carbon price hits \$11.50, nearly twice that of EU's », en ligne : (2013) 8 : 34 Carbon Market North America à la p 4 <www.pointcarbon.com/news/1.2553843>.

²⁵ *Carbon Pricing Policy*, en ligne: Gouvernement australien <<http://climatechange.gov.au/reducing-carbon/carbon-pricing-policy>> (À noter que l'élection en 2013 d'un nouveau gouvernement a rendu incertain la forme que prendra le programme australien de lutte aux changements climatiques. Consulté le 2 janvier 2014) [Gouv. Australien, *Carbon Pricing Policy*]. Voir aussi Maggie Lu Yueyang, « Australia's new PM brings carbon tax repeal bill, as promised », 12 novembre 2013, en ligne : Reuters <www.reuters.com/article/2013/11/13/australia-carbontax-idUSBRE9AC03T20131113>.

La communauté internationale doit sortir de la pauvreté absolue les 1,3 milliard d'humains qui vivent encore avec moins de 1,25 \$ / jour, et réduire les inégalités qui persistent dans le monde aujourd'hui. Ceci va requérir des efforts ciblés dans des politiques prioritaires, dont le développement économique, l'éducation, le planning familial et la santé [notre traduction]²⁶.

Le Rapport sur le développement humain de 2011 des Nations unies fait de l'augmentation substantielle du « financement nécessaire au développement - notamment pour la protection sociale et environnementale [...] », un des principaux enjeux de la lutte aux changements climatiques. Il informe que « Des études prévisionnelles suggèrent que l'échec persistant des tentatives de réduction des risques environnementaux graves et l'aggravation des inégalités sociales pourraient ralentir plusieurs décennies de progrès continus au sein de la majorité pauvre de la population mondiale, voire inverser la convergence mondiale en matière de développement humain²⁷. ».

La présidente du Conseil mondial de l'énergie, la québécoise Marie-Josée Nadeau, va dans le même sens, rappelant que « [...] 1,2 milliard d'humains n'ont toujours pas accès à l'électricité, et 2,8 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à une source de cuisson moderne²⁸ ». C'est pourquoi la lutte contre les changements climatiques et l'accès à l'énergie sont deux des trois grandes priorités de l'organisme.

Pour toutes ces raisons, il nous semble important de se demander si la WCI a ce qu'il faut, dans son « ADN », pour favoriser la réalisation de projets dans les PED qui

²⁶ Royal Society, *People and the planet: A report on how global population and consumption are linked, and the implications for a finite planet*, résumé et recommandations, rapport 01a/12, v f, avril 2012, en ligne: Royal Society Science Policy Centre <<http://royalsociety.org/policy/projects/people-planet/report/>> à la p 6.

²⁷ PNUD, *Durabilité et Équité: Un Meilleur Avenir pour Tous*, Rapport sur le développement humain 2011, 2011, en ligne: New-York, PNUD, <hdr.undp.org>, à la p iv (Avant-propos).

²⁸ Marie-Josée Nadeau, nouvelle présidente du Conseil mondial de l'énergie, dans Martin Beauséjour, « Marie-Josée Nadeau est la Personnalité de la semaine La Presse », La Presse (2 décembre 2013) en ligne : [Lapresse.ca](http://www.lapresse.ca/actualites/regional/personnalites-la-presse/201312/02/01-4716569-marie-jose-nadeau.php) <www.lapresse.ca/actualites/regional/personnalites-la-presse/201312/02/01-4716569-marie-jose-nadeau.php>.

répondent au double objectif de la mitigation des GES et du développement durable, tel que prescrit dans le régime climatique international²⁹.

Si oui, et c'est ce que nous démontrons, il faut alors se demander s'il y a des possibilités de bonifier certaines règles du système de la WCI pour multiplier les chances que cela arrive vraiment, ceci en commençant par le Mexique, le premier pays dans l'axe Nord-Sud naturel de la WCI. C'est ce que nous faisons entre autres au chapitre 5.

²⁹ CCNUCC, *supra* note 5, notamment dans le préambule et art 4(1). ; *Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, 11 décembre 1997, 2302 RTNU 148 (entrée en vigueur : 16 février 2005), notamment aux art 10,12. [*Protocole de Kyoto*].

CHAPITRE I

UN CONTEXTE COMPLEXE, EN ÉVOLUTION CONSTANTE

Ce premier chapitre donne une idée de la grande mouvance du contexte dans lequel se développe ce qui sera le plus important marché du carbone réglementé d'Amérique du Nord, soit le marché régional de la Western Climate Initiative (WCI). Un contexte à la fois d'urgence, de tensions et parfois d'indifférence qui explique les difficiles tentatives d'organiser une lutte efficace contre les émissions de GES à tous les niveaux (international, national et régional) tout en respectant le droit au développement des populations du Sud. Ce contexte instable et en évolution constante aura d'ailleurs été un des grands défis du présent mémoire, rédigé à temps partiel. Il a obligé plusieurs révisions et mises à jour en cours de rédaction, et a rendu parfois difficile de trouver des références académiques de qualité qui soient suffisamment à jour.

Nous nous penchons ici sur l'origine et l'application du double objectif, de mitigation des émissions de GES et de contribution au développement durable des PED, dans le cadre du régime climatique international. Nous verrons les résultats mitigés à cet effet du mécanisme de développement propre (MDP) du protocole de Kyoto, même s'il est le principal instrument qui a été conçu pour réaliser ce double objectif. Nous abordons aussi certains des nouveaux instruments qui se développent pour, eux aussi, contribuer en principe à la réalisation de ce double objectif.

Nous abordons les conditions nécessaires pour réussir des projets de mitigation des GES dans les PED qui contribuent concrètement au développement durable des communautés qui en sont bénéficiaires. Nous verrons que des normes et protocoles existent pour justement assurer l'intégration dans les projets de ce deuxième objectif qu'est le développement durable pour les populations visées. Des normes que nous avons analysé plus loin, au chapitre 5, en nous demandant s'ils pourraient être mis à contribution dans le cadre du programme de crédits compensatoires de la WCI.

Nous soupesons enfin l'importance des marchés du carbone parmi les sources potentielles de financement privé pour respecter les engagements financiers des pays développés envers les PED dans le cadre du régime climatique international, et pourquoi, dans ce contexte, le marché de la WCI paraît incontournable.

1.1 Le double objectif de la mitigation des GES et du développement durable pour les PED dans le régime climatique international

C'est dans les bases du régime climatique international qu'on retrouve les allusions les plus spécifiques à la nécessité de lier les activités de mitigation des GES qui génèrent des « crédits compensatoires de conformité³⁰ » dans les PED, au besoin d'y contribuer en même temps au développement durable au bénéfice des populations de ces pays. Dans le préambule de la CCNUCC³¹, les Parties amorcent en :

Affirmant que les mesures prises pour parer aux changements climatiques doivent être étroitement coordonnées avec le développement social et économique afin d'éviter toute incidence néfaste sur ce dernier, compte pleinement tenu des besoins prioritaires légitimes des pays en développement, à savoir une croissance économique durable et l'éradication de la pauvreté [nos italiques].

[et en étant] *Conscientes que tous les pays, et plus particulièrement les pays en développement, doivent pouvoir accéder aux ressources nécessaires à un développement social et économique durable et que, pour progresser vers cet objectif, les pays en développement devront accroître leur consommation d'énergie en ne perdant pas de vue qu'il est possible de parvenir à un meilleur rendement énergétique [...] notamment en appliquant des technologies nouvelles dans des conditions avantageuses du point de vue économique et du point de vue social* [nos italiques].

Au paragraphe 7 de l'article 4, les Parties à la CCNUCC acceptent que :

La mesure dans laquelle les pays en développement Parties s'acquitteront effectivement de leurs engagements au titre de la Convention dépendra de l'exécution efficace par les pays développés Parties de leurs propres engagements en ce qui concerne les ressources financières et le transfert de technologie et *tiendra pleinement compte du fait que le développement économique et social et l'éradication de la pauvreté sont les priorités premières et essentielles des pays en développement Parties* [nos italiques]³².

³⁰ Notre traduction de « Compliance Offset », qui est utilisé notamment dans le règlement qui établit le système californien de plafond et échanges de droits d'émission. Ce terme désigne des crédits carbone qui sont utilisables comme instruments de conformité dans des marchés du carbone réglementés.

³¹ CCNUCC, *supra* note 5 au préambule.

³² *Ibid*, au para 7.

Puis le protocole de Kyoto définit les moyens concrets de mise en œuvre de la CCNUCC³³. Ses articles 12 et 17 établissent les deux principaux mécanismes qui permettent la création de marchés du carbone réglementés dans le cadre du régime climatique international. Ce sont d'ailleurs les principales bases du système d'échanges d'émissions de GES de l'Union européenne (connu comme le EU ETS) :

- l'article 17 établit que « Les Parties visées à l'annexe B³⁴ peuvent participer à des échanges de droits d'émission aux fins de remplir leurs engagements au titre de l'article 3 », et que « Tout échange de ce type vient en complément des mesures prises au niveau national pour remplir les engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions prévus dans cet article »;
- l'article 12 établit d'abord « un mécanisme pour un développement " propre " [le MDP] ». Puis, à son troisième paragraphe, il établit que les PED « bénéficient d'activités exécutées dans le cadre de projets, qui se traduisent par des réductions d'émissions certifiées [les REC] ; » et que les « Parties visées à l'annexe B » « peuvent utiliser les réductions d'émissions certifiées obtenues grâce à ces activités pour remplir une partie de leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions prévus à l'article 3.

C'est ce même article 12 qui établit très clairement que le mécanisme de développement « propre » (MDP) doit favoriser des projets de réduction des GES qui réalisent le double objectif de la mitigation des GES et du développement durable pour les PED. L'objet du MDP, défini à son paragraphe 2, est « d'aider les Parties ne figurant pas à l'annexe 1 de la CCNUCC [les PED] à parvenir à un développement durable ainsi qu'à contribuer à l'objectif ultime de la Convention³⁵. »

³³ *Protocole de Kyoto, supra* note 29, art 12, 17. Voir aussi CCNUCC, *Rapport de la septième Conférence des Parties, tenue à Marrakech du 29 octobre au 10 novembre 2001. Deuxième partie: Décisions prises par la Conférence des Parties, add II, déc 15 à 19, Doc off CCNUCC, Doc NU FCCC/CP/2001/13/Add.2, 21 Janvier 2002, en ligne : <unfccc.int/resource/docs/cop7/13a02.pdf> (les accords de Marrakech définissent l'opérationnalisation du MDP) [Accords de Marrakech].*

³⁴ *Protocole de Kyoto, supra* note 29, Annexe B (l'annexe B du protocole de Kyoto établit des cibles 2012 chiffrées de réductions des GES pour 39 pays industrialisés).

³⁵ CCNUCC, *supra* note 5, art 2 (l'objectif ultime de la CCNUCC est notamment : « de stabiliser les GES dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique [...] dans

Par contre, il semble y avoir une incohérence avec les critères utilisés par le MDP pour la certification des réductions d'émissions (paragraphe 5 de l'article 12 du protocole). Ces critères ne touchent que l'objectif de la mitigation des GES. Les réductions d'émissions doivent être additionnelles, mesurables et durables. Mais l'objectif clairement indiqué au deuxième paragraphe, d'aider les PED à « parvenir à un développement durable », est absent des critères d'acceptation de projets définis au paragraphe cinq. On peut se demander si cette incohérence n'est pas en partie à l'origine des défaillances du MDP à effectivement réaliser l'objectif de contribution au développement durable des PED, comme nous le verrons à la section 1.2.

L'objectif de viser à la fois la mitigation des GES et le développement durable des populations vulnérables (DDPV)³⁶ est aussi présent dans certains des nouveaux instruments qui se définissent dans le cadre du régime climatique international. Nous allons nous intéresser en particulier au Programme des Nations Unies pour la réduction du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+)³⁷, de même qu'aux « mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN)³⁸ ». Nous y reviendrons à la section 1.3 et au chapitre 5.

Cette préoccupation pour le DDPV est aussi bien présente dans les décisions de la conférence des Nations Unies sur le climat de Durban, en décembre 2011³⁹. La

un délai suffisant pour que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique puisse se poursuivre d'une manière durable »).

³⁶ DDPV : largement utilisé dans ce texte. Cet acronyme tient pour « Développement durable au bénéfice des populations vulnérables ».

³⁷ Voir : *Accords de Cancún*, *supra* note 6, entre autres dans le préambule et à l'art 3.C qui porte sur « la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts [...] » et la « [...] gestion durable des forêts [...] » (le Mécanisme REDD a été défini dans le cadre des *accords de Cancún*).

³⁸ *Rapport de la treizième session de la conférence des Parties tenue à Bali [Indonésie] du 3 au 15 décembre 2007, 2e partie: Mesures prises par la conférence des Parties*, Déc 1/CP.13, Doc off CCNUCC, 2008, add 1, Doc NU FCCC/CP/2007/6/Add.1, art 1b)ii, en ligne : <<http://unfccc.int/resource/docs/2007/cop13/fre/06a01f.pdf#page=3>> (les mesures d'atténuation appropriées au niveau national - MAAN ou NAMA en anglais - sont un concept défini dans le Plan d'action de Bali) [Plan d'action de Bali].

³⁹ *Rapport de dix-septième session de la conférence des Parties, tenue à Durban, Afrique du Sud, du 28 novembre au 11 décembre 2011: Deuxième partie: Mesures prises par la conférence des Parties [...]*, Déc 2/CP.17, Doc off CCNUCC, 17e sess COP, add 1, FCCC/CP/2011/9/Add.1, 2012, en ligne: secrétariat de la

« plate-forme de Durban » établit l'actuelle base de négociation qui doit mener en 2015 à un nouveau régime global contraignant qui permettra de « [...] combler le 'déficit d'ambition' pour stabiliser l'augmentation de la température moyenne mondiale à 2 degrés Celsius [notre traduction]⁴⁰ ».

Pour terminer, rappelons que les engagements envers le double objectif mitigation / DDPV qui sont inscrits spécifiquement dans la CCNUCC sont particulièrement importants dans le contexte nord-américain. En effet, alors que les États-Unis n'ont jamais ratifié le protocole de Kyoto et que le Canada s'en est officiellement retiré en 2011 (nous y reviendrons), les deux pays restent tout de même Parties à part entière de la CCNUCC.

1.2 Les défis de l'intégration du développement durable. Exemple du mécanisme de développement propre (MDP)

Le MDP est de loin l'instrument des marchés du carbone qui a eu le plus d'impact sur les PED. Malgré la dramatique chute de valeur de ses crédits carbone en 2013, résultat de la crise économique et de la faiblesse des engagements de réduction d'émission de GES des pays développés, le MDP a enregistré en novembre 2012 son 5 000^e projet⁴¹. L'investissement total dans les PED depuis les débuts du mécanisme était évalué à 215,4 milliards en juin 2012⁴². Ses crédits compensatoires ont représenté jusqu'à 25% du marché mondial du carbone, en 2008⁴³.

CCNUCC, <unfccc.int/meetings/durban_nov_2011/meeting/6245/php/view/decisions.php> (entre autres au préambule de l'art 2.B et art I (2), (4), art 2.F(89), art 5 (134)-(135), ann *Instrument régissant le fonds vert pour le climat*, art 1(2)-(3)) [CCNUCC, Rapport 17e sess COP, Décision 2/CP.17].

⁴⁰ PNUD, *Taking Stock of Durban - Review of the Key Outcomes and the Road Ahead*, mai 2012, en ligne: New-York, PNUD, <www.undpcc.org/en/climate-negotiations/negotiation-news>, au sommaire exécutif [UNDP, *Taking Stock of Durban*]. Voir aussi: ICTSD, « Un accord de dernière minute émerge d'une conférence de Durban prolongée », en ligne : (2011) 3 Passerelles : Mise à jour sur Durban 1 en ligne <ictsd.org/downloads/2011/12/passerelles-durban-update-3.pdf>.

⁴¹ « Iniciativa 5.000 del MDL se consolidó en República Dominicana [La 5000^{ème} initiative du MDP se réalise en République Dominicaine] », en ligne : (2012) 9 : 18 Puentes Quincenal 1 <<http://ictsd.org/i/news/puentesquincenal/150085/>>.

⁴² *Benefits of the clean development mechanism*, Doc off CCNUCC, 2012, en ligne : Secrétariat de la CCNUCC <http://cdm.unfccc.int/about/dev_ben/ABC_2012.pdf> à la p 8 [*Benefits of the CDM - 2012*].

⁴³ Reuters, « Global CO2 market up 4% », *supra* note 21, à la p 1.

Dans une étude réalisée en 2011 sur les bénéfices du MDP, le secrétariat de la CCNUCC confirmait en ces termes l'importance du double objectif « The CDM [la traduction anglaise de MDP] was designed to meet a dual objective: to help developed countries meet a part of their emission reduction targets under the Kyoto Protocol and to assist developing countries in achieving sustainable development⁴⁴ ».

Toutefois, la réalité des 5000 projets enregistrés montre un portrait bien différent. Plus de 90% des projets enregistrés par le MDP depuis ses débuts ont été concentrés dans seulement huit pays émergents, dont plus de 70% en Chine et aux Indes⁴⁵. Une situation qui s'est même détériorée entre 2010 et 2012, malgré les intentions annoncées du comité exécutif (C.E.) du MDP d'améliorer la situation⁴⁶.

La réalité est encore plus préoccupante quand on voit l'importance des grands projets industriels parmi les bénéficiaires du MDP⁴⁷. Ils sont souvent ceux qui ont le moins de retombées en termes de développement durable pour les populations. Le secrétariat de la CCNUCC reconnaît par exemple que « la plupart des études réalisées sur le MDP concluent que les projets de réduction des GES à des installations de production de gaz industriels [HFC et autres] et de fertilisants sont ceux qui donnent le moins de résultats en termes de développement durable [notre traduction].⁴⁸ »

Une revue de littérature de Paulsson en 2009 montrait que déjà le MDP priorisait les projets offrant des réductions de GES peu chères au détriment des bénéfices en

⁴⁴ *Benefits of the clean development mechanism*, Doc off CCNUCC, 2011, en ligne : Secrétariat de la CCNUCC <http://cdm.unfccc.int/about/dev_ben/ABC_2011.pdf> au sommaire [*Benefits of the CDM - 2011*].

⁴⁵ CCNUCC, « Distribution of registered projects by Host Party », en ligne: secrétariat de la CCNUCC, <cdm.unfccc.int/Statistics/Public/files/201210/index.html>.

⁴⁶ Thomson Reuters, « EB to debate ways poorest countries can access CDM » (6 juillet 2011) en ligne : Point Carbon <www.pointcarbon.com/news/1.1557113> à la p 1.

⁴⁷ *Cambio climático global - bases para una estrategia en America latina [Changement climatique global - bases pour une stratégie en Amérique latine]*, 2001, en ligne : CEDSAL/Centro Innova, Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey <www.mty.itesm.mx/dcic/centros/innova/climgateway/bases.htm> à la p 4 du sommaire exécutif ; « A long game: China sees opportunities as well as dangers in climate change », *The Economist* [de Londres] (3 décembre 2009) en ligne : The Economist <www.economist.com/node/14994888> (dans le dossier special *Special report on climate change and the carbon economy*).

⁴⁸ *Benefits of the CDM - 2011*, supra note 44 à la p 5 du sommaire exécutif.

termes de développement viable⁴⁹. Schneider, basé sur l'étude de 93 projets, concluait que l'analyse d'additionnalité⁵⁰ a donné des résultats très subjectifs et difficiles à valider dû à un manque de transparence dans la documentation et un manque de démonstration des arguments avancés [notre traduction]⁵¹.

Pour ne rien arranger, des scandales de crédits MDP accordés pour des projets douteux⁵² ont mis à jour un grave problème de gouvernance, et d'ingérences politiques et économiques, au sein du C.E. du MDP.

Les accords de Marrakech ont donné aux PED un grand rôle dans la gouvernance du MDP, dont plus de la moitié des postes à son conseil exécutif⁵³, ce qui a été applaudi par les milieux du développement international. Toutefois dans la pratique, « alors que le MDP est prévu pour promouvoir le développement durable dans les pays hôtes, la décision à savoir si un projet remplit cet objectif est entièrement laissée aux pays hôtes. Ces derniers n'ont aucun critère général ni test obligatoire à utiliser à cette fin [notre traduction]⁵⁴ ». Nous reviendrons à la section 1.3 sur la question cruciale du rôle, à cet égard, des autorités locales dans les pays hôtes.

C'est aussi pour ces mêmes raisons qu'un regroupement d'ONG a établi le réseau « CDM watch », afin « d'offrir une perspective indépendante pour aider à assurer la

⁴⁹ Emma Paulsson, « A review of the CDM literature: from fine-tuning to critical scrutiny? », en ligne : (2009) 9 : 1 International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics 63 à la p 76 <www.springerlink.com/content/4214wt5tt6547673>.

⁵⁰ L'additionnalité est la méthode par laquelle on cherche à s'assurer que les réductions d'émissions de GES, pour lesquelles on accorde des crédits carbone, n'auraient pas pu se réaliser sans l'apport financier des dits crédits.

⁵¹ L. Schneider, « Assessing the additionality of CDM projects: practical experiences and lessons learned », 2009, Climate Policy 9: 242-254, tel que présenté dans Michael Gillenwater. *What is Additionality? Part 1: A long standing problem*, Discussion Paper 001 v 3, 2012, en ligne : Greenhouse Gas Management Institute <http://ghg.institute.org/wp-content/uploads/content/GHGMI/AdditionalityPaper_Part-1%28ver3%29FINAL.pdf> à la p 8.

⁵² CDM Watch, *CDM Panel Calls for Investigation over Carbon Market Scandal*, 2 juillet 2010, en ligne : CDM Watch <www.cdm-watch.org/?p=1010> à la p 1 (par exemple des projets avec de fausses allégations de destruction de GES). Voir aussi Charlotte Streck et Jolene Lin, « Making Markets Work: A Review of CDM Performance and the Need for Reform », en ligne : (2008) 19 : 2 Eur J Int Law 409 à la p 1 du résumé <<http://ejil.oxfordjournals.org/cgi/content/abstract/19/2/409>>.

⁵³ *Accords de Marrakech*, *supra* note 33, décis 17, annexe « modalités et procédures [...] » art 7 à la p 28.

⁵⁴ CDM Watch, *What is CDM?*, 2013, en ligne : CDM Watch <www.cdm-watch.org/?page_id=40>.

vérification effective des projets MDP et leur contribution réelle au développement durable dans les pays hôtes [notre traduction]⁵⁵ ».

Spalding-Fecher et Simmonds identifiaient déjà en 2005 cinq actions clés pour que le MDP puisse réussir « [...] *its dual goals of contributing to sustainable development in developing countries and assisting industrialized countries meeting their commitments to emissions reduction and limitation*⁵⁶ ». Elles sont : 1- élargir la portée du MDP pour inclure des projets régionaux et du développement institutionnel ; 2- intégrer concrètement le développement durable dans les grilles de sélection de projets ; 3- promouvoir les transferts de technologies ; 4- assurer une distribution juste des bénéfices du MDP ; 5- assurer la formation et le développement des capacités pour la gestion des projets, mais aussi la formulation des politiques facilitantes au niveau local.

Ces recommandations nous semblent encore pertinentes, pour le MDP, mais aussi pour tout autre mécanisme ou programme permettant des activités de mitigation de GES dans les PED qui génèrent des crédits compensatoires utilisables dans des marchés du carbone réglementés. Nous verrons par exemple, aux chapitres 3 et 5, qu'elles sont très présentes dans les travaux que font la Californie, le Mexique et le Brésil pour d'éventuels programmes sectoriels de réduction des GES par la réduction du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+).

De même, les indicateurs que nous utilisons au chapitre 5, pour notre analyse des normes qui visent l'intégration du DDPV dans les projets de mitigation des GES, rejoignent aussi passablement ces cinq actions clés.

⁵⁵ CDM Watch, *About us*, 2013, en ligne : CDM Watch <www.cdm-watch.org>.

⁵⁶ R. Spalding-Fecher et G. Simmonds, *Climate Change and Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, en ligne : Cambridge University Press « <http://ebooks.cambridge.org/chapter.jsf?bid=CBO9780511535864&cid=CBO9780511535864A033> » à la p 134 (dans la conclusion du ch 12 « Sustainable energy development and the Clean Development Mechanism: African priorities »).

Malgré ce qui précède sur le MDP, on ne peut conclure qu'il n'a rien donné en termes de DDPV. L'analyse par le secrétariat de la Convention de 4 000 projets MDP réalisés entre 2008 et 2012 montre que « presque tous les projets MDP prétendent des bénéfices multiples en termes de développement durable [notre traduction]⁵⁷ ». On y apprend aussi que « les plus importants bénéfices prévus sont la stimulation de l'économie locale, par l'emploi et la réduction de la pauvreté, suivi par une réduction de la pollution [autre que des émissions de GES] et la promotion de l'accessibilité à l'énergie et des énergies renouvelables ». Ces résultats doivent toutefois être utilisés avec précaution car l'analyse a été basée sur les documents de conception des projets. On parle donc de projection de résultats par les promoteurs des projets, et non de résultats concrets sur le terrain⁵⁸. Les auteurs soulignent d'ailleurs le besoin d'une amélioration des standards et de l'approche utilisée pour déclarer et évaluer les prétentions de retombées en termes de développement durable des projets. Cela renforce l'intérêt de notre analyse, au chapitre 5, des normes dédiées au DDPV.

Bumpus rappelle à quel point le MDP a suscité des « attentes, énormes et parfois contradictoires, de toutes les parties prenantes⁵⁹ ». Pour lui, cette analyse de 4 000 projets démontre que le MDP a réalisé, en partie du moins, ses objectifs de réduction efficiente des émissions de GES et de contribution de différentes manières au développement durable. Il ajoute qu'elle démontre aussi qu'il est encore difficile de bien comprendre et démontrer les résultats en termes de développement durable des projets de mitigation de GES dans les PED.

⁵⁷ *Benefits of the CDM - 2012*, *supra* note 42 à la p 7 du sommaire exécutif.

⁵⁸ *Benefits of the CDM - 2012*, *supra* note 42 (Cette importante limitation est bien reconnue, à différents endroits dans le rapport, notamment à la section « Vi. Opportunities for improvement »).

⁵⁹ Dr. Adam Bumpus, *Fruitful design: the CDM* [une analyse du rapport *Benefits of the Clean Development Mechanism 2012*], 2012, en ligne: Secrétariat de la CCNUCC <http://cdm.unfccc.int/about/dev_ben/CDM-Benefits-2012.pdf> à la p 8.

Pour ces raisons, Bumpus souligne l'importance de développer des indicateurs internationalement reconnus pour évaluer ces impacts. Il est d'ailleurs d'avis, à l'instar de plusieurs analystes, que les resserrements en ce sens des critères d'acceptation des crédits du MDP amorcés par l'Union européenne, la Nouvelle-Zélande et possiblement l'Australie auront un effet positif important à cet effet⁶⁰.

Bumpus conclut enfin que le MDP doit s'attaquer à ses faiblesses de conception qui expliquent sa contre-performance dans les plus petits PED et ses difficultés d'accès pour les plus petits projets. Ceci impliquant notamment d'améliorer ses processus de consultation des parties prenantes lors de la conception des projets⁶¹.

Heureusement, les conférences des Parties Nations Unies sur le climat de Cancún (2010), Durban (2011) et Doha (2012) ont effectivement lancé une importante réforme du MDP. Le comité de haut niveau qui a mené l'exercice d'identification des avenues de réforme a notamment focalisé sur 3 éléments du MDP. Un de ceux-ci est « l'impact sur la mitigation et le développement durable »⁶².

L'avenir juridique du MDP a de plus été assuré à la conférence de Doha, par l'établissement d'une seconde période d'engagement de huit ans (2013-2020) pour le protocole de Kyoto. Sa portée a toutefois été amoindrie puisque le Japon, la Russie, le Canada et la Nouvelle-zélande n'y ont pas renouvelé leur engagement⁶³. Dans un tel contexte, sa capacité à jouer son rôle clé pour le double objectif de la mitigation des GES et du développement durable pour les PED dépend plus que jamais de

⁶⁰ Dr. Adam Bumpus, *Ibid* ; *Tracking Offset Developments*, bull « CO2 offset research », décembre 2011, en ligne : Stockholm Environment Institute <http://co2offsetresearch.org/PDF/Newsletter_Dec2011.pdf> à la p 2.

⁶¹ Dr. Adam Bumpus, *Ibid* aux pp 2,7.

⁶² CCNUCC, communiqué, « High-Level Panel on the CDM Policy Dialogue finalizes recommendations on future of CDM » (27 juillet 2012), en ligne : High-Level Panel on the CDM Policy Dialogue <www.cdmPolicyDialogue.org> à la p 1.

⁶³ IISD, « A Brief Analysis of the Doha Climate Change Conference », en ligne : (2012) 12 : 567 Earth Negotiations Bulletin <www.iisd.ca/vol12/enb12567e.html> à la p 26.

l'ouverture des nouveaux marchés réglementés du carbone, dont bien sûr la WCI, à accepter les crédits issus du MDP⁶⁴.

Pour les raisons qui précèdent, et aussi parce que la Secrétaire de la CCNUCC a spécifiquement souhaité la considération d'un MDP réformé par la Californie (et donc par la WCI)⁶⁵, nous l'avons inclut dans notre tableau d'analyse des normes dédiées au développement durable, au chapitre 5.

1.3 Des conditions minimums de succès sont nécessaires aussi dans les PED

*We must go beyond looking for technological development and infusion from the West, to socio-technological solutions where the people who need it are part of the process*⁶⁶.

Selon l'OCDE, « Pour de nombreux pays en développement qui s'efforcent d'instaurer un développement plus écologique, le manque de capacités et de compétences constitue un obstacle majeur.⁶⁷ ». Nous croyons en effet que pour faire un succès durable de tout projet de développement qui vise des populations vulnérables, il faut que celles-ci puissent s'approprier ces projets et leurs technologies, et qu'elles y voient vraiment leur bénéfice. Elles risquent sinon de tout simplement s'en désintéresser et le laisser dépérir, parce que mal adapté à leur réalité.

Le Groupe d'experts de la CCNUCC sur le développement et les transferts de technologies parle de la nécessité de s'adapter aux besoins et réalités différentes de 150 PED, chacun avec « ses propres besoins en termes de technologies et

⁶⁴ CCNUCC, « Climate Change, Carbon Markets and the Cdm: A Call to Action », rapport du Groupe d'experts de haut niveau pour un Dialogue sur le MDP, 2012, en ligne : Secrétariat de la CCNUCC <www.cdmpolicydialogue.org/report/rpt110912.pdf> à la p 1 [Rapport du Groupe d'experts sur le MDP].

⁶⁵ Reuters, « California should use CERs to fill offset supply gap : Figueres », en ligne : (2013) 8 : 15 Carbon Market North America à la p 1 <www.pointcarbon.com/news/cmna/1.2305369>.

⁶⁶ Kevin Urama, tel que cité dans Ochieng Ogodo, « Homegrown solutions' crucial to sustainable development », SciDev, numéro spécial Science at Rio+20 (18 juin 2012) en ligne : SciDev.net <www.scidev.net/en/science-and-innovation-policy/science-at-rio-20/news/homegrown-solutions-crucial-to-sustainable-development--1.html> à la p 1 (M Urama est directeur exécutif du « African Technology Policy Studies Network »).

⁶⁷ OCDE, *Renforcement des capacités: la base d'un développement plus écologique*, 2012, en ligne: OCDE <www.oecd.org/fr/cad/environnementetdeveloppement/lerenforcementdescapacitespour lenvironnement.htm> à la p 3 du résumé.

d'environnement propice à leur déploiement [notre traduction]⁶⁸ ». Il inclut même cette nécessité dans sa définition du coût d'un transfert de technologie :

« The cost of technology transfer is defined as the total costs of enhancing participation in research, development and demonstration; building the capacity needed to install, operate, maintain and improve the technology; and creating an environment that enables the use of the technology by removing barriers to its adoption in the recipient country⁶⁹ ».

Un *Forum sur la science et la technologie au service du développement durable* a été tenu dans le cadre de la conférence des Nations Unies Rio+20 en juin 2012. Ses recommandations sont un véritable plaidoyer pour un engagement : à investir à grande échelle dans des activités d'innovation technologique et sociale qui intègrent les trois piliers du développement durable et qui sont orientées vers la recherche de réponses à des besoins clairement identifiés par les communautés ; à renforcer les échanges entre la science et la définition des politiques d'intervention, aux niveaux local, national, et global ; à renforcer la capacité des scientifiques et des concepteurs de programmes d'intervention à définir et prendre en compte les réalités et spécificités culturelles des communautés locales ; à renforcer la capacité des populations et de la société civile à mieux apprécier les défis d'un point de vue scientifique et technologique et à participer au processus de recherche de solution et de décision ; à créer des mécanismes de marché et des signaux socio-économiques qui reflètent les états de rareté et de fragilité ainsi que la valeur intrinsèque du capital naturel⁷⁰.

L'auteur du présent mémoire a d'ailleurs eu la chance d'expérimenter cette réalité avec une étude de préfaisabilité réalisée en Afrique sahélienne. Ce projet joignait les

⁶⁸ Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (OSCST), *Recommendations on future financing options for enhancing the development, deployment, diffusion and transfer of technologies under the Convention*, sommaire du rapport du groupe d'expert sur les transferts de technologies, 30^e sess, Doc NU FCCC/SB/2009/2/Summary (2009) en ligne : UNFCCC <<http://maindb.unfccc.int/library/?screen=list&FLD0=dC&OPR0=contains&VAL0=FCCC/SB/2009/2/Summary>> aux pp 6-7.

⁶⁹ *Ibid* à la p 2.

⁷⁰ CIS-Unesco, « Rapport du Forum sur la science et la technologie au service du développement durable », Atelier régional Rio+20 sur la science et la technologie, présenté à Rio de Janeiro, 11-15 juin 2012, en ligne: Conseil international pour la science <www.icsu.org/rio20/regional-workshops> aux pp 4,5,10,12 et 14.

forces d'une entreprise ayant développé une technologie d'énergie éolienne à celles d'une ONG québécoise qui travaillait déjà avec les communautés, dans deux villages ciblés pour des projets pilotes d'implantation de cette technologie⁷¹.

Dans le cadre du MDP, aucune activité ne peut être enregistrée sans une lettre d'approbation de « l'Autorité nationale désignée (AND) » (souvent une agence gouvernementale) du pays hôte⁷². La nécessité d'une contribution des projets au développement durable, et son évaluation, sont laissées à l'entière discrétion des autorités du pays hôte⁷³. Le déploiement, ou non, de réels efforts pour impliquer les communautés locales dépend donc souvent du bon vouloir des autorités nationales des PED, et de leur rôle centrale dans la priorisation et l'orientation et des activités de mitigation sur leur territoire. Heureusement, comme nous le verrons au chapitre 4, l'AND du Mexique est reconnue parmi les plus professionnelles.

Ce principe du rôle clé des autorités nationales dans la définition des priorités et des objectifs des activités de mitigation de GES dans les PED se vérifie aussi pour le mécanisme REDD, dont nous verrons aux chapitres 3 et 5 toute l'importance dans le cadre de ce travail. Un rôle clé qui est d'ailleurs après se renforcer significativement avec le programme des *mesures d'atténuation appropriées au niveau national* (MAAN), qui se met en place dans le cadre du régime climatique international⁷⁴.

Les MAAN ont été conçues pour devenir l'instrument principal par lequel les PED s'engagent à contribuer à la mitigation des GES, tout en réalisant leur développement économique et social et l'éradication de la pauvreté, dans des secteurs variés (énergie, logement, transport, foresterie, tourisme)⁷⁵ :

⁷¹ Catavent : *l'énergie accessible pour un développement durable au Sahel*, supra note 3.

⁷² Voir l'annexe 2 : Diagramme du cycle de projet du MDP.

⁷³ Rapport du Groupe d'experts sur le MDP, supra note 64.

⁷⁴ Xander van Tilburg et al, *Status Report on Nationally Appropriate Mitigation Actions (NAMA's) Mid-year update June 2013*, 2013, en ligne: Energy Research Centre of the Netherlands Policy Studies (Ecofys) <www.ecn.nl/publications/ECN-E--13-034> à la p 20 [Ecofys, *Status Report on NAMAs 2013*].

⁷⁵ *Plan d'action de Bali*, supra note 38 au préambule; van Tilburg et al, *Status Report*, ibid aux pp 6, 8-9.

Des mesures d'atténuation appropriées au niveau national de la part des pays en développement Parties dans le cadre d'un développement durable, soutenues et rendues possibles par des technologies, des moyens de financement et un renforcement des capacités, d'une façon mesurable, notifiable et vérifiable⁷⁶.

L'intérêt pour ce mémoire tient au fait que l'approche même des MAAN, de programmes sectoriels au niveau régional ou national, correspond bien aux principales ouvertures qu'on trouve dans les programmes de crédits compensatoires dans le cadre de la WCI⁷⁷. De plus, l'Amérique latine y est très active et c'est au Mexique qu'on trouve un des projets les plus avancés, avec un programme d'habitations durables⁷⁸. Enfin, des initiatives se mettent en place pour tenter de maximiser l'intégration du DDPV dans les MAAN. Nous reviendrons sur tous ces points aux chapitres 3,4 et 5.

Par contre, même si la liaison des MAAN avec les marchés du carbone est souhaitée dans le texte du Plan d'action de Bali⁷⁹, les opinions d'experts sont partagées sur la capacité de contribution des marchés au succès des MAAN⁸⁰.

Pour toutes ces raisons, nous croyons que si on souhaite qu'un programme de crédits carbone comme celui de la WCI favorise en bout de ligne des activités de mitigation qui intègrent le DDPV, il faut que ce message se retrouve clairement dans ses critères d'acceptabilité des projets qui génèrent ces CtC. C'est d'autant plus important quand on considère le nombre d'intervenants entre les populations touchées par un projet de mitigation et les acheteurs ultimes des CtC qui en sont issus.

⁷⁶ *Plan d'action de Bali*, *supra* note 38 au para 1(b)(ii).

⁷⁷ Voir programmes d'activités ou sectoriels dans le contexte de la WCI, *infra* note 172 et texte afférent.

⁷⁸ GIZ, *Mexican Sustainable Housing NAMA*, 2013, en ligne : GIZ <www.cep.al.org/ccas/noticias/>; Ecofys, *Status Report on NAMAs 2013*, *supra* note 74 à la p 11.

⁷⁹ *Plan d'action de Bali*, *supra* note 38 au para 1(b)(iii)-(vii).

⁸⁰ Centre Risoe (PNUE), *NAMAs and the Carbon Market*, Carbon Market Perspectives Series 2009, en ligne: CD4CDM <<http://cd4cdm.org/Publications/NAMAS&CarbonMarket.pdf>> (opinions de différents experts); Derwent, « Durban: Behind the Bureaucracy », *supra* note 14 à la diapo 10.

Il faudrait pour cela y retrouver des critères qui favoriseront une réelle implication des populations touchées et une réelle prise en compte de leurs besoins, de la conception des projets jusqu'à leur évaluation finale. C'est entre autres sous cet angle que nous évaluons en détail au chapitre 5 différentes normes existantes qui sont dédiées à intégrer le développement durable dans les activités de mitigation de GES. Nous verrons de plus que certaines de celles-ci sont déjà utilisées au Mexique.

Rappelons qu'une réelle « appropriation » par les communautés est par surcroît une importante condition gagnante pour favoriser le succès et la « permanence » des réductions ou des évitements d'émissions de GES reconnus à ces projets. Pour les développeurs du premier projet de reforestation en Amérique latine à avoir été certifié à la fois pour ses réductions de GES et pour ses bénéfices sociaux et environnementaux (sous la norme CCBS) « It is absolutely worthwhile going the extra mile [...] since local support is a key criterion of forestry project⁸¹ ».

Or cette « permanence » est un critère essentiel pour la reconnaissance des crédits carbone octroyés à ces projets par les systèmes régulateurs de GES, dont la WCI. Nous y reviendrons à la section 3.2.

1.4 Importance de la Western Climate Initiative (WCI) et difficultés d'y inscrire le DDPV

La WCI est née en 2007. Elle regroupait en 2008 sept États de l'Ouest états-unien et quatre provinces canadiennes (en hachuré dans la figure 1.2). Ces onze juridictions se sont entendues pour, entre autres, collaborer à définir une cible régionale de réduction des émissions de GES et créer un marché réglementé régional du carbone comme moyen privilégié pour atteindre cette cible⁸².

⁸¹ Von Laer, Yougha et Christian Dannecker, *Case study: Reforestation of degraded areas and reforestation in Caceres and Cravo Norte - Colombia*, White Paper, 2012, en ligne: South Pole Carbon, <www.southpolecarbon.com/_downloads/A_case-study.pdf> à la p 4.

⁸² Western Climate Initiative. *History*, 2013, en ligne: WCI <www.westernclimateinitiative.org/history> (en 2008, elle regroupait les États de Californie, Nouveau-Mexique, Arizona, Montana, Utah, Oregon et Washington et les provinces canadiennes de Colombie-Britannique, Manitoba, Ontario et Québec) [WCI, *History*].

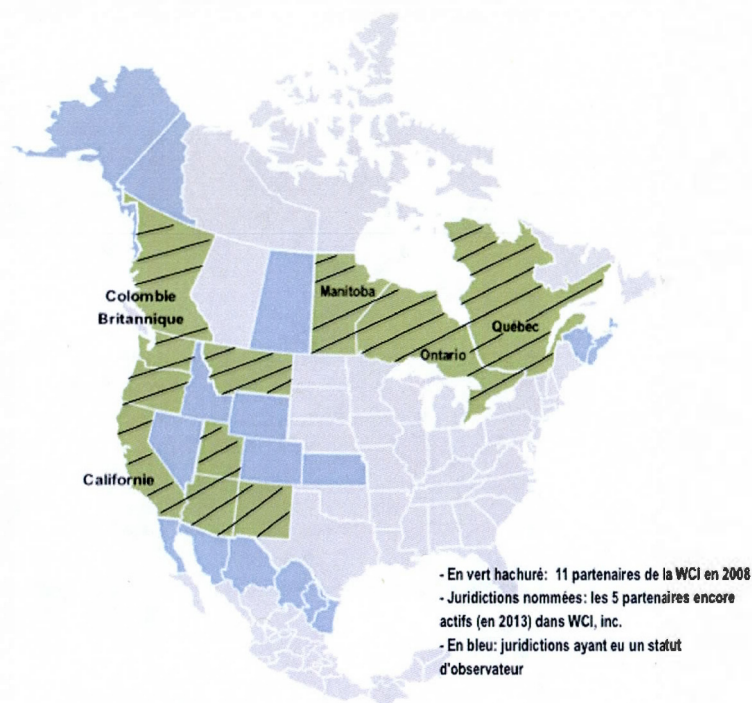


Figure 1.2 Evolution de la composition de la Western Climate Initiative

La plupart de ces juridictions ont collaboré activement à définir le *Cadre de mise en œuvre du programme régional de la Western Climate Initiative*. Celui-ci a été publié en juillet 2010. Nous en verrons les détails au chapitre 3.

Toutefois, la construction de la WCI se fait depuis son début dans un contexte politique et économique nord-américain peu favorable à l'émergence de tout instrument (droits d'émission, taxe ou autre) visant à mettre un coût aux émissions de GES. Après l'effondrement en 2010 du principal projet de loi sur le climat de l'administration du président Obama⁸³, et le recul politique du parti démocrate aux

⁸³ Eileen Claussen et Manik Roy, « Climate bill : Where To From Here? », *National Journal* [de Washington] (26 juillet 2010) en ligne : National Journal (Energy Experts Blog) <<http://energy.nationaljournal.com/2010/07/climate-bill-post-mortem.php#1609171>> à la p 1.

élections nationales de novembre 2010⁸⁴, le contexte est même devenu carrément hostile. Peu à peu, les six partenaires états-uniens autres que la Californie ont annoncé qu'ils renonçaient indéfiniment à implanter un système de plafond et échanges de droits d'émission (SPEDE), et se sont retiré de la WCI⁸⁵.

Du côté canadien, l'Ontario, le Manitoba et la Colombie-Britannique restent partenaires de la WCI, mais des changements dans leur paysage politique les ont amené à retarder indéfiniment la mise en vigueur de leur propre SPEDE.

Ce sont donc la Californie et le Québec qui, par la liaison officielle de leurs SPEDE, ont lancé le 1^{er} janvier 2014 le marché du carbone nord-américain de la WCI⁸⁶. L'Ontario et la Colombie-Britannique continuent pour leur part à collaborer à la définition des derniers éléments du programme de la WCI⁸⁷, dans le but de s'y joindre dans les prochaines années⁸⁸.

Malgré ces aléas et son démarrage avec seulement deux partenaires, il est essentiel de comprendre que la WCI est quand même devenue alors *de facto* le plus important marché du carbone réglementé d'Amérique du Nord⁸⁹. Quand il atteindra sa pleine couverture, en janvier 2015, le marché de la WCI pourrait bien être le

⁸⁴ Dina Cappiello, « Obama drops plan to limit global warming gases », Associated Press, 3 novembre 2010, en ligne : Business Week <www.businessweek.com/ap/financialnews/D9J8SKSO4.htm> à la p 1.

⁸⁵ Reuters, « North America 2050: New group seeks to tackle CO2 beyond RGGI and WCI », en ligne : (2011) 6 : 46 Carbon Market North America à la p 4 <www.pointcarbon.com/polopoly_fs/1.1696183!CMNA20111202.pdf> (ils ont créé en 2011 un nouveau groupement nommé North America 2050 qui vise la promotion d'une meilleure efficacité énergétique, mais écarte toute forme de tarification des émissions de GES).

⁸⁶ Ministère des Relations internationales du Québec, communiqué, « Marché du carbone: le Québec et la Californie lient officiellement leurs systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission » (1 oct 2013), en ligne : Gouvernement du Québec <communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Octobre2013/01/c6395.html> [MRIQ, le Québec et la Californie lient officiellement leurs SPEDE].

⁸⁷ WCI, *History*, *supra* note 82. Voir aussi WCI Inc, *Conseil d'administration*, 2012, en ligne : WCI Inc <www.wci-inc.org>.

⁸⁸ Reuters, « California, Quebec to link CO2 markets this year », en ligne : (2012) 7 : 2 Carbon Market North America à la p 4 <www.pointcarbon.com/news/cmna/1.171838> [Reuters, « Cal, Qc to link CO2 markets »].

⁸⁹ *Ibid*; *Plafonds annuels d'unités d'émission de gaz à effet de serre relatifs au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2013-2020*, LRQ, c Q-2, constituant une partie de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, 16 décembre 2011, GOQ II, 5856B; Boyd, « RGGI Makes Some Changes », *supra* note 23 à la p 1 (au démarrage du marché de la WCI en janvier-2013, avec les émissions GES des secteurs de la production d'électricité et de la grande industrie, le volume d'émissions couvertes sera de 189 MtGES, versus un maximum théorique (jamais atteint) de 188 MtGES sous le RGGI).

deuxième plus important sur la planète, après le marché réglementé européen sous le EU ETS⁹⁰. Son volume total d'émissions assujetties dépassera alors 500 millions de tonnes de GES, soit environ 1,5 fois la couverture initialement prévue pour le SPEDE australien⁹¹. Plus de vingt-quatre mois après l'entrée en vigueur de leurs SPEDE, les unités d'émissions de la Californie et du Québec se transigent à plus de 11\$/tCO₂eq⁹². C'est près du double de la valeur au même moment des unités d'émissions européennes.

En plus de son importance quantitative, il faut noter que le programme de marché régional du carbone qu'ont conçu les partenaires de la WCI prévoit bel et bien, malgré le contexte politique difficile, certaines ouvertures à des crédits carbone de projets de mitigation dans des PED. Nous le verrons plus en détail au chapitre 3.

Enfin, il faut aussi considérer que ce qui se bâtit dans le cadre de la WCI a une influence indéniable sur ce qui se mettra éventuellement en place sur l'ensemble de l'Amérique du Nord comme régime de lutte aux GES. Pour Robert Stavins, cela va jusqu'à conclure que « in the absence of a meaningful federal policy, [...] like it or not—we may find that Sacramento, California comes to take the place of Washington as the center of national climate policy⁹³ ».

De fait, au moment de terminer la rédaction de ce mémoire, nous sommes probablement après voir se matérialiser cette influence de la Californie, et des États

⁹⁰ Reuters, « Cal, Qc to link CO2 markets », *supra* note 88 à la p 4.

⁹¹ James Grubel et David Fogarty, « How Australia's carbon pricing scheme works », 1 juillet 2012, en ligne: Reuters <www.reuters.com/article/2012/06/30/us-australia-carbon-factbox-idUSBRE85T0LL20120630> (le SPEDE australien devait initialement couvrir environ 360 MtGES, soit 60% des émissions GES totales de son économie). Voir aussi Gouv. Australien, *Carbon Pricing Policy*, *supra* note 25.

⁹² Gouv. du Québec, *Vente aux enchères d'unités d'émission de gaz à effet de serre du 4 mars 2014 : Rapport des résultats* (2014), en ligne : MDDEFP, Québec, <www.mddep.gouv.qc.ca/changements/carbone/resultats-vente20140304.pdf>, à la p 3; Reuters « California carbon allowances fetch \$11.48 a tonne at auction », 24 février 2014; Reuters « EU carbon drops below 6 euros on speculative selling », 24 mars 2014.

⁹³ Robert Stavins, *The National Context of U.S. State Policies for a Global Commons Problem*, policy brief, 2011, en ligne : Harvard Project on International Climate Agreements, <http://belfercenter.ksg.harvard.edu/publication/21524/national_context_of_us_state_policies_for_a_global_commons_problem.html?breadcrumb=%2Fexperts%2F166%2Frobert_n_stavins> au sommaire.

membres du RGGI, sur l'amorce d'une réglementation nationale états-unienne des émissions industrielles de GES.

En effet même si, comme nous l'avons vu, l'administration Obama a été bloquée dans ses tentatives de faire adopter une loi fédérale sur les changements climatiques, il y a eu en 2007 un jugement historique de la cour suprême (*Massachusetts v. EPA*) qui oblige malgré tout le gouvernement fédéral à agir⁹⁴. Cette décision de la cour suprême a statué que les GES sont des polluants atmosphériques au sens du *Clean Air Act* (une des plus importantes loi environnementale des États-Unis) et elle commande à l'agence fédérale états-unienne de protection de l'environnement (US-EPA) de les réglementer sous la Section 111 du *Clean Air Act*⁹⁵.

En suivi à cette décision, l'EPA a déjà émis en 2012 de nouvelles normes d'émissions de GES pour les véhicules automobiles, applicables à partir de 2025. Puis, après moult consultations, entre autres auprès de la Californie et des États du RGGI, et quelques autres batailles politiques et juridiques, l'EPA a finalement, le 2 juin 2014, publié sa proposition pour obliger tous les États de l'union à réglementer les émissions de GES des centrales électriques de leur territoire. Celles-ci représentent environ 40% de toutes les émissions de GES des États-Unis⁹⁶.

Cette proposition de réglementation nationale par l'EPA n'imposera pas des cibles très ambitieuses. On parle d'une réduction pour 2030 d'environ 12% des émissions de GES de l'ensemble des centrales électriques par rapport au niveau de

⁹⁴ Supreme Court of the United States, « *Massachusetts v. Epa* (no. 05-1120) », 5415 f. 3d 50, décision rendue le 2 avril 2007, syllabus en ligne : Legal Information Institute, Cornell University Law School, <www.law.cornell.edu/supct/html/05-1120.ZS.html>.

⁹⁵ Ann Carlson, « Obama's Clean Air Act 111d Rules Are Legally Required, Not an End Run Around Congress », Legal Planet, 29 mai 2014, en ligne : Univ of Berkeley and UCLA Law Schools (CA) <<http://legal-planet.org/2014/05/29/obamas-clean-air-act-111d-rules-are-legally-required-not-an-end-run-around-congress/>>.

⁹⁶ Megan Herzog « EPA Releases Section 111(d) Rule for Existing Power Plants », Legal Planet, 2 juin 2014, en ligne : Univ of Berkeley and UCLA Law Schools (CA) <<http://legal-planet.org/2014/06/02/epa-releases-section-111d-rule-for-existing-power-plants/>> [Herzog « EPA Releases Section 111(d) Rule »]; Steven Weissman « Addressing Climate Without Legislation », Legal Planet, 3 juin 2014, en ligne : Univ of Berkeley and UCLA Law Schools (CA) <<http://legal-planet.org/2014/06/03/addressing-climate-without-legislation/>>.

2013⁹⁷. On est encore loin du minimum établi par le GIEC pour espérer limiter le réchauffement global à 2C, et encore plus loin de pays, comme la Norvège et la Suède, qui se sont donné de vrais cibles ambitieuses de réduction de GES (-30% en 2020 par rapport au niveau de 1990) tout en acceptant dès le départ qu'une part importante de celle-ci sera atteinte par l'achat de crédits carbone issus de projets de développement propre dans les PED⁹⁸.

Par contre, l'EPA propose d'imposer aux États des obligations de résultats en 2030 plutôt que d'imposer des normes techniques s'appliquant aux équipements des centrales électriques visées et, surtout, elle leur donnerait (aux États) une importante flexibilité de moyens pour atteindre leurs objectifs réglementaires. L'EPA propose un éventail de quatre séries de mesures (quatre blocs) dont l'un est justement la mise en oeuvre par les États de systèmes de plafond et échanges de droits d'émissions de GES, ainsi que la possibilité de lier ces SPEDE dans des systèmes « multi-États ». Considérant l'ampleur de la production électrique à partir de combustibles fossiles aux États Unis, on parle tout de même d'une quantité majeure de 500 millions de tonnes supplémentaires d'émissions de CO₂eq qui devront être éliminées, ou compensées, et dont une partie pourrait s'ajouter au marché du carbone de la WCI⁹⁹.

Pour ces raisons, plusieurs analystes s'entendent pour dire que le modèle proposé par l'EPA rend les deux marchés du carbone réglementés (Californie/WCI et RGGI) plus attrayants pour plusieurs autres États des ÉU, alors qu'ils devront tous trouver la meilleure formule pour se conformer à la nouvelle réglementation fédérale. Pour la directrice du *Emmett Center on Climate Change and the Environment*, de la faculté

⁹⁷ Steven Weissman « Addressing Climate Without Legislation », *supra* note 96.

⁹⁸ Ben Garside, « Norway pledges 300 mln/yr to green world's power », (18 janv 2012), en ligne: Reuters, <www.reuters.com/article/2012/01/18/us-norway-carbon-idUSTRE80H1LT20120118> à la p 1.

⁹⁹ Herzog « EPA Releases Section 111(d) Rule ... », *supra* note 96.

de droit de l'université UCLA, « California covered entities may get a lot of company, and a significantly larger trading market, in the years to come¹⁰⁰ ».

Cette nouvelle initiative de l'EPA ne peut donc que renforcer l'hypothèse qu'un marché réglementé nord américain du carbone étendu pourrait représenter un morceau important du casse-tête du financement privé d'activités qui contribueront à réaliser le double objectif de la mitigation des GES et du DDPV, particulièrement dans l'axe des Amériques.

Dans un avenir prévisible, ces développements positifs continueront toutefois de se faire sans le Canada. Celui-ci est en effet devenu en décembre 2012 la seule Partie à se retirer du protocole de Kyoto (sur 192 pays l'ayant ratifié) avant même la fin de la première période d'engagement¹⁰¹, et le gouvernement canadien continu à résister à adopter des actions nationales significatives de réduction de GES, même malgré des pressions en ce sens du gouvernement Obama avant de pouvoir donner son accord au controversé projet de pipeline Keystone pour transporter le pétrole des sables bitumineux vers les raffineries états-uniennes du Golfe du Mexique¹⁰².

Pendant ce temps, il est notable de voir qu'il semble y avoir davantage de volonté politique d'aller de l'avant au Mexique, du moins au niveau fédéral, avec entre autres sa loi générale sur les changements climatiques adoptée en juin 2012¹⁰³ et sa taxe carbone entrée en vigueur en janvier 2014¹⁰⁴. Comme nous le verrons à la section 4.1, il s'agit selon plusieurs observateurs, d'un des plus solide cadre normatif sur les

¹⁰⁰ Cara Horowitz, « Four things California will note about EPA's power plant proposal », Legal Planet, 4 juin 2014, en ligne : Univ of Berkeley and UCLA Law Schools (CA) <<http://legal-planet.org/2014/06/04/california-climate-change-and-111d/>>, à la p 2 [Horowitz, « Four things California will note about EPA's proposal »].

¹⁰¹ CCNUCC, *Status of Ratification of the Kyoto Protocol*, 2013, en ligne : Secrétariat de la CCNUCC <http://unfccc.int/kyoto_protocol/status_of_ratification/items/2613.php> (le Canada s'est retiré en vertu de l'art 27(1) du *Protocole de Kyoto*).

¹⁰² Dan Farber « Does Keystone Matter? », Legal Planet, 14 avril 2014, en ligne : Univ of Berkeley and UCLA Law Schools (CA), <<http://legal-planet.org/2014/04/14/does-keystone-matter/>>.

¹⁰³ Mexique, *Ley general de cambio climático*, infra note 129.

¹⁰⁴ GIZ Climate Programm, « The Mexico carbon tax scheme », in Carbon Mitigation Highlights, vol 3, mai 2014, en ligne : Bonn (Al), <www.giz.de/expertise/html/10100.html>, à la p 5.

changements climatiques parmi les PED. Celui-ci ouvre la porte à la création d'un fonds carbone et à l'établissement éventuel d'un marché réglementé du carbone qui pourrait échanger des droits et crédits sur la scène internationale. Il augmente de plus, selon certains, les probabilités de coopération avec la Californie pour la génération de crédits carbone de type REDD.

Conclusion du chapitre I

Nous avons vu pourquoi les marchés du carbone devraient être parmi les principaux instruments pour canaliser une part significative des capitaux privés promis par les pays développés, dans le cadre des accords de Cancún sur le climat, pour appuyer les PED à se développer de la façon la moins intensive en carbone possible. Puis nous avons vu que la WCI doit en principe devenir le plus important marché du carbone réglementé dans l'économie nord-américaine et un des 3 ou 4 plus importants de la planète.

D'où la conclusion que la WCI pourrait probablement jouer un rôle significatif pour faciliter la réalisation du double objectif inscrit dans le régime climatique international de la mitigation des émissions de GES tout en favorisant le développement durable pour les populations vulnérables des PED.

Nous avons aussi constaté que, malgré l'incertitude sur l'évolution des mécanismes par lesquels des projets et programmes de mitigation des GES dans les PED pourront être financés dans le cadre des marchés du carbone réglementés, il demeure deux constantes :

- i) peu importe la forme (MDP réformé, REDD+, MAAN, etc.), tous ces mécanismes donneront des initiatives de mitigation des GES dans les PED qui pourraient, en théorie, être en partie financés par la génération de crédits compensatoires reconnus dans le cadre de la WCI, s'ils satisfont à ses critères d'intégrité environnementale ;
- ii) peu importe la forme, pour maximiser les chances que ces projets et programmes contribuent à un réel développement durable, ils devront être conçus et réalisés de manière à répondre le plus possible à des besoins qui sont réels et à favoriser un maximum d'appropriation par les populations visées des connaissances et des technologies utilisées.

CHAPITRE II

QUESTIONS DE RECHERCHE ET MÉTHODOLOGIE

Endeavoring to write about climate change while the law is still being written, is a little bit like jumping on a moving train without knowing exactly where it is headed
Bradley M. Marten, General Editor, LexisNexis Global Climate Change Special Pamphlet Series, décembre 2009.¹⁰⁵

Dans le chapitre précédent, nous avons donné une vue d'ensemble du contexte dans lequel se développe le marché du carbone réglementé de la Western Climate Initiative. Nous y avons vu pourquoi les crédits compensatoires utilisables dans les marchés réglementés du carbone et provenant des pays en développement devraient idéalement servir aussi l'objectif, inscrit dans le régime climatique international, de contribuer au développement propre et durable de ces pays. C'est le double objectif mitigation + développement durable.

Dans le présent chapitre, nous allons établir les divers éléments de méthodologie qui encadreront cette recherche : la question principale, les sous-questions essentielles, le cadre théorique de l'étude et enfin ses limites, importantes à noter pour bien en comprendre la portée.

2.1 Question de recherche

La finalité du présent mémoire vise les mécanismes d'évaluation et d'accréditation de projets du programme de crédits compensatoires dans le cadre de la WCI, ceci en lien avec le double objectif mitigation + développement durable tel que nous l'avons vu.

¹⁰⁵ General Editor Bradley M. Marten, « Introduction to LexisNexis Global Climate Change Special Pamphlet Series », Blog, 18 décembre 2009, en ligne : Lexis Nexis <www.lexisnexis.com.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/community/environmental-climatechangelaw/blogs/climatechange/archive/2012/10/17/introduction-to-lexisnexis-global-climate-change-special-pamphlet-series.aspx>.

Plus spécifiquement, ce mémoire vise à répondre à la question principale suivante :

Est-il possible de bonifier les règles du système de crédits compensatoires dans le cadre de la WCI pour augmenter les chances qu'il favorise des projets ou programmes de mitigation des GES dans les pays en développement (notamment ici au Mexique) qui contribuent en même temps au développement durable au profit des populations touchées par ces activités ?

Nous concentrerons l'analyse de l'approche développement durable sur l'étape « d'identification des besoins » des populations bénéficiaires, et de leur prise en compte dans la conception et la réalisation des projets et programmes de mitigation des GES. C'est une étape cruciale pour maximiser les chances des projets dans les PED de donner de réels bénéfices en termes de développement durable.

2.2 Cadre théorique

Nous allons d'abord explorer le cadre normatif (le droit réel, au sens de Norberto Bobbio¹⁰⁶) de la WCI et des juridictions partenaires. Pour ce faire, nous avons retenu une démarche fondée d'abord sur le positivisme juridique.

Bobbio mentionne que, comme mode d'approcher l'étude du droit : « le positivisme juridique est caractérisé par la nette distinction entre le droit réel et le droit idéal [...] ¹⁰⁷ ». Il souligne « [...] la constatation historique que le droit qu'on applique devant les tribunaux [...] est un ensemble de règles dont la validité dérive, non de leur conformité à un droit idéal, mais du fait d'être posées par certaines autorités et du fait d'être effectivement suivies par ceux qui doivent l'appliquer ¹⁰⁸ ».

Pour Hans Kelsen, le droit positif est « un ordre coercitif, dont les normes sont créées par des actes de volonté d'êtres humains, c'est-à-dire créées par voie

¹⁰⁶ Norberto Bobbio, « Sur le positivisme juridique » dans *Essais de Théorie du droit (recueil de textes)*, traduit par Michel Guéret, Paris, LGDJ/Monchrestien, 2000 ch 1 à la p 25 [Bobbio, « Sur le positivisme juridique »].

¹⁰⁷ Bobbio, « Sur le positivisme juridique », *supra* note 106 à la p 25.

¹⁰⁸ *Ibid* à la p 29.

législative, judiciaire, administrative, ou par des coutumes constituées par des actes d'êtres humains¹⁰⁹ ». Il ajoute que ces normes « [...] peuvent être modifiées arbitrairement, et elles sont différentes selon les époques et selon les peuples ».

Nous allons donc nous concentrer d'abord, aux chapitres 3 et 4, à comprendre les prescriptions et les possibilités de ce droit « réel », ou droit positif, qu'ont créé les législateurs pour baliser la conception, le développement et la réalisation d'activités de mitigation de GES qui peuvent générer des CtC de conformité dans le cadre normatif de la WCI. Nous y analysons le *Cadre de mise en œuvre* du programme de la WCI et, surtout, les cadres réglementaires des systèmes de plafond et échanges de droits d'émission des juridictions partenaires de la WCI (actuellement le Québec et la Californie). Nous nous demanderons ensuite s'il semble possible pour ces législateurs des juridictions partenaires de bonifier ces sources du droit positif qui forment le cadre normatif de la WCI, afin de multiplier les chances de favoriser des projets qui contribuent au DDPV dans les PED.

Nous allons faire cette analyse à partir d'une approche classique du droit positif d'abord par convenance, afin de rester centrés sur l'objectif du mémoire. Ceci dit, nous sommes conscients que cette approche classique est possiblement trop rigide pour permettre de bien saisir la complexité du contexte juridique dans lequel se crée le marché réglementé du carbone de la WCI. Elle est aussi probablement trop limitée pour saisir les raisons pour lesquelles on pourrait vouloir en bonifier les règles afin de servir l'objectif d'appuyer des projets qui contribuent au DDPV dans les PED. Selon Goyard-Fabre, « [...] l'erreur que la doctrine, en sa forme classique, a commise. Elle a soutenu que les règles juridiques résultaient uniquement d'actes de volonté explicites. Or, parce que le droit est un système dynamique de normes, il n'est pas

¹⁰⁹ Hans Kelsen, « Positivisme juridique et doctrine du droit naturel » dans Jean Dabin, *Mélanges en l'honneur de Jean Dabin*, Paris, Sirey, 1963 à la p 141.

possible de négliger ses buts, ses préférences, ses valeurs, ses critères axiologiques, si l'on veut en comprendre la structure et le sens¹¹⁰ ».

L'approche classique incite en effet à faire abstraction du fait que l'objectif d'augmenter les projets qui contribuent au DDPV dans les PED relève en bonne partie de la recherche d'un idéal de justice climatique, ceci en accord avec la base du régime climatique international tel que vu à la section 1.1. Or cet objectif est clairement présent dans notre démarche. C'est notamment vrai avec notre évaluation, au chapitre 5, des normes carbone dédiées au développement durable qui pourraient le mieux contribuer à un tel objectif dans le cadre de la WCI.

C'est pourquoi notre analyse, au chapitre 5 et en conclusion, évolue vers une approche plutôt néo-positiviste. Les « écoles néo-positivistes », selon Ghestin « [...] rejoignent aujourd'hui les écoles idéalistes dans une recherche de valeurs, qui réintroduit nécessairement un certain subjectivisme¹¹¹ ». Des écoles pour lesquelles, selon Bergel, « [Le droit positif] ne peut se dissocier de phénomènes plus larges, ni être isolé de ses sources ou de son contexte. Il dépend de l'histoire, de l'environnement humain, social économique..., des choix idéologiques¹¹² ». Pour ces écoles, « La recherche de la solution juste se fera en utilisant les données positives du droit, mais en dépassant celles-ci qui ne sont que des guides, des instruments indispensables, mais insuffisants¹¹³ ».

Nous avons vu la complexité du contexte juridique dans lequel se crée le marché réglementé du carbone de la WCI. Denys de Béchillon mentionne que « dans nos

¹¹⁰ S. Goyard-Fabre, *Les fondements de l'ordre juridique*, PUF, Paris, 1992 à la p 255, tel que présenté dans Jacques Ghestin, « Les données positives du droit » (2002) 18 RTD Civ (Dalloz), al 33 (pour présenter le néo-positivisme) [Ghestin, « Les données positives du droit »].

¹¹¹ Ghestin, « Les données positives du droit », *ibid* (les « données positives du droit » étant selon Ghestin la loi, la jurisprudence, les contrats et la doctrine, la coutume ayant un rôle plus marginal).

¹¹² JL Bergel, *Théorie générale du droit*, 3e éd, Paris, Dalloz, 1999, n° 2 à la p 2, tel que cité dans Ghestin, « Les données positives du droit », *supra* note 110, al 33.

¹¹³ Ghestin, « Les données positives du droit », *supra* note 110, al 34; JL Bergel, *Théorie générale du droit*, 3e éd, Paris, Dalloz, 1999, n° 38-39 aux pp 45-46.

sociétés modernes, le droit 'positif', c'est ce qui est avalisé comme tel par la puissance publique selon les critères qu'elle dégage elle-même à cet effet¹¹⁴ ». Il ajoute par contre que l'État « doit absorber une foule de normes dont il n'a ni prévu, ni provoqué l'élaboration, coutumes, règles et règlements. Pour cette raison, s'il veut rester seul maître de l'ordre juridique sur le territoire soumis à sa souveraineté, l'État doit faire son tri et se réserver le monopole de la détermination des règles de droit¹¹⁵ ».

Les gouvernements du Québec et de Californie sont bel et bien maîtres des cadres législatifs et réglementaires des systèmes de plafond et échanges qu'ils ont établis sur leur propre territoire. Toutefois ceux-ci sont, et seront de plus en plus, soumis à plusieurs sources d'influences qui vont probablement les obliger à moduler et adapter leurs cadres juridiques pendant plusieurs années¹¹⁶. On peut se demander à quel point ils peuvent concrètement, dans ce contexte, « se réserver le monopole de la détermination des règles de droit ».

Dès le départ, en acceptant l'existence d'un *Cadre de mise en œuvre* auquel doivent se baser tous les partenaires pour créer leur propre cadre réglementaire, chaque juridiction qui souhaite lier son SPEDE au marché régional de la WCI accepte *de facto* d'y soumettre en partie l'exercice des compétences juridiques qui sont siennes chacune dans son propre cadre constitutionnel.

Il existe des modèles de partage du droit positif entre un droit positif commun et un droit positif propre à chaque entité, dans le cas des États de type fédéral. Dans ces

¹¹⁴ Denys de Béchillon, *Qu'est-ce qu'une règle de droit?*, Odile Jacob, 1997 aux pp 163-164, tel que cité dans Jacques Ghestin, *supra* note 110, al 11 [Béchillon, *Qu'est-ce qu'une règle de droit?*].

¹¹⁵ *Ibid*, al 13.

¹¹⁶ Point Carbon News, « WCI partners mull ETS without California », en ligne : (2010) 5 : 30 Carbon Market North America à la p 4 <www.pointcarbon.com/polopoly_fs/1.1464535!CMNA20100730.pdf> (un référendum en novembre 2010, financé par l'industrie pétrolière, a même tenté d'empêcher la Californie de mettre en œuvre sa loi cadre sur les changements climatiques (AB 32). Cela aurait obligé le Québec et les autres partenaires de la WCI à revoir en grande partie le fonctionnement de la WCI).

cas toutefois, le principe de la hiérarchie de normes¹¹⁷ fait que « ce sont les lois constitutionnelles de ces États qui déterminent les matières qui sont de la compétence de la loi fédérale et qui s'appliquent à l'ensemble des États ou des cantons et celles qui sont de la seule compétence de chaque État fédéré (États-Unis) ou de chaque canton (Suisse)¹¹⁸ ». C'est une toute autre réalité quand on parle d'entités fédérées qui s'entendent entre elles sur un modèle réglementaire commun, mais qui n'a en soi aucune force de loi. *A fortiori* quand, en plus, ces entités fédérées ne font pas partie de la même fédération et ne sont donc pas assujetties à la même loi constitutionnelle.

Nous verrons qu'il y a encore plusieurs autres influences externes qui ont le potentiel de rogner la capacité des juridictions partenaires d'être le seul maître de la conception et de l'application de leur propre système de plafond et échanges sur leur territoire. Quand on pense à l'aspect novateur et aux précédents associés à la création d'un marché régional réglementé du carbone de portée nord-américaine, on ne peut douter que tant la jurisprudence que la doctrine joueront de grands rôles dans son évolution. Déjà plusieurs actions en justice, notamment en Californie, ont forcé les législateurs à ajuster leur cadre réglementaire, ou l'ont au contraire renforcé¹¹⁹. Pour ce qui est de la doctrine, on ne peut qu'être d'accord avec Ghestin et Goubeaux à l'effet que « en présence d'une législation ou d'une jurisprudence récente, elle [la doctrine] essaie de faire apparaître, notamment par un commentaire exégétique, les idées directrices qui inspirent les nouvelles règles. Surtout, dans l'hypothèse de lacunes ou d'incertitudes diverses, la doctrine propose des interprétations qui peuvent

¹¹⁷ Béchillon, *Qu'est-ce qu'une règle de droit?*, *supra* note 114, al 12.

¹¹⁸ Serge Braudo et Alexis Baumann, *Dictionnaire du droit privé français*, Roubaix (Fr), Société OVH, *sub verbo* « Définition de Droit positif », en ligne : <www.dictionnaire-juridique.com/definition/droit-positif.php> [Braudo et Baumann, *Dictionnaire*].

¹¹⁹ Erika K. Anderson, *California Offset Program Upheld*, 2013, en ligne : Marten Law <www.martenLaw.com/newsletter/20130211-california-offset-program-upheld> (voir cette analyse de la décision de maintenir le programme californien de crédits compensatoires, dans la cause *Citizens Climate Lobby*, CGC-12-519554, Superior Court of California, 2013) [Anderson, *California Offset Program Upheld*].

finalement être retenues¹²⁰ ». Comme on l'a vu au chapitre précédent, il ne manque pas de lacunes et d'incertitudes dans le marché du carbone naissant de la WCI, tout comme d'ailleurs à l'échelle internationale, dans l'utilisation des systèmes de plafond et échanges de droits d'émission comme instruments de lutte aux GES¹²¹.

De même, les cadres réglementaires qu'adoptent concrètement les partenaires de la WCI ont une grande influence les uns sur les autres. C'est déjà vrai entre le Québec et la Californie et cela le sera probablement encore plus quand il sera le temps de faciliter l'adhésion de nouveaux partenaires au marché de la WCI. De plus, les cadres réglementaires pour le contrôle des GES qui devront assurément être à un moment donné mis en place par les gouvernements fédéraux des États-Unis et du Canada risquent d'avoir des impacts significatifs sur le marché régional de la WCI. Sur ce dernier point, l'évolution dans les prochains mois de la proposition de l'EPA pour la réglementation au niveau nationale états-unien des émissions de GES des centrales électriques pourrait nous en donner une bonne idée¹²².

Enfin, on ne peut nier l'influence du régime climatique international, lui-même une source de droit positif¹²³, même si les juridictions sous-nationales comme le Québec et la Californie n'y sont pas directement assujetties. La CCNUCC et le protocole de Kyoto restent les sources originales des marchés réglementés du carbone comme instruments de lutte contre les GES. C'est aussi vrai pour les mécanismes pouvant générer des crédits compensatoires utilisables comme instruments de conformité dans des marchés réglementés comme la WCI. On pense bien sûr au MDP, mais aussi aux nouveaux instruments spécifiques qui se développent (REDD, MAAN et autres). Il faut d'ailleurs noter aussi l'influence de la science qui fait

¹²⁰ J Ghestin et G Goubeaux, *Traité de droit civil, Introduction générale*, 4^e éd, 1994, n° 576 à la p 531, tel que cité dans Jacques Ghestin, *supra* note 114, al 30.

¹²¹ Anderson, *California Offset Program Upheld*, *supra* note 119 (les auteurs y font amplement mention des telles incertitudes qui devront être clarifiées).

¹²² Horowitz, « Four things California will note about EPA's proposal », *supra* note 100.

¹²³ Braudo et Baumann, *Dictionnaire*, *supra* note 118.

évoluer rapidement la compréhension de ces instruments, et des meilleures pratiques pour s'en servir à bon escient. Le cas des programmes REDD+ et du lien complexe entre la gestion des forêts et la comptabilisation des GES émis, captés ou séquestrés par celles-ci en est une illustration éloquent¹²⁴.

2.3 Cadre opératoire

Nous venons donc de voir que la présente étude analyse dans un premier temps le droit positif qui régit la conception et l'utilisation de crédits compensatoires dans le cadre du marché réglementé du carbone de la WCI. Pour ce faire, voici les principales sources de normes que nous analysons.

D'abord le *Cadre de mise en œuvre du programme régional de plafonds et échanges de la WCI*¹²⁵. C'est la pièce maîtresse qui définit le marché du carbone réglementé régional de la WCI. Nous verrons au chapitre 3 pourquoi ce document, même s'il n'est pas une source formelle de droit, a malgré tout une influence directe et significative sur les sources formelles que sont les cadres réglementaires des juridictions liées au marché régional de la WCI. Nous y verrons à quel point la Californie et le Québec s'en sont inspirés. Nous y analyserons plus spécifiquement les chapitres qui définissent les règles de base que doivent respecter les programmes de crédits compensatoires des juridictions participantes au marché de la WCI. Nous regarderons d'ailleurs comment ces règles y ont évolué, notamment pour ce qui est des CtC originant des PED, en regard de ce qui était suggéré dans le *Modèle recommandé*¹²⁶ qui avait été adopté par les partenaires en 2008.

¹²⁴ UN-REDD programme, *Frequently Asked Questions (FAQs) and Answers on REDD+*, 2014, en ligne : UN-REDD.org <www.un-redd.org/AboutREDD/tabid/102614/Default.aspx> (cette FAQ sur les programmes REDD donne une bonne idée de cette complexité, notamment aux questions 14 à 17).

¹²⁵ Western Climate Initiative, *Cadre de mise en œuvre du programme régional de la Western Climate Initiative (WCI)*, 2010, en ligne: WCI, <www.westernclimateinitiative.org/component/remository/general/program-design/Design-Summary-And-Documentation-FR/> [WCI - *Cadre de mise en œuvre*].

¹²⁶ Western Climate Initiative, *Modèle recommandé pour le programme régional de plafonds et échanges de la Western Climate Initiative*, 2008, en ligne: WCI <www.westernclimateinitiative.org/document-archives/general/design-recommendations/Modèle-recommandé-pour-le-programme-régional-de-plafonds-échanges-de-la-Western-Climate-Initiative/> [WCI - *Modèle recommandé*].

Nous analysons ensuite les cadres réglementaires que se sont donné les deux premières juridictions partenaires de la WCI à avoir mis en vigueur leur SPEDE (les deux entrés en vigueur le 1er janvier 2013). Nous verrons notamment :

- le *Règlement québécois concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*¹²⁷, édicté le 14 décembre 2011 ;
- le « *California Cap on Greenhouse Gas Emissions and Market-Based Compliance Mechanisms*¹²⁸ », adopté le 16 décembre 2010.

Rappelons que ces deux cadres réglementaires représentent les principales sources de droit positif actuellement présentes dans le cadre du marché du carbone de la WCI. Là aussi, nous y regardons de plus près les éléments qui y régissent la définition, la reconnaissance et l'utilisation des CtC. Nous y comparons les différents types d'activités couverts par chacun des programmes, de même que leur niveau respectif d'ouverture envers des projets ou programmes de mitigation d'émissions de GES se réalisant au Mexique ou dans d'autres PED.

Ensuite, une fois analysées les sources de droit positif qui permettent la réalisation d'activités de réduction d'émissions de GES dans le cadre de la WCI, nous avons regardé le droit positif qui encadre la réalisation de tels projets dans les pays récepteurs potentiels. Pour fin de concision, nous nous sommes limités au Mexique, tel qu'annoncé dans la question de recherche.

Nous verrons au chapitre 4 dans quelle mesure les règles adoptées par l'État mexicain dans le cadre de sa *Loi générale sur les changements climatiques*¹²⁹ permettent la réalisation sur son territoire d'activités de mitigation qui pourraient

¹²⁷ *Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*, RQ 2012, c Q-2, r 46.1, en ligne: <www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/Q_2/Q2R46_1.HTM> [Règlement sur le système de plafond et échanges].

¹²⁸ *California Code of Regulations*, tit 17 sub 10, § 5, sections 95800-96023 (2011), en ligne : California Environmental Protection Agency <www.arb.ca.gov/regact/2010/capandtrade10/capandtrade10.htm> [California Cap-and-Trade Program].

¹²⁹ Mex, *Ley general de cambio climático* [Loi générale de changement climatique], DOF [Journal Officiel de la Fédération] 2012, 2^e section, en ligne: États Unis du Mexique, Chambre des Députés de l'H. Congrès de l'Union, <www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LGCC.pdf> [Mexique, *Ley general de cambio climático*].

donner lieu à des crédits compensatoires de conformité dans le cadre de la WCI. Nous nous demandons si ces règles imposent à ces projets, ou non, certains objectifs ou obligations de contribution au développement durable des communautés bénéficiaires. Nous avons regardé à cet effet d'autres instruments législatifs mexicains, comme la *Loi de planification*¹³⁰ (fédérale), ainsi qu'une analyse approfondie de ce contexte au Mexique réalisée par l'Organisation internationale du droit du développement. Nous nous sommes penchés enfin sur le cas de deux projets d'envergure qui semblent réussir concrètement la conjugaison du double objectif de la mitigation des GES et de la contribution au DDPV. L'un avec des populations pauvres des montagnes de la Sierra Gorda (centre-est du Mexique), l'autre avec des populations paysannes du sud-ouest du pays. Nous tentons de comprendre pourquoi ces projets, malgré leur fort enracinement local et le soutien des instruments de la législation sur le climat et des institutions fédérales, peinent quand même à obtenir du financement dans le cadre des marchés du carbone.

En dernière étape, nous analysons au chapitre 5 le cadre opérationnel de certaines normes qui sont déjà reconnues pour chercher à augmenter la contribution au développement durable des projets ou programmes qui donnent lieu à ces réductions d'émissions. Nous avons regardé notamment les normes internationales Gold Standard ; Climate, Community and Biodiversity (CCBS) ; Plan Vivo ; Social Carbon et REDD+SES¹³¹. Nous y avons créé et utilisé une série d'indicateurs qui pour évaluer l'efficacité de ces normes à favoriser une conception des projets et programmes de mitigation des GES en fonction de besoins réels des communautés bénéficiaires, identifiés d'abord par elles-mêmes.

¹³⁰ Mex, *Ley de planeacion [Loi de planification]*, 1983, en ligne (3 janvier 2014): États Unis du Mexique, Chambre des Députés de l'H Congrès de l'Union, 52^e législature <www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/lplan.htm> sous « texto vigente » [Mexique - *Ley de planeación*].

¹³¹ The Gold Standard <www.cdmGoldStandard.org>; The Climate, Community & Biodiversity Alliance <www.Climate-Standards.org> (CCBS); Plan Vivo <www.PlanVivo.org>; SocialCarbon <SocialCarbon.org>; REDD+ Social & Environmental Standards <www.Redd-standards.org> (REDD+SES).

Nous y analysons de la même manière les derniers développements de certains instruments dans le cadre du régime climatique international qui devraient en principe augmenter les chances de contributions au DDPV de ces instruments. On pense ici notamment aux réformes du MDP et à l'introduction de l'approche « suppressed demand », au développement du concept des MAAN et enfin au mécanisme REDD+. Ce dernier développé par les trois agences onusiennes que sont les Programmes des N.U. pour l'environnement (PNUE) et pour le développement (PNUD) et l'organisation des N.U. pour l'alimentation (FAO).

En conclusion, nous nous demandons s'il est possible de créer des synergies entre ces normes évaluées au chapitre 5 et les programmes de CtC dans le cadre du marché du carbone de la WCI qui favoriseraient la réalisation de l'objectif établi dans notre question principale. Nous émettons d'ailleurs quelques suggestions à cet effet.

2.4 Limites de l'étude

Nous avons vu la complexité et la mouvance rapide des contextes politiques, juridiques et financiers dans lesquels baignent autant les tentatives de réglementer les émissions de GES en Amérique du Nord¹³² que les efforts pour obtenir un nouvel accord international sur le climat qui soit suffisamment ambitieux et contraignant¹³³. Pour ces raisons, nous avons dû limiter passablement l'étendue de la recherche. Entre autres :

- l'analyse des marchés du carbone est centrée essentiellement sur le cas de la Western Climate Initiative (WCI) : le plus important marché du carbone réglementé qui se met en place en Amérique du Nord comme nous l'avons vu à la section 1.3. Le mémoire n'aborde que sommairement les deux marchés du

¹³² Ryan Lizza, « As the World Burns: How the Senate and the White House missed their best chance to deal with climate change », *The New Yorker* (11 octobre 2010) en ligne: www.newyorker.com/reporting/2010/10/11/101011fa_fact_lizza?currentPage=all notamment aux pp 8 à 11.

¹³³ Robert Stavins, « Cancun: What Happened (and Why): An Assessment of the Cancun Agreements », 13 décembre 2010, en ligne: <http://belfercenter.ksg.harvard.edu/analysis/stavins/?p=876#> à la p 1.

carbone réglementés importants que sont le système européen (EU ETS¹³⁴) et le marché régional du nord-est états-uniens (le RGGI¹³⁵). Il traite peu des autres marchés du carbone réglementés en développement, en Australie, en Chine et ailleurs. Nous faisons par contre plusieurs références au marché volontaire du carbone;

- comme pays en développement, nous avons centré l'étude sur le Mexique, et un peu le Brésil. Comme nous le verrons au chapitre 4, le Mexique est clairement le PED envers lequel le cadre normatif du programme de CtC de la WCI offre le plus d'ouvertures;
- enfin, l'analyse n'aborde que de façon limitée certaines dimensions du droit international qui ont une interaction évidente avec notre sujet. On pense par exemple à la convention sur la diversité biologique¹³⁶, ainsi qu'aux instruments qui définissent les principes du droit au développement¹³⁷. Nous incluons tout de même certains éléments des *Objectifs du Millénaire pour le développement* (OMD)¹³⁸ et du droit des peuples autochtones¹³⁹ dans notre analyse des normes carbonées axées sur le développement durable, au chapitre 5.

¹³⁴ Le Système européen d'échange de droits d'émission (EU ETS), *Questions fréquentes*, en ligne : Europa <<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/05/84&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=en>>.

¹³⁵ Boyd, « RGGI Makes Some Changes », *supra* note 23.

¹³⁶ Convention des Nations-Unies sur la diversité biologique (entrée en vigueur : 29 décembre 1993), en ligne : <www.cbd.int>. Voir aussi: Stephanie Von Scheliha, Björn Hecht et Tim Christophersen, « Biodiversité et moyens de subsistance : Les avantages REDD+ » (2011), en ligne : Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, Montréal (Qc) <www.cbd.int/doc/publications/for-redd-fr.pdf> (démontre comment les actions peuvent être conçues pour combattre simultanément changements climatiques, perte de biodiversité et pauvreté).

¹³⁷ Notamment : Nations-Unies, *Déclaration des Nations unies sur le droit au développement*, Assemblée générale, 1986, en ligne : ONU, New-York, <www.adequations.org/spip.php?article634> (y sont entre autres définies les responsabilités des états de créer les conditions, nationales et internationales favorables à l'amélioration constante du bien-être de l'ensemble des populations et des individus, fondées sur leur participation active, libre et utile au développement et à la répartition équitable des avantages qui en résultent).

¹³⁸ Nations-Unies, « Objectifs du Millénaire pour le développement », *Déclaration du Millénaire*, adoptée le 8 septembre 2000 par le Sommet du Millénaire au siège des Nations-Unies, en ligne : ONU, New-York, <www.un.org/fr/millenniumgoals/background.shtml> (En particulier les objectifs 3 « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes » et 7.A « Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux »).

¹³⁹ Nations-Unies, *Déclaration des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones*, 13 septembre 2007, en ligne : ONU, New-York, <www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf> (En particulier l'article 10, sur le principe du consentement libre, informé et préalable).

Conclusion du chapitre II

Dans ce chapitre, nous avons d'abord posé notre question principale (à la section 2.1).

Nous avons ensuite établi que nous utiliserons d'abord une approche classique du droit positif pour analyser, aux chapitres 3 et 4, le cadre normatif qui régira l'opérationnalisation du système de crédits compensatoires (CtC) dans le marché réglementé du carbone de la WCI.

Notre approche devient plutôt néo-positiviste au chapitre 5 et en conclusion, où nous introduisons dans notre démarche une vision plus idéaliste, avec des notions de justice climatique dans le sens défini par le régime climatique international. Cette vision plus idéaliste est nécessaire pour évaluer si des ajustements au système de CtC de la WCI semblent possibles pour bonifier ses règles d'évaluation et d'accréditation afin qu'il favorise davantage des activités de mitigation des GES dans les PED (essentiellement ici au Mexique) qui contribuent en même temps au développement durable pour les populations touchées par ces activités.

Nous avons enfin identifié les limites de l'étude. Celles-ci sont significatives étant donné la grande complexité des contextes locaux, nationaux et internationaux dans lesquels se développe la WCI, ainsi que la grande mouvance de ce contexte, au moment même de la rédaction de ce mémoire.

CHAPITRE III

LES CRÉDITS COMPENSATOIRES DANS LE CADRE DE LA WESTERN CLIMATE INITIATIVE (WCI)

Le chapitre 3 présente les crédits compensatoires (CtC) dans la cadre de la Western Climate Initiative (WCI).

Après un bref topo de l'organisation de la WCI et des liens entre les juridictions partenaires et la WCI, nous présenterons son système de CtC. Nous tenterons de voir dans quel esprit les partenaires ont initialement conçu la possibilité de l'utilisation de CtC comme instrument de conformité dans le cadre de la WCI. Puis nous verrons comment cela s'est traduit dans la définition finale du programme de CtC de la WCI, ce qui inclut les législations des juridictions partenaires.

Nous verrons aussi comment cela semble vouloir se traduire dans la mise en œuvre concrète du programme de CtC, et la place très congrue laissée, à ses débuts du moins, pour d'éventuels projets qui viseraient le double objectif de la mitigation des GES et le DDPV, au Mexique ou dans d'autres PED. Nous verrons qu'au contraire certains types de réduction d'émissions de GES qui ne devaient pas initialement être reconnus dans le cadre de la WCI, pourraient combler une grande partie de la demande en CtC tout en n'ayant aucune contribution significative au développement durable.

Nous regarderons enfin comment est traitée la phase d'analyse des besoins lors de la conception des projets ou programmes qui peuvent être présentés pour évaluation dans le cadre du programme de CtC de la WCI.

3.1 Mission et organisation de la WCI

La WCI a été créée initialement par la signature d'une entente entre les gouverneurs de la Californie et de quatre autres États du sud des États-Unis, le 26 février 2007. L'objectif du partenariat avait alors été défini comme « to collaborate in identifying, evaluating and implementing ways to reduce GHG emissions in our

states collectively and to achieve related co-benefits¹⁴⁰ ». On peut noter que l'objectif, tel qu'il est inscrit encore aujourd'hui sur le site internet de la WCI, reste plutôt fidèle à cette entente initiale¹⁴¹.

Les sept sous-objectifs qui suivaient dans l'entente de 2007 incluait, entre autres: l'établissement d'un objectif régional global de réduction des émissions GES, mais cohérent avec des objectifs spécifiques à être adoptés par chacune des juridictions partenaires ; le développement d'un mécanisme multisectoriel basé sur les lois du marché pour atteindre l'objectif régional ; la promotion du développement et de l'utilisation des technologies propres, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ; ainsi que la promotion de l'adoption de politiques climatiques au niveau régional et aussi au niveau national¹⁴².

Les déclarations en préambule de l'entente initiale de 2007 indiquaient déjà clairement l'ouverture à l'adhésion, comme partenaires de la WCI, d'autres États et de tribus des États-Unis, de provinces canadiennes et d'États mexicains.

De fait, dès 2007 et 2008 se sont joints, à titre de partenaires à part entière, les États du Montana, de l'Utah, ainsi que les provinces canadiennes de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de l'Ontario et du Québec. Les quatre provinces canadiennes ont collaboré activement aux travaux des différents comités qui ont défini les différents éléments du programme régional de la WCI.

De ces bases, deux caractéristiques de la WCI sont essentielles à comprendre dans le cadre du présent mémoire :

¹⁴⁰ *Western Regional Climate Action Initiative : Agreement signed by the Governors of Arizona, California, New Mexico, Oregon and Washington establishing the Western Climate Initiative*, 26 février 2007, en ligne: Western Climate Initiative, *History*, <www.westernclimateinitiative.org/component/remository/general/WCI-Governors-Agreement> à la p 2.

¹⁴¹ Western Climate Initiative, *Organization*, 2013, en ligne : WCI <www.westernclimateinitiative.org>.

¹⁴² WCI, *History*, *supra* note 82.

- la WCI est une entente de partenariat entre des gouvernements autonomes. Toutefois, chacun d'eux doit définir et inscrire dans ses lois son propre SPEDE, ceci en respectant au maximum les bases communes définies dans le programme de la WCI ;
- les partenaires sont des juridictions infra-étatiques. Elles ne sont donc pas juridiquement commises aux obligations internationales de leurs gouvernements fédéraux¹⁴³. L'inclusion dans le système WCI de préoccupations pour le DDPV des PED dépend donc de l'existence, parmi les décideurs qui construisent le système, de gens qui croient à la valeur, ou à l'intérêt pour leur juridiction, de favoriser de telles initiatives. Cela dépend aussi de l'existence de circonstances qui permettent de faire accepter cet objectif sur le plan politique. Ces conditions ne sont évidemment pas faciles à réaliser, avec le contexte adverse dans lequel se construit la WCI.

Dès 2008 les partenaires de la WCI publiaient un premier document qui donnait les lignes directrices pour l'ensemble des éléments du futur marché du carbone de la WCI, incluant les bases du programme de crédits compensatoires¹⁴⁴. Puis, après plusieurs mois de travail en comités et de consultations extensives des parties prenantes dans les 11 États et provinces partenaires, la WCI a publié en juillet 2010 la pièce maîtresse de son programme, soit le *Cadre de mise en œuvre du programme régional de plafonds et échanges de la WCI*¹⁴⁵. Tel que mentionné, ce cadre n'a pas de caractère contraignant pour les gouvernements partenaires de la WCI. Tel que présenté dans le préambule du document, « Il s'agit d'une feuille de route visant à renseigner les gouvernements partenaires de la WCI sur l'élaboration des règlements à appliquer.¹⁴⁶ ». À appliquer lorsque ceux-ci élaborent le cadre législatif et réglementaire de leur propre SPEDE, s'ils souhaitent le lier au programme régional de la WCI. De fait, comme nous le verrons, tant le règlement qui établit le SPEDE

¹⁴³ Fiona Harvey, « Meetings are global but action is local », *Financial Time [de Londres]* (21 septembre 2009) en ligne: <www.ft.com/cms/s/0/b7bd30a6-a3ee-11de-9fed-00144feabdc0.html#axzz2oFqNeLwU>, à la p 2.

¹⁴⁴ WCI - *Modèle recommandé*, *supra* note 126.

¹⁴⁵ WCI - *Cadre de mise en œuvre*, *supra* note 125.

¹⁴⁶ WCI - *Cadre de mise en œuvre*, *supra* note 125 au préambule.

québécois, que celui de la Californie ne font aucune référence spécifique à la WCI, dans leur texte.

Cela démontre qu'en bout de ligne, malgré le travail immense investi dans la définition de la WCI et de ses règles recommandées, le droit positif qui va régir les SPEDE des partenaires, et leur ouverture à des CtC provenant de PED, prend ses sources essentiellement dans les lois et règlements propres à chacun de ces partenaires. Par contre, l'intégration de manière assez fidèle par un partenaire des recommandations du *Cadre de mise en œuvre* de la WCI dans son propre SPEDE est nécessaire pour que les autres partenaires acceptent de l'inclure dans le marché régional de la WCI. C'est ce qu'on fait le Québec et la Californie comme nous le verrons à l'analyse de leurs SPEDE respectifs.

Au moment d'écrire ce mémoire, seulement deux des gouvernements partenaires ont dûment développé leur SPEDE et adopté le corpus législatif nécessaire pour lui donner force de loi à partir de janvier 2013. Ce sont la Californie et le Québec. Les deux l'ont fait en respectant grandement, mais pas entièrement, les recommandations du *Cadre de mise en œuvre* de la WCI.

La Californie a adopté dès 2006 une loi-cadre sur le réchauffement climatique, le *Global Warming Solutions Act of 2006* (plus connu sous le nom de loi AB32)¹⁴⁷ qui l'oblige à ramener en 2020 ses émissions totales de GES au niveau de ce qu'ils étaient en 1990, et à continuer de les réduire après 2020. La loi AB32 a mandaté l'organisme réglementaire *California Air Resources Board* (CARB) à adopter un plan d'action et à réaliser une évaluation exhaustive de ses impacts [en Californie] sur l'économie, l'environnement, la santé publique et sur l'équilibre économique des communautés à faibles revenus. Ce plan d'action, le *Climate Change Scoping Plan : a framework for change*, doit permettre de « réaliser le maximum des réductions des

¹⁴⁷ É-U, AB 32, *Global Warming Solutions Act*, 2005-06, Reg Sess, Cal, 2006. en ligne : California Environmental Protection Agency <www.arb.ca.gov/cc/ab32/ab32.htm>.

GES technologiquement et économiquement faisables d'ici à 2020 [notre traduction]¹⁴⁸ »

La Californie a adopté le 16 décembre 2010 sa réglementation qui établit le « California Cap on Greenhouse Gas Emissions and Market-Based Compliance Mechanisms.¹⁴⁹ », soit le marché californien réglementé du carbone. Elle a par la suite adopté, ce qui est important, quatre protocoles qui définissent les premiers types de crédits compensatoires qui seront acceptés par le SPEDE californien. Nous y reviendrons à la prochaine section.

Le 19 avril 2013, le CARB a adopté un amendement à la loi habilitante de son SPEDE « to Allow for the Use of Compliance Instruments Issued by linked Jurisdictions set forth in Attachment A to this Resolution »¹⁵⁰. Le Québec y est mentionné à l'annexe A. Cet amendement permet la reconnaissance mutuelle des droits d'émission et autres instruments de conformité émis par le Québec et la Californie¹⁵¹, le tout en conformité avec le *Cadre de mise en œuvre* du programme régional de la WCI¹⁵². Le Québec a fait de même dans son SPEDE, comme nous verrons à la suite.

Puis en avril 2013, après une démarche ardue sur le plan politique, le Gouverneur de Californie a finalement donné son aval au projet de liaison des SPEDE du Québec et de la Californie¹⁵³. Cette démarche a notamment vu l'imposition par l'Assemblée législative de Californie de quatre conditions supplémentaires à remplir

¹⁴⁸ Air Resources Board, *Facts About Assembly Bill 32*, 2012, en ligne : California Environmental Protection Agency <<http://www.arb.ca.gov/cc/ab32/ab32.htm>>, à la p 1.

¹⁴⁹ *California Cap-and-Trade Program*, *supra* note 128.

¹⁵⁰ É-U, CARB R 13-7, *Amendments to California Cap-and-Trade Program - Linkage*, réunion du Conseil du 19 avril 2013, Cal, 2013, en ligne : <www.arb.ca.gov/cc/capandtrade/linkage/resolution13-7.pdf>.

¹⁵¹ *Amendments to the California Greenhouse Gas Cap-and-Trade Program, to Allow for the Use of Compliance Instruments Issued by Linked Jurisdictions*, Proposition d'amendements du 30 mars 2012 pour *California Code of Regulations*, tit 17 sub 10, § 5 (2011), en ligne : California Environmental Protection Agency <www.arb.ca.gov/regact/2012/capandtrade12/appendixa2.pdf>.

¹⁵² *WCI - Cadre de mise en œuvre*, *supra* note 125 à la p DD-64.

¹⁵³ Air Resources Board, *Linkage : Governor Brown's Response to ARB Pursuant to SB 1018*, 2013, en ligne : California Environmental Protection Agency <www.arb.ca.gov/cc/capandtrade/linkage/linkage.htm>.

conjointement par le CARB et toute autre juridiction (ici le Québec) souhaitant lier son SPEDE à celui de la Californie¹⁵⁴.

De côté du Québec, la démarche législative a été relativement plus simple. L'Assemblée nationale du Québec adoptait à l'unanimité, en juin 2009, la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives en matière de changements climatiques*. Cette loi habilitante a modifié la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE) pour permettre « d'établir par règlement du gouvernement tout ce qui est nécessaire à la mise en place d'un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission.¹⁵⁵ », et « son harmonisation et son intégration avec des systèmes semblables mis en place par d'autres autorités.¹⁵⁶ »

La loi habilitante a ainsi établi « que certains émetteurs devront couvrir leurs émissions de gaz à effet de serre par un nombre équivalent de droits d'émission. Ces droits sont notamment des unités d'émission, des crédits compensatoires et des crédits pour réduction hâtive qui pourront, dans le cadre du système, faire l'objet de transactions et être mis en réserve¹⁵⁷ ».

Le Québec a édicté le 14 décembre 2011 son *Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*¹⁵⁸, lequel définit concrètement les modalités de fonctionnement du SPEDE québécois.

Par la suite, une modification de ce règlement a été édictée le 14 décembre 2012. Ses 2 effets principaux, tels que définis dans le projet de ce règlement, ont été :

¹⁵⁴ *Ibid* (les 4 conditions imposées incluent la démonstration, par tout système de P&E souhaitant se lier à la Californie, qu'il est au moins autant rigoureux - incluant pour les crédits compensatoires - et qu'il n'affecte en rien la capacité de la Californie de faire respecter ses propres lois et règlements).

¹⁵⁵ PL 42, *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives en matière de changements climatiques*, 1^{ère} sess, 39^e lég, Québec, 2009 aux notes explicatives (sanctionné le 19 juin 2009), LQ 2009, c33, en ligne : <www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2009C33F.PDF>.

¹⁵⁶ *Ibid* à la p 2.

¹⁵⁷ *Ibid* à la p 2.

¹⁵⁸ *Règlement sur le système de plafond et échanges*, supra note 127.

- d'introduire dans le règlement québécois les amendements nécessaires pour permettre « l'harmonisation et l'intégration de ce système avec celui établi par la Californie ainsi que ceux d'éventuelles autres entités partenaires¹⁵⁹ ». Ceci conformément aux ententes dans le *Cadre de mise en œuvre* du programme de la WCI, à l'instar de la Californie ;
- d'ajouter au règlement une section qui encadre le fonctionnement des crédits compensatoires dans le SPEDE québécois, et qui définit les trois premiers protocoles qui y seront reconnus pour l'évaluation de projets de crédits compensatoires¹⁶⁰. Nous y reviendrons à la section suivante.

La liaison des SPEDE du Québec et de la Californie a fait l'objet d'une entente officielle entre le gouvernement du Québec et le *California Air Resources Board* à la fin septembre 2013¹⁶¹.

3.2 Le système de crédits compensatoires de la WCI

Les crédits compensatoires (CtC) constituent normalement la plus importante source secondaire de droits d'émission reconnus dans un SPEDE. Ils visent notamment à « associer d'autres secteurs d'activités à l'effort de réduction et à augmenter la quantité de droits d'émission sur le marché¹⁶² ». Ceci crée évidemment une augmentation de l'offre de droits d'émission et donc une pression à la baisse sur leurs prix au marché.

De plus, les CtC « jouissent d'une sécurité moins grande que les 'quotas' d'émission émis par les autorités gouvernementales. Celle-ci se traduit habituellement

¹⁵⁹ *Projet de règlement modifiant le Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*, D 1228-2013, (2012) GOQ II, 2896A, en ligne : <mddep.gouv.qc.ca/changes/carbone/reg-PEDE-20120608.pdf>, p 2895A (présentation).

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ *Entente entre le gouvernement du Québec et le California Air Resources Board concernant l'harmonisation et l'intégration des programmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*, Californie et Québec, 25 et 27 septembre 2013 (ratifiée par décret le 4 décembre 2013), en ligne : Ministère des relations internationales, <www.mrfce.gouv.qc.ca/content/documents/fr/ententes/2013-06.pdf> [Entente Québec-Californie sur l'intégration des SPEDE].

¹⁶² Jacques Papy, « Le rôle de la propriété et du marché dans le régime québécois de plafonnement et d'échange de droits d'émission de carbone », (2011) 89 : 2 R du B can 315 à la p 351.

par une valeur moins élevée sur la marché¹⁶³ ». Cela tient à leur mécanisme de création, généralement via des projets ou des programmes d'activités qui comportent toujours un certain nombre de variables qui ne peuvent être totalement contrôlées.

À titre d'exemple, la figure 3.1, montre comment des CtC associés à des tonnes d'émissions de GES évitées, grâce ici à un parc d'éoliennes, sont introduits dans le circuit économique d'un système de P&E.

Pour donner une idée de l'importance prévue des CtC dans le marché de la WCI, en volume et en valeur, il est estimé que les marchés californien et québécois vont ensemble créer une demande de CtC de conformité qui pourrait atteindre 239 millions de tonnes de GES, pour les huit années entre 2013 et 2020¹⁶⁴. Ceci basé sur le maximum d'utilisation de CtC de 8% des droits d'émission totaux qui pourront être remis par les émetteurs assujettis aux deux systèmes de P&E¹⁶⁵.

Avec une valeur entre 19 \$ et 34 \$ / tGES (en dollars de 2013), selon le volume de CtC disponible¹⁶⁶, on parlerait ici d'un flux annuel entre 4,5 et 8,1 milliards \$ de financement disponible pour des projets générateurs de CtC de conformité pour le marché régional de la WCI.

En fait, plusieurs analystes prévoient une insuffisance de l'offre de CtC de conformité pour combler cette demande théorique combinée des émetteurs assujettis du Québec et de Californie, possiblement à partir de l'assujettissement des distributeurs de combustibles fossiles, en janvier 2015. Ceci même s'il y avait l'apport potentiel de quelques dizaines de MtGES de deux projets de type REDD+ au

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ Economic Modeling Team, *Economic Analysis Supporting the Cap-and-Trade Program - California and Quebec* (Discussion Draft, 7 mai 2012), en ligne: WCI <www.westernclimateinitiative.org/document-archives/Economic-Modeling-Team-Documents/Discussion-Draft-Economic-Analysis-Supporting-CA-and-QC-Linking> à la p 5 (sommaire). [Economic analysis WCI, Draft 2012].

¹⁶⁵ Limite dont le principe a été entendu dans le cadre du partenariat de la WCI, et dont la valeur a été établie à 8% dans les deux règlements des SPEDE californien et québécois. Voir notamment : *California Cap-and-Trade Program*, *supra* note 128 à la section §95854.

¹⁶⁶ Economic analysis WCI, Draft 2012, *supra* note 164.

Mexique et au Brésil qui sont envisagés par la Californie (nous y reviendrons à la section 3.3)¹⁶⁷.

Bases d'un système de Plafond & Échanges

(source: RBC Carbon Emission Trading - édité par Benoit St-Jean)

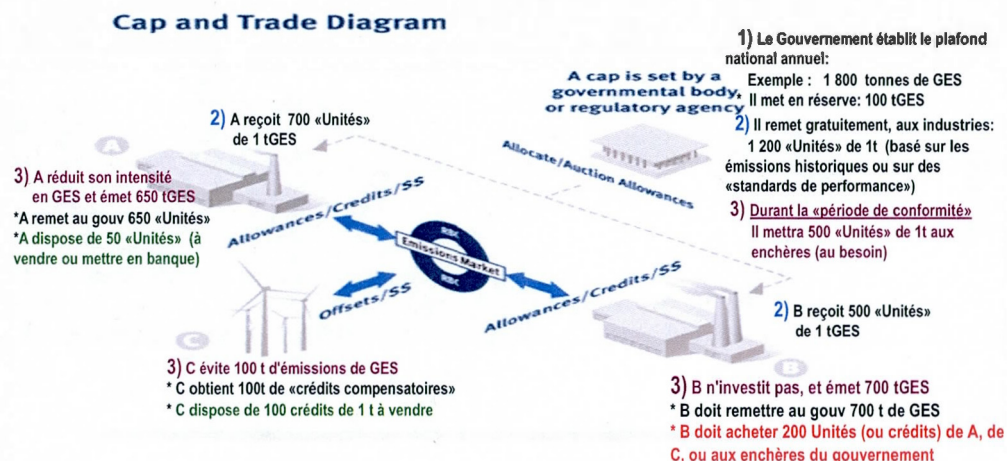


Figure 3.1 Exemple de circuit économique d'un système de plafond et échanges de droits d'émission de GES

Une telle insuffisance de demande créerait probablement une pression à la hausse sur les prix du carbone dans tous les marchés liés à la WCI, et une pression pour augmenter l'offre de CtC de conformité. Dans un tel cas, un plus grand apport de CtC provenant du Mexique et des PED serait une des solutions à considérées.

3.2.1 Les crédits compensatoires dans les recommandations du programme de la WCI

Le programme de CtC conçu par les partenaires de la WCI est à prime abord ouvert aux crédits carbone provenant d'initiatives de développement « propre » dans

¹⁶⁷ Thomson Reuters, « Brazil offsets to ease California supply gap: report », en ligne : (2012) 7 : 21 Carbon Market North America 1 à la p 1 <www.pointcarbon.com/news/cmna/1.1911165> [Reuters, « Brazil offsets »].

les PED, notamment du Mexique, via le MDP ou autres mécanismes qui pourraient se développer. Ceci en autant toujours que ces projets répondent aux critères stricts de la WCI au chapitre de l'intégrité environnementale, lesquels nous verrons plus loin.

Déjà dans le *Modèle recommandé* de 2008, on trouvait une section définissant l'ouverture à des droits d'émission pouvant provenir de projets réalisés dans d'autres territoires que ceux des partenaires de la WCI, ou encore pouvant être émis par d'autres systèmes reconnus de plafond et échanges de droits d'émission de GES¹⁶⁸.

Dans le *Cadre de mise en œuvre*, on définit ainsi un « crédit compensatoire »:

Définition: Un crédit compensatoire de GES correspond à la réduction ou à la suppression de GES dans *un projet ou une activité* qui a eu lieu *dans d'autres secteurs que ceux couverts par le programme de plafonds-échanges*. Chaque crédit compensatoire *délivré par un gouvernement partenaire* de la WCI représente la *réduction ou la suppression d'émission d'une tonne métrique d'équivalent CO₂*. Pour émettre des crédits compensatoires, un *gouvernement partenaire doit déterminer si chaque réduction ou suppression satisfait à tous les critères* de crédit compensatoire recommandés, si le droit de propriété est clairement établi, si chaque réduction ou suppression *respecte un protocole reconnu* et si elle est réalisée dans le cadre d'un projet *en territoire canadien, américain ou mexicain* [nos italiques]¹⁶⁹.

De plus, en préalable à cette définition, est présenté l'esprit dans lequel a été conçu le programme de crédits compensatoires. On en retient notamment que : l'introduction des CtC dans le programme a été faite d'abord « *dans le but de réduire les coûts de conformité* » puis, en second lieu, pour présenter « *un éventail plus large de possibilités de réductions d'émissions* »¹⁷⁰. On y note aussi que l'accent est mis sur la « *qualité des crédits compensatoires* » évaluée en fonction essentiellement des objectifs environnementaux du programme. On y mentionne même un objectif « de

¹⁶⁸ WCI - *Modèle recommandé*, *supra* note 126, art 9.7 (à la section 9 « Crédits compensatoires et droits d'émission provenant d'autres systèmes »).

¹⁶⁹ WCI - *Cadre de mise en œuvre*, *supra* note 125 à la p 25 (dans le résumé de la section 8 « Élaborer des crédits compensatoires de haute qualité »).

¹⁷⁰ *Ibid.*

diffusion d'information visant à *alimenter les débats nationaux et internationaux sur les crédits compensatoires* [nos italiques]¹⁷¹ ».

Plusieurs éléments de cette présentation et de cette définition (que nous avons mis en italique) posent des interrogations et établissent des paramètres qui sont pertinents à la question de ce mémoire. On peut entre autres noter :

- qu'on parle de projet ou activité. Ceci pourrait en principe faciliter l'acceptation de « programmes d'activités (PoA) » ou « sectoriels »¹⁷². L'approche PoA est propice pour multiplier les retombées bénéfiques directement au profit des ménages et des petites communautés¹⁷³. Elle facilite le financement par le marché du carbone pour « apporter le développement durable à des gens et endroits qui pouvaient jusque là difficilement bénéficier de la finance carbone : communautés rurales, ménages et fermes des PED qui ont peu ou pas d'industries¹⁷⁴ ». Pour l'Institut américain de recherche sur l'électricité (EPRI), les nouveaux systèmes de CtC dans le cadre de marchés du carbone devraient considérer intégrer dès le départ dans leur processus d'évaluation des critères permettant « l'agrégation de projets »¹⁷⁵ ;
- qu'on ne fait aucune référence à d'autres types de bénéfices que la réduction des coûts de conformité. On démontre donc peu d'intérêt pour d'éventuels bénéfices complémentaires en termes de contribution au développement durable, ou même en termes d'effet de levier pour le développement des technologies propres ;
- qu'on introduit ici le concept des « protocoles » que doivent respecter tous les projets ou activités. On verra plus loin la grande importance de ces protocoles

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² Les « programs of activities » (PoA) et programmes sectoriels permettent l'agrégation de plusieurs petits projets de même nature ou d'un même secteur pour les traiter comme un grand projet de réduction des GES. Par exemple, il peut s'agir d'une multitude de systèmes photovoltaïques familiaux mis en réseau dans le cadre d'une politique nationale ou régionale de type MAAN pour l'électrification rurale à partir d'énergies renouvelables.

¹⁷³ Rapport du Groupe d'experts sur le MDP, *supra* note 73 à la p 42.

¹⁷⁴ Climate Focus, *The Handbook for Programmes of Activities - Practical Guidance to Successful Implementation*, 2^e éd, Amsterdam, 2013, en ligne: Climate Focus <www.climatefocus.com> à la p 8 [*The Handbook for Programmes of activities*, 2013].

¹⁷⁵ A.Diamant (dir), *Aggregation of Greenhouse Gas Emissions Offsets: Benefits, Existing Methods, and Key Challenges* (2011), en ligne : Washington, Electric Power Research Institute <http://my.epri.com/portal/server.pt?Abstract_id=000000000001022180> aux pp 8-10.

pour la définition précise des projets qui pourront, concrètement, générer des CtC de grade WCI ;

- qu'on introduit aussi les « critères essentiels » auxquels doit satisfaire tout projet ou activité pour qu'un gouvernement partenaire puisse lui délivrer les crédits compensatoires correspondant aux réductions ou suppressions de GES effectivement réalisées. Il est recommandé que « Les gouvernements partenaires de la WCI actualiseront les protocoles existants en fonction des critères essentiels pour les soumettre aux processus réglementaires [de leur territoire respectif] et les rendre applicables sur leur territoire¹⁷⁶ ». Ces « critères essentiels » sont définis dans un document annexe au *Cadre de mise en œuvre* : le document *Offset System Essential Elements Final Recommendations*¹⁷⁷ ;
- qu'on mentionne clairement la possibilité de réalisation de projets en territoire mexicain. À noter que cette allusion était toutefois plus claire et fréquente dans le *Modèle recommandé* de 2008¹⁷⁸ ;
- enfin la mention de l'objectif de diffusion visant à « *alimenter les débats nationaux et internationaux sur les crédits compensatoires* » est intéressante. On pourrait argumenter par exemple que la recherche sur l'intégration de critères de qualité qui incitent à la contribution au DDPV pourrait certainement être une avenue prometteuse pour remplir un tel objectif. Peut-être même en collaboration avec le système de P&E européen (EU ETS).

Un autre élément important du Cadre de mise en œuvre, pertinent au mémoire, est le fait qu'on n'y trouve aucune mention spécifique du MDP, alors que c'était le cas dans le *Modèle recommandé* de 2008, notamment en ces termes :

Les juridictions partenaires de la WCI peuvent accepter les crédits compensatoires de pays en développement provenant du mécanisme pour le développement propre (MDP) du protocole de Kyoto et elles *peuvent établir des*

¹⁷⁶ WCI - *Cadre de mise en œuvre*, *supra* note 125 à la p 26 (résumé).

¹⁷⁷ Western Climate Initiative. *Offset System Essential Elements Final Recommendations*, 2012, en ligne: WCI, <www.westernclimateinitiative.org/document-archives/Offsets-Committee-Documents/Offset-System-Process-Final-Recommendations/>.

¹⁷⁸ WCI - *Modèle recommandé*, *supra* note 126, art 9.7 (« Les juridictions partenaires de la WCI peuvent approuver et certifier des projets de crédits compensatoires mis en œuvre partout aux États-Unis, au Canada et au Mexique, là où de tels projets sont soumis à des contrôles rigoureux de surveillance, de validation, de vérification et d'application légale, comparables à ceux mis en œuvre dans les juridictions de la WCI. »)

*critères additionnels afin d'assurer une rigueur comparable aux projets de crédits compensatoires approuvés et certifiés par la WCI ou définir d'autres exigences, telles que des normes internationales pour les crédits compensatoires, afin de permettre l'utilisation de ces crédits compensatoires dans le programme de plafonds-échanges [nos italiques]*¹⁷⁹.

L'ouverture à des crédits provenant du MDP ou d'autres programmes pouvant générer des CtC est plus générale. On la retrouve à l'article 9.3 « Établissement d'un lien unilatéral avec un autre programme », du *Cadre de mise en œuvre*. Il y est mentionné « Dans le cas d'un lien unilatéral avec un programme externe qui génère des crédits compensatoires, mais n'est pas par ailleurs un programme de plafond et échanges, le gouvernement partenaire n'appliquera que les critères qui sont pertinents à des programmes de crédits compensatoires¹⁸⁰ ». On y trouve encore que « Dans les cas de liens unilatéraux, les gouvernements partenaires élaboreront un mécanisme approprié pour garantir la validité des unités externes de conformité et pour faire en sorte que ces unités ne puissent être utilisées qu'une seule fois pour se conformer à tout programme¹⁸¹ ».

Les « critères qui sont pertinents à des programmes de crédits compensatoires » auxquels il est fait référence sont eux déterminés à l'article 9.1 « Approbation de lien avec un autre programme ». On y mentionne que « [L]ors de l'évaluation d'un autre programme afin de déterminer s'il est possible de lier le programme de plafonds-échanges du gouvernement partenaire [de la WCI] audit programme, le gouvernement partenaire consultera d'autres gouvernements partenaires [...] ¹⁸² ». Puis suivent une série d'alinéas qui précisent les conditions auxquelles ledit programme doit répondre. Les deux alinéas suivant correspondent particulièrement aux CtC:

- 9.1.2.6 « [contient] Des dispositions visant à garantir que les crédits compensatoires acceptés dans le système fournissent une

¹⁷⁹ *Ibid*, *supra* note 178.

¹⁸⁰ WCI - *Cadre de mise en œuvre*, *supra* note 125, al 9.3.1 à la p DD.64.

¹⁸¹ *Ibid*, al 9.3.2 à la p DD.64.

¹⁸² *Ibid*, art 9.1 à la p DD.61.

assurance d'intégrité égale ou supérieure à celle prévue dans le cadre de mise en œuvre du programme détaillé.¹⁸³ » ;

- 9.1.2.8 « [contient] Des dispositions pour que la surveillance, la production de rapports, la vérification, la conformité et l'application à l'égard de ses émissions de gaz à effet de serre soient comparables à celles énoncées dans le document *Final Essential Requirements for Mandatory Reporting*¹⁸⁴ ».

On réalise donc ici trois choses importantes :

- i) que la décision de reconnaître les CtC provenant d'un autre programme, par exemple ici des programmes MDP ou REDD+, peut être initiée par un seul des gouvernements partenaires de la WCI. Il doit par contre faire d'abord l'analyse rigoureuse demandée dans le cadre de l'article 9.1 puis soumettre cette analyse aux autres partenaires de la WCI pour obtenir d'abord leur aval;
- ii) que les autres partenaires de la WCI peuvent décider d'approuver que le partenaire demandeur reconnaisse des CtC venant d'un système externe, comme MDP, REDD+ ou autres. Ils peuvent toutefois y imposer un rehaussement des conditions de réalisation et/ou de MRV, pour en garantir un niveau d'intégrité environnementale au moins équivalent à celui des CtC de la WCI ;
- iii) que les exigences rigoureuses de la WCI concernent essentiellement l'intégrité environnementale (validation que toute « unité externe de conformité » corresponde bien à une tonne de CO₂eq réduite ou supprimée). Il n'y a aucune spécification concernant d'éventuels bénéfices supplémentaires en termes de développement durable. À noter ici encore une différence notable avec le *Modèle recommandé* de 2008. Celui-ci mentionnait spécifiquement l'intérêt de projets de crédits compensatoires « afin de profiter des bénéfices additionnels associés à certains projets de crédits compensatoires, que ces bénéfices soient environnementaux, sociaux, sanitaires ou autres¹⁸⁵ ».

On peut donc présumer que, surtout dans le cas d'éventuels projets ou programmes dans le cadre du MDP, que l'analyse du niveau de rigueur se fera surtout

¹⁸³ *Ibid*, al 9.1.2.6 à la p DD.62.

¹⁸⁴ *Ibid*, al 9.1.2.8 à la p DD.62.

¹⁸⁵ WCI - *Modèle recommandé*, *supra* note 126, art 9.3.

au niveau de chaque protocole associé à chaque type de projet ou programmes de mitigation¹⁸⁶. À ce titre, on peut avoir une bonne idée de la proximité de certains des protocoles importants du MDP en regard des « critères essentiels » de la WCI en consultant une étude comparative de différents protocoles, provenant de cinq programmes de CtC, qui a été réalisée pour la WCI¹⁸⁷. Le MDP est ressorti de cette analyse comparative comme un des deux programmes existants qui sont en général plus proches des critères recherchés par la WCI. L'autre étant le Climate Action Reserve (CAR), le premier émetteur californien de CtC du marché volontaire¹⁸⁸.

Nous reviendrons sur ces outils essentiels que sont les protocoles, pour la conception, réalisation et évaluation de tout projet ou activité qui génèrent des CtC.

3.2.2 Les crédits compensatoires dans les systèmes de P&E californien et québécois

S'il est vrai qu'on ne trouve aucune référence directe à la WCI dans les règlements des SPEDE de la Californie et du Québec (tel que mentionné à la section 3.1), on retrouve par contre dans les deux règlements la plupart des caractéristiques définies dans le *Cadre de mise en œuvre* de la WCI et dans le document des « critères essentiels » pour la reconnaissance de CtC.

Le programme californien de CtC est détaillé dans les sous-articles 13 et 14 du règlement *California Cap on Greenhouse Gas Emissions and Market-Based Compliance Mechanisms* (que nous avons vu à la section 3.1).

¹⁸⁶ Cette probabilité a été vérifiée par la consultation d'un spécialiste de la question, au ministère responsable de la participation du Québec à la WCI (le ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs), le 20 août 2012.

¹⁸⁷ Det Norske Veritas, *Review of Existing Offset Protocols Against WCI Offset Criteria*, 2010, en ligne: WCI <www.westernclimateinitiative.org/component/remository/Offsets-Committee-Documents/WCI-Review-of-Existing-Offset-Protocols>.

¹⁸⁸ Ibid à la p 7 (tableau 1 « Summary Matrix of Evaluation for each Protocol and Criterion »); Climate Action Reserve, *California Climate Action Registry*, in « About Us », 2013, en ligne : Los Angeles, CAR <www.climateactionreserve.org> (le CAR est propriétaire du principal registre de CtC du marché volontaire des États Unis) [CAR, *About US*].

Le sous-article 13 « ARB Offset Credits and Registry Offset Credits¹⁸⁹ » établit les critères généraux qui définissent les « ARB Offsets ». Il définit les CtC qui pourront être utilisés comme instruments de conformité dans le système de P&E californien (section 95970), ainsi que les exigences légales pour la reconnaissance des protocoles (section 95972). On y trouve encore les critères de reconnaissance et la procédure pour l'approbation de nouveaux protocoles de CtC dans le cadre du système de P&E (sections 95971 et 95972). On y trouve enfin les procédures de mesurage, de reddition de compte et de vérification (section 95976), incluant la vérification par une tierce partie qui doit être accréditée par le Air Resources Board (sections 95977 et 95978).

Le sous-article 13 introduit de plus les quatre premiers « Compliance Offset Protocol » intégrés dans le règlement californien (section 95973), soit les protocoles « Livestock Projects », « Ozone Depleting Substances Projects », « Urban Forest Projects » et « U.S. Forest Projects ». Ces protocoles identifient donc les quatre premiers types de projets qui pourront générer des « ARB Offsets Credits » (les CtC de conformité dans le système californien de P&E). C'est sur le site Internet du CARB qu'on retrouve comme tel ces quatre protocoles initiaux. On y trouve aussi les nouveaux protocoles qui sont en processus de développement ou d'adoption¹⁹⁰. Pour donner une idée du niveau de détails et de complexité des prescriptions pour qu'un projet puisse générer des CtC de conformité, le protocole « U.S. Forest Projects » fait 113 pages, dont six annexes et près de 40 tableaux et figures.

¹⁸⁹ *California Cap-and-Trade Program*, supra note 128, s-art13 aux sections §95970 à §95988 (« ARB Offset Credits and Registry Offset Credits »).

¹⁹⁰ Air Resources Board, *Compliance Offset Program*, in « Cap and Trade Program », 2012, en ligne: California Environmental Protection Agency <www.arb.ca.gov/cc/capandtrade/offsets/offsets.htm> [CARB, *Compliance Offset Program*].

Le sous-article 14 « Recognition of Compliance Instruments from Other Programs.¹⁹¹ », de son côté, introduit une nouvelle catégorie de CtC de conformité : les « Sector-Based Offset Credits ». Ce nouveau type de CtC est probablement l'ouverture la plus claire du programme de la WCI à des projets réalisés en PED, à condition que ce soit dans le cadre de programmes sectoriels de lutte aux changements climatiques. Ils sont présentés ainsi, à la section 95991 du règlement californien :

§ 95991. Sector-Based Offset Credits. Sector-based offset credits may be generated through reduced or avoided GHG emissions from within, or carbon removed and sequestered from the atmosphere by, a specific sector in a particular jurisdiction. The Board may consider for acceptance compliance instruments issued from sector-based offset crediting programs that meet the requirements set forth in section 95994 and originate from developing countries or from subnational jurisdictions within those developing countries, except as specified in subarticle 13 [nos italiques].

Ces crédits sont issus de ce qui est présenté comme un mécanisme en soi : le « Sector-Based Crediting Program ». On trouve dans la section « Definitions » (§95802) les définitions suivantes de « Sector » et de « Sector Based Crediting Program »¹⁹² :

- (255) “Sector” or “Sectoral” when used in conjunction with sector-based crediting programs, means a group or subgroup of an economic activity, or a group or cross-section of a group of economic activities, within a jurisdiction ;
- (256) “Sector-Based Crediting Program” is a GHG emissions-reduction crediting mechanism established by a country, region, or subnational jurisdiction in a developing country and covering a particular economic sector within that jurisdiction.

¹⁹¹ California Cap-and-Trade Program, *supra* note 128 s-art 14 aux sections §95990 à §95995 (« Recognition of Compliance Instruments from Other Programs »).

¹⁹² California Cap-and-Trade Program, *supra* note 128, al 255 et 256 à la section §95802 (« Definitions »).

Par contre, nuance importante, les « sector-based offset credit » ne sont pas des « ARB offset credit » même s'ils sont tous deux des instruments de conformité selon la définition de « Compliance instrument » du règlement californien¹⁹³.

Les articles qui suivent établissent les sources potentielles de « Sector-Based Offset Credits » (section 95993), les exigences pour leur validation, en Californie et dans la juridiction réceptrice du projet (section 95994), de même que les procédures minimums de consultation publique à réaliser en Californie (section 95992). Leur utilisation par une entité assujettie au règlement californien est toutefois limitée à 25% du maximum de 8% d'utilisation de CtC¹⁹⁴, pour les années 2013 à 2017, et à 50% de ce maximum à partir de 2018¹⁹⁵.

Du côté du système québécois de P&E, les crédits compensatoires sont définis à l'alinéa 2 de l'article 46.8 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* telle que modifiée par la loi habilitante qui a donné au ministre de l'environnement les pouvoirs de créer un système québécois de P&E¹⁹⁶ :

46.8. Dans les *conditions déterminées par règlement* du gouvernement, le ministre peut accorder :

[...] 2° des crédits compensatoires à *tout émetteur qui a réalisé une réduction d'émissions de gaz à effet de serre ou à toute personne ou municipalité qui évite de telles émissions ou qui capte, stocke ou élimine des gaz à effet de serre dans le cadre d'activités et au cours d'une période déterminées au règlement* [nos italiques] ;

Et c'est dans le *Règlement modifiant le Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*¹⁹⁷ qu'on

¹⁹³ *Ibid*, al 55.

¹⁹⁴ *California Cap-and-Trade Program*, *supra* note 165 (limite de 8% de CtC pour la conformité).

¹⁹⁵ *California Cap-and-Trade Program*, *supra* note 128, à la section 95854 (c) (Quantitative Usage Limit on Designated Compliance Instruments).

¹⁹⁶ *Loi sur la qualité de l'environnement*, LRQ 1972, c Q-2, mise à jour 1^{er} sept 2012, art 46.8 al 2.

¹⁹⁷ *Règlement modifiant le Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*, D 1184-2012, (2012) GOQ-2 (51), 5480, en ligne : <www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=2012F%2F58682.PDF> [*Règlement modifiant le règlement sur le SPEDE - déc 2012*].

retrouve ces « conditions déterminées par règlement ». Ce règlement a intégré au règlement québécois du système de P&E¹⁹⁸:

- un nouveau chapitre sous le « Titre III - Droits d'émission », qui s'intitule « Chapitre IV - Crédits compensatoires » ;
- une annexe D, qui s'intitule « Protocoles de crédits compensatoires ».

Le « Chapitre IV - Crédits compensatoires¹⁹⁹ » ajoute au règlement du système de P&E les articles 70.1 à 70.22. Il établit les critères généraux qui devraient définir les CtC qui pourront être utilisés comme instruments de conformité dans le système québécois de P&E.

On y définit entre autres : les conditions générales que doit satisfaire un projet de CtC (art 70.3) ; les procédures d'enregistrement et de vérification d'un plan de projet de CtC et les renseignements à fournir (art 70.5, 70.6, 70.80) ; la possibilité de faire de « l'agrégation de projets de même type » dans une même demande de CtC (art 70.7) ; les exigences concernant la vérification des projets et agrégations de projets, et des tonnes de GES pour lesquelles des CtC sont demandés (art 70.12 à 70.18) ; les mécanismes prévus par le ministre (compte d'intégrité environnementale) et les responsabilités des promoteurs en cas de certificats de CtC ayant été délivrés et pour lesquels apparaissent des problèmes avec les réductions présumées d'émissions de GES qui y sont associées (art 70.19 et 70.20) ; enfin, plusieurs de ces articles renvoient aux protocoles respectifs pour les critères spécifiques à respecter relatifs à chaque différents types de projets de CtC.

L'annexe D, « Protocoles de crédits compensatoires²⁰⁰ », présente en détail les protocoles afférents à trois types de projets admissibles à la délivrance de CtC. Il s'agit de la destruction du gaz méthane (CH₄) dans le cadre de projet de

¹⁹⁸ *Règlement sur le système de plafond et échanges*, supra note 127.

¹⁹⁹ *Règlement modifiant le règlement sur le SPEDE - déc 2012*, supra note 197, art 45.

²⁰⁰ *Ibid*, art 52.

recouvrement d'une fosse à lisier (secteur agricole); du captage de GES émanant de certains lieux d'enfouissement (matières résiduelles); puis de la destruction de certaines substances appauvrissant la couche d'ozone contenues dans des mousses isolantes provenant de différents appareils utilisés pour la réfrigération.

Le règlement modifiant le SPEDE québécois y a de plus introduit une notion élargie « d'entité partenaire ». Celle-ci est devenue « un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation avec lequel une entente a été conclue conformément à l'article 46.14 de la Loi sur la qualité de l'environnement et qui est visé à l'annexe B.1 du présent règlement²⁰¹ ».

Il introduit ensuite « l'Annexe B.1 - Entités partenaires », qui spécifie la reconnaissance de droits d'émission de ces entités partenaires. On y trouve la nomenclature des « droits d'émission émis par l'État de la Californie » qui sont « considérés comme équivalents aux droits d'émission émis en vertu du présent règlement [...] »²⁰². Il est ici essentiel de noter que cette annexe stipule que le gouvernement reconnaît les « ARB Offset Credit » comme instruments de conformité dans le système québécois de P&E, mais qu'on n'y trouve aucune mention de reconnaissance des « Sector-Based Offset Credits ». Ceci semble impliquer que, du moment où la Californie accepterait des CtC de conformité en vertu du sous-article 14 de son règlement, les émetteurs assujettis au SPEDE québécois auraient probablement accès à un bassin de CtC de conformité plus restreint que leurs homologues californiens.

²⁰¹ *Ibid*, art 3 al 5.

²⁰² *Ibid*, art 50 al 1.

3.3 Ouverture des trois programmes (WCI - Californie - Québec) à des CtC du Mexique et d'autres PED, et à la prise en compte des besoins locaux

Nous avons vu dans les deux sections précédentes la structure des programmes de CtC et les grandes lignes de leurs principaux éléments, tel que recommandé dans le cadre de la WCI et tel qu'appliqué dans les règlements qui établissent les systèmes de P&E de la Californie et du Québec.

Nous résumons dans un tableau comparatif, qu'on trouve à l'ANNEXE 1 de ce document, les principaux de ces éléments qui définissent le niveau d'ouverture des trois programmes à d'éventuelles activités de mitigation au Mexique, ou autres PED, comme sources de CtC de conformité.

Cette analyse comparative nous apprend que, malgré le partenariat dans le cadre de la WCI, l'ouverture est exprimée de manière passablement différente dans les trois programmes. Elle nous apprend surtout que c'est dans le système de P&E californien que l'ouverture est exprimée de la manière la plus claire et la plus spécifique. Elle vient entre autre de l'intégration dans le système de P&E californien du mécanisme « Sector-Based Offset Crediting Program » en complément du programme de base de CtC de conformité (qui produit les « ARB Offset credits »).

Ceci peut paraître paradoxal considérant le contexte politique nettement plus sensible sur ces questions en Californie et aux États-Unis en général qu'au Québec, comme nous l'avons vu à la section 1.4. Encore plus quand on considère que le gouvernement du Québec a adhéré aux principes de la CCNUCC et du protocole de Kyoto (par résolutions unanimes de l'Assemblée nationale), et s'y est déclaré lié, dans ses domaines de compétences²⁰³, et qu'il est signataire de l'Accord intergouvernemental canadien relatif à l'Accord Nord Américain de coopération en

²⁰³ D 1669-92, (1992) GOQ II, 7230 (décret relatif à la CNUCC); D 1074-2007, (2007) GOQ II, 27 (décret relatif au Protocole de Kyoto à la CCNUCC), en ligne: Publications du Québec <www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=2008F%2F49121.PDF> à la p 27 [Décrets du Québec sur la CCNUCC et sur le Protocole de Kyoto].

environnement dans le cadre de l'ALENA (ANACE)²⁰⁴. L'ANACE établit pour les trois Parties (Canada, États-unis et Mexique) plusieurs objectifs qui cadrent parfaitement avec un éventuel appui de la WCI à des projets de type REDD+ au Mexique²⁰⁵.

Le règlement californien précise aussi, comme le *Cadre de mise en œuvre* de la WCI, que le Mexique fait partie, avec les États-Unis et le Canada, des trois territoires de base où peuvent s'appliquer les programmes de base de CtC de conformité²⁰⁶.

Dans son communiqué de lancement du processus d'adoption du système californien de plafond et échanges, le CARB mentionnait que « There are also provisions to develop international offset programs that could include the preservation of international forests. A Memorandum of Understanding has already been signed with Chiapas, Mexico, and Acre, Brazil, at the Governor's Global Climate Summit to establish these offset programs.²⁰⁷ »

Du côté du Québec, le programme de CtC introduit par le *Règlement modifiant le Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre* s'en remet essentiellement aux protocoles pour définir les territoires où peuvent se réaliser des projets de CtC²⁰⁸. Pour l'instant, deux des trois protocoles proposés se limitent au territoire du Québec alors que le troisième, sur les

²⁰⁴ Gouvernement du Québec, « Signature par le Gouvernement du Québec de l'Accord intergouvernemental canadien relatif à l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement », communiqué, 16 décembre 1996, en ligne : MDDEP, <www.mddep.gouv.qc.ca/communiques/1996/c961216a.htm>.

²⁰⁵ *Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement* (ANACE), en ligne : Secrétariat de l'ANACE, Montréal <www.cec.org/Page.asp?PageID=1226&SiteNodeID=567&AA_SiteLanguageID=2>, art 1 (L'ANACE établit notamment des objectifs de coopération pour l'amélioration de l'environnement, de la flore et de la faune sauvage sur les territoires des trois Parties à l'ALENA, ainsi que pour l'élaboration et de l'amélioration des lois, réglementations, procédures, politiques et pratiques de développement durable fondé sur des politiques environnementales et économiques cohérentes).

²⁰⁶ *California Cap-and-Trade Program*, *supra* note 128, s-art 13 (ARB Offset Credits and Registry Offset Credits) à la section §95972 C.

²⁰⁷ CARB, communiqué 10-63, « California Air Resources Board gives green light to California's emissions trading program: Cap-and-trade program will drive innovation and jobs, and will promote efficiency, clean energy » (16 décembre 2010), en ligne : CARB <www.arb.ca.gov/newsrel/newsrelease.php?id=170> p 1.

²⁰⁸ *Règlement modifiant le règlement sur le SPEDE - déc 2012*, *supra* note 197, art 45 (nouvel art 70.3 al 8).

mousses isolantes contenant des substances appauvrissant la couche d'ozone, est ouvert à des projets au Canada et aux États-Unis.

Comme nous l'avons dit, les protocoles jouent un rôle fondamental dans un programme de CtC de conformité. Les lois habilitantes et les règlements qui établissent les SPEDE définissent le cadre législatif, mais ce sont les protocoles adoptés ou reconnus par chaque gouvernement qui déterminent concrètement quels types de projets peuvent générer des CtC de conformité, et dans quelles conditions de réalisation.

Quand on regarde les huit premiers protocoles de CtC publiés par le Québec et la Californie on a l'impression, malgré l'ouverture au PED que nous avons observé, que les partenaires de la WCI ne considéreront dans les premières années aucun projet de réduction d'émissions de GES localisé en dehors des États-Unis et du Canada. Pas même au Mexique.

Par contre, on note que les procédures pour la soumission de nouveaux protocoles ou l'adaptation de protocoles existants, par exemple pour en étendre l'application au Mexique, sont bien définies dans le *Cadre de mise en œuvre* de la WCI²⁰⁹ et dans le règlement californien²¹⁰. Pour le règlement québécois, c'est plus flou.

La procédure suggérée par la WCI et celle adoptée par la Californie ne font pas de différence entre des protocoles pour des projets de mitigation en Amérique du Nord ou dans des PED. Il est donc possible de présenter de nouveaux protocoles (ou l'adaptation de protocoles existants dans d'autres programmes de CtC) pour des projets réalisés au Mexique ou encore dans le cadre des mécanismes internationaux pouvant générer des CtC (MDP, REDD+ ou autres à venir). Ces protocoles devront

²⁰⁹ Western Climate Initiative, *Offset Protocol Review & Recommendation Process*, 2011, en ligne: WCI <westernclimateinitiative.org/document-archives/Offsets-Committee-Documents/Offset-Protocol-Review-and-Recommendation-Process> [*Offset Protocol Review & Recommendation Process*].

²¹⁰ *California Cap-and-Trade Program*, *supra* note 206, à la section §95971.

par contre satisfaire les critères rigoureux du *Cadre de mise en œuvre* de la WCI et seront évalués à cet effet par un comité spécialisé de la WCI²¹¹. Il semble aussi possible de modifier dans les protocoles les conditions d'acceptation des projets, ou programmes d'activités, pour y ajouter des critères favorisant des projets qui visent en même temps des objectifs de DDPV. De tels critères pourraient par exemple toucher l'analyse des besoins et la formation des ressources locales. Nous y reviendrons au chapitre 5.

De plus, les trois programmes de CtC (WCI, Californie et Québec) ouvrent la porte à des protocoles qui soutiennent des programmes d'activités, c'est-à-dire à des grands projets de mitigation qui regroupent plusieurs projets plus petits, de même nature ou sur un même territoire.

Enfin, il faut noter que le CAR a récemment développé trois protocoles spécifiquement pour le territoire mexicain, dans les secteurs agricoles, forestiers et des sites d'enfouissement²¹². On parle initialement de CtC pour le marché volontaire du carbone, et non de CtC de conformité pour la WCI. Par contre, ce n'est pas anodin puisque les protocoles du CAR pour le marché volontaire ont déjà influencé la conception des protocoles de la WCI et que son registre est un des deux registres jusqu'ici reconnus à partir desquels des projets du marché volontaire peuvent tenter de faire reconnaître leurs CtC pour conformité dans le SPEDE californien²¹³. De plus, la reconnaissance de ces protocoles « Mexico » du CAR devrait normalement être facilitée par l'ouverture au territoire mexicain qu'on trouve dans les programmes de CtC de la WCI et de la Californie²¹⁴.

²¹¹ WCI - *Offset Protocol Review & Recommendation Process*, *supra* note 209, à la p 1.

²¹² Climate Action Reserve, « Protocols », en ligne : CAR <www.climateactionreserve.org/how/protocols/>.

²¹³ Climate Action Reserve, « California Compliance Offset Program », mai 2012, en ligne : CAR <www.climateactionreserve.org> [CAR - *California Compliance Offset Program*].

²¹⁴ WCI - *Modèle recommandé*, *supra* note 126, art 9.7 (voir également la citation en note 178).

Pour ce qui est de l'étape de l'analyse des besoins, sur laquelle nous avons décidé de centrer notre attention dû à son importance cruciale pour la création de projets qui livrent de réelles bénéfices en termes de DDPV, elle n'est pas traitée comme telle dans les programmes de CtC du Québec, de la Californie ou de la WCI.

Toutefois, on retrouve des conditions propices à une bonne analyse des besoins dans le *Cadre de mise en œuvre* de la WCI et, encore plus, dans le programme californien. Dans ce dernier, les projets de mitigation qui visent des crédits « ARB Offset credits » doivent respecter toutes les exigences locales, régionales et nationales, avec mesures d'atténuation appropriées, en matière d'études d'impact, environnemental et socio-économique, avec participation du public et dévoilement publique des résultats²¹⁵. Les projets ou programmes se réalisant dans le cadre des « Sector-Based Offset Crediting Programs. » doivent eux démontrer avoir établi des moyens pour la participation du public et pour leur consultation lors de la conception du projet²¹⁶.

Ceci nous amène au rôle essentiel que pourraient jouer dans la WCI les CtC issus de projets forestiers de type REDD. Lors de la publication des recommandations pour le programme de la WCI, en 2008, le seul tel programme de CtC internationaux qui était alors vraiment fonctionnel était le MDP. Aujourd'hui, il semble que ce soit les programmes de type REDD, ou REDD+²¹⁷, qui ont le plus grand potentiel de générer dans les PED de grandes quantités de CtC de conformité pour le marché régional de la WCI. Ceci notamment dans l'axe des Amériques.

La Californie est peut-être même déjà en voie de concrétiser l'ouverture que nous avons vue dans son SPEDE à des crédits carbone de type REDD. En effet, une

²¹⁵ *California Cap-and-Trade Program*, *supra* note 206, à la section §95975.

²¹⁶ *California Cap-and-Trade Program*, *supra* note 128, s-art14 (Recognition of Compliance Instruments from Other Programs) à la section §95994.

²¹⁷ Nations Unies, *UN-REDD Programme Applauds the COP16 Agreement on REDD+ Reached in Cancun*, 11 décembre 2010, en ligne : UN-REDD Programme <www.un-redd.org> (REDD+ est une variante des programmes REDD plus axée sur le développement durable) [NU, *UN-REDD Programme Applauds the REDD+ Agreement*].

entente de coopération multilatérale pour deux projets pilotes a été signée en 2010 entre le gouverneur d'alors de Californie et les gouverneurs des États d'Acre, au Brésil, et du Chiapas, au Mexique²¹⁸. Ces initiatives sont suffisamment sérieuses pour qu'on ait constitué en 2011 le « REDD Offset Working Group » (ROW) formé d'une série d'experts techniques, notamment d'universités californiennes, de deux ONG, ainsi que du CAR²¹⁹. Le site Internet montre un caractère au moins semi-officiel, avec la participation à titre d'observateurs de cinq représentants du CARB et des États d'Acre et du Chiapas²²⁰.

La mission du ROW est d'examiner deux questions centrales²²¹ :

- « (1) what legal and institutional mechanisms are required to enable California to recognize international REDD-based emission offsets for compliance purposes » ;
- « (2) what are the key policy and technical elements a sectoral REDD program should achieve in order for REDD-based offsets to be recognized in a compliance program ».

Le ROW a publié son rapport final à l'été 2013. On y trouve des recommandations spécifiques à l'intégration de garanties sociales et environnementales dans tout programme sectoriel pouvant générer des CtC de conformité pour le système de P&E californien. Notamment : « California should condition the acceptance of any REDD+ offsets on demonstration by partner jurisdictions that their respective REDD+ programs include strong social and environmental safeguards that meet best-practice global standards²²² ». Nous y reviendrons au chapitre 5.

²¹⁸ California Air Ressource Board, *Cap-and-Trade Program*, présentation, 16 décembre 2010, en ligne: California ARB <www.arb.ca.gov/board/books/2010/121610/10-11-1and10-11-2pres.pdf> à la diapositive 24.

²¹⁹ CAR, *About US*, *supra* note 188.

²²⁰ REDD Offset Working Group, *Row Members*, en ligne : <<http://greentechleadership.org/programs/redd-offset-working-group/row-members/>>.

²²¹ *Ibid*, sous *Mission*.

²²² REDD Offset Working Group, *The ROW Report: Recommendations to Conserve Tropical Rainforests, Protect Local Communities and Reduce State-Wide Greenhouse Gas Emission*, 2013, en ligne: ROW

Les deux projets pilotes de la Californie, notamment celui avec l'État du Chiapas, font toutefois l'objet de critiques au chapitre de la faiblesse des retombées potentielles pour les communautés qui vivent dans les forêts visées, en termes de développement durable²²³. Par contre, certains indices laissent croire que l'État du Chiapas, et encore plus l'État brésilien d'Acre, travaillent avec une réelle préoccupation de contribution de ces projets au développement durable des populations visées²²⁴.

L'État d'Acre est particulièrement actif à organiser son programme REDD+. Il a créé son organisme régulateur, « *Instituto de Mudanças Climáticas e Regulação de Serviços Ambientais* » (Institut des changements climatiques et de réglementation des services environnementaux)²²⁵. Il a de plus embauché la firme de services financiers Markit international, aussi utilisée par la WCI, pour lui fournir l'infrastructure (dont le registre) et le support technique pour faire l'émission et le suivi des CtC ainsi que leur mise en marché sur les marchés internationaux²²⁶. Selon des analystes spécialisés, Acre est en train de développer un des programmes juridictionnels qui pourra fournir des CtC de type REDD de la meilleure qualité (en termes d'intégrité environnementale). Son potentiel pourrait atteindre un total de 164 millions de CtC de type REDD entre 2015 et 2020. De ce nombre, on estime qu'environ 50 millions pourraient potentiellement répondre aux critères pour devenir des CtC de conformité « ARB offsets » et fournir ainsi près de 20% des besoins totaux des émetteurs assujettis aux systèmes de P&E du Québec et de Californie²²⁷.

<<http://greentechleadership.org/documents/2013/07/row-final-recommendations-2.pdf>> recommandation e à la p 7 [The Row Report, 2013].

²²³ Global Justice Ecology Project et Global Forest Coalition, *A Darker Shade of Green: REDD Alert and the Future of Forests*, 2012, reproduit dans Chris Lang, « REDD in the news » (2012), en ligne : REDD-Monitor <www.redd-monitor.org/2012/01/16/redd-in-the-news-9-15-january-2012>.

²²⁴ The ROW Report -2013, *supra* note 222 à la p 46 (s 2.4 « Development and Recognition of Safeguards »).

²²⁵ Gouvernement du peuple d'Acre, *Instituto de Mudanças Climáticas e Regulação de Serviços Ambientais* [Institut des changements climatiques et de réglementation des services environnementaux], 2012, en ligne: Portal do Governo do Acre <www.ac.gov.br/programaREDD/>.

²²⁶ Reuters, « Markit launches registry for Acre carbon credits », en ligne : (2012) 7 : 24 Carbon Market North America à la p 5 <www.pointcarbon.com> [Reuters, « Markit launches registry for Acre carbon credits »].

²²⁷ Reuters, « Brazil offsets », *supra* note 167 à la p 1.

Il est à noter que la Californie a donné en 2013 et 2014 plusieurs indications sérieuses de son intérêt à considérer l'intégration de CtC de type REDD dans son SPEDE, entre autres par les voix Mary Nichols, directrice du CARB²²⁸, de l'actuel gouverneur de Californie, dans son discours sur l'état de la Californie de janvier 2014²²⁹. De même, dans le projet de renouvellement du plan d'action californien contre les changements climatiques, adopté par le CARB en mai 2014, on retrouve des allusions directes aux recommandations du ROW, ainsi qu'au programme REDD avec le Mexique²³⁰ :

« Continued evaluation of REDD and other sector-based offset programs further demonstrates California's ongoing climate leadership and could result in partnering on other mutually beneficial climate and low emissions development initiatives, particularly those in Mexico. »

Enfin le CAR de son côté a adopté son protocole « Mexico Forest²³¹ ». Un des protocoles qu'il espère, comme nous l'avons vu, faire éventuellement reconnaître pour conformité dans la WCI. Même si on parle ici plutôt de projets individuels que de programmes sectoriels, son protocole comporte aussi des exigences claires en termes de garanties sociales et environnementales pour les communautés visées par les projets. Nous y reviendrons au chapitre 5.

Un autre développement pourrait aussi être significatif pour l'apport de CtC de conformité pour les partenaires de la WCI. C'est l'importante initiative REDD+ qui se met en place sur une base multilatérale entre 16 États fédérés et provinces de six pays (Brésil, Indonésie, Mexique, Nigeria, Pérou et les ÉUA), lesquels regroupent la

²²⁸ Reuters, « California looking at CO2 market links beyond Quebec: official », en ligne: (2013) 8 : 15 Carbon Market North America à la p 1 <www.pointcarbon.com/polopoly_fs/1.2305373!CMNA20130419.pdf> ;

²²⁹ California Environmental Protection Agency, *First Update to the Climate Change Scoping Plan: Building on the Framework*, 22 mai 2014, en ligne: Sacramento (Ca), California Air Resources Board, <www.arb.ca.gov/cc/scopingplan/scopingplan.htm>, à la p 129.

²³⁰ Ibid, aux pp 88 et 115.

²³¹ Climate Action Reserve, *Mexico Forest Protocol : Draft for Public Review (v 1.0)*, juillet 2013, en ligne : CAR <www.climateactionreserve.org> [CAR Mexico Forest Protocol 1.0 - Draft].

majeure partie des forêts visées par les programmes REDD+²³². Nommée « Governors' Climate and Forests Task Force (GCF Task Force)²³³ », cette grande initiative a été elle aussi mise sur pied dans la foulée de l'entente de 2010 entre les gouverneurs de Californie, d'Acre et du Chiapas. De fait, on note que 14 de ces 16 États et provinces développent, au niveau de leur juridiction respective, des programmes REDD+ qui visent la production de CtC qui pourront être éventuellement reconnus par des marchés du carbone réglementés.

Le GCF Task Force focalisent prioritairement, bien que non exclusivement, sur la reconnaissance « ARB Offset » dans le cadre du système de P&E de la Californie²³⁴. L'auteur du présent travail a d'ailleurs eu la chance d'être invité et de participer à une mission de travail au Brésil puis ensuite à la réunion annuelle du GCF Task Force tenue au Pérou en octobre 2013²³⁵. Cette mission a notamment permis de constater le sérieux avec lequel l'État d'Acre met en place un programme rigoureux de suivi de la perte et dégradation de ses forêts tropicales, et développe des alternatives de développement durable au bénéfice des communautés propriétaires de ces terres forestières. Elle a aussi permis de faire réaliser aux participants à la réunion du GCF que la liaison de SPEDE de la Californie avec celui du Québec, et éventuellement avec d'autres juridictions nord-américaines, augmente d'autant le potentiel éventuel d'achat de CtC de conformité de type REDD+.

²³² EPRI Climate Change Resource Center, rapport de recherche 1023811, « Overview of Subnational Programs to Reduce Emissions from Deforestation and Forest Degradation (REDD) as part of the Governors' Climate and Forests Task Force » (2012), en ligne : Electric Power Research Institute <http://my.epri.com/portal/server.pt?Abstract_id=000000000001023811> aux pp xii-xv [EPRI, on Subnational REDD Programs].

²³³ The Governors' Climate and Forest Task Force, 2012, en ligne: <www.GCFtaskforce.org>. Voir aussi EPRI, on Subnational REDD Programs, *supra* note 232, aux pp 1-8 à 1-10 (historique et objectifs).

²³⁴ EPRI, on Subnational REDD Programs, *supra* note 232, à la p 1-8.

²³⁵ Participation à un groupe de travail reçu au Brésil, par l'*Institut des changements climatiques* de l'État d'Acre, puis dans le cadre de la réunion annuelle du *Governors' Climate and Forest Task Force* à Puerto Maldonado (Peru), 26 septembre au 4 octobre 2013, en ligne : Univ du Colorado, GCF, <www.gcftaskforce.org/events/2013/annual_meeting/resources>.

Conclusion du chapitre III

Nous avons vu dans ce chapitre que le programme de la WCI fait surtout des recommandations, mais que le droit positif qui encadre réellement les CtC vient essentiellement du cadre réglementaire qui régit les programmes de CtC des gouvernements partenaires, soit ici la Californie et le Québec. Par contre, les deux s'inspirent largement des recommandations du programme de la WCI. C'est essentiel s'ils souhaitent que leurs instruments de conformité soient reconnus par les autres partenaires dans le marché de la WCI.

Nous avons constaté que les SPEDE des deux gouvernements ont des dispositions qui ouvrent la porte à une reconnaissance éventuelle de CtC de conformité issus de projets réalisés en PED, que ce soit via leurs propres protocoles ou via des programmes internationaux de CtC comme le MDP ou les mécanismes de type REDD. Toutefois, cette ouverture doit se traduire dans les protocoles qu'adoptent les deux gouvernements pour définir les projets de CtC admissibles et, pour ce qui est des huit premiers protocoles adoptés par le Québec et la Californie, ils ne permettent des projets qu'en Amérique du Nord, excluant le Mexique.

Heureusement, nous avons aussi vu que les processus prévus pour la mise à jour des protocoles adoptés, pour l'ajout de nouveaux protocoles, ou encore pour l'adaptation de protocoles existants (venant du MDP par exemple), est assez flexibles. Il semble possible d'y ajouter éventuellement des critères, ou même des normes, spécifiques à l'objectif de « contribution au développement durable » des projets et programmes de mitigation des GES.

Nous avons vu enfin que l'ouverture à des projets au Mexique ou dans d'autres PED est pour l'instant nettement plus spécifique dans le règlement californien que dans celui du Québec. Ceci étant particulièrement évident avec le mécanisme « Sector-Based Offset Crediting Programs » qui est créé par le règlement californien, mais qui n'a aucun pendant dans le règlement québécois. La Californie est même déjà en collaboration active avec deux états forestiers, au Brésil et au Mexique, pour éventuellement y produire des CtC de conformité de type REDD.

Par contre, comme nous avons vu au chapitre un, l'ouverture à des projets en PED ne garantit pas, loin de là, des projets adaptés aux besoins des populations qui devraient être priorisées en termes de DDPV. Nous avons donc regardé le traitement de l'analyse des besoins pour les projets qui se réaliseraient éventuellement au Mexique ou dans d'autres PED. Nous avons constaté une certaine préoccupation pour une réelle analyse des besoins, dans les suggestions du programme de la WCI, et

encore une fois, particulièrement dans le règlement californien. Le règlement québécois est lui plutôt muet à ce chapitre.

C'est pourquoi nous regarderons maintenant au chapitre 4 si le Mexique semble être prêt à accueillir des projets de mitigation des GES qui pourraient générer des CtC de conformité pour la WCI. Puis nous verrons plus en détail, au chapitre 5, quelques-unes de ces normes spécifiques à l'objectif de « contribution au développement durable » des projets et programmes de mitigation des GES.

CHAPITRE IV

LES CRÉDITS COMPENSATOIRES AU MEXIQUE

Dans le chapitre précédent, nous avons détaillé le contexte législatif qui définit les sources et l'utilisation des crédits compensatoires dans les cadres des systèmes québécois et californien de plafond et échanges de droits d'émission de GES, ainsi que dans le *Cadre de mise en œuvre* adopté par les partenaires de la WCI.

Nous verrons dans ce chapitre que le Mexique est un des PED les plus actifs en changements climatiques depuis plusieurs années et qu'il s'est donné en 2012 un cadre normatif sur les changements climatiques considéré par plusieurs comme modèle pour un PED.

Nous verrons aussi que ce pays a déjà une importante expérience avec les projets de mitigation réalisés dans le cadre du MDP et d'autres programmes du régime climatique international, notamment les programmes de type REDD.

Nous verrons enfin qu'il fait aussi partie des pays précurseurs pour l'application et la promotion des normes qui se développent et qui mettent une emphase spécifique sur l'objectif de « contribution au développement durable » des projets et programmes de mitigation des GES.

4.1 Législation et réglementation sur le climat

Le Mexique vit depuis plusieurs années un contexte intérieur qui pourrait facilement justifier que la lutte aux changements climatiques n'y soit pas une priorité. On pense entre autres au très difficile contexte de guerre larvée contre le trafic de

drogues qui gangrène plus de la moitié du pays et qui y a fait plus de 47 000 morts violentes depuis 2006²³⁶.

Malgré cela, le Mexique est un des PED qui se démarquent pour ses efforts de lutte aux changements climatiques. Il est d'ailleurs un des PED qui a généré le plus de communications nationales sous la CCNUCC, et un inventaire national de ses émissions de GES²³⁷.

Le pays créait déjà en 2005 sa « Comisión intersecretarial permanente de cambio climático [Commission interministérielle permanente sur les changements climatiques] (CIPCC) ». Puis il adoptait en 2009 son premier Programme spécial 2009-2012 sur les changements climatiques²³⁸.

Sa « Ley General De Cambio Climático [Loi générale du changement climatique] » est entrée en vigueur le 10 octobre 2013²³⁹. Selon plusieurs observateurs, dont l'Organisation internationale du droit du développement (OIDD), il s'agit d'une des plus solides lois nationales sur les changements climatiques parmi les PED. L'OIDD affirme même que le Mexique a été le deuxième pays, après le Royaume-Uni, à s'être doté d'une loi générale aussi exhaustive sur les changements climatiques²⁴⁰.

²³⁶ AP, « Mexique: 47.000 morts depuis 2006 dans les violences liées au trafic de drogue », *Métro [de Montréal]* (11 janvier 2012) en ligne : Journal Métro <www.journalmetro.com/monde/article/1068869--mexique-plus-de-47-000-morts-depuis-2006-dans-les-violences-liees-au-traffic-de-droque>.

²³⁷ Omar Vidal, « Cambio climático: el reto de América Latina [Changement climatique: le défi de l'Amérique latine] », *El Universal [de Mexico]* (22avril 2010) en ligne : El Universal <eluniversal.com.mx/editoriales/48063.html>.

²³⁸ Mex, Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles, *Programa Especial de Cambio Climático 2009-2012 [Programme spécial sur le changement climatique 2009-2012]*, 2009, en ligne : SEMARNAT <www.cambioclimatico.gob.mx/index.php/es/publicaciones.html>, à la p 4 (sommaire exécutif).

²³⁹ Mex, Présidence de la République, communiqué « El Presidente Calderón firmó el decreto de la Ley General de Cambio Climático » (5 juin12), en ligne: Presidencia de la República <www.presidencia.gob.mx/2012/06/decreto-de-la-ley-general-de-cambio-climatico/> p 1.

²⁴⁰ OIDD - *The New Law of Climate Change in Mexico*, *supra* note 245 à la p 1 (sommaire exécutif) (À noter que l'OIDD a été mise à contribution par le gouvernement mexicain pour la conception et la rédaction de cette loi, ainsi que par certains États mexicains).

La « Ley General De Cambio Climático²⁴¹ » confirme des objectifs ambitieux et en établit de nouveaux, en termes de mitigation des émissions de GES, d'adaptation aux effets des changements climatiques et de croissance de la part des énergies renouvelables dans la balance énergétique du pays.

Elle établit l'objectif que le Mexique ait réduit en 2030 ses émissions de GES de 30% par rapport au niveau courant (de 2013), et de 50% en 2050, puis d'avoir augmenté la part des énergies renouvelables dans son bilan énergétique à 35% en 2024 et à 40% en 2030). Ces objectifs sont volontaires, ce qui est en accord avec le statut de PED du Mexique dans le protocole de Kyoto²⁴². Par contre, comme le mentionne Christina McCain, directrice du programme « Mexico climate » de l'influent ONG états-unien *Environmental Defense Fund* (EDF) :

« While voluntary, the targets it set at the U.N. climate negotiations in 2009 and reiterated in its climate law are a serious commitment on an international stage, and Mexico's high-profile leadership on climate change should not be taken lightly. Experts from Mexico's environment ministry and National Institute of Ecology and Climate Change based these targets on extensive analysis [...] »²⁴³

Selon le gouvernement mexicain, 15% du territoire national, 68% de la population et 71% du PIB sont hautement à risque face aux impacts des changements climatiques²⁴⁴. De par sa biodiversité, sa géographie et ses niveaux de pauvreté, le Mexique est classé parmi les cinq pays les plus à risque face aux changements climatiques. Par contre, avec son importante industrie pétrolière, il est aussi parmi les 15 premiers pays émetteurs de GES de la planète²⁴⁵.

²⁴¹ Mexique, *Ley general de cambio climático*, supra note 129.

²⁴² *Protocole de Kyoto*, supra note 29, Annexe B (n'étant pas une Partie visée à l'annexe B au sens de l'art. 17 du protocole de Kyoto, le Mexique n'a pas d'obligation de cible chiffrée de réduction de ses émissions de GES).

²⁴³ Christina McCain, « How Mexico's reforms open new doors for reaching clean energy and climate goals », Foreign Policy Blogs network, 24 février 2014, en ligne : Foreign Policy Association, New York <<http://foreignpolicyblogs.com/2014/02/24/how-mexicos-reforms-open-new-doors-for-reaching-clean-energy-and-climate-goals/>> [McCain, « How Mexico's reforms open new doors... »].

²⁴⁴ La Secrétaire d'État aux Affaires étrangères du Mexique Patricia Espinoza, allocution d'ouverture, Plénière de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CDP16), Cancún (Mex), 1^{er} décembre 2010.

²⁴⁵ Claudia de Maulen et Yolanda Saito, *The New General Law of Climate Change in Mexico: Leading National Action to a Green Economy*, analyse juridique, 2012, en ligne: Organisation internationale du droit du

La loi générale sur le changement climatique établit de plus des objectifs en termes de contribution au développement durable pour les communautés visées et, comme nous verrons, elle insiste à plusieurs endroits sur la nécessité d'impliquer les communautés autochtones, les communautés vulnérables, et la population de façon plus générale. Parmi ses caractéristiques les plus pertinentes à l'objet de ce mémoire; on note entre autres²⁴⁶ :

- que la « Participation citoyenne, dans la formulation, l'exécution, la reddition de compte et l'évaluation de la Stratégie nationale, des plans et programmes de mitigation et d'adaptation aux effets du changement climatique [notre traduction]²⁴⁷ » est un des sept principes directeurs de la « Política Nacional de Cambio Climático [Politique nationale de changement climatique] ». La Politique nationale chapeaute les trois principaux instruments de planification et de mise en œuvre définis par la loi que sont la Stratégie nationale, le Programme spécial [national] et les programmes de changement climatique des entités fédératives ;
- l'obligation d'adoption d'une « Estrategia Nacional de Cambio Climático [Stratégie nationale de changement climatique] » comme principal instrument de planification « à moyen et long terme pour faire face aux effets du changement climatique et évoluer vers une économie compétitive, durable et faible en émissions de carbone [notre traduction]²⁴⁸ ». Il y est de plus précisé qu'à l'élaboration de la stratégie on devra « faciliter la participation et la consultation du secteur social et du privé, avec l'objectif que la population exprime ses opinions pour son élaboration, actualisation et exécution [de la Stratégie nationale], dans les termes prévus par la 'Ley de Planeación' [Loi de planification]²⁴⁹ et autres dispositions applicables [notre traduction] » ;

développement (OIDD) <www.idlo.int/english/Resources/publications/Pages/Details.aspx?ItemsID=369> à la p 2 [OIDD - *The New Law of Climate Change in Mexico*].

²⁴⁶ OIDD - *The New Law of Climate Change in Mexico*, *supra* note 245 aux pp 1-2 (sommaire exécutif) ; Mexique, *Ley general de cambio climático*, *supra* note 129.

²⁴⁷ Mexique, *Ley general de cambio climático*, *supra* note 129, art 26.VII.

²⁴⁸ Mexique, *Ley general de cambio climático*, *supra* note 129, art 60.

²⁴⁹ Mexique, *Ley de planeacion*, *supra* note 130 (cette loi fédérale du Mexique « promeut et garantit la participation démocratique des divers groupes sociaux à l'élaboration du plan et des programmes [de la planification nationale du développement, en coordination avec les entités fédératives] ; obtenant que les actions

- la création de l'« Instituto nacional para la ecología y el cambio climático [Institut national pour l'écologie et les changements climatiques] » (INECC). Une entité autonome, paragouvernementale, dont le mandat inclut, entre autres :
 - de participer au développement des capacités scientifiques, technologiques et d'innovation, au niveau du système d'éducation supérieure et des capacités liées aux changements climatiques dans les entités régionales et municipales dans tout le pays²⁵⁰ ;
 - de « participer à la conception d'instruments économiques, fiscaux, financiers et de marché, en lien avec la politique nationale en matière d'environnement et de changement climatique [notre traduction]²⁵¹ » ;
- la création d'un Conseil national du changement climatique, comme organe permanent de consultation pour la CIPCC. Ce conseil est formé de 15 membres reconnus pour leur expertise, provenant des secteurs social, privé et académique. La loi lui donne le mandat de « promouvoir une participation sociale informée et responsable, par le biais de consultations publiques »²⁵² ;
- l'établissement (articles 66 à 70) du *Programme spécial de changement climatique* (le Programme) comme principal instrument de mise en œuvre détaillée, qui définit les actions en changements climatiques par période de six ans (planeación sexenal), mais toujours « avec une perspective à long terme, congruente avec les objectifs de la Stratégie nationale, avec les engagements internationaux et avec la situation économique, environnementale et sociale du pays [notre traduction] ». L'article 68 précise qu'il doit « promouvoir la participation de la société en conformité avec les dispositions applicables de la 'Ley de Planeación'. [notre traduction] ». Il est élaboré par la CIPCC.

De plus, l'article 71 de la loi précise que le Programme spécial, de même que les programmes de changement climatique des entités fédératives, s'élaborent « en recherchant toujours l'équité de genre et la représentation des populations plus vulnérables au changement climatique, des populations indigènes, des personnes handicapées, des académiciens et chercheurs [notre traduction] » ;

des particuliers contribuent à atteindre les objectifs et priorités qu'on y trouve [notre traduction] ». Réf *Ley de planeacion*, en ligne: <www.definicion.org>).

²⁵⁰ Mexique, *Ley general de cambio climático*, *supra* note 129, art 22.

²⁵¹ *Ibid*, art 22.III

²⁵² Mexique, *Ley general de cambio climático*, *supra* note 129, art 57.III.

- la définition (art. 34, sous *Politique nationale*) des priorités qui doivent guider l'administration fédérale, les entités fédératives et les municipalités en termes de mitigation des émissions de GES. Tel que le mentionne l'analyse de la loi par l'OIDD, on y trouve pour les activités de boisement, reboisement, gestion viable des forêts et autres milieux boisés (article 34.III) un clair alignement sur les critères de bonnes pratiques du programme REDD+ tel que défini au paragraphe 70 et à l'annexe 1 des accords de Cancún et au document « Additional Guidance » lié à la plate-forme de Durban²⁵³. On trouve la même chose à l'article troisième des articles transitoires avec la définition du rôle de la Commission nationale de la forêt (CONAFOR) pour développer une « politique forestière pour le développement durable²⁵⁴ » ;
- de plus, l'article 37 établit clairement la reconnaissance du programme MDP et autres programmes dans le cadre du régime climatique international : « [...] seront reconnus les programmes et autres instruments de mitigation développés à partir du protocole de Kyoto et tout autre qui se trouve dument certifié par une organisation avec une reconnaissance internationale [notre traduction] » ;
- l'article 91, au Titre IX sur les instruments économiques, définit que « La Fédération, les États et le District fédéral, dans le domaine de leurs compétences, concevront, développeront et appliqueront des instruments économiques qui inciteront l'accomplissement des objectifs de la *Politique nationale* en matière de changement climatique [notre traduction] ». Puis l'article 95 stipule pour sa part que tous les intéressés à participer de manière volontaire à un marché d'émissions de GES peuvent réaliser des opérations liées « avec le commerce d'émissions d'autres pays, ou qui peuvent se réaliser dans des marchés du carbone internationaux dans les termes prévus par les dispositions juridiques applicables [notre traduction] » ;
- la loi crée de plus à son chapitre VII un « Fondo para el cambio climático [Fonds pour le changement climatique] » avec objectif de canaliser les ressources financières publiques, privées, nationales et internationales, pour appuyer la réalisation au Mexique d'une vaste gamme d'activités de mitigation des GES et d'adaptation aux changements climatiques ;

²⁵³ OIDD - *The New Law of Climate Change in Mexico*, supra note 245 à la p 2.

²⁵⁴ Mex, Comisión Nacional Forestal, *Visión de México sobre REDD+: Hacia una Estrategia Nacional* [Vision du Mexique sur la REDD+ : vers une stratégie nationale], 2010, en ligne : CONAFOR, <www.conafor.gob.mx>.

Ce fonds peut d'ailleurs agir comme un fonds carbone. Il peut « acheter des réductions d'émission certifiées provenant de projets inscrits au registre [le registre national aussi défini par la loi] ou encore de tout autre projet approuvé par des accords internationaux auxquels souscrivent les États-Unis mexicains.[notre traduction]²⁵⁵ » ;

- enfin, le Titre huitième de la loi est spécifiquement dédié à la participation sociale. L'article 109 y établit que « Les trois ordres de gouvernement [Fédéral, États et municipal] devront promouvoir la participation coresponsable de la société à la planification, l'exécution et la surveillance de la Politique nationale de changement climatique [notre traduction] ». Puis, l'article 110 stipule que pour réaliser l'article 109, la CIPCC devra requérir les opinions et propositions des organisations des secteurs social et privé, et faire avec ces organisations des ententes pour développer, financer et réaliser des actions d'adaptation, de mitigation et de recherche reliées au changement climatique et à la gestion durable des ressources naturelles.

On note par contre qu'à l'article 102 de la loi, qui définit les critères d'évaluation en matière de mitigation des émissions de GES, on ne trouve aucune référence à la réalisation effective de consultation et/ou participation des populations visées à la définition des besoins et des actions à mettre en œuvre.

Avec cette loi générale sur les changements climatiques, et les éléments qui l'ont précédée comme le Programme spécial 2008-12, nous avons donc le grand cadre législatif fédéral dans lequel évoluera dans les prochaines années la thématique des changements climatiques au Mexique.

Le Mexique a aussi deux autres lois fédérales importantes qui, selon l'OIDD, « incluent dans leurs fondements des critères d'adaptation et de mitigation [des GES] au bénéfice des communautés rurales, forestières et agricoles qui sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques [notre traduction]²⁵⁶ ». Ce

²⁵⁵ Mexique - *Ley general de cambio climático*, *supra* note 129, art 82.I et 82.VII.

²⁵⁶ Liliana Del Villar Arias, *Preparacion juridica para el cambio climatico y el fomento al desarrollo rural en Mexico* [Préparation juridique pour le changement climatique et l'appui au développement rural au Mexique], 2011, en ligne : OIDD <www.idlo.int/english/Resources/publications/Pages/Details.aspx?ItemsID=369> à la p 13 [OIDD *Preparation juridique du Mexique*].

sont les « Ley de desarrollo rural sustentable [Loi du développement rural durable] » et la Loi générale du développement durable de la forêt. Ces deux lois établissent selon l'OIDD un cadre clair pour le développement de projets de mitigation qui ont une incidence importante sur les communautés rurales, par le biais de paiements pour services écologiques via la séquestration forestière du carbone. À ceci s'ajoute le cadre législatif mexicain en matière de peuples autochtones, lesquels vivent majoritairement en zones rurales et forestières.

Selon l'OIDD, la loi générale fait de la lutte aux changements climatiques une priorité à long terme de l'État mexicain indépendamment des aléas politiques qu'amènent inévitablement les changements de gouvernements²⁵⁷. Cette affirmation a été rapidement mise à l'épreuve puisque les mexicains se sont donné un nouveau gouvernement en juillet 2012, formé par le *Parti révolutionnaire institutionnel* (PRI).

En effet, parmi les mesures les plus nécessaires pour mettre la loi en oeuvre, on retrouve la réduction des subventions et des barrières commerciales qui favorisent directement l'industrie pétrolière, et l'imposition de standards d'efficacité énergétique à l'industrie automobile²⁵⁸. Or, le PRI a fait campagne en bonne partie sur la relance de l'industrie pétrolière et a bénéficié d'un fort appui de cette industrie qui est très puissante au Mexique²⁵⁹. De plus, comme les objectifs de la loi sont volontaires, celle-ci ne prévoit pas de sanction en cas de non réalisation.

Malgré cela, les premiers mois du nouveau gouvernement semblent vouloir confirmer l'analyse de l'OIDD. Le *Conseil national du changement climatique* et

²⁵⁷ OIDD - *The New Law of Climate Change in Mexico*, supra note 245 à la p 1.

²⁵⁸ ECOFYS et Climate Analytics, communiqué « Mexico has potential to meet its ambitious climate targets, but more action needed » (3 mai 2012), en ligne : Climate Action Tracker <<http://climateactiontracker.org/publications/pressreleases/122/Mexico-has-potential-to-meet-its-ambitious-climate-targets-but-more-action-needed.html>> à la p 2.

²⁵⁹ Reuters Point Carbone, « Mexico climate law faces challenge under new president », en ligne : (2012) 7 : 29 Carbon Market North America à la p 4 <www.pointcarbon.com/news/cmna/1.1944456>.

l'INECC sont bien formés et actifs²⁶⁰ et, surtout, le nouveau gouvernement a créé une taxe carbone, applicable depuis janvier 2014 sur tous les carburants et combustibles fossiles (sauf le gaz naturel, considéré comme un combustible de remplacement clé pour la réduction des émissions de GES de l'industrie).

Particulièrement important dans le cadre de notre étude, la réforme fiscale qui a imposé cette taxe carbone permet à tous les consommateurs des produits taxés (entreprises et individus) de compenser leurs émissions de GES, plutôt que de payer la taxe, par la remise de CtC provenant d'activités domestiques (mexicaines) de réductions d'émissions de GES. Le gouvernement parle de règles de conformité respectant les standards internationaux d'intégrité environnementale. Toutefois, en mars 2014, ces règles restaient encore à définir²⁶¹.

La taxe a été fixée au départ à 3,00\$ US / tCO₂éq mais elle variera en fonction des prix du marché. Une plate forme privée d'échange de crédits carbone (une bourse du carbone) a d'ailleurs été créée par la Bourse mexicaine des valeurs, pour servir à la fois le marché volontaire et ce marché naissant des CtC de conformité pour compenser la nouvelle taxe carbone. Les crédits carbone forestiers sont particulièrement visés. De plus, une des lignes directrices de la plate-forme vise spécifiquement à faciliter la rencontre entre des organisations de la société civile qui développent des projets de mitigation « sociaux environnementaux » et des entreprises qui cherchent à faire des investissements responsables. Cette « bourse du

²⁶⁰ « Semarnat reporta avances en trabajo de Comisión de Cambio Climático [Semarnat raporte l'avancement des travaux de la Commission du changement climatique] », en ligne : 16 février 2014, Diario Rotativo, Querétaro (Mex) <www.rotativo.com.mx/noticias/nacionales/242483-semarnat-reporta-avances-en-trabajo-de-comision-de-cambio-climatico/>.

²⁶¹ GIZ Climate Programm, « The Mexico carbon tax scheme », *supra* note 104 ; Reuters, « Mexico companies await rules on using carbon credits to offset new tax », 27 mars 2014 ; McCain, « How Mexico's reforms open new doors... », *supra* note 243.

carbone » a reçu le support d'organismes nationaux, comme le SERMANAT et la CONAFOR, et internationaux (PNUD, Ambassade du Royaume Uni au Mexique)²⁶².

Pour Christina McCain, le Mexique développe actuellement les bases d'un réel système réglementé d'émissions de GES et de crédits carbone (ce qui est d'ailleurs un des objectifs de la loi générale sur le changement climatique). Un système qui lui permettrait éventuellement de s'intégrer à des marchés du carbone réglementés existants (comme bien sûr la WCI) ou encore de créer son propre marché réglementé complet, national. Cette dernière option serait économiquement faisable selon une étude de son organisme (EDF), à condition toutefois que le Mexique impose alors des cibles réglementaires aux principaux émetteurs de GES²⁶³.

Tous par contre ne partagent pas ce même enthousiasme. Le gouvernement Nieto a introduit en même temps une réforme de la politique énergétique nationale qui, pour certains, vient contrecarrer une grande partie des efforts pour réduire les émissions de GES. La principale critique ici est que cette réforme, de son côté, réduit au contraire les obligations réglementaires et maintien d'importantes subventions à l'industrie pétrolière, encourageant ainsi la poursuite de la grande dépendance de l'économie mexicaine au pétrole et aux recettes de l'industrie pétrolière. Le Centre mexicain du droit environnementale (CEMDA) rajoute que pour cette autre réforme majeure, « le président Peña Nieto a oublié d'inclure les énergies renouvelables dans l'initiative qu'il a envoyé aux chambres [Sénat et Congrès] [notre traduction] » et aussi qu'ont été oubliés les mécanismes de participation de la société civile au processus de définition de cette réforme²⁶⁴.

²⁶² MexiCO2, « Mexico lanza Plataforma de Intercambio de Carbono [Le Mexique lance la plate-forme d'échange de carbone] » (26 novembre 2013), en ligne : <www.mexico2.com.mx> (sous « Ultimas noticias ») ; GIZ Climate Programm, « The Mexico carbon tax scheme », *supra* note 104; McCain, « How Mexico's reforms open new doors... », *supra* note 243.

²⁶³ McCain, « How Mexico's reforms open new doors... », *supra* note 243 à la p 2.

²⁶⁴ Centre mexicain de droit environnemental, « Organizaciones de la sociedad civil piden al gobierno mexicano asegurar el futuro energético sustentable en leyes secundarias de la Reforma Energética [Les organisations de la société civile demandent au gouvernement mexicain d'assurer le futur énergétique viable dans

À noter enfin que, même si le Mexique prend une telle posture proactive pour un PED, il continue toutefois de conditionner son action à la réalisation des engagements des pays industrialisés dans le cadre du régime climatique international, en termes de transferts de technologie et de financement. Ceci à l'instar des quatre principaux PED émetteurs de GES qui ont exprimé à nouveau cette position dans un communiqué ministériel conjoint, à l'aube de la 18^e conférence des Parties sous la CCNUCC tenue en décembre 2012 à Doha, au Qatar²⁶⁵.

N'oublions pas, d'ailleurs, que le Fonds vert pour le climat, a été d'abord proposé par le Mexique lors de la 15^e conférence des Parties à la CCNUCC (Copenhague, 2009), puis sa création a été décidée par les Parties lors de la 16^e conférence des Parties, tenue au Mexique (Cancún, 2010)²⁶⁶.

4.2 Expérience d'encadrement et de gouvernance de programmes de mitigation des émissions de GES

Le Mexique est un des PED qui ont une expérience étendue du développement et de la réalisation de projets et de programmes de mitigation des émissions de GES sous les mécanismes du régime climatique international, notamment le MDP et le programme REDD+, de même qu'avec d'autres programmes opérant dans le cadre du marché volontaire des crédits carbone. Nous y reviendrons à la section 4.3.

les lois annexes de la Réforme énergétique] », Boletín de prensa (12 février 2014), en ligne : CEMDA, Mexico (DF) <www.cemda.org.mx/02/organizaciones-de-la-sociedad-civil-piden-al-gobierno-mexicano-asegurar-el-futuro-energetico-sustentable-en-leyes-secundarias-de-la-reforma-energetica>; CEMDA, « Deben legisladores abrir a México a las energías renovables [Les législateurs doivent ouvrir le Mexique aux énergies renouvelables] », Boletín de prensa (12 mai 2014), en ligne : Mexico (DF) <www.cemda.org.mx/05/deben-legisladores-abrir-a-mexico-a-las-energias-renovables-con-secundarias>; Emilio Godoy, « Mexico's Climate Change Law - More Than Just Empty Words? », blog (21 avril 2014), en ligne: Global Issues <www.globalissues.org/news/2014/04/21/18555>.

²⁶⁵ Stian Rekev, « Developing nations push rich on climate targets ahead of talks », Reuters (21 novembre 2012), en ligne: Reuters, <<http://in.reuters.com/article/2012/11/21/china-climate-idINDEE8AK03Z20121121>>.

²⁶⁶ Green Climate Fund, *Background*, 2012, en ligne : <<http://gcfund.net/about-the-fund/background.html>>.

Dans le cadre du MDP, le Mexique a une « Autorité nationale désignée » qui est appréciée dans les milieux spécialisés pour son efficacité et sa rapidité²⁶⁷. Celle-ci est coordonnée par le « Comité mexicain pour les projets de réduction d'émissions et de capture de GES [notre traduction] » (COMEGEI), lequel relève de la CIPCC.

Dans le cycle de projet du MDP (réf. Tableau A-2, ANNEXE), l'obtention d'une « lettre d'approbation » de l'AND est une étape essentielle vers l'approbation d'un projet par le CE du MDP²⁶⁸. Heureusement, comme nous l'avons vu à la section 4.1, la Stratégie nationale mexicaine démontre, sur papier du moins, une préoccupation réelle pour la participation des communautés bénéficiaires à la définition des projets de mitigation des émissions de GES.

Le Mexique a aussi un important programme de paiements pour services écologiques (PSE). Ce programme, de la CONAFOR, paie des propriétaires dans des zones écologiques prioritaires pour gérer leurs terres de façon à conserver ou améliorer les fonctions écologiques qu'elles remplissent, surtout pour l'instant aux niveaux hydrologique et de la biodiversité. Par contre la « Ley general de desarrollo forestal sustentable [Loi générale du développement durable de la forêt] » prévoit d'éventuels paiements pour la mitigation des émissions de GES par la conservation et la restauration des forêts. Selon des observateurs, ce programme établit déjà les bases du futur cadre juridique d'un réel programme REDD+ mexicain²⁶⁹.

²⁶⁷ Ullrich Umann, *CDM market brief: Mexico*, Cologne (Ger), Germany Trade and Invest (GMBH), 2009, en ligne : JIKO <www.jiko-bmu.de/english/background_information/publications/doc/851.php> à la section 3.2.

²⁶⁸ *Ibid.*

²⁶⁹ The REDD desk, *REDD in Mexico*, 2012, en ligne : the REDD desk <www.theredddesk.org/countries/mexico/readiness_overview> [REDD desk - Mexico].

Les efforts mexicains pour une gestion durable des forêts sont d'ailleurs cités en exemple, comme en témoigne le directeur exécutif de l'Organisation internationale du bois tropical (OIBT)²⁷⁰ :

« Mr. Ze Meka pointed out that according to ITTO's most recent assessment in its 2011 Status of Tropical Forest Management report, Mexico had increased the area of its tropical forests under SFM [sustainable forest management] seven-fold between 2005 and 2010. Mr. Ze Meka recognized the leading role of Mexico in combating climate change, including through CONAFOR's scheme of PES, which together with the increased area of forest under SFM has contributed to reducing carbon emissions from deforestation. [...] Mr. Ze Meka stressed that in Mexico, as in many other tropical countries, the biggest challenge for SFM is making it economically attractive in relation to other land-use options. Mexico's experiences in promoting SFM and PES contain valuable lessons for other countries in this regard.²⁷¹ »

Une importante entente de collaboration technique entre l'Agence fédérale d'aide au développement international des États-Unis (USAID) et le Secrétariat mexicain de l'environnement et des ressources naturelles (SEMARNAT) devrait en principe contribuer à renforcer encore plus l'expérience et le cadre juridique mexicain.

Cette entente inclut notamment la création d'un « Programme binational de coopération sur le changement climatique » avec un investissement par l'USAID de 70 millions de dollars sur cinq ans et deux axes précis d'intervention, soit une stratégie de développement à faibles émissions de GES (LEDS [acronyme anglais utilisé dans le communiqué]) puis la réduction de la déforestation et dégradation des forêts (mécanisme de type REDD)²⁷². Cette entente augmente d'ailleurs, selon

²⁷⁰ L'OIBT est l'agence intergouvernementale pour la promotion de la conservation et gestion durable de l'usage et du commerce des ressources des forêts tropicales, et Secrétariat de l'Accord 1994 des NU sur les bois tropicaux. Elle regroupe la majorité des pays producteurs et consommateurs de produits des forêts tropicales.

²⁷¹ Organisation internationale du bois tropical, communiqué « Mexico combats climate change through SFM » (10 octobre 2012), en ligne : OIBT <www.ito.int/news_releases/id=3090>.

²⁷² Mex, Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles, communiqué 016/12 « Con una inversión de 70 MDD México y EUA impulsan Programa de Cooperación Binacional de Cambio Climático al 2016 [Avec un investissement de 70 M\$, le Mexique et les ÉUA lancent le Programme de coopération binational de changement climatique jusqu'en 2016] » (19 janvier 2012), en ligne : Présidence de la République <www.presidencia.gob.mx/2012/01/con-una-inversion-de-70-mdd-mexico-y-eua-impulsan-programa-de-cooperacion-binacional-de-cambio-climatico-al-2016/> [Coopération Mex-ÉUA, communiqué 016/12].

certain, l'éventualité de voir à moyen terme l'introduction dans le système de P&E californien de CtC de conformité provenant de projets de type REDD au Mexique²⁷³.

Selon le communiqué du SEMARNAT, le mécanisme REDD « créera et établira un système REDD+ fonctionnel à partir de l'actuel marché volontaire de crédits carbone du secteur forestier [notre traduction]²⁷⁴ ». L'entente comprend de plus un « programme de préparation au mécanisme REDD+ » qui sera mis sur pied par un regroupement d'organismes incluant le SEMARNAT, la CONAFOR, les gouvernements des États et des municipalités, de même que des « *ejidos* »²⁷⁵ et une alliance d'ONG, mexicaines et internationales. Cette dernière inclura notamment l'ONG internationale bien connue « The Rainforest Alliance » ainsi qu'une importante ONG mexicaine, le « Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza [fonds mexicain pour la conservation de la nature] », qui aurait déjà réalisé plus de 900 projets dans 28 États du Mexique²⁷⁶. Un communiqué conjoint des ONG impliquées mentionne que :

« During the program's initial phase, the alliance will work to set baselines and study the needs of the local communities in the regions where the program will be implemented, including the states of Campeche, Quintana Roo and Yucatan [...]»²⁷⁷.

La stratégie « LEDS » de cette entente pour sa part « inclura une composante sectorielle visant à générer le développement et augmenter l'adoption [...] des

²⁷³ Jeff Conant, *Mexico's "Ambitious" Climate Bill Follows on the Heels of US-Mexico "understanding"*, 2012, en ligne: Global Justice Ecology Project, <<http://climate-connections.org/2012/02/01/mexicos-congress-looks-to-pass-climate-change-law-this-spring/>>.

²⁷⁴ Mex, Présidence de la République, note informative « México enfrenta al cambio climático » (19 janvier 2012), en ligne : Présidence de la République <www.presidencia.gob.mx/2012/01/mexico-enfrenta-al-cambio-climatico/>.

²⁷⁵ *Ejidos*: genre de coopératives rurales typiques au Mexique. Défini à l'article 9 du chapitre 1 du *Registro Agrario Nacional* [Registre agraire mexicain].

²⁷⁶ Rainforest Alliance et Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza, communiqué « REDD+ Preparation in Mexico : Crucial to Preserve Invaluable Resources and Curb Climate Change » (24 janvier 2012), en ligne : The Rainforest Alliance <www.rainforest-alliance.org/newsroom/news/mexico-redd-program-release> [« REDD+ Preparacion in Mexico »].

²⁷⁷ *Ibid.*

énergies renouvelables et technologies efficaces en énergie [notre traduction]²⁷⁸ ». On peut noter qu'avec une telle formulation, il n'est pas impossible d'imaginer que cet axe d'intervention puisse lui aussi éventuellement donner lieu à des programmes sectoriels générant des CtC de conformité dans le cadre du mécanisme « sector based credit program » du règlement du système californien de P&E²⁷⁹.

De plus, selon la présidence de la République, l'entente globale jetterait « les bases d'une coordination intergouvernementale pour incorporer le développement faible en carbone dans la formulation des politiques nationales [notre traduction] ». Ceci pourrait mener à d'éventuelles politiques de type MAAN.

Enfin, une douzaine d'États mexicains, représentant environ 60% de la population mexicaine, sont actifs à établir leur propre cadre juridique, en complémentarité avec le cadre national, notamment en développant leur « Programas Estatales de Acción ante el Cambio Climático [Programme d'État d'action face au changement climatique] (PEACC) » et de programmes de PSE. L'État du Chiapas y ressort comme particulièrement proactif, étant même le premier État mexicain à avoir inclut des références au changement climatique dans sa constitution d'État²⁸⁰.

Selon une analyse détaillée des principaux programmes REDD+ en développement dans le monde, par l'Institut de recherche de l'industrie américaine de l'électricité (EPRI), le Chiapas est l'État mexicain le plus avancé pour se doter d'un programme REDD+ complet, selon les critères du programme ONU-REDD²⁸¹. On y mentionne que la loi sur les changements climatiques du Chiapas dicte l'application de mesures concrètes de sauvegarde environnementale et sociale ainsi que la consultation effective des milieux académiques et la société civile pour le

²⁷⁸ Mex, Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles, communiqué 016/12, *supra* note 272.

²⁷⁹ *California Cap-and-Trade Program*, *supra* note 149, s-art 14 (« Recognition of Compliance Instruments from Other Programs »).

²⁸⁰ OIDD *Preparation juridique du Mexique*, *supra* note 256 à la p 3.

²⁸¹ EPRI, on Subnational REDD Programs, *supra* note 232 aux pp 3.19-3.30; NU, *UN-REDD Programme Applauds the COP16 Agreement*, *supra* note 217.

développement des politiques et des programmes en changement climatique, notamment des peuples autochtones²⁸². Ces derniers constituent près du tiers des 4,8 millions d'habitants du Chiapas. Les lignes directrices des mesures de sauvegarde sociales et environnementales à respecter sont établies par le Plan d'action sur les changements climatiques du Chiapas (PACCCH). Elles visent notamment²⁸³: i) une amélioration de la résilience des écosystèmes au bénéfice de ses habitants ; ii) un renforcement des capacités des peuples autochtones avec prise en compte de leur cultures et savoirs traditionnels ; iii) un renforcement des capacités des communautés à gérer les projets, dans une optique de développement durable, et d'en partager les bénéfices ; iv) à s'assurer que les activités de type REDD+ contribuent au développement social de l'État et au respect des droits des peuples autochtones et des communautés rurales de manière générale.

Selon cette analyse, le Chiapas pourrait être une des premières juridictions à émettre des crédits de type REDD+ valides comme instruments de conformité sur des marchés réglementés du carbone. La fiche Mexique du REDD Desk mentionne d'ailleurs spécifiquement la participation du Chiapas au « Governors' Climate and Forests Task Force », lequel « seeks to integrate REDD+ and other forest carbon activities into emerging greenhouse gas compliance regimes in the United States and elsewhere [nos italiques]²⁸⁴ ».

²⁸² Mex, *Loi pour l'adaptation et la mitigation face au changement climatique dans l'État du Chiapas*, 64^e lég, État du Chiapas, 2010, art 5, 11 en ligne : REDD desk <www.theredddesk.org/sites/default/files/ley_cambio_climatico_chiapas_2.pdf>.

²⁸³ EPRI, on Subnational REDD Programs, *supra* note 232 à la p 3.25.

²⁸⁴ The REDD desk - Mexico, *supra* note 269 à la p 6 ; Governors' Climate and Forests Task Force, *supra* note 233.

4.3 Expérience mexicaine avec les crédits carbone et avec la prise en compte des besoins des populations locales

Selon les statistiques du Centre de recherche RISO, le Mexique avait 154 projets enregistrés²⁸⁵ en août 2012. (deuxième des Amériques, après le Brésil), distribués sur l'ensemble de son territoire²⁸⁶. Parmi ces 154 projets carbone, on trouve²⁸⁷ :

- 131 projets dans le cadre du MDP, dont 58 sont des projets MDP à grande échelle. Ce sont par exemple des parcs d'éoliennes, des projets de valorisation du gaz méthane qui se forme dans des sites d'enfouissement de déchets ou de rejets de fermes porcines, des projets d'efficacité énergétique en industrie. Il y a aussi un projet en transport en commun dans la ville de Mexico ;
- les 74 autres sont des projets qualifiés « de petite échelle ». Ce sont à nouveau surtout des projets de valorisation du gaz méthane des rejets de fermes porcines, parfois doublés d'une production d'électricité à partir du gaz récupéré. Puis quelques projets de petite hydroélectricité, de traitement des eaux usées, d'efficacité énergétique dans une petite usine. Nous reviendrons au chapitre 5 sur la signification des projets « de petite échelle » pour le DDPV ;
- 21 projets du CAR²⁸⁸. Le programme du CAR n'a jusqu'ici aucun objectif de contribution au développement durable. Nous verrons au chapitre 5 que cela pourrait changer avec leur proposition de protocole « Mexico Forest²⁸⁹ » ;
- enfin deux projets qui nous intéressent particulièrement : le projet de fours de cuisson améliorés « Patsari », qui vise une certification MDP plus la certification « Gold Standard », et le projet de type REDD+ « Sierra Gorda Wildlands Forever ».

²⁸⁵ Institute for Global Environmental Strategies et Japan Ministry of the Environment, « CDM in Charts », v 20 (CE69), 2012, en ligne : IGES <www.iges.or.jp/en/cdm/report_kyoto.html> aux pp 6-7 (pour le MDP, un projet « enregistré » a passé toutes les étapes de conception et de validation qui permettent au Conseil exécutif du MDP de reconnaître que, sur papier, le projet satisfait aux exigences de base du MDP).

²⁸⁶ BID et al, *Mapa de proyectos de carbono [Carte des projets de carbone]*, 2012, en ligne: Finanzas Carbono <http://finanzascarbono.org/comunidad/pg/map_tool/map>.

²⁸⁷ BID et al, *fiche México*, 2012, en ligne : Finanzas Carbono <http://finanzascarbono.org/comunidad/pg/map_tool/dna/view/1146/mexico>.

²⁸⁸ CAR, *About US*, *supra* note 188.

²⁸⁹ CAR *Mexico Forest Protocol 1.0 - Draft*, *supra* note 231.

Le « Patsari Cookstoves Carbon Mitigation project » vise la distribution et le maintien à long terme de fours de cuisson efficaces « Patsari » dans 18 communautés rurales du sud-ouest du Mexique. Ces communautés ayant été choisies en fonction de leur dépendance au bois de chauffe et de la gravité du risque de déforestation au niveau local. Les fours Patsari sont fabriqués localement par une ONG qui est aussi le promoteur du projet, le *Grupo Interdisciplinario de Tecnología Rural Apropriada* [Groupe interdisciplinaire de technologie rurale appropriée] (GIRA)²⁹⁰.

Le GIRA est basé au cœur de la région visée, dans l'État de Michoacán. Il collabore étroitement avec le Centre de recherche Ecosistemas de l'Université Autonome de Mexico (CIEco-UNAM). Les fours Patsari ont été conçus puis améliorés, selon le GIRA, par un travail collaboratif d'ingénieurs, de scientifiques et d'usagers de fours au bois. Ils sont adaptés aux habitudes culinaires mexicaines, avec notamment des plaques chauffantes « comales » pour la préparation des tortillas.

Les fours Patsaris, en remplacement des foyers traditionnels rudimentaires, ont déjà fait leurs preuves pour l'efficacité énergétique et la réduction des émissions de GES, mais aussi pour les bénéfices sociaux qu'en tirent les familles et communautés utilisatrices, en particulier les femmes et enfants²⁹¹.

Plus de 10 000 fours ont déjà été installés dans 13 régions du Mexique et le projet a reçu en 2006 le prix « Ashden Sustainability Award for Health and Welfare²⁹² » pour la qualité technique des fours et pour les bénéfices sociaux qu'ils procurent. Ces bénéfices étant entre autres une grande amélioration de la qualité de l'air à l'intérieur

²⁹⁰ Grupo Interdisciplinario de Tecnología Rural Apropriada, note d'idée de projet « Patsari Cookstoves Carbon Mitigation Project » (septembre 2008), en ligne : CDM Bazaar, <www.cdmabazaar.net/repo/project_ideas/project_idea-68558141>, à la p 4 [Patsari Cookstoves Carbon Project]

²⁹¹ Ibid à la p 2 (Le projet et ses résultats environnementaux et sociaux ont fait l'objet d'une vingtaine de publications scientifiques internationales).

²⁹² GIRA, *Patsari: conocimiento tradicional y transformación tecnológica [Patsari, connaissance traditionnelle et transformation technologique]*, 2011, en ligne : Grupo Interdisciplinario de Tecnología Rural Apropriada, <www.wix.com/proyectopatsari/boletin> à la p 37 (sous « Nuevos retos [Nouveaux défis] ») [GIRA, *Patsari: conocimiento tradicional*] ; Ashden Sustainable Solutions, *Ashden Awards*, 2006, en ligne : Ashden <www.ashdenAwards.org/winners/gira>.

des maisons, une diminution significative de la quantité de bois nécessaire par famille, et donc du coût de l'énergie pour ces ménages et du temps passé pour se procurer le combustible. De plus, de par sa fabrication locale et ses efforts de formation d'expertise dans les communautés pour l'entretien et la réparation des fours, le projet Patsari a aussi des retombées économiques locales positives²⁹³.

Il faut savoir qu'il y aurait encore environ 25 millions de mexicains pour qui le bois de chauffe est la première source d'énergie, surtout, pour la cuisson, avec des équipements largement rudimentaires, inefficaces et polluants. Le bois consommé est en majeure partie considéré non renouvelable car sa cueillette n'est pas réglementée et il se fait très peu de gestion durable pour renouveler les stocks²⁹⁴.

Le développement et l'implantation des fours Patsari sont financés par différents programmes de recherche privée et académique. Par contre, le projet n'a pas les ressources nécessaires pour faire le suivi efficace et la cueillette de données qui permettront de maximiser l'appropriation des fours par les ménages, leur usage efficace et de leur maintien à long terme. Des conditions essentielles au succès du projet. Ce sont en même temps des attributs nécessaires au projet pour pouvoir en évaluer avec la rigueur voulue, incluant une vérification diligente par une tierce partie accréditée, les émissions de GES réduites ou évitées qui pourront faire l'objet de crédits carbone selon des normes internationales reconnues.

C'est pour obtenir ces ressources que le GIRA fait les démarches pour que le projet devienne accrédité sous le MDP et aussi sous la norme « Gold Standard ». Il évalue pouvoir faire reconnaître 35 000 tCO₂eq en réduction d'émission pour une première année. Un total qui irait en augmentant pour chacune des six autres années d'une première période d'accréditation de sept ans. Selon le GIRA, une convention

²⁹³ *Patsari Cookstoves Carbon Project*, *supra* note 290, aux pp 10-11.

²⁹⁴ CCNUCC, *Patsari Cookstoves Carbon Mitigation Project*, sous « CDM Project Idea », en ligne : CDM Bazaar <www.cdmbazaar.net/repo/project_ideas/project_idea-68558141>.

d'achat de réductions d'émission de GES a d'ailleurs été signée avec un courtier suisse du marché du carbone et la compagnie South Pole Carbon, un développeur de projet reconnu sur la scène internationale²⁹⁵.

Comme on le voit, que ce soit pour la conception des fours améliorés, pour le choix des communautés où implanter les projets de même que pour la manière d'introduire les projets dans les communautés, le projet Patsari démontre clairement un souci de répondre à des besoins bien identifiés et de favoriser l'appropriation maximum de la technologie par ses bénéficiaires. Nous verrons au chapitre 5 que le projet va au delà des prescriptions du MDP en cette matière, et qu'il se démarque même parmi les projets de fours améliorés qui se font sous le « Gold Standard »²⁹⁶.

Le projet « Sierra Gorda Wildlands Forever » est un des premiers projets au Mexique à avoir visé une accréditation REDD+. La Sierra Gorda est une zone montagneuse et boisée d'une biodiversité exceptionnelle qui se trouve dans l'État de Querretaro, au nord de la capitale Mexico. Le projet a d'ailleurs contribué à faire classer la Sierra Gorda comme réserve de la biosphère de l'Unesco.

Selon différentes sources²⁹⁷, le projet Sierra Gorda, amorcé en 1996 par un groupe de citoyens et d'universités, est aujourd'hui géré par le « Grupo Ecologico de la Sierra Gorda I.A.P (GESG) ». Son objectif est de protéger les zones de biodiversité exceptionnelle et les zones essentielles au bon fonctionnement des écosystèmes, notamment hydrologiques, en les mettant en état de conservation permanente. Plus de 3500 hectares de haute valeur écologique ont ainsi été acquis et protégés jusqu'à

²⁹⁵ GIRA, *Patsari: conocimiento tradicional*, supra note 292, aux pp 1 (sous « Presentacion »), 37 (sous « Nuevos retos [Nouveaux défis] »).

²⁹⁶ Prentiss Cox, *Analysis of Cookstove Change-Out Projects Seeking Carbon Credits*, Minneapolis, University of Minnesota Law School, 2011, en ligne : SSRN <<http://ssrn.com/abstract=1839765>> à la p 29.

²⁹⁷ Grupo Ecologico de la Sierra Gorda, « Acerca de [À propos de] », 2013, en ligne : GESGIAP <<http://SierraGorda.net/acerca-de/>>; Forest Trends, *Sierra Gorda Wildlands Forever*, sd, en ligne: Forest Carbon Portal <www.forestcarbonportal.com/project/wildlands-forever>; Alliance pour la conservation de la réserve de la Biosphère Sierra Gorda, *Basket of Ecosystem Products and Services*, 2010, en ligne : Carbon Neutral Planet (Querretaro, Mex) <www.carbonneutralplanet.org>, 33 p [Sierra Gorda, *Ecosystem Products and Services*].

aujourd'hui. Le tout disséminé sur un vaste territoire qui s'étend sur deux États et abrite une population rurale et pauvre de plus de 35 000 habitants.

Depuis 2003, des fondations (mexicaines et internationales) s'impliquent ainsi que le gouvernement mexicain via le programme de la CONAFOR de « paiement pour service écologique (PSE) », pour inciter les petits fermiers et propriétaires à préserver eux-mêmes les écosystèmes. Plus de 10 000 hectares supplémentaires sont ainsi protégés. Les principales sources de déforestation ou dégradation de la forêt sont l'agriculture et l'élevage extensif, la coupe de bois illégale et la cueillette de bois et de biomasse à petite échelle.

Le projet Sierra Gorda a de plus évolué en un vaste mouvement communautaire animé par une dizaine d'organisations, pour le développement d'une « conservation economy with broad social, environmental and economic benefits²⁹⁸ ». La fondatrice du GESG, Pati Ruiz Corzo, a reçu en juin 2012 le « National Geographic Society Buffett Award for Leadership in Latin American Conservation ». La société National Geographic soutient que le GESG est devenu « a living model of community-based conservation management²⁹⁹ » et qu'avec les 35 000 résidents, propriétaires de 97% du territoire, ils gèrent « [...] the largest federal protected area with participatory management in the world ». National Geographic ajoute :

« Ruiz Corzo's efforts to include local communities in the management of the Reserve make her a pioneer in the conservation field. Her leadership has created opportunities for rural, low-income communities in the areas of ecotourism, reforestation, soil restoration, ecological livestock management and other profitable microenterprises.³⁰⁰ »

Dans son ensemble, le projet Sierra Gorda génère chaque année des dizaines de milliers de tonnes de mitigation de GES par le boisement et reboisement, l'évitement

²⁹⁸ Sierra Gorda, *Ecosystem Products and Services*, *Ibid* à la p 32.

²⁹⁹ « Environmentalists From Mexico and Cameroon Win 2012 National Geographic/Buffett Award for Conservation Leadership », *National Geographic* (11 juin 2012) en ligne : National Geographic <<http://press.nationalgeographic.com/2012/06/11/2012-buffett-award-for-conservation/>>.

³⁰⁰ *Ibid*.

de déforestation et de dégradation de la forêt, l'amélioration des pratiques de gestion et d'utilisation des terres et forêts, de même que par d'autres impacts comme une importante augmentation de la récupération et du recyclage des matières résiduelles.

Le GESG a regroupé ces pratiques en quatre projets distincts pour lesquels il cherche à générer des revenus supplémentaires par la vente de crédits carbone. La nécessité première est de remplacer un financement obtenu entre 2001 et 2009 du Fonds mondial pour l'environnement (FME), du PNUD. Sans cela, sont en péril les PSE aux fermiers et petits propriétaires et donc la pérennité de l'état de conservation permanente d'une partie de la réserve.

Les démarches se font d'abord avec le programme REDD+ de l'ONU. Par contre, les règles du programme REDD+ ONU élimineraient le projet Sierra Gorda justement du fait d'avoir obtenu auparavant ce financement du FME³⁰¹. D'autres démarches sont faites pour obtenir la validation de réductions d'émissions par le MDP et d'autres démarches encore pour des crédits sous la norme CCBS, qui seraient dans ce cas échangeables sur le marché volontaire du carbone.

Dans tous ces cas les négociations sont difficiles. Ceci pour la principale raison, selon le GESG, que toutes ces normes sont trop rigides pour tenir compte de l'ensemble des possibilités d'un projet qui, comme dans le cas de Sierra Gorda, fait une multitude d'interventions, dans une vraie optique de développement durable, mais chaque fois à petite échelle et sur un grand territoire. Le GESG ajoute que les exigences de mesurage et cueillette de données sont pratiquement et financièrement impraticables pour des projets dispersés sur des territoires vastes et accidentés, appartenant à des populations pauvres et peu éduquées. Pour eux, « puisque la plupart des forêts du monde appartiennent à des communautés très pauvres [...], la conservation de ces joyaux de biodiversité est complexe. Il est évident que les

³⁰¹ Sierra Gorda, *Ecosystem Products and Services*, *supra* note 297 aux pp 2, 12.

protocoles de carbone doivent refléter ces situations d'extrême pauvreté, mais ils ont été conçus pour la société moderne, pas pour la société rurale qui est propriétaire et directement responsable du maintien de ces écosystèmes [...] [notre traduction]³⁰² ».

Nous y reviendrons plus en détails au chapitre 5.

Le projet *Scolet Té*³⁰³ est aussi digne d'intérêt dans le cadre du présent mémoire de maîtrise. C'est le plus avancé de quelques projets de type REDD+ qui se développent ou se réalisent déjà dans l'État du Chiapas, contribuant ainsi au développement d'un programme REDD+ du Chiapas. Le projet, mené par la coopérative mexicaine AMBIO, vise la reforestation et la gestion améliorée du système agro-forestier et de quelques centaines de petits élevages.

Le projet se réalise selon la norme « Plan Vivo », dont les crédits se transigent sur le marché volontaire du carbone³⁰⁴. Plan Vivo est une autre norme qui met un accent particulier sur la contribution des projets au développement durable. Nous la verrons plus en détail au chapitre 5. La coopérative Ambio a d'ailleurs été sélectionnée pour le Prix équateur 2012 du PNUD, qui reconnaît des initiatives locales exceptionnelles pour leur contribution à l'avancement de solutions de développement durable pour les populations, la nature et la résilience des communautés³⁰⁵.

Le projet a de plus une haute crédibilité environnementale, étant vérifié par l'ONG Rainforest Alliance³⁰⁶. Il a été finaliste en 2011 des prix *Iniciativa Mexico* dans la catégorie des initiatives locales pour l'environnement.

³⁰² Sierra Gorda, *Ecosystem Products and Services*, *supra* note 297 aux pp 9-10.

³⁰³ Plan Vivo, *Project Network: Scolet Té, Mexico*, sd, en ligne : Plan Vivo <www.planvivo.org/projects/registeredprojects/scolet-te-mexico> [*Scolet Té, Mexico*].

³⁰⁴ EPRI, on Subnational REDD Programs, *supra* note 232 à la p 3.23.

³⁰⁵ Plan Vivo, *Ambio shortlisted for 2012 Equator Prize*, 2012, en ligne : Plan Vivo <www.planvivo.org/august-2012-ambio-shortlisted-for-2012-equator-prize>.

³⁰⁶ Rainforest Alliance, *Scolet-te*, 2013, en ligne : Rainforest Alliance <www.rainforest-alliance.org/climate/projects/scolet-te>.

AMBIO est un acteur-clé dans le développement de programme REDD+ du Chiapas³⁰⁷. La coopérative y planifie un autre projet dans la réserve de la biosphère de la jungle El Ocote, en partenariat avec des communautés locales de la réserve et l'organisation locale ECOSUR, avec l'appui de l'ONG internationale *Conservation International*³⁰⁸. Le projet est de plus supporté par l'agence états-unienne d'aide internationale USAID, ce qui pourrait faciliter un éventuel intérêt en Californie.

Conclusion du chapitre IV

Nous venons de voir que le Mexique est un des PED les plus avancé en termes de lutte aux changements climatiques. Son cadre législatif et ses expériences sur le terrain sont plus élaborés, sophistiqués et diversifiés qu'espéré. Ceci est vrai au niveau fédéral mais aussi pour plusieurs États, incluant l'État du Chiapas. Ce dernier nous intéressant particulièrement pour les actions communes qui s'y font déjà avec la Californie, comme nous l'avons vu au chapitre 3.2.2.

Le Mexique s'est donné en 2012 un cadre législatif qui est encensé non seulement pour sa vision d'ensemble et sa cohérence, mais aussi pour ses préoccupations et ses mesures concrètes pour, en théorie du moins, intégrer réellement les communautés dès la conception des projets de mitigation de GES et d'adaptation aux changements climatiques qui les affectent. Malgré l'arrivée en 2012 d'un nouveau gouvernement fédéral réputé proche de l'industrie pétrolière, l'instauration par celui-ci d'une taxe carbone sur les combustibles fossiles à partir de janvier 2014 donne espoir que le Mexique poursuive son leadership reconnu parmi les PED en matière de changements climatiques. Cette taxe carbone admet en plus l'utilisation de crédits compensatoires qui seront en principe rigoureux et portés sur le développement durable.

L'expérience mexicaine sur le terrain touche la mitigation des GES, les paiements pour services écologiques, les projets MDP et ceux de type REDD+ et même le travail avec des normes qui encouragent le développement durable comme Gold Standard, CCBS et Plan Vivo.

³⁰⁷ The REDD desk - Mexico, *supra* note 269 à la p 5.

³⁰⁸ *Scolet Té, Mexico*, *supra* note 303 (sous « AMBIO to develop new REDD programme in El Ocote).

Malgré cela, et même si le Cadre de mise en œuvre le permet, on observe une absence d'ouverture à des projets se réalisant au Mexique dans les protocoles de CtC de départ de la WCI. On peut se demander si cela ne relève pas en partie d'une méconnaissance de l'état de préparation et des capacités du Mexique à réaliser des projets de CtC qui satisfassent pleinement aux critères rigoureux de la WCI.

CHAPITRE V

L'ANALYSE DES BESOINS DANS LES NORMES QUI INTÈGRENT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES PROJETS DE MITIGATION

A "Gold Standard" mechanism should be implemented to value and price projects in terms of additional social and economic benefits, not just reductions in GHG emissions³⁰⁹

Chandra Bhushan, a contributor to the U.N. High Level report on the CDM

Au chapitre précédent, nous avons réalisé que le Mexique mène déjà plusieurs initiatives, dans le cadre du MDP ou du marché volontaire qui pourraient lui permettre d'éventuellement générer des crédits carbone de conformité pour le marché réglementé de la WCI.

Dans ce chapitre, nous verrons d'abord comment les réformes en cours du MDP et l'arrivée des nouveaux instruments dans le cadre du régime climatique international, notamment les programmes REDD+, devraient en principe favoriser une meilleure analyse des besoins et une contribution plus significative au DD au profit des populations visées par ces activités de mitigation des GES dans les PED.

Puis nous regarderons plus en détail cinq normes, utilisées surtout dans le marché volontaire, qui intègrent spécifiquement des objectifs de contribution au DDPV. Nous en analyserons l'efficacité à favoriser une conception des projets de mitigation des GES en fonction de besoins réels des communautés bénéficiaires, identifiés d'abord par elles-mêmes. Nous utiliserons à cette fin une série d'indicateurs tirés d'une grille d'analyse de la contribution au développement durable développée par le secrétariat de la CCNUCC, ainsi que du principe du « consentement libre, informé et préalable », lequel vient notamment du droit des peuples autochtones.

Nous analyserons ces normes en nous demandant si ces outils existants et ces exemples peuvent suggérer des éléments à intégrer dans le programme de CtC de la

³⁰⁹ Tel que paraphrasé par Rachel Mundy, « 'Urgent action' needed on Clean Development Mechanism », *The Science and Development Network*, 14sept 2012, en ligne : SciDev.net <www.scidev.net/en/climate-change-and-energy/climate-policy/news/-urgent-action-needed-on-clean-development-mechanism.html> (Chandra Bhushan est directeur du Centre pour la science et l'environnement en Inde).

WCI pour éventuellement y favoriser des activités de mitigation ayant une contribution significative au DDPV.

Différentes études sur la prise en compte des besoins locaux dans la conception et la réalisation des projets de mitigation des GES ou de développement durable tendent à démontrer deux choses importantes dans le cadre du présent travail :

i) L'implication des bénéficiaires et autres parties touchées, à tous les stades des projets de développement, et un renforcement des capacités dans la communauté contribuent au succès tant de la mitigation des GES que des retombées en termes de DDPV.

Des chercheurs soulignent que l'identification des besoins technologiques réels des communautés, la promotion d'une approche participative³¹⁰, ainsi que les capacités institutionnelles à supporter l'implantation des technologies au niveau local³¹¹, font partie des facteurs clés pour le succès du nouveau *Centre et Réseau des technologies climatiques* créé dans le cadre du régime climatique international³¹².

D'autres soulignent l'importance d'une approche « genre et développement » car les changements climatiques affectent plus significativement les femmes dans les PED, et leur contribution est très importante pour développer des stratégies pertinentes pour aider leurs communautés à y faire face³¹³.

³¹⁰ Padmashree Gehl Sampath, « Can the Climate Technology Mechanism Deliver its Promise? Some Issues and Considerations » dans ICTSD Programme on Innovation, Technology and Intellectual Property, *Realizing the potential of the UNFCCC Technology Mechanism* (Issue Paper N°35), 2012, en ligne: ICTSD <<http://ictsd.org/downloads/2012/05/realizing-the-potential-of-the-unfccc-technology-mechanism.pdf>> à la p 3 et s [Sampath, « Can the Climate Technology Mechanism Deliver ? »].

³¹¹ Gabriel Blanco, Heleen de Coninck et Laura Wuertenberger, *Ways forward for the UNFCCC Technology Mechanism*, policy Brief, CDKN Innovation Fund Climate Technology and Development project (2012), en ligne: Climate Strategies <<http://climatestrategies.org/research/our-reports/category/78/364.html>> à la p 2.

³¹² Centre et Réseau des technologies climatiques, *infra* note 358.

³¹³ Irene Dankelman et al, « Gender and Climate Change: An Introduction », Oxford, Routledge, 2010 au sommaire. Voir aussi « Le chaînon manquant de la réussite : les femmes dans le REDD », Conférence dans le cadre de COP 16 de la CCNUCC, organisée par le ministère norvégien des Affaires étrangères, WEDO, WOCAN et l'IUCN, en ligne : Mediaterrre <www.mediaterrre.org/genre/actu,20101126113447.html>.

De telles conclusions se vérifient pour le MDP³¹⁴, pour des programmes REDD³¹⁵ et dans des cadres plus généraux d'accessibilité à l'énergie³¹⁶. Verdesio cite « l'installation de systèmes mal adaptés ou, pire, leur installation dans des communautés très pauvres ayant des besoins plus urgents [notre traduction]³¹⁷ » comme une grande cause d'échec d'un programme d'énergie renouvelable au Brésil.

ii) **Il existe différentes approches pour favoriser l'implication et l'appropriation des projets par les communautés bénéficiaires.** Ces exemples auraient probablement pu espérer du financement via des marchés du carbone.

- des fermiers africains impliqués dans le développement d'une méthode de gestion des récoltes plus productive et mieux adaptée aux conditions locales³¹⁸;
- des communautés isolées du Nicaragua qui apprennent à mieux gérer et réduisent de 28% la consommation de leur groupe électrogène au diesel³¹⁹;
- une ONG paraguayenne qui organise, dans une forêt naturelle qu'elle gère, des échanges Sud-Sud sur le renforcement de capacité en gestion des forêts³²⁰;
- des femmes de bidonvilles qui, malgré la résistance des autorités sanitaires, s'organisent en coopératives pour concevoir et innover, construire et maintenir des installations sanitaires publiques adaptées à leur réalité³²¹.

³¹⁴ Randall Spalding-Fecher et al, *Assessing the Impact of the Clean Development Mechanism*, 2012, en ligne: Groupe d'experts de haut niveau sur le Dialogue de politique générale sur le MDP <www.cdmpolicydialogue.org/research/1030_impact_sdm.pdf> à la p 150 (conclusion).

³¹⁵ IUCN, *Voting on REDD: Why and how should we invest in forest governance?*, 2009, en ligne : Union intl pour la conservation de la nature <http://cmsdata.iucn.org/downloads/voting_on_redd.pdf> aux pp 1-3.

³¹⁶ BJ Ruiza, V Rodríguez et C Bermann, « Analysis and perspectives of the government programs to promote the renewable electricity generation in Brazil » 2006, en ligne : 35 : 5 Energy Policy 2989 <<http://dx.doi.org/10.1016/j.enpol.2006.10.023>> au sommaire.

³¹⁷ Juan José Verdesio, « Políticas públicas para la difusión de las nuevas energías renovables en Brasil [échec relatif du PRODEEM (accès à l'électricité pour 20 millions de brésiliens de localités isolées)] », Actes du colloque 'Energie, Reformes institutionnelles y développement en Amérique latine', présenté à l'Universidad Nacional Autónoma de México, 5-7 novembre 2003 en ligne : Universidad Nacional Autónoma de México <<http://www.depfe.unam.mx/p-cientifica/delavega.htm>> à la p 743.

³¹⁸ J Rusike et al, « Does farmer participatory research matter for improved soil fertility technology development and dissemination in Southern Africa ? » (2006) 4 : 3 Int J Agric Sustainability 176 au sommaire.

³¹⁹ Christian Casillas et Daniel Kammen, « Fighting poverty can save energy, Nicaragua project shows », (2010) 1330 : 6008 Science 1181 aux pp 1181-1182, tel que présenté dans Marianne Lavelle, *The Great Energy Challenge*, 2010, en ligne: National Geographic <<http://news.nationalgeographic.com/news/energy/2010/11/101125-poverty-energy-efficiency-nicaragua/>>.

³²⁰ Tazim Jamal, Urs Kreuter et Alberto Yanosky, « Bridging organisations for sustainable development and conservation: a Paraguayan case » (2007) 1 : 2 International Journal of Tourism Policy 93 au sommaire.

Tous ces constats doivent être intégrés et appliqués autant par les décideurs et financiers internationaux, que par les décideurs au niveau local et régional qui ont un impact sur la conception, la réalisation et le maintien des projets en question³²².

Les Conférences des Parties à la CCNUCC de Cancún en 2010, Durban en 2011 et Doha en 2012 ont donné une série de décisions importantes qui devraient en principe faciliter la réalisation dans les PED d'activités qui visent concrètement le double objectif de mitigation des GES et du DDPV³²³. Il y a notamment eu le renouvellement jusqu'en 2020 du protocole de Kyoto et l'adoption de la « plate-forme de Durban »³²⁴. Deux grands engagements qui ont le potentiel d'augmenter la demande de CtC dont les marchés du carbone ont tant besoin.

Puis, une série de décisions plus spécifiques ont, à des degrés divers, le potentiel d'influencer les décisions futures concernant l'ouverture du système de CtC de la WCI à des projets de mitigation de GES au Mexique, ou dans d'autres PED. On pense au lancement de la plus importante réforme du MDP, entre autres pour faciliter son utilisation par les pays les moins avancés³²⁵; au lancement du *Fonds vert pour le climat*³²⁶; au lancement du programme REDD+³²⁷; à l'inclusion de la « demande évitée » (Suppressed Demand) dans le calcul des réductions de GES, ce qui permet une augmentation significative des CtC potentiels pour un petit projet qui vise les populations pauvres³²⁸; à un groupe de travail international pour faciliter l'intégration

³²¹ S Burra et S Patel, « Community-Designed, Built and Managed Toilet Blocks in Indian Cities » (2003) 15: 2 *Environment and Urbanization* 11, en ligne: <<http://eau.sagepub.com/content/15/2/11.abstract>> au sommaire.

³²² Flavio Comim, « Climate Injustice and Development: A Capability Perspective » (2008) 51: 3 *Development* 344, en ligne : <<http://proquest.umi.com/ClimateInjusticeandDevelopment>>, au sommaire.

³²³ Secrétariat de la CCNUCC, *Doha Climate Change Conference*, 2003, en ligne : UNFCCC <http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/meeting/6815.php> (on y trouve l'ensemble des documents et des décisions des conférences des Parties à la CCNUCC).

³²⁴ Voir à la section 1.1, *supra* notes 40 et 63 et textes afférents.

³²⁵ Rapport du Groupe d'experts sur le MDP, *supra* note 73.

³²⁶ CCNUCC, *Mise en place du Fonds vert pour le climat*, *supra* note 11.

³²⁷ PNUE, PNUD et FAO, *About REDD+*, 2009, en ligne : Programme ONU-REDD <www.un-redd.org/AboutREDD/tabid/102614/Default.aspx>.

³²⁸ Groupe de travail du MDP sur la « Suppressed Demand », *Suppressed Demand: Key Findings and Recommendations*, 2011, en ligne : GERES <www.geres.eu/images/stories/publis/key-findings-supressed-

du DD dans les MAAN³²⁹; et enfin à la création d'un réseau de centres de transfert de technologies et de renforcement des capacités dans les PED³³⁰.

Toutefois, la contribution au DDPV de toutes ces initiatives risque d'être encore marginale, ou difficile à évaluer, si elles ne comportent pas dans leurs conditions de sélection et de mise en œuvre des projets, des critères spécifiques à cet objectif.

C'est pourquoi nous avons repris les dix indicateurs (voir ANNEXE) définis dans le cadre de l'étude de la CCNUCC sur les bénéfices du MDP³³¹ et nous en avons retenu les deux les plus pertinents pour évaluer comment ces initiatives devraient en principe favoriser une meilleure prise en compte des besoins dans les projets de mitigation des GES dans les PED. Nous appelons S1 et S2 les deux indicateurs retenus, puisqu'ils sont présentés sous la dimension sociale dans la grille.

En complément, nous avons encore besoin d'un indicateur qui évalue les efforts menés dans la phase préparatoire des projets pour y former des personnes clés. Des personnes qui pourront faciliter les efforts de ces communautés pour en arriver à se prononcer, de manière informée et libre de contraintes, sur l'intérêt pour elles des projets envisagés et sur les bénéfices qu'elles souhaiteraient y prioriser en termes de

demand.pdf> (l'approche « Suppressed demand » augmente les CtC pour des projets de développement propres des populations pauvres en basant les scénarios de référence sur les standards minimums de développement pour ces populations définies dans le cadre des objectifs du millénaire des Nations Unies).

³²⁹ Dans le cadre du *Partenariat pour les MAAN*, 2012, en ligne : NAMA Partnership <www.NAMApartnership.org> [*Partenariat pour les MAAN*].

³³⁰ JIKO Info, *Focus: Flexible Mechanisms after COP 17*, 2012, en ligne : Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy <jiko-bmu.de/english/background_information/newsletter/doc/1133.php> aux pp 1, 3-5, 7, 11; UNDP, *Taking Stock of Durban*, *supra* note 40 à la p 28; Jonh Barton, « Technology Transfer: An Evaluation of Treaty-Based Mechanisms Relevant to Climate Change », (2012) 35 *Realizing the potential of the UNFCCC Technology Mechanism: Perspectives on the Way Forward*, en ligne : International Centre for Trade and Sustainable Development <<http://www.ictsd.org>> au sommaire exécutif.

³³¹ *Benefits of the CDM - 2012*, *supra* note 42 aux pp 14 et 15 (voir le tableau 1 « Sustainable development dimensions and indicators for clean development mechanism projects »); les auteurs de cette étude soutiennent que leurs dix indicateurs recourent la plupart des critères utilisés par les autres études réalisées jusque là sur le sujet, notamment celles de Luz Fernandez et al, 2010, Huq, 2002, Nussbaumer, 2009, Olsen and Fenhann, 2007, Sutter and Parreño, 2007, et Sterk et al, 2009).

DDPV³³². C'est pourquoi nous avons défini un indicateur « S3 » basé sur le principe du « consentement libre, informé et préalable (CLIP)³³³ » tel qu'utilisé dans le cadre du programme REDD+ des Nations Unies³³⁴.

Les trois indicateurs sont présentés au tableau 5.1. Ils nous ont permis d'évaluer le niveau qualitatif de préoccupation pour l'analyse des besoins des différents mécanismes, programmes et standards évalués dans le présent chapitre.

Nous présentons d'abord, à la section 5.1, les résultats de notre évaluation en fonction de ces trois indicateurs des décisions prises aux dernières conférences sur le climat pour les mécanismes MDP et ONU-REDD. Puis nous présentons à la section 5.2 les résultats de notre évaluation, en fonction de ces mêmes trois indicateurs, de cinq normes du marché volontaire qui favorisent spécifiquement le DDPV.

³³² OCDE, *Renforcement des capacités: la base d'un développement plus écologique*, 2012, en ligne : OCDE <www.oecd.org/fr/cad/environnementetdeveloppement/lerenforcementdescapacitespourlenvironnement.htm> à la p 3 (au résumé : « Pour de nombreux pays en développement qui s'efforcent d'instaurer un développement plus écologique, le manque de capacités et de compétences constitue un obstacle majeur. ») [*Renforcement des capacités: la base d'un développement plus écologique*].

³³³ Programme ONU-REDD, *Principes et critères sociaux et environnementaux du Programme ONU- REDD*, 8^e réunion du CO, 25-26 mars 2012, en ligne : UN-REDD <www.un-redd.org/PublicationsResources/tabid/587/Default.aspx> à la p 10 (au glossaire : « consentement libre, informé et éclairé (CLIP) » traduction du principe « FPIC ») [*Principe CLIP - Programme ONU- REDD*].

³³⁴ Jennifer Laughlin et al, *Launch of UN-REDD Programme Guidelines on Free, Prior and Informed Consent*, 2013, en ligne : Programme ONU-REDD <www.un-redd.org/Launch_of_FPIC_Guidelines/tabid/105976/Default.aspx> [ONU-REDD, *Guidelines on Free, Prior and Informed Consent*].

Tableau 5.1

Indicateurs du niveau qualitatif de préoccupation pour l'analyse des besoins

Indicateurs utilisés pour la fonction «Analyse des besoins»*	Description des aspects des projets de mitigation des GES visés par l'indicateur
(S1) Implication de la population locale	Implication de la communauté au niveau local ou régional dans le processus de décision ; respect et considération des droits des communautés locales et des peuples autochtones ; promotion de l'harmonie sociale ; éducation et sensibilisation sur les enjeux environnementaux locaux ; formation professionnelle des travailleurs non spécialisés ; réduction de l'exode vers les villes.
(S2) Pouvoir accru des femmes. Soins des enfants et des plus vulnérables	Meilleur accès à l'éducation et la formation pour les jeunes et les femmes. Meilleure place des femmes et des enfants dans la société. Le guide sur le CLIP du programme ONU-REDD précise que « tous les membres de la communauté sont libres de participer [au processus de décision] sans égard à leur genre, âge ou statut [notre traduction] ³³⁵ » et que l'information doit « rejoindre les plus éloignés, les communautés rurales, les femmes et les marginalisés ».
(S3) Actions préalables de renforcement des capacités permettant un consentement « en connaissance de cause » des communautés visées	Actions entreprises pour former des personnes clés et renforcer les capacités locales, de façon à ce que les communautés touchées puissent mener à bien, en toute connaissance de cause, les tâches d'analyse des projets présentés et de prise de décision représentative, en fonction des besoins réels des communautés en question, ainsi que de suivi de l'application de ces décisions. Ceci implique notamment que les communautés visées ont le droit de recevoir une information préalable qui est objective, livrée « dans un langage et un format appropriés » à leur réalité et « livrée par du personnel apte à le faire sur le plan culturel et dans des endroits appropriés à leur culture [notre traduction] ».

* Indicateurs : (S1 et S2) tirés de « Sustainable development dimensions and indicators for clean development mechanism projects », in *Benefits of the Clean Development Mechanism*, 2012, CCNUCC, à la p 15 ; (S3) tiré du guide *Guidelines on Free, Prior and Informed Consent*, du programme ONU-REDD, 2013, à la p 9.

5.1 Analyse des besoins, dans le cadre des principaux instruments du régime climatique international (MDP, REDD+ et autres en développement)

Dans le cadre du régime climatique international, nous nous sommes limités aux mécanismes MDP et REDD+. Ce sont les deux mécanismes qui paraissent les plus

³³⁵ *Ibid*, à la section 2.1 « Defining the Elements of FPIC ».

potentiellement utilisables dans le cadre de la WCI pour y améliorer les chances d'appui à des activités dans les PED qui visent concrètement le double objectif de mitigation des GES et du DDPV. Nous présentons les résultats détaillés de cette évaluation en fonction des trois indicateurs au **Tableau A.4.1** (annexe 4).

Nous pouvons retenir de cette analyse que les réformes en cours du MDP sont prometteuses d'avancées significatives, notamment pour une implication précoce des communautés dans la conception des activités de mitigation ainsi que pour de meilleurs processus de reddition de compte et de réclamation en cas de non réalisation des retombées de ces activités en termes de développement durable.

C'est encore plus éloquent avec le mécanisme REDD+. Sa conception prévoit déjà, spécifiquement, une approche générale et des procédures favorisant une réelle prise en compte des besoins et une participation dynamique des populations touchées.

Plusieurs experts et analystes sont d'avis que son arrivée constitue à la fois l'inclusion d'une très importante source d'émissions³³⁶, une source potentielle significative de financement pour les PED³³⁷ (notamment pour le Mexique³³⁸), et un grand potentiel de bénéfices en termes de DD³³⁹. Par contre, la plupart estiment le

³³⁶ GIEC - *Bilan 2007 des changements climatiques*, supra note 4 aux pp 5, 15 (en 2007, le seul secteur forestier, incluant le déboisement, était selon le GIEC responsable de 17% des émissions globales de GES; voir notamment la figure 3 RiD.3 c) à la p 15).

³³⁷ Fondation for International Environment Law and Development, *Guide à l'intention des négociateurs REDD-plus*, 2013, en ligne : FIELD <www.field.org.uk/guides/guide-redd-plus-negotiators> à la p 11 [*Guide à l'intention des négociateurs REDD-plus*].

³³⁸ Frederic Perron Welch, *Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation, Forest Biodiversity Conservation and Respect for Human Rights: Mexico's Approach*, 2011, en ligne : OIDD <www.idlo.int/french/Resourses/publications/Pages/Details.aspx?ItemsID=273> à la p 9 (l'OIDD rappelle le potentiel financier particulier des programmes REDD+ au Mexique considérant son contexte particulier de 17M de membres de communautés locales et/ou autochtones qui habitent et gèrent déjà entre 60 et 80% des forêts mexicaines, ceci avec les titres de propriétés correspondants) [*REDD+ : Mexico's Approach*].

³³⁹ IISD et ASB Partnership for the Tropical Forest Margins, « Building REDD+ Policy Capacity for Developing Country Negotiators and Land Managers », Actes du colloque d'expert en programmes REDD+, au World Agroforestry Centre, Nairobi, 2-3 avril 2012, en ligne : <www.iisd.org/publications/pub.aspx?pno=1599> [Colloque d'expert REDD+, 2012]; PROFOR [partenariat européens pour supporter l'établissement de bonnes pratiques de gouvernance dans la gestion des forêts], *South-South Learning: From Payments for Environmental Services to REDD+ in Latin America*, en ligne : PROFOR <www.profor.info/knowledge/south-south-learning>

sujet hautement complexe et technique, et que de nombreuses questions restent à clarifier dans le cadre des négociations internationales³⁴⁰.

Pour l'Organisation internationale des bois tropicaux, le succès même des initiatives REDD+ dépend en partie de la prise en compte à long terme de critères S&E et de « systèmes de reddition de compte permettant de mesurer le maintien ou l'amélioration de la durabilité socio-environnementale à long terme des peuples autochtones, des communautés locales et de la biodiversité [notre traduction]³⁴¹ ».

De la même manière, le rôle clé du développement de capacités, d'une importante variété d'acteurs³⁴², a été reconnu dès la création du mécanisme REDD+, notamment dans la décision 2 de la Conférence sur le climat de Bali en 2007³⁴³. Le Mexique a d'ailleurs particulièrement insisté sur l'importance de cette question dans ses représentations auprès de la CCNUCC³⁴⁴.

Le programme REDD+ que développe l'État brésilien d'Acre à l'échelle de l'État est la pierre angulaire de sa stratégie de développement de ses milieux ruraux forestiers. Cette dernière vise à la fois la protection de la forêt et le développement de la valeur ajoutée des produits de la forêt et de l'agriculture locale³⁴⁵. Elle est le fruit de larges consultations des parties prenantes menées en 2008 et 2009 et elle donne

payments-environmental-services-redd-latin-america>; Voir aussi *REDD+: Mexico's Approach*, *ibid* à la p 17 (relativement à la synergie avec la *Convention sur la biodiversité*, 5 juin 1992, 1760 RTNU 79).

³⁴⁰ *REDD+: Mexico's Approach*, *supra* note 338 à la p 18; Simone Novotny Couto Pereira, « Payment for Environmental Services in the Amazon Forest: How Can Conservation and Development Be Reconciled? » (2010) 19 : 2 *Journal of Environment & Development* 171 en ligne : <<http://jed.sagepub.com/content/19/2/171.abstract>> au sommaire.

³⁴¹ Organisation internationale des bois tropicaux, Distr General, 48e sess (item 16 de l'agenda), *Developments in UNFCCC/IPCC Discussions regarding Forests and their Potential Implications for Tropical Forests and World Tropical Timber Economy, Decisions 2(XXXIX) and 1(XLI)*, (2012), en ligne : OIBT <www.itto.int/direct/topics/topics_pdf_download/topics_id=3039&no=0> à la p 7 (l'OIBT est une organisation intergouvernementale qui promouvoit la conservation, la gestion et le commerce durable des forêts ; ses 59 membres représentent environ 80% des forêts tropicales et 90% du commerce mondial des bois tropicaux) [OIBT, *discussions regarding World Tropical Timber Economy*].

³⁴² Actes du colloque d'expert en programmes REDD+ de Nairobi, 2012, *supra* note 339 à la p 1.

³⁴³ *Guide à l'intention des négociateurs REDD-plus*, *supra* note 337 à la p 9.

³⁴⁴ *REDD+: Mexico's Approach*, *supra* note 338 à la p 10.

³⁴⁵ *The ROW Report -2013*, *supra* note 222 à la p 2.

déjà des résultats significatifs, selon le directeur de l'Institut des changements climatiques de l'État³⁴⁶. Le ROW considère l'État d'Acre comme « the acknowledged global leader in the development of [social and environmental] safeguards as part of a jurisdictional REDD+ program [...]»³⁴⁷.

Pour ces raisons, le ROW estime que le petit État brésilien est à la veille de pouvoir lier son programme REDD+ à des programmes de paiements pour des réductions des GES³⁴⁸. Ceci incluant bien sûr la production de CtC REDD+ de conformité pour le système de P&E de la Californie.

L'État mexicain du Chiapas est aussi actif à créer un programme REDD+ pour l'ensemble de ses forêts, comme nous l'avons vu à la section 4.2. Il est par contre moins avancé que l'État d'Acre. Selon le ROW:

« [...] Chiapas is identifying and beginning to assimilate the substantive and procedural elements needed to build a successful jurisdictional REDD+ program that will work within the Mexican context. It also brings an important set of experiences regarding land tenure, indigenous rights, and participation, highlighting the critical importance of establishing a process that incorporates all stakeholders from the beginning in designing and building jurisdictional programs for REDD+ and low emissions development.»³⁴⁹

D'autres développements non inclus au tableau A-4.1 sont dignes de mention dans le cadre du régime climatique international. On pense par exemple :

³⁴⁶ Directeur de l'Institut des changements climatiques de l'État d'Acre Eufran Amaral, « The Sustainable Development Policy of Acre: Forest and REDD+ », Forum parallèle *Financing opportunities and issues for mitigation and adaptation with a focus on the private sector*, présenté à Durban, 4 décembre 2011, en ligne : <www.forestsclimatechange.org/events/forest-day/forest-day-5/forest-day-learning-events/financing-opportunities-and-issues-for-mitigation-and-adaptation-focus-on-private-sector.html> à la p 1 (notamment en termes d'augmentation du revenu des communautés et de réduction de la coupe de bois illégale).

³⁴⁷ *The ROW Report -2013*, *supra* note 222 à la p 46.

³⁴⁸ *Ibid* à la p 3.

³⁴⁹ *Ibid* à la p 3.

- au développement de PoA et de programmes sectoriels dans le cadre du « MDP programmatique³⁵⁰ ». Ce programme facilitateur de PoA a été lancé en 2008 dans le cadre du MDP et connaît un succès croissant³⁵¹;
- au développement de l'approche « demande évitée » pour la comptabilisation des réductions de GES attribuable à une initiative de mitigation. Cette approche permet de multiplier les options disponibles aux communautés pauvres pour faire du développement durable et obtenir du financement via le marché du carbone. La « demande évitée » prend en compte les besoins de base en énergie de communautés qui ne sont pas comblés, dû à la pauvreté ou à la faiblesse des infrastructures ou des ressources, et qui seraient autrement comblés par des énergies fossiles ou par du bois de chauffe³⁵²;
- à certains développements concernant les MAAN. Comme nous avons vu, celles-ci joueront probablement un rôle clé dans l'intégration, ou non, des objectifs de contribution au DDPV d'un grand nombre des activités qui se dérouleront sur le territoire des PED³⁵³. Le *Partenariat pour les MAAN*³⁵⁴ a établi trois groupes de travail, dont un sur la signification et la mise en œuvre de la mention « dans le cadre d'un développement durable » de la définition des MAAN³⁵⁵. Son objectif est de dépasser la seule évaluation des co-bénéfices en DD pour viser plutôt une approche « où les objectifs de développement durable deviennent le point de départ de tout projet de MAAN qui sollicite un support international³⁵⁶ ». Il devra toutefois composer avec la position claire des gouvernements des PED, à l'effet que toute stratégie de MAAN devra s'aligner avec leurs propres priorités nationales³⁵⁷;

³⁵⁰ CCNUCC, *CDM Programme of Activities*, en ligne : Secrétariat de la CCNUCC <cdm.unfccc.int/ProgrammeOfActivities/index.html> (pour les règles dans le cadre du MDP).

³⁵¹ *The Handbook for Programmes of activities - 2013*, *supra* note 174 à la p 8.

³⁵² Rapport du Groupe d'experts sur le MDP, *supra* note 73 à la p 50.

³⁵³ Ecofys, *Status Report on NAMAs 2013*, *supra* note 74 et le texte afférent.

³⁵⁴ *Partenariat pour les MAAN*, *supra* note 329 (un groupe d'ONG et d'agences nationales de développement qui visent le partage et le développement de savoir-faire pour appuyer les PED dans le développement de leurs MAAN, dont l'agence US-AID); Ecofys, *Status Report on NAMAs 2013*, *ibid* au sommaire exécutif.

³⁵⁵ Plan d'action de Bali, *supra* note 76 (définition des MAAN).

³⁵⁶ Ecofys, *Status Report on NAMAs 2013*, *supra* note 74, à la p 17.

³⁵⁷ Ecofys, *Status Report on NAMAs 2013*, *supra* note 74, au sommaire exécutif.

- au « Centre et réseau des technologies climatiques (CRTC)³⁵⁸ » avec son approche orientée vers l'adaptation de l'innovation et des technologies existantes aux conditions et capacités locales, plutôt que transférer des solutions développées dans les pays industrialisés, comme c'est souvent le cas³⁵⁹.

Pour ce qui est du renforcement des capacités (indicateur S3), on constate que les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur le MDP visent surtout le renforcement des capacités des AND, plutôt que directement celles des communautés touchées par les activités. Ceci même si, lors des consultations par le Groupe d'experts, plusieurs parties prenantes ont suggéré « que les autorités nationales désignées ne sont pas nécessairement bien placées pour garantir que les bénéfices du développement durable vont se matérialiser [notre traduction]³⁶⁰ ».

Si on souhaite que les bénéfices du renforcement des capacités rejoignent tout autant les communautés locales, une approche plus poussée du CLIP telle que prônée par le programme ONU-REDD+ faciliterait peut-être aux autorités nationales « [...] de veiller à ce que les processus et les dispositifs de gouvernance au service d'un développement plus écologique répondent aux besoins et aux intérêts des groupes marginaux ». C'est en tout cas ce que suggère l'OCDE³⁶¹. Des initiatives prometteuses sont heureusement en cours dans le cadre du MDP³⁶².

³⁵⁸ CCNUCC, *Rapport 17^e sess COP*, Décision 2/CP.17, *supra* note 39 à l'ann VII (un des deux éléments du « mécanisme de technologie » a été créé en vertu de la décision 1/CP.16, para 128 ; la mission et le fonctionnement du CRTC ont été définis à Durban dans la Décision 2/CP.17, ann VII).

³⁵⁹ Sampath, « Can the Climate Technology Mechanism Deliver ? », *supra* note 310 à la p 1.

³⁶⁰ Rapport du Groupe d'experts sur le MDP, *supra* note 73 à la p 42.

³⁶¹ *Renforcement des capacités: la base d'un développement plus écologique*, *supra* note 332 à la p 3.

³⁶² Voir par ex Bakary Kante, « ACP MEAs two and a half years along », en ligne : (2011) 3 : 4 ACP MEA newsletter à la p 1 <<http://www.acpMEAS.info>>; PNUE, *Welcome*, 2012, en ligne : Capacity Development for the Clean Development Mechanism <www.cd4cdm.org/index.htm> (relativement au *Capacity enhancement programme for implementation of MEAs in African, Caribbean and Pacific countries* du PNUE).

5.2 Analyse des besoins, dans le cadre des principales normes dédiées à la contribution au DDPV des projets de mitigation des GES dans les PED

« It is only under guidelines that are designed for local contexts and that provide sufficient guarantees of compliance with commitments that carbon initiatives can be made accessible to areas of poverty.³⁶³ »

Alliance pour la conservation de la réserve de la Biosphère
Sierra Gorda, au Mexique, reconnue par l'Unesco.

Déjà en 2008, le programme de crédit carbone à l'intention des membres transporteurs de l'Association internationale du transport aérien (IATA en anglais) soulignait la probabilité de valeur supplémentaire à des CtC provenant de projets qui démontrent une contribution significative au développement durable en plus de réduire les émissions de GES. Parmi cinq points importants pour la sélection de projets de qualité, l'IATA y soulignait « les projets donnant des bénéfices sociaux et économiques aux communautés locales peuvent être plus attractifs³⁶⁴ ».

Un sondage en 2009 mettait la « Projects' ability to generate local community benefits » comme premier critère considéré par les entreprises au moment d'acheter des CtC, le prix ne venant qu'en septième place³⁶⁵.

En 2012, les membres de l'Alliance internationale pour la réduction du carbone et les crédits compensatoires (ICROA en anglais) s'engageaient, par leur *Code de meilleures pratiques*, à utiliser des CtC qui sont basés sur sept principes. Les six premiers assurent l'intégrité environnementale. Le septième est le « développement durable »³⁶⁶. Dans une annexe à ce code, l'ICROA a de plus établi des lignes

³⁶³ Sierra Gorda, *Ecosystem Products and Services*, *supra* note 297 à la p 10.

³⁶⁴ IATA, *Aviation Carbon Offset Program Guidelines*, 2008, en ligne: Association internationale des transporteurs aériens <www.iata.org/whatwedo/environment/Pages/carbon-offset.aspx> à la p 14 [IATA Offset Guidelines].

³⁶⁵ *EcoSecurities Carbon Management and Offsetting Trends Survey Results 2009*, tel que présenté dans Ecologica Institute, *Social Carbon Standard: Introduction to criteria and procedures for certification*, 2010, en ligne : Social Carbon <www.socialcarbon.org/documents/>, à la diapo 9 [Social Carbon, procedures].

³⁶⁶ Alliance internationale pour la réduction du carbone et les crédits compensatoires, *ICROA Code of Best Practice for Carbon Management Services*, 2012, en ligne: ICROA, <www.icroa.org/downloads/cobp_carbon_management_services.pdf> à la p 4 (au sommaire exécutif).

directrices pour l'utilisation complémentaire des deux normes dédiées au volet DD que sont le *Social Carbon* et le CCBS (nous y reviendrons au tableau 5.2.1)³⁶⁷.

Le plus récent rapport annuel sur l'état du marché volontaire du carbone démontre que non seulement cette plus-value s'est confirmée avec le temps, mais que la croissance de son importance est même un des faits marquants des deux dernières années³⁶⁸. Parmi les « Key Findings³⁶⁹ », on y souligne : que 90% des CtC du marché volontaire ont été achetés en 2012 par des acteurs du secteur privé et que « la responsabilité sociale corporative et le leadership sectoriel ont été les premières motivations de ces achats [notre traduction] ». On y souligne aussi que ces acteurs se sont plus que jamais engagés dans des contrats à long terme directement avec les responsables des projets (plutôt que de simplement acheter les CtC via des courtiers) « particulièrement de types de projets qui confèrent des bénéfices environnementaux et sociaux additionnels [notre traduction] ». Le rapport voit d'ailleurs dans cette tendance « some indications of future corporate demand for carbon offsets³⁷⁰ ».

Le rapport montre que trois des cinq normes « CtC+DD³⁷¹ » évaluées dans cette section sont parmi les étoiles de cette nouvelle montée d'intérêt pour les projets qui donnent de tels co-bénéfices³⁷². Ce sont les normes Gold Standard, CCBS et Social Carbon. Les deux autres que nous analysons sont le Plan Vivo et le standard REDD+SES. Ces cinq normes sont surtout utilisées dans le marché volontaire du

³⁶⁷ Alliance internationale pour la réduction du carbone et les crédits compensatoires, *ICROA Code of Best Practice and CCB and SocialCarbon Standards*, 2012, en ligne : ICROA <www.icroa.org> (sous « non-carbon accounting standards ») [*ICROA vs CCB and SocialCarbon Standards*].

³⁶⁸ Molly Peters et Daphne Yin, *Maneuvering the Mosaic: 2013 State of the Voluntary Carbon Markets report*, 2013, en ligne : Forest Trend Ecosystem Marketplace <www.forest-trends.org/vcm2013.php> (le rapport le plus exhaustif publié sur le marché volontaire du carbone) [*State of the Voluntary Carbon Markets 2013*].

³⁶⁹ *Ibid* à la p 5 du sommaire exécutif.

³⁷⁰ *Ibid* à la p 5 du sommaire exécutif.

³⁷¹ Nous allons nommer ainsi, « CtC+DD », tous les CtC (de tous types) qui sont issus de normes qui visent spécifiquement la réalisation de bénéfices sociaux et environnementaux, en plus de la mitigation des GES. Ceci en référence à la norme « REDD+SES » que nous verrons aussi dans cette section.

³⁷² *State of the Voluntary Carbon Markets 2013*, *supra* note 368 aux p 5, 11.

carbone³⁷³. Par contre, il semble que la frontière entre marchés réglementés et volontaires s'amenuise, que de plus en plus d'acteurs du marché volontaire « are focusing on connecting with emerging compliance programs - in California, Australia, South Africa, China and various jurisdictions in Latin America³⁷⁴.»

Nous présentons donc dans la présente section une évaluation qualitative du contexte de l'analyse des besoins dans le cadre de ces cinq normes, en fonction des mêmes indicateurs (présentés au tableau 5.1) que nous avons utilisés pour le MDP et le programme ONU-REDD. Nous présentons les résultats détaillés de cette évaluation au **Tableau A-4.2** à l'annexe 4.

Nous y avons d'abord présenté les normes CCBS et Social Carbon parce qu'elles partagent une caractéristique unique qui en font possiblement celles qui pourraient être les plus directement applicables dans le cadre du programme de CtC de la WCI. Elles ont toutes deux la particularité d'être des normes qui encadrent et vérifient seulement le volet développement durable. Elles sont conçues afin de pouvoir être utilisées en complément des certifications carbone reconnues. Les labels *Social Carbon* ou CCBS sont comme des labels « +DD ». Accolés à des CtC, ils signifient que le processus et la méthodologie de conception, de réalisation et de reddition de compte des activités de mitigation desquelles sont issus ces CtC ont été bonifiés pour assurer des bénéfices sociaux et environnementaux réels et significatifs³⁷⁵.

L'Alliance pour le climat, les communautés et la biodiversité est un partenariat de cinq ONG internationaux hautement reconnus, dont CARE et l'Alliance Rainforest. En mai 2013, 70 projets dans 34 pays avaient été validés sous la norme CCBS et 12

³⁷³ *Supra* note 131 (site Internet des 5 normes).

³⁷⁴ *State of the Voluntary Carbon Markets 2013*, *supra* note 368 à la conclusion.

³⁷⁵ Verified Carbon Standard et CCB Standards, *VCS+CCB Project Development Process*, 2012, en ligne : <<http://v-c-s.org/program-documents/find-a-guidance-document>> (voir l'exemple du processus de développement et de reddition de compte des projets sous la norme carbone VCS qu'on souhaite bonifier du label CCBS).

projets avaient terminé les vérifications et pouvaient déjà offrir des CtC avec le label CCBS. La majorité en Afrique et Amérique latine.

La norme « Social Carbon » a été lancée en 2008 par « l'Instituto Ecologico », basé sur 10 ans d'expérience terrain de cette ONG brésilienne en changement climatique et développement des communautés. La norme repose sur le principe qu'une évaluation transparente et régulière (rapports annuels) des projets, portant sur l'implication des communautés locales et sur leurs performances sociales et environnementales, augmentent leur efficacité à long terme et démontrent leur contribution au développement durable³⁷⁶. Elle met l'accent sur l'établissement d'objectifs de DD au début et sur la manière (méthodologie) de réaliser les projets.

Les principales différences entre les normes CCBS et Social Carbon sont :

- la norme CCBS repose sur une alliance multisectorielle d'organisations reconnues, ce qui lui confère visibilité et crédibilité. La norme Social Carbon est au contraire propriété d'une seule organisation. De plus, l'Instituto Ecologico réalise lui-même des projets qui peuvent être certifiés par sa norme Social Carbon. Pour certain, il peut y avoir risque de manque d'objectivité³⁷⁷ ;
- la norme Social Carbon couvre une plus large gamme d'activités. Sa méthodologie peut être appliquée à tout type de projet qui peut démontrer des améliorations significatives au milieu de vie des communautés touchées³⁷⁸.

Pour l'Alliance internationale pour les crédits compensatoires (ICROA), le genre de projets qui sont développés quand les normes Social Carbon ou CCBS sont implantées, en complément des certifications carbone reconnues, sont des

³⁷⁶ Social Carbon, communiqué « South Pole Carbon Brings the Social Carbon Standard onto the Global Stage » (28 octobre 2010), en ligne : Social Carbon <www.socialcarbon.org/News/Article/south-pole-carbon-brings-the-social-carbon-standard-onto-the-global-stage/>; *ICROA vs CCB and SocialCarbon Standards*, *supra* note 367 à la p 2.

³⁷⁷ Steve Zwick, *Social Carbon Joins the Party*, 2008, en ligne : Ecosystem Marketplace <ecosystemmarketplace.com/pages/dynamic/article.page.php?page_id=6329§ion=news_articles&eod=1>.

³⁷⁸ *ICROA vs CCB and SocialCarbon Standards*, *supra* note 367 à la p 2.

« community focused projects that are innovative and have defined sustainability and environmental benefits³⁷⁹ ».

De fait, le reconnu Verified Carbon Standard (VCS)³⁸⁰ a mis sur pied son propre programme de bonification de ses crédits VCU (Verified Carbon Units) avec les labels Social Carbon ou CCBS³⁸¹. On trouve sur son site sa politique pour l'utilisation de tels labels « +DD »³⁸². Les deux normes peuvent de plus tout autant bonifier des CtC valables pour la conformité dans des marchés réglementés du carbone, comme c'est déjà le cas dans le cadre du MDP³⁸³. On peut donc imaginer qu'elles pourraient aussi être utilisées pour bonifier des CtC de conformité dans le cadre de la WCI.

La certification « Gold Standard », est reconnue par plus de 80 ONG des secteurs de l'environnement et du développement international et régulièrement utilisée par plusieurs gouvernements, entreprises et agences des Nations Unies³⁸⁴. Contrairement aux deux précédentes, c'est une norme carbone complète qui peut enregistrer des activités de réduction des GES, les vérifier et émettre des CtC « Gold Standard » (sur le marché volontaire). Elle se démarque par contre pour avoir un volet sur les impacts et bénéfices S&E intégré dans son programme de certification.

De plus, ce volet S&E peut aussi être utilisé à part et devenir lui aussi un label « +DD », avec toutefois la différence importante qu'il n'a pas été conçu à cette fin. De fait, le label « +DD » du Gold Standard est utilisé pour bonifier les CtC dans plus

³⁷⁹ *Ibid.*

³⁸⁰ *State of the Voluntary Carbon Markets 2013*, *supra* note 368 à la p 11 du sommaire exécutif (le VCS est la plus importante certification de réductions d'émissions du marché volontaire; voir le graphique « Market Share by Project Standard, OTC 2012 »).

³⁸¹ VCS, *VCU Tags: Participating Standards & Required Documents*, sd, en ligne : Verified Carbon Standard <www.v-c-s.org/node/304> [VCU Tags].

³⁸² VCS, *VCS Policy on Tags and Other Standards*, sd, en ligne : Verified Carbon Standard <www.v-c-s.org/node/302>.

³⁸³ *ICROA vs CCB and Social Carbon Standards*, *supra* note 367 à la p 1.

³⁸⁴ Fondation Gold standard, *Who we are*, 2011, en ligne : Gold standard <www.cdmgoldstandard.org/about-us/who-we-are> [Gold standard, *Who we are*].

de 50% des « programmes d'activités » dans le cadre du MDP³⁸⁵. Ceci pour des acheteurs qui cherchent l'assurance de se procurer des CtC qui ont en même temps contribué au développement durable et/ou qui souhaitent profiter de la plus-value significative sur les marchés (volontaires et réglementés) que confère ce label³⁸⁶.

Le Plan Vivo enfin est unique. C'est une norme carbone « +DD » complète, comme le Gold Standard, mais dont la promotion du développement durable est sa raison d'être. Des cinq normes analysées au tableau A-4.2, c'est la seule qui assure un paiement direct aux communautés et qui met une emphase sur leur appropriation des projets comme une condition de leur succès à long terme. On peut même parler de carbone équitable puisqu'elle suit les règles du commerce équitable³⁸⁷. Elle ressort aussi comme la seule qui applique, et vérifie, le critère « Community-Led Planning Process with Ongoing Participation » utilisé par le CAR pour son analyse des différentes normes dans le cadre de la conception de son protocole Mexico Forest³⁸⁸.

Pour certains analystes par contre, sa structure et son fonctionnement peuvent être plus confus et moins transparents que pour d'autres normes, la rendant ainsi plus difficile à utiliser en conjonction avec des normes carbone rigoureuses³⁸⁹.

Ces difficultés seront possiblement aplanies avec sa mise à jour qui est en processus de consultation internationale. La norme Plan Vivo 2012 étendra notamment sa couverture à une plus grande variété de projets d'utilisation et de gestions des terres et des écosystèmes en fonction d'en maximiser les écoservices. Elle resserrera de plus ses critères de gouvernance, de transparence financière et

³⁸⁵ *The Handbook for Programmes of activities - 2013*, supra note 172 à la p 91.

³⁸⁶ *State of the Voluntary Carbon Markets 2013*, supra note 368 à la p 40 (fig 37 « Transacted Volume and Average Price by Various Project Standards and Certifications, 2011-2012 »).

³⁸⁷ Entrevue du codirecteur de l'organisme *EnRacine* Samuel Gervais par Vanessa Hauguel (25 novembre 2012) sur *Novae*, « Viser la carboresponsabilité plutôt que la carboneutralité », en ligne : *Novae* <<http://suivi.infopresse.com/c/13/6e0aae82da00e258e4981c8751ac3e0fb7a2bbf19b5cbaf5d44503a36427c31a>>.

³⁸⁸ *CAR Mexico Forest Protocol 1.0 - Draft*, supra note 231 à l'ann *Social Safeguards Analysis*.

³⁸⁹ Eduard Merger et Al Williams, *Comparison of Carbon Offset Standards for Climate Forestation Projects participating in the Voluntary Market*, travail comparatif, University of Canterbury, 2008, en ligne : *U Canterbury* <globalcarbonproject.org/global/pdf/ComparisonClimateForestationProject%20Standards.2008.pdf> à la p 25.

d'évaluation des impacts socio-économiques des projets³⁹⁰. De fait, plusieurs nouveaux projets y ont été soumis depuis le printemps 2012³⁹¹.

L'État du marché volontaire du carbone - 2013 nous permet de mieux mesurer l'importance qu'a pris le volet DD dans le marché des CtC ces dernières années³⁹². Le standard VCS a représenté 55% des 101 millions de tonnes de CO₂éq réduites et vérifiées en 2012 dans le cadre du marché volontaire carbone. Mais de ce 55%, 16% étaient en fait des CtC « VCS+CCBS » et un autre 2% étaient des CtC « VCS+SocialCarbon ». Un autre 13% des 101 tonnes totales ont été réalisées sous le Gold Standard. Au total donc, si on compte les réductions sous le Plan Vivo et sous le MDP+Gold Standard, c'est plus du tiers de toutes les réductions de GES réalisées par le marché volontaire qui l'ont été en suivant des protocoles rigoureux pour maximiser la contribution des projets au DDPV, avec des pratiques favorisant une meilleure prise en compte des besoins réels des populations visées.

Cette importance se reflète d'ailleurs dans les primes, souvent significatives que nombre d'entreprises et d'organisations qui achètent des CtC sont prêtes à payer pour l'assurance de CtC auxquels sont rattachés des bénéfices S&E significatifs. En 2012, alors que les crédits VCS et MDP vendus seuls ont commandé en moyenne respectivement 4,00 \$ et 3,40 \$ la tCO₂éq, les mêmes normes carbone, quand bonifiées d'un label « +DD », se sont vendues en moyenne 7 \$ pour les CtC « VCS+CCBS » et 13 \$ pour les CtC « MDP+GoldStandard »³⁹³. Les CtC du Plan Vivo eux, malgré leur méthodologie moins reconnue de calcul du carbone, ont quand même commandé en moyenne autour de 7,50 \$/ tCO₂éq³⁹⁴. À titre de comparaison,

³⁹⁰ Plan Vivo, *Plan Vivo Standard 2012 consultation – participate in the review!*, 2012, en ligne : www.planvivo.org/governance-of-the-standard/.

³⁹¹ *State of the Voluntary Carbon Markets 2013*, *supra* note 368 à la p 37.

³⁹² *State of the Voluntary Carbon Markets 2013*, *supra* note 368 à la p 11 du sommaire exécutif (graphique « Market Share by Project Standard, OTC 2012 »).

³⁹³ *State of the Voluntary Carbon Markets 2013*, *supra* note 368 à la p 40 (fig 37 « Transacted Volume and Average Price by Various Project Standards and Certifications, 2011-2012 »).

³⁹⁴ *Ibid.*

les CtC de conformité du MDP (les REC) ne valaient plus que 1,50 euros / tCO₂éq à l'automne 2012³⁹⁵.

On parle donc ici de plus-value entre 75% et 280%, pour deux des normes qui représentent les plus gros volumes de CtC³⁹⁶. Dans les deux cas, les prix les plus hauts ont été payés pour des projets de foyers améliorés³⁹⁷. Des projets dont les bénéfices S&E sont en général faciles à démontrer, et à communiquer.

Selon l'analyste Grattan MacGiffin, de la firme EcoInvest's, la grande plus-value payée pour certains projets bien spécifiques réalisés sous le MDP, mais vendus sur le marché volontaire avec le label « +SES » Gold Standard, démontre que les acheteurs du marché volontaire « have primarily considered CERs only from the most 'unique' projects³⁹⁸ ». L'acheteur de CtC d'un grand groupe commercial britannique va dans le même sens quand il affirme « We are paying a premium for projects which have a much more colourful story to tell than just the carbon reductions³⁹⁹ ».

Du côté des projets REDD+, qui ne sont encore qu'au tout début en termes d'émission de CtC vérifiés ou certifiés, la norme REDD+SES est celle qui nous intéresse particulièrement. Selon une récente étude de Greenpeace sur l'application des garanties S&E par différents programmes REDD+ « the 'REDD+ SES Standards, developed through a participatory multi-stakeholder process, appear to be the most comprehensive and responsive to the UNFCCC safeguards⁴⁰⁰ ». Une dizaine de

³⁹⁵ Reuters Point Carbon, « Recent Global Carbon Politics », en ligne : (2012) 7 : 39 Carbon Market North America à la p 5 <www.pointcarbon.com/news/cmna/1.2010154> (« Analysts cut their price forecasts for United Nations' carbon permits to 2020 further »).

³⁹⁶ Attention: pour le MDP, ne sont compris ici que les crédits MDP vendus sur le marché volontaire, ce qui représente un petit volume.

³⁹⁷ *State of the Voluntary Carbon Markets 2013*, *supra* note 368 à la p 40.

³⁹⁸ Tel que cité dans *State of the Voluntary Carbon Markets 2013*, *supra* note 368 à la p 37.

³⁹⁹ Ben Norbury, tel que cité dans Reuters, *U.N. faces uphill task in attracting corporate buyers to CDM*, 2013, en ligne : The Gulf Today <<http://gulftoday.ae/portal/59501bf2-b16a-4772-83ca-875e7be67411.aspx>> (Ben Norbury est conseiller en changements climatiques pour le groupe britannique Co-Operative Group).

⁴⁰⁰ Greenpeace International, *Forests & People First: The need for universal REDD+ Safeguards*, tel que cité dans CARE international, « REDD+SES recognised as strongest mechanism for applying safeguards beneficial to

gouvernements utilisent déjà la norme « REDD+SES » pour développer leur programme sectoriel, dont les États d'Acre au Brésil et du Chiapas au Mexique⁴⁰¹.

Encore plus important, « REDD+SES » est le label « +DD » qui est suggéré dans les recommandations finales du groupe de travail ROW pour l'utilisation de CtC de conformité REDD+ dans le cadre du système de P&E de la Californie⁴⁰².

Crée par l'alliance CCBA et l'ONG CARE, la norme REDD+SES est conçue de manière à pouvoir être utilisée avec « toutes les formes de financement liées aux fonds ou aux marchés⁴⁰³ ». Elle est développée par un comité international qui voit à son évolution, en fonction des besoins identifiés, et à sa mise en œuvre en fonction des objectifs visés. Ce comité est formé de représentants de gouvernements, peuples autochtones, communautés forestières, ONG et secteur privé, de tous les continents⁴⁰⁴. Le secrétariat REDD+SES est fourni par CARE et l'alliance CCBA.

Pour terminer, tel que nous l'avons présenté à la section 3.3, il y a lieu de jeter un coup d'œil au traitement de l'analyse des besoins et des garanties sociales et environnementales dans le nouveau protocole « Mexico Forest » que propose le CAR de Californie⁴⁰⁵. Ce projet de protocole vise des projets individuels en foresterie plutôt que des programmes sectoriels. Il pourrait par contre aussi s'agir de projets individuels qui se réalisent à l'intérieur de programmes sectoriels (ou juridictionnels) de foresterie ou de REDD+. On parle alors de « nested projects⁴⁰⁶ ».

forest-dependent communities », en ligne : (2012) 6 PECCN Page 11 <www.careclimatechange.org/files/CARE_docs/2012_PECCN_PAGES_Sept_sm.pdf> [CARE, « REDD+SES recognised as strongest mechanism »].

⁴⁰¹ REDD+ Social et Environmental Standards, *Country Overview*, 2012, en ligne : REDD+ SES Secretariat <<http://redd-standards.org>>.

⁴⁰² *The ROW Report*, 2013, *supra* note 222 à la p 7 (recommandations « e »).

⁴⁰³ REDD+ Standards Sociaux et Environnementaux, 2010, en ligne : Secrétariat REDD+SES <redd-standards.org/index.php?option=com_cywafm&task=cat_view&gid=40&Itemid=185> à la p 1 (brochure).

⁴⁰⁴ Jill Blockhus, présentation « REDD+ Social & Environmental Standards (REDD+ SES) : Overview », Séminaire ROW Safeguards Workshop, présenté à l'UC Davis, 26 mars 2013, en ligne : <<http://greentechleadership.org/events/workshops/row-safeguards-workshop/#slides>> à la diapo 5.

⁴⁰⁵ *CAR Mexico Forest Protocol 1.0 - Draft*, *supra* note 231; CAR, *About US*, *supra* note 188.

⁴⁰⁶ *CAR Mexico Forest Protocol 1.0 - Draft*, *ibid* à la p 3 (section 1.2 « Nested Projects in a Jurisdictional Framework »).

Le protocole est conçu pour pouvoir intégrer facilement la comptabilité de ses projets à l'intérieur de celles d'éventuels programmes REDD+ juridictionnels au Mexique. L'intention du CAR ici « is for this protocol to be complementary to jurisdictional efforts by focusing on forest carbon enhancements⁴⁰⁷ ».

Il est intéressant de noter que dans la version pour consultation publique en janvier 2012, le CAR proposait d'utiliser la norme CCBS pour traiter le volet S&E des projets⁴⁰⁸. Puis, suite aux commentaires reçus, le CAR a décidé de plutôt intégrer ses propres critères S&E au protocole « Mexico Forest »⁴⁰⁹. Les prescriptions pour la réalisation de ces critères sont regroupées sous les quatre titres suivants⁴¹⁰: « Free, Prior, and Informed Consent », « Meeting Notification, Participation, and Documentation », « Project Governance » et enfin sous l'objectif de « sustaining and/or enhancing forest ecosystem functions ».

Le protocole « Mexico Forest » se rapprochera probablement du programme UN-REDD+ en termes de prescriptions pour favoriser des projets forestiers au Mexique qui donnent de réels bénéfices S&E aux communautés visées et qui répondent à de réels besoins de ces communautés. Toutefois la proposition ne semble pas, pour l'instant, proposer aux communautés beaucoup d'outils, ni d'opportunités de renforcement des capacités, pour les supporter dans la réalisation de résultats concrets et mesurés en termes de bénéfices S&E.

Enfin, il est remarquable, et possiblement préoccupant, de constater que ces exigences du protocole du CAR, avec les prescriptions et contraintes que cela implique, ne s'appliquent qu'aux projets réalisés sur des terres en propriété collective

⁴⁰⁷ *Ibid* à la p 2.

⁴⁰⁸ CAR, *Draft Mexico Forest Protocol: protocol Overview*, 2011, en ligne : Climate Action Reserve <www.climateactionreserve.org/how/protocols/mexico-forest/>.

⁴⁰⁹ CAR, *Mexico Forest Protocol*, 2013, en ligne : Climate Action Reserve <www.climateactionreserve.org/how/protocols/mexico-forest/>.

⁴¹⁰ CAR *Mexico Forest Protocol 1.0 - Draft*, *supra* note 231 aux pp 11-14.

(sous forme de *comunidades* ou de *Ejidos*⁴¹¹). Aucune exigence de retombées S&E positives ne s'applique aux propriétaires privés : « Private, non-communal landowners are not required to address the social safeguards⁴¹² ». Si le protocole était adopté tel quel, on pourrait très bien imaginer des projets de foresterie sur de grandes terres privées, obtenant des quantités importantes de CtC CAR « Mexico Forest » malgré qu'ils affecteraient négativement des populations vivant autour et/ou en lien avec ces terres.

Conclusion du chapitre V

Nous pouvons retenir de ce chapitre : qu'il y a aujourd'hui une bonne variété de normes qui peuvent permettre à la plupart des activités de mitigation de GES de contribuer en même temps, concrètement et avec rigueur, au DDPV ; que plusieurs de ces normes sont déjà assez facilement utilisables avec le système de CtC de la WCI ; et que plusieurs travaillent déjà à tenter d'intégrer l'utilisation de telles normes dans le cadre du nouveau système de P&E de Californie.

Nous avons aussi vu qu'il y a une tendance forte à chercher à augmenter les bénéfices S&E des projets qui génèrent des CtC. Cette tendance vise notamment à améliorer la capacité des populations touchées à influencer la conception des projets et à suivre leur réalisation, pour s'assurer que les bénéfices S&E escomptés sont bien réels. Cette tendance semble en plus s'accélérer, entre autres avec la montée en force des activités de type REDD+SES et des principes et critères sociaux et environnementaux qui ont été définis avec les garanties de Cancún⁴¹³. Tout ceci autant dans les marchés du carbone réglementés que volontaires.

Nous avons vu que même le MDP, suite aux critiques, a entrepris une grande réforme pour améliorer ses résultats en termes de retombées S&E et, qu'il y a de plus

⁴¹¹ *Ejidos*, défini à la *supra* note 275.

⁴¹² CAR Mexico Forest Protocol 1.0 - Draft, *supra* note 231 à la p 11.

⁴¹³ *Principes et critères sociaux et environnementaux du Programme ONU- REDD*, *supra* note 333 à note 4 de la p 3 (on désigne par « garanties de Cancún » les garanties sociales et environnementales définies pour les activités de type REDD dans les cadres des accords de Cancún et des résultats des travaux du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention, aux paragraphes 69, 71 d, 72, 76 et à l'Appendice I de la décision 1/CP.16 de la CCNUCC) [ONU-REDD PCSE et *garanties de Cancún*].

une multiplication de projets et programmes d'activités du MDP qui s'associent à des normes et label « +SES », notamment le Gold Standard et la norme CCBS.

Enfin nous avons appris comment cela se traduit en dollars, avec nombre d'entreprises et d'organisations qui sont prêtes à payer une prime pour des CtC qui portent l'assurance de bénéfices S&E. Des primes souvent très significatives, comme nous l'avons vu avec le rapport 2013 sur l'état du marché volontaire du carbone.

Ce dernier aspect, qui était moins anticipé, ne fait que renforcer la pertinence du présent mémoire. Il soulève d'ailleurs une dimension qui semble à prime abord ironique et questionnante : On peut en effet se demander comment des CtC pour lesquels il y a un marché qui est d'une certaine façon captif (marché réglementé) peuvent se vendre moins chers que des CtC vendus à des clients qui n'ont absolument aucune obligation de les acheter (marché volontaire).

L'explication se trouve entre autres dans la force de l'ajout de la dimension des bénéfices S&E, le fait marquant du marché volontaire ces dernières années. C'est ce que nous rappelle l'Alliance internationale pour les réductions du carbone et les crédits compensatoires : « The voluntary carbon market is championed in the large part because it facilitates community focused projects that are innovative and have defined sustainability and environmental benefits [...] ⁴¹⁴ ».

Or, pour ce qui est des systèmes de P&E réglementés comme la WCI, une question légitime qu'on peut se poser est :

En quoi cette plus-value des labels « +SES » ne devrait-elle pas être au moins autant valable pour les grands émetteurs de GES qui sont assujettis par un système de P&E réglementé (comme la WCI) que pour d'autres entreprises émettrices de GES qui n'ont, elles, aucune obligation légale à rencontrer ?

Nous y reviendrons en conclusion du mémoire.

⁴¹⁴ ICROA vs CCB and SocialCarbon Standards, *supra* note 367 à la p 2.

CONCLUSION ET SUGGESTIONS

UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE SEMBLE POSSIBLE, VOIR SOUHAITABLE

« Resonance with customers – those projects with social and economic benefits to local communities may appeal more.⁴¹⁵ »

Suggestion à ses membres, par l'Association internationale des transporteurs aériens, pour la sélection de sources de crédits carbone.

Avec la présente étude, nous nous sommes d'abord demandés si le système de crédits compensatoires (CtC) de la Western Climate Initiative (WCI)⁴¹⁶ présente les caractéristiques nécessaires pour pouvoir favoriser le financement d'activités de mitigations des GES dans les PED, notamment au Mexique, qui contribuent en même temps concrètement au développement durable des populations touchées par ces activités.

Nous nous sommes de plus demandés s'il semble possible d'y faire des ajustements (au système de crédits compensatoires de la WCI) afin de créer ou d'augmenter sa propension à financer des activités qui répondent au double objectif de mitigation des GES dans les PED et de contribution à leur développement durable, tel que défini par les principaux instruments du régime climatique international⁴¹⁷.

La réalisation de l'étude nous a permis de constater qu'effectivement le marché réglementé du carbone de la WCI ainsi que les cadres réglementaires des systèmes de

⁴¹⁵ IATA Offset Guidelines, *supra* note 364 à la p 14.

⁴¹⁶ Dans un marché du carbone réglementé comme celui de la WCI, des crédits compensatoires (CtC) de conformité peuvent normalement être utilisés par les grands émetteurs de GES pour couvrir en partie leurs obligations de réductions de leurs émissions.

⁴¹⁷ Ce double objectif étant notamment défini dans la CCNUCC, *supra* note 5 au préambule et art 4(1) et dans le Protocole de Kyoto, *supra* note 29, art 10, 12.

plafond et échanges de droits d'émissions de GES (SPEDE) de la Californie et du Québec, démontrent des niveaux d'ouverture assez intéressants, quoique différenciés, pour la reconnaissance de CtC de conformité issus d'activités de mitigation de GES réalisées en PED⁴¹⁸. Cela semble toutefois plus vrai à moyen et long terme qu'à court terme.

Cela se traduit d'abord par une ouverture particulière pour le Mexique dans la définition même de « crédits compensatoires » dans le *Cadre de mise en œuvre* de la WCI. Cette définition couvre la totalité du territoire nord-américain, Mexique compris⁴¹⁹. Les partenaires dans la WCI ont donc tout le loisir de proposer des protocoles de CtC qui s'appliquent au territoire mexicain. Cela explique par exemple l'intérêt d'un organisme comme le *California Action Reserve* (CAR) à proposer un protocole « Mexico forest »⁴²⁰.

Puis, surtout, il y a le sous-article 14 « Sector-Based Offset Credits » du règlement du système de P&E de la Californie. Ce sous-article 14 ouvre directement la porte à l'acceptation éventuelle de CtC de conformité venant de programmes sectoriels rigoureux de réduction de GES dans des PED. De plus, cette ouverture n'est pas que théorique. Nous avons constaté comment on s'active déjà en Californie à définir de solides programmes sectoriels qui pourraient éventuellement générer des CtC de conformité dans le cadre de ce sous-article 14. Cela est particulièrement vrai dans le secteur de la foresterie (programmes REDD+) où la Californie collabore activement avec les États du Chiapas au Mexique et d'Acre au Brésil. D'autres collaborations sont aussi en cours dans le cadre d'un groupe de travail international qui regroupe plusieurs États fédérés des cinq continents.

⁴¹⁸ Liste des abréviations en p 7 du mémoire.

⁴¹⁹ Comme nous l'avons vu à la section 3.2. Voir *Cadre de mise en œuvre*, *supra* note 169,

⁴²⁰ CAR *Mexico Forest Protocol 1.0 - Draft*, *supra* note 231 (le CAR est le principal organisme californien émetteur de CtC, jusqu'ici essentiellement pour le marché volontaire du carbone).

La Californie semble même prendre en ce domaine un leadership international qui est en droite ligne avec la recommandation du Groupe d'experts sur la réforme du mécanisme de développement propre (MDP)⁴²¹, à l'effet que « [...] the Panel urges nations to take measures to enhance the CDM's role so that it adapts to new political and market conditions. More specifically, the Panel recommends that: new approaches, such as sectoral crediting or national REDD+ programmes, be implemented; [and] robust standards to enable linking and harmonization of current and emerging carbon markets be set⁴²² ».

Notre étude révèle d'ailleurs que la présence de cet important sous-article 14 dans le SPEDE californien, et l'absence de référence à cette catégorie de CtC de conformité dans le règlement du SPEDE québécois, représentent possiblement le plus important manque de cohérence et d'intégration entre les deux SPEDE, malgré leur liaison officielle dans le cadre de la WCI⁴²³.

Toutefois, comme nous l'avons vu avec différents exemples⁴²⁴, la matérialisation de ces ouvertures constatées dans le cadre réglementaire de la WCI, serait loin d'être en soi suffisante pour garantir des projets de mitigation dans les PED qui réalisent aussi le DDPV⁴²⁵. Ces exemples montrent bien comment des technologies inappropriées, des coûts de transaction élevés et les différences culturelles entre les mondes du développement et de la finance peuvent empêcher l'accès aux investissements du marché du carbone pour les communautés qui ont le plus besoin de développement durable⁴²⁶. Nous avons vu comment le manque d'adaptation des projets et des technologies aux besoins des communautés bénéficiaires, et comment le

⁴²¹ Le MDP est le principal mécanisme générateur de CtC de conformité dans le cadre du protocole de Kyoto.

⁴²² CCNUCC, communiqué, « High-level panel calls on nations to safeguard future of CDM and carbon market » (10 septembre 2012), en ligne : Secrétariat de la CCNUCC <www.cdmPolicyDialogue.org> à la p 1 [CCNUCC: High-level panel on CDM calls on nations].

⁴²³ *Entente entre la Californie et le Québec concernant l'harmonization et l'intégration des programmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*, *supra* note 161.

⁴²⁴ Voir notamment le projet mexicain « Sierra Gorda Wildlands Forever » à la section 4.3, *supra* note 302.

⁴²⁵ DDPV, *supra* note 36 (acronyme pour « Développement durable au bénéfice des populations vulnérables »).

⁴²⁶ Nexus: Carbon for development, *Welcome To Nexus*, 2009, en ligne : Nexus <www.nexus-c4d.org>.

manque d'implication des parties prenantes dès la conception, peuvent mener au rejet des projets par les populations et ultimement à leur échec. La nécessité de « [...] more systematic reporting, monitoring, and verification of sustainable development impacts [...] »⁴²⁷ est aussi soulignée par le Groupe d'experts sur la réforme du MDP.

Notre analyse des cadres normatifs dans la WCI démontre que le programme de CtC proposé par la WCI, et encore plus celui de la Californie, intègrent déjà certains éléments qui aident timidement à éviter ces pièges. Ils incitent notamment à rechercher un minimum de consentement préalable et éclairé des populations touchées par les projets, ceci dès le début de leur conception.

Il semble de plus y avoir dans les trois programmes une certaine flexibilité dans les processus de mise à jour ou d'ajout de protocoles de CtC, ou encore pour l'adaptation de protocoles venant d'autres systèmes (par exemple du CAR ou du MDP). Cela laisse présager la possibilité d'y ajouter éventuellement des critères ou même des normes spécifiques à l'objectif de « contribution au développement durable » des projets et programmes de mitigation soumis à ces protocoles.

Enfin, pour l'ensemble de ce qui précède, nous constatons que le règlement du système de P&E québécois est actuellement, dans la WCI, l'instrument normatif qui offre le moins d'ouverture à des CtC qui viseraient concrètement le double objectif de mitigation des GES et de contribution au DDPV dans les PED. Ceci malgré l'adhésion unanime de l'Assemblée nationale du Québec et l'endossement par le gouvernement des objectifs et principes de la CCNUCC et du protocole de Kyoto⁴²⁸, ainsi que son adhésion à l'Accord intergouvernemental canadien relatif à l'Accord Nord Américain de coopération en environnement dans le cadre de l'ALENA (ANACE)⁴²⁹. Le SPEDE québécois est aussi le plus mou en termes d'incitation à

⁴²⁷ CCNUCC: High-level panel on CDM calls on nations, *supra* note 422.

⁴²⁸ Décrets du Québec sur la CCNUCC et sur le *Protocole de Kyoto*, *supra* note 203.

⁴²⁹ Adhésion du Québec à l'ANACE, *supra* note 204.

faire des projets de mitigation qui répondent à de réels besoins identifiés avec le concours des communautés bénéficiaires.

Du côté du Mexique, notre analyse démontre qu'on y trouve déjà un cadre législatif national qui est encensé au niveau international, incluant pour ses mesures concrètes qui visent à intégrer réellement les communautés dès la conception des projets de mitigation de GES. De plus, on trouve à travers le pays plusieurs expériences terrain avec les différentes facettes de la mise en œuvre de projets de développement durable et de mitigation de GES sous différentes normes. Cela inclut l'utilisation de normes dédiées à la conception et l'évaluation des activités en termes de développement durable. On y trouve aussi des programmes sectoriels de type REDD+ en développement dans au moins deux États. On y trouve enfin depuis le début de 2014 un mécanisme de taxe carbone nationale. Ce mécanisme permet l'utilisation de crédits carbone issus de projets de mitigation réalisés au Mexique, avec en principe une préoccupation pour le développement durable, et notamment dans le secteur forestier. Ces constatations suggèrent que le Mexique est déjà en bien bonne voie de pouvoir réaliser des projets capables de générer des CtC qui répondent aux critères rigoureux de la WCI en plus de contribuer concrètement au DDPV.

Pour terminer, notre analyse détaillée de huit normes qui visent à multiplier et mesurer les retombées concrètes en termes de développement durable des activités de réduction de GES, démontre qu'il existe bel et bien de telles normes, opérationnelles ou en développement⁴³⁰. Elles mettent en œuvre, à des degrés divers, des

⁴³⁰ Les huit normes analysées étant constituées de trois mécanismes en développement (MAAN et REDD+) ou en processus de réforme (MDP) dans le cadre du régime climatique international et des cinq normes du marché volontaire du carbone, que sont le Social Carbon, le PlanVivo, le Gold Standard, le Community Climate and Biodiversity Standard et enfin le Redd+SES. Voir les tableaux 5.1.2 et 5.2.1.

mécanismes d'analyse des besoins basés sur le principe du CLIP⁴³¹ issu notamment du droit des peuples autochtones.

Certaines sont d'ailleurs déjà utilisées de manière efficace comme un genre de label « +DD » en complémentarité avec des normes carbone reconnues⁴³². Les exemples les plus significatifs en sont les normes CCBS et Social Carbon. Elles sont déjà souvent utilisées de façon complémentaire à la norme VCS pour maximiser et vérifier les résultats en termes de développement durable des projets, ou programmes sectoriels, réalisés sous cette norme. La norme VCS étant la plus importante, et reconnue, norme du marché volontaire international du carbone.

Notre analyse nous porte à croire que plusieurs de ces normes « +DD » pourraient probablement être utilisées de la même manière en complémentarité avec les normes carbone rigoureuses des programmes et protocoles de CtC dans le cadre de la WCI, et s'avérer bénéfiques pour la contribution de la WCI au développement durable et faible en carbone des PED. Cette impression a d'ailleurs été renforcée par une visite du programme REDD+ juridictionnel complet et rigoureux que met en place l'État d'Acre⁴³³. Nous y avons constaté *in situ* les mécanismes de surveillance et de mesurage sophistiqués de l'évolution de la déforestation, et quelques projets de DDPV qui offrent aux communautés des alternatives viables à l'expansion continue de leurs pâturages par la coupe du bois et les brulis.

Dans le cas des CtC du MDP, l'exemple des nouvelles règles du système de P&E de l'Union européenne (EU ETS) pour les crédits internationaux à partir de 2013 démontre bien la possibilité d'en restreindre l'utilisation à des projets qui contribuent

⁴³¹ *Principes et critères sociaux et environnementaux du Programme ONU- REDD*, *supra* note 333 (obligation de démonstration d'un consentement libre, informé et préalable (CLIP) des communautés touchées par les activités qui génèrent les CtC).

⁴³² *ICROA Code of Best Practice and CCB and Social Carbon Standards*, *supra* note 367 à la p 1 (l'ajout de ces labels « +SES » peut se faire sans trop compliquer la gestion des projets puisque les vérifications des deux volets peuvent être réalisées par les mêmes firmes de vérification).

⁴³³ Réunion annuelle 2013 du GCF Task Force, *supra* note .

concrètement au DDPV⁴³⁴. D'ailleurs, au moment même où l'agence réglementaire du système de P&E californien annonçait la liaison avec le Québec et son désir d'analyser la possibilité d'intégrer des CtC de type REDD+, la directrice exécutive de la CCNUCC invitait la Californie à s'ouvrir aux CtC du MDP. Elle le faisait en prenant soin de mentionner que la Californie pouvait très bien y ajouter au besoin des balises additionnelles pour s'assurer du respect de ses critères rigoureux et de tout autre critère de choix qu'elle pourrait décider⁴³⁵.

En bout de ligne, on peut conclure qu'il n'y a en principe pas d'empêchement majeur dans l'ADN du système de crédits compensatoires de la WCI pour y inclure des critères qui favoriseraient un appui concret à des projets qui réalisent le double objectif de la réduction des GES et de la contribution au DDPV dans les PED.

Mieux encore, on peut même suggérer que cela pourrait avoir des effets positifs non négligeables pour le marché du carbone de la WCI. Ceci en améliorant l'harmonisation entre les systèmes de P&E des deux partenaires initiaux que sont le Québec et la Californie, mais aussi en ajoutant des options de CtC « +DD » offrant deux avantages pour les installations industrielles assujetties aux deux systèmes de P&E. Ces deux avantages étant le prix de ces crédits qui devraient être moins chers, même avec les coûts supplémentaires pour bien gérer le volet DDPV, puis ensuite, ce qui est peut-être plus important, la valeur ajoutée d'un label « +DD » qui permettrait aux entreprises assujetties de démontrer concrètement la responsabilité sociale des projets desquels elles tirent leurs CtC de conformité. Une telle valeur ajoutée semble de plus en plus reconnue par les marchés⁴³⁶.

⁴³⁴ Sabina Manea, *The future of international emissions credits in the EU ETS*, 20 janvier 2012, en ligne : Climatico <www.climaticoanalysis.org/post/the-future-of-international-emissions-credits-in-the-eu-ets/>.

⁴³⁵ « California should use CERs to fill offset supply gap : Figueres », *supra* note 65.

⁴³⁶ *State of the Voluntary Carbon Markets 2013*, *supra* note 368 au sommaire exécutif; *The Handbook for Programmes of activities - 2013*, *supra* note 174 à la p 90.

Quelques suggestions

Considérant les constatations qui précèdent, nous présentons ici quelques idées plus spécifiques. Des idées qui, à notre avis, pourraient favoriser une meilleure prise en compte des objectifs de DDPV par les systèmes de crédits compensatoires de la WCI et des juridictions partenaires, ainsi que la création de valeur ajoutée pour les installations industrielles assujetties aux SPEDE de la Californie et du Québec :

- que la WCI établisse ses propres critères « +DD » pour toutes activités générant des CtC WCI de conformité dans un PED. Cela pourrait donner par exemple des CtC « WCI+DD ». Ces critères pourraient notamment inclure l'application du principe CLIP et un solide programme de renforcement des capacités au bénéfice des communautés touchées ;
- ou encore qu'elle établisse un processus pour reconnaître des normes « +DD », parmi celles déjà connues sur le marché, qui pourraient être utilisées comme label DD complémentaire à ses propres normes rigoureuses. Cela pourrait possiblement se faire via une démarche semblable à celle qui a permis jusqu'ici la reconnaissance des registres existants ACR et CAR comme registres pour la WCI⁴³⁷ ;
- les mêmes exigences de label « +DD » pourraient aussi s'appliquer à tout projet réalisé au Mexique dans le cadre des protocoles WCI de base dont l'applicabilité s'étend au territoire mexicain ;
- les partenaires pourraient décider entre trois options pour l'utilisation de ces normes DD complémentaires :
 - i) les laisser sur une base totalement volontaire. La WCI n'aurait alors qu'à confirmer les normes DD qu'elle reconnaîtrait comme complémentaires pour les CtC de conformité provenant d'activités de mitigation réalisées au Mexique ou autre PED ;
 - ii) les laisser sur une base volontaire tout en incitant leur utilisation. Ceci pourrait par exemple se faire en les introduisant en tant que caractéristique

⁴³⁷ California Compliance Offset Program, *supra* note 213.

souhaitable dans ses protocoles et programmes sectoriels applicables au Mexique et autres PED ;

iii) les rendre obligatoires pour tous CtC de conformité provenant d'activités réalisées au Mexique ou autre PED.

Enfin, les partenaires de la WCI et les États européens dans le cadre du EU ETS partageant plusieurs préoccupations en regard des CtC provenant d'activités réalisées dans les PED, peut-être serait-il intéressant d'envisager une position commune ? Une telle position pourrait lancer aux développeurs de projets un message fort d'ouverture à ces CtC, mais pas à n'importe quelles conditions. Ceci pourrait en même temps répondre à une préoccupation constante de ces derniers pour une simplification et une harmonisation du portrait global, avec des règles claires et équitables pour tous.

Bien sûr, de telles propositions pour la WCI génèreraient probablement de vives discussions au Québec et en Californie. Comme nous l'avons vu, le principe même des CtC dans le système de la WCI fait l'objet d'importantes réticences. En Californie, il a fait même l'objet de contestations légales qui divisent entre eux les groupes environnementaux⁴³⁸.

Le spectre d'une arrivée massive de crédits de conformité WCI des PED fait craindre une pression induite à la baisse sur la valeur de tous les CtC. Pourrait s'ensuivre un effet dissuasif sur l'investissement des secteurs économiques assujettis aux systèmes de P&E dans la réduction de leurs propres émissions de GES, ou encore l'annulation de l'effet de levier pour le développement des technologies propres sur le territoire même des partenaires de la WCI. De telles craintes sont probablement justifiées si aucune mesure n'est prise pour contrôler l'ampleur et la qualité des CtC provenant de PED.

⁴³⁸ Voir notamment la cause *Citizens Climate Lobby*, *supra* note 119.

Toutefois, si on considère l'urgence et l'ampleur du défi des changements climatiques sur l'ensemble de la planète, tel que nous l'avons exposé en introduction. Si on considère en plus le souhait de jouer un rôle de leadership international dans la lutte aux GES. Souhait mentionné dans le *Cadre de mise en œuvre* de la WCI⁴³⁹ et réaffirmé récemment par le Québec et la Californie⁴⁴⁰. Peut-on vraiment ignorer des sources d'une telle importance, la déforestation représentant à elle seule plus de 15% des émissions mondiales de GES, et leur potentiel très concret de contribution à un développement durable et faible en carbone des PED ?

Dans un tel cas, la solution se trouve probablement justement dans l'acceptation de CtC provenant seulement de projets et programmes sectoriels capables de démontrer une réponse à des besoins réels et des résultats probants en termes de développement durable. Une telle restriction à des CtC bonifiés d'un label « +DD » reconnu comporterait au moins trois avantages : elle permettrait d'éviter un trop grand nombre de CtC en provenance des PED et d'éviter que ceux-ci soient à trop bas prix. Elle permettrait de plus une meilleure acceptation de ces CtC internationaux, tant pour les entreprises assujetties que pour les populations et les sociétés civiles des juridictions partenaires dans le marché du carbone de la WCI.

⁴³⁹ WCI *Cadre de mise en œuvre*, *supra* note 171 et texte afférent.

⁴⁴⁰ MRI, « Marché du carbone : le Québec et la Californie lient leurs systèmes de plafonnement et d'échange », *supra* note 86 à la p 1.

LES ANNEXES

ANNEXE A

OUVERTURE DES 3 PROGRAMMES FACE AUX PED

Tableau A.1

Sommaire de l'ouverture des 3 programmes aux CtC provenant
de projets de réduction des GES dans des PED

Critère	Marché du carbone régional de la WCI	Système californien de P&E	Système québécois de P&E
Texte réglementaire qui établit le programme de CtC.	<p>* <i>Cadre de mise en œuvre du programme régional de plafonds-échanges de la WCI</i>⁴⁴¹.</p> <p>Section 8 de la partie « Résumé » du <i>Cadre de mise en œuvre</i> (p 25) « Élaborer des crédits compensatoires de qualité »</p> <p>Section 8 « Élaborer des crédits compensatoires de qualité », de la partie « Cadre détaillé » (p DD-56)</p> <p>* Section 9 « Lien avec d'autres programmes » de la partie « Cadre détaillé » (p DD-61).</p> <p>* « Critères essentiels » pour la reconnaissance des CtC définis dans l'annexe: <i>Offset System Essential Elements Final Recommendations</i>⁴⁴².</p>	<p>* <i>Règlement California Cap on Greenhouse Gas Emissions and Market-Based Compliance Mechanisms</i>⁴⁴³</p> <p>- sous-article 13 « ARB Offset Credits and Registry Offset Credits » (sections 95970 à 95988)</p> <p>- sous-article 14 « Recognition of Compliance Instruments from Other Programs » (Sections 95990 to 95995).</p> <p>* 4 protocoles spécifiques qui sont détaillés sur le site internet du CARB⁴⁴⁴, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Livestock Projects • Ozone Depleting Substances Projects • Urban Forest Projects • U.S. Forest Projects 	<p>* « Chapitre IV - Crédits compensatoires⁴⁴⁵ », du <i>Règlement modifiant le Règlement sur le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES</i></p> <p>* 3 « Protocoles de crédits compensatoires » détaillés, annexe D⁴⁴⁶:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fosses à lisier - recouvrement • Lieux d'enfouissement - destruction du ch4 • Mousses isolantes contenant des substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO). <p>* De plus, le gouvernement du Québec a adhéré aux principes de la CCNUCC et du protocole de Kyoto (par résolutions unanimes de l'Assemblée nationale)⁴⁴⁷, et s'y est déclaré lié, dans ses compétences⁴⁴⁸</p>
Ouverture à des projets de CtC au Mexique	<p>* La définition d'un CtC (sect 8, <i>Résumé du Cadre de mise en œuvre</i>, p 25) « [...] chaque réduction [...] doit être réalisée dans le</p>	<p>* La section 95972 du sous-article 13 spécifie, pour la reconnaissance des protocoles (p.153), que « The geographic boundary must be within the</p>	<p>* Le <i>Chapitre IV - Crédits compensatoires</i> n'amène aucune limitation de territoire. Il renvoi au « protocole qui lui est applicable » pour définir le</p>

⁴⁴¹ WCI, *Cadre de mise en œuvre*, supra note 125.

⁴⁴² WCI, *Offset System Elements*, supra note 177.

⁴⁴³ *California Cap-and-Trade Program*, supra note 128.

⁴⁴⁴ CARB, *Compliance Offset Program*, supra note 190.

⁴⁴⁵ *Règlement modifiant le règlement sur le SPEDE - déc 2012*, supra note 197, art 45.

⁴⁴⁶ *Règlement modifiant le règlement sur le SPEDE - déc 2012*, supra note 197, art 52.

⁴⁴⁷ *Motion proposant que l'Assemblée approuve le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques*, Québec, Assemblée nationale, Journal des débats, 37^e lég, 2^e sess, vol 39 no 63 (28 novembre 2006), en ligne : Professeur Daniel Turp, <<http://danielturpqc.org/pagexperso.php?id=75>>.

⁴⁴⁸ Décrets du Québec sur la CCNUCC et sur le Protocole de Kyoto, supra note 203.

	cadre d'un projet en territoire canadien, américain ou mexicain.»	United States or its Territories, Canada, or Mexico.»	territoire où peut se réaliser un projet ⁴⁴⁹ .
Application territoriale des protocoles adoptés	N.A	<p>* Les 3 premiers protocoles ont des clauses comme celle-ci, qu'on trouve dans le Urban Forest Projects :</p> <p>« 3.1 Location : Only offset projects located in the United States and its territories are eligible »</p> <p>* Le 4^e protocole, le <i>U.S. Forest Projects</i>, est plus nuancé. La clause 3.6 Project Location, mentionne « [...] The methods required by this protocol for estimating baseline carbon stocks for Forest Projects cannot currently be applied outside the United States, as they rely on U.S.-specific data sets and models. [...] »⁴⁵⁰</p> <p>* Les 4 protocoles n'ont aucune mention sur le Mexique, sur les PED, sur l'impact social ou sur l'analyse des besoins des communautés.</p>	<p>* Les 2 premiers protocoles (Fosses à lisier et lieux d'enfouissement) ont la même clause « 2.</p> <p>Localisation : [...] doit être réalisé à l'intérieur des limites de la province de Québec.⁴⁵¹ »</p> <p>* Le protocole sur les mousses isolantes contenant des SACO, dit (clause 3. Localisation) que « La destruction de SACO contenues dans des mousses doit être effectuée dans des installations situées au Canada ou aux États-Unis. [...] »⁴⁵²</p>
Mise à jour des protocoles et nouveaux protocoles	<p>La procédure pour la soumission ou l'adaptation d'un protocole a été publiée en même temps que le <i>Cadre de mise en œuvre</i>⁴⁵³.</p> <p>On en retient (p 3-5) que les protocoles d'un programme externe (MDP par exemple) peuvent être proposés par un gouvernement partenaire de la WCI, puis évalué par le comité CtC de la WCI. Si approuvé, chaque partenaire peut alors décider s'il l'intègre dans sa législation.</p>	<p>* La section 95971 du sous-article 13 mentionne que tous les « Compliance Offset Protocols » devraient être périodiquement révisés.</p> <p>* Les sections 95971 et 95972 du sous-article 13 définissent les procédures pour l'approbation de nouveaux protocoles.</p>	Le <i>Règlement modifiant le Règlement</i> ne prévoit rien de spécifique à ce chapitre.
Ouverture à des projets	* L'article 9.3.1 de la partie « cadre détaillé » du <i>Cadre</i>	* La section 95991 du sous article 14 établit les « Sector-	* L'art. 3 du <i>Règlement modifiant le Règlement</i> définit

⁴⁴⁹ *Règlement modifiant le règlement sur le SPEDE - déc 2012, supra note 197, art 45.*

⁴⁵⁰ Air Resources Board, *U.S. Forest Projects Compliance Offset Protocol*, 2011, en ligne: California Environmental Protection Agency, <www.arb.ca.gov/regact/2010/capandtrade10/copusforest.pdf> p 17.

⁴⁵¹ *Règlement modifiant le règlement sur le SPEDE - déc 2012, supra note 197, art 52.*

⁴⁵² *Ibid.*

⁴⁵³ *Offset Protocol Review & Recommendation Process, supra note 209.*

de CtC dans le cadre du MDP ou d'autres mécanismes internationaux.	<p><i>de mise en œuvre</i> (p DD-64) présente une ouverture générale à des programmes externes de CtC : « Dans le cas d'un lien unilatéral avec un programme externe qui génère des crédits compensatoires [...], le gouvernement partenaire n'appliquera que les critères qui sont pertinents à des programmes de crédits compensatoires. »</p> <p>* La section 9.1 « Approbation de lien avec un autre programme » (art 9.1.2.6 à 9.1.2.8, p DD-62) stipule que ces « autres programmes » doivent répondre à des critères de qualité et de MRV au moins aussi rigoureux que ceux définis dans le <i>Cadre de mise en œuvre</i> et ses annexes.</p> <p>* La définition d'un CtC (section 8, p 25) mentionne que les réductions de GES peuvent se réaliser « dans un projet ou une activité », ouvrant ainsi la porte à des « programmes d'activités », comme c'est possible dans le cadre du MDP.</p> <p>* À noter que les protocoles du MDP sont parmi les plus près des « critères essentiels » de la WCI selon une étude indépendante⁴⁵⁴.</p>	<p>Based Offset Credits». Ils peuvent être émis pour des « reduced or avoided GHG emissions » résultant de programmes d'activités qui couvrent un secteur d'activité (ou une partie) et qui sont établis par une autorité compétente d'un pays, d'une région ou même une autorité plus locale, dans un PED.</p> <p>* La section 95993 établit que le mécanisme vise d'abord le secteur forestier (projets REDD), mais que d'autres secteurs pourront aussi être visés. On pourrait penser par exemple à des secteurs comme la gestion des déchets ou l'électrification rurale. On peut aussi facilement penser à un lien avec le concept des MAAN⁴⁵⁵.</p> <p>* De plus, la section 95991 mentionne encore (p 254) que « The Board may consider for acceptance compliance instruments issued from sector-based offset crediting programs that meet the requirements set forth in section 95994 and originate from developing countries [...] ». On peut donc facilement imaginer l'acceptation d'un « programme d'activités » dans le cadre du MDP, en autant que le protocole MDP utilisé réponde (ou soit adapté pour y répondre) aux critères requis à la « section 95994. Requirements for Sector-Based Offset Crediting Programs. »</p>	<p>une « entités partenaires », comme étant « un gouvernement [...], une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation avec lequel une entente a été conclue [...] et qui est visé à l'annexe B.1 du présent règlement;⁴⁵⁶ ». On peut donc penser à des ententes avec des organisations créées dans le cadre de la CCNUCC⁴⁵⁷.</p> <p>* Cette Annexe B.1 « Entités partenaires », proposée par le projet de modification du <i>Règlement</i> inclut le partenariat avec l'État de Californie, et la reconnaissance de ses droits d'émission, SAUF les « Sector-Based Credits », qui n'y sont pas mentionnés⁴⁵⁸. Ces derniers ne seraient donc pas reconnus !</p> <p>* L'art. 70.7, proposé par le projet de modification du <i>Règlement</i>, permet « l'agrégation de projets de même type réalisés sur plusieurs sites pour différents membres Partie à cette agrégation lorsque chaque projet satisfait aux conditions prévues aux articles 70.2 et 70.3 et au protocole applicable au projet⁴⁵⁹ ». Cela ouvrirait donc la porte à des protocoles pour des programmes d'activités, dans le cadre du MDP ou autres programmes externes.</p>
--	--	--	--

⁴⁵⁴ « Summary Matrix of Evaluation for each Protocol and Criterion », *supra* note 188 à la p 7 (tableau 1)

⁴⁵⁵ MAAN (mesures d'atténuation appropriées au niveau national), *supra* note 38 et texte afférent.

⁴⁵⁶ *Règlement modifiant le règlement sur le SPEDE - déc 2012*, *supra* note 197, art 3 al 5.

⁴⁵⁷ MDDEP, *Le Québec en action vert 2020*, 2012, en ligne : <quebecvert2020.gouv.qc.ca/le-quebec-leader/actif-a-l'international/> (le Québec est déjà membre actif de réseaux qui visent la lutte aux changements climatiques avec une approche de développement durable au bénéfice des PED, notamment le *Réseau des gouvernements régionaux pour un développement durable* et le programme *Approche territoriale en changements climatiques* du PNUD).

⁴⁵⁸ *Règlement modifiant le règlement sur le SPEDE - déc 2012*, *supra* note 197, art 50.

⁴⁵⁹ *Règlement modifiant le règlement sur le SPEDE - déc 2012*, *supra* note 197, art 45.

Analyse des besoins des populations visées par des projets générant des CtC de conformité.	<p>* À la section 8 de la partie « résumé » du <i>Cadre de mise en œuvre</i> (p.25), le préambule met l'accent sur la « qualité des crédits compensatoires », celle-ci évaluée en fonction essentiellement des objectifs d'intégrité environnementale.</p> <p>* Par contre, les critères de qualité détaillés (tableau de la section 8.1 du cadre détaillé, p DD-61) incluent le critère « évaluation des effets environnementaux et sociaux ». On y dit notamment que les protocoles de certains types de projets de CtC « peuvent nécessiter une analyse des retombées environnementales et socio-économiques qui va au-delà de ce que le gouvernement local exigerait autrement ».</p> <p>De plus, le critère « Additionnelles » (même tableau, p DD-59) permet, quand on ne peut appliquer un scénario de référence standard, l'utilisation d'un « point de référence particulier au projet », basé sur les conditions et réglementations locales.</p>	<p>* La section 95973 du sous-article 13 « Requirements for Offset Projects Using ARB Compliance Offset Protocols » (p 155) spécifie que les projets aux ÉU, Canada et Mexique « must fulfill all local, regional, and national requirements on environmental impact assessments that apply based on the offset project location ».</p> <p>Or la définition de « Environmental Impact Assessment » (section 95802 « Definitions » p 15) est :</p> <p>(97) « a detailed public disclosure statement of potential environmental and socioeconomic impacts associated with a proposed project. Such disclosure is a matter of public record and provides detailed information to public agencies and the general public about the effect that a proposed project is likely to have on the environment and ways in which the significant effects of such a project might be minimized, and to indicate alternatives to such a project. »</p> <p>* Pour les projets se réalisant dans le cadre des « Sector-Based Offset Programs », la section 95994 al (a5), du sous article 14 (p 256) requière que « The program has established a means for public participation and consultation in the program design process ».</p>	Le projet de modification du <i>Règlement</i> ne prévoit rien de spécifique à ce chapitre.
--	--	--	--

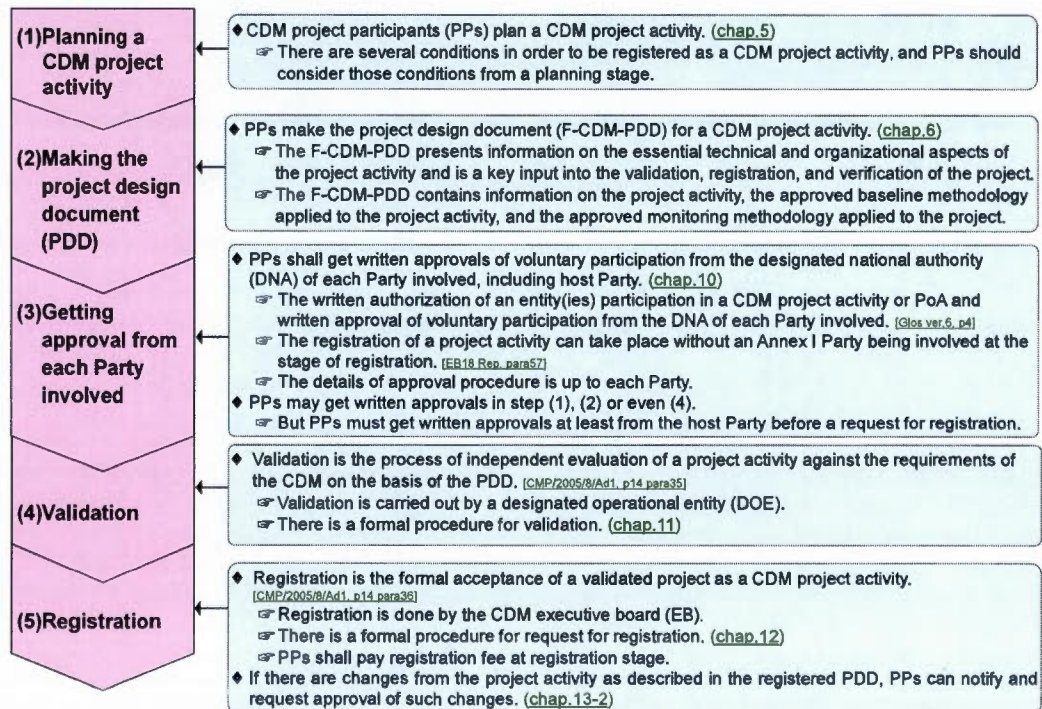
ANNEXE B

CYCLE DE PROJET DU MDP

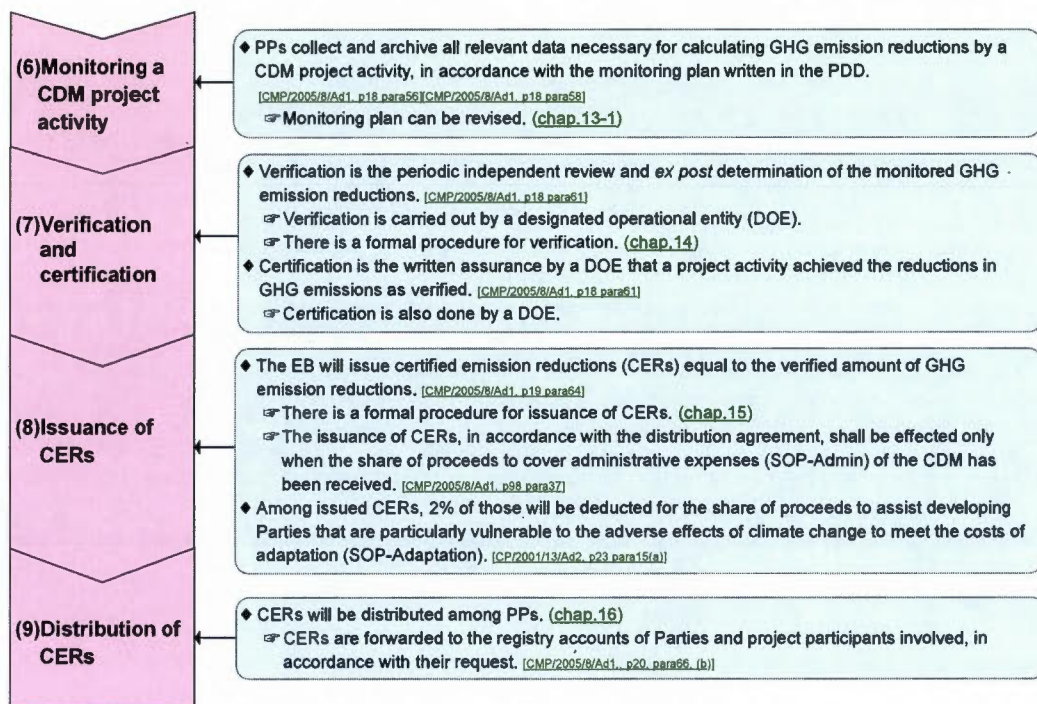
Tableau A.2
Cycle de projet - Mécanisme de développement propre du protocole de Kyoto

(Source : *CDM in charts version 20*, version octobre 2012,
Ministère japonais de l'environnement <www.iges.or.jp/en/cdm/report_kyoto.html> aux pp 6-7)

3. CDM project cycle



3. CDM project cycle



ANNEXE C

INDICATEURS DE DD POUR LE MDP

Tableau A.3
Sustainable development dimensions and indicators
for clean development mechanism projects

(source : *Benefits of the clean development mechanism*, 2012, CCNUCC, p 15)

Indicator	Description
Economic Dimension	
Stimulation of the local economy including job creation and poverty alleviation	Economic improvements for the population through: direct or indirect job creation or retention of jobs, during the operation and construction phases; domestic or community cost savings; poverty reduction; financial benefits of the project for the national economy of the host country; enhancement of local investment and tourism; improvement of trade balance for the country; reinvestment of clean development mechanism proceeds into the community; creation of tax revenue for the community
Development and diffusion of technology	Development, use, improvement and/or diffusion of a new local or international technology, international technology transfer or development of an in-house innovative technology
Improvement to infrastructure	Creation of infrastructure (e.g. roads and bridges) and improved service availability (e.g. health centres and water availability)
Environment Dimension	
Reduction of pollution	Reducing gaseous emissions other than greenhouse gases, effluents, and odour and environmental and noise pollution; and enhancing indoor air quality
Promotion of reliable and renewable energy	Supplying more or making less use of energy; stabilizing energy for the promotion of local enterprises; diversifying the sources of electricity generation Converting or adding to the country's energy capacity that is generated from renewable sources; reducing dependence on fossil fuels; helping to stimulate the growth of the renewable power industries
Preservation of natural resources	Promoting comprehensive utilization of the local natural resources (i.e. utilizing discarded biomass for energy rather than leaving it to decay, utilizing water and solar resources); promoting efficiency (e.g. compact fluorescent lamps rather than incandescent lamps); recycling; creating positive by-products; improvement and/or protection of natural resources, including the security of non-renewable resources such as fossil fuels, or of renewable resources such as: soil and soil fertility; biodiversity (e.g.

	genetic diversity, species, alteration or preservation of habitats existing within the project's impact boundaries and depletion level of renewable stocks like water, forests and fisheries); water, availability of water and water quality
Social Dimension	
Improvement of health and safety	Improvements to health, safety and welfare of local people through a reduction in exposure to factors impacting health and safety, and/or changes that improve their lifestyles, especially for the poorest and most vulnerable members of society; improved human rights
Engagement of local population	Community or local/regional involvement in decision-making; respect and consideration of the rights of local/indigenous people; promotion of social harmony; education and awareness of local environmental issues; professional training of unskilled workers; reduction of urban migration
Promotion of education	Improved accessibility of educational resources (reducing time and energy spent by children in collecting firewood for cooking, having access to electricity to study at night, and supplementing other educational opportunities); donating resources for local education
Empowerment of women, care of children and the frail	Provision of and improvements in access to education and training for young people and women; enhancement of the position of women and children in society

ANNEXE D

ANALYSE DES BESOINS, AVEC 8 NORMES DD

Évaluation du contexte de l'analyse des besoins
pour certaines normes des marchés volontaires et réglementés du carbone.

Tableau A.4.1

Évaluation du contexte de l'analyse des besoins pour deux instruments de mitigation
des GES significatifs pour les PED, dans le cadre du régime climatique international,
après la conférence de DOHA (2012)

Instrument de mitigation	Commentaires concernant l'analyse des besoins, en fonction des indicateurs présentés au tableau 5.1.1
MDP, et réformes proposées du MDP	<p>(S1) Implication de la population locale</p> <p>Parmi la cinquantaine de recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur le dialogue de politique générale sur le MDP⁴⁶⁰, on recommande entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> * que le CE du MDP établisse des lignes directrices pour des consultations assurant que les parties prenantes des communautés locales soient adéquatement informées et consultées sur les projets proposés, et pour assurer une réponse rapide aux demandes et plaintes des parties prenantes (recommandations 10.1 à 10.4) ; * que la contribution attendue des projets au développement durable (DD) et le processus de reddition de compte soient déclarés par le promoteur et évalués dès l'étape d'approbation des projets (recommandations 6.1 et 6.2) ; * que le programme de prêts sans intérêt du MDP soit élargi aux pays ayant eu moins de 10 projets MDP (recommandation 8.4). Il peut financer toutes les étapes, incluant les consultations et la reddition de compte sur les retombées en DD⁴⁶¹ ; * que soit établi pour les parties prenantes locales un mécanisme de réclamations sur les aspects sociaux et environnementaux des projets, et de résolution des problèmes surgissant après l'enregistrement des projets. Ce mécanisme opérant au niveau national, dans le respect de la souveraineté des pays hôtes et de la bonne marche des projets (recommandation 11.2). <p>De plus, les activités réalisées sous le MDP peuvent de façon complémentaire se soumettre au processus d'accréditation « Gold Standard » ou d'autres normes qui priorisent la consultation et participation des communautés locales⁴⁶².</p>

⁴⁶⁰ Rapport du Groupe d'experts sur le MDP, *supra* note 73, notamment les sections 6,7, 10 et 11 (Analyse basée entre autres sur ces recommandations du Groupe d'experts de haut niveau pour la réforme du MDP).

⁴⁶¹ CCNUCC, «First round of CDM Loan Scheme reveals great interest for CDM projects», 2012, en ligne: Secrétariat de la Convention, < <http://cdmLoanScheme.org/>>.

⁴⁶² Voir le tableau 5.2.1, à la prochaine section, pour l'analyse de la norme « Gold standard » et de deux autres reconnues en fonction des mêmes indicateurs définis au tableau 5.1.1.

	<p>(S2) Pouvoir accru des femmes / des plus vulnérables</p> <p>Le Groupe d'experts ne fait aucune recommandation spécifique à ces groupes.</p> <p>(S3) Renforcement des capacités pour le CLIP des communautés visées</p> <p>Parmi les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau, on trouve:</p> <ul style="list-style-type: none"> * que le CE du MDP aide les AND et les pays hôtes qui le souhaitent à développer leur capacité et les meilleures pratiques pour l'évaluation de la contribution des projets au DD, aux étapes d'approbation, de reddition de compte et de vérification des impacts (positifs et négatifs) (recommandation 6.5) ; * que le CE du MDP stimule le développement collaboratif de technologies et l'innovation technologique au niveau local (recommandation 6.2) ; * que le CE ou autres institutions du MDP puissent supporter les autorités nationales pour le bon fonctionnement d'un mécanisme de réclamation sur les aspects sociaux et environnementaux des projets (recommandation 11.2).
<p>Progr. ONU-Redd Volet REDD+⁴⁶³</p>	<p>Le Programme ONU-REDD a établi des principes et critères sociaux et environnementaux (PCSE) et développé un outil pour faciliter leur intégration dans les projets et programmes nationaux de type REDD+⁴⁶⁴. De ces PCSE, de cet outil, et aussi des « garanties de Cancún⁴⁶⁵ » on retient notamment :</p> <p>(S1) Implication de la population locale</p> <ul style="list-style-type: none"> * Le paragraphe 72 des accords de Cancún : La Conférence des Parties (CdP) établit les attentes face aux gouvernements des PED pour un programme REDD+ : « [La CdP] Demande aux pays en développement Parties, lorsqu'ils élaborent et mettent en œuvre leur stratégie ou leur plan d'action national, de prendre en considération, entre autres choses, les facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts, le souci d'égalité entre les sexes et les garanties énoncées au paragraphe 2 de l'annexe 1 de la présente décision, en assurant la participation pleine et entière des parties prenantes concernées, notamment des peuples autochtones et des communautés locales ». * Le critère 4 des PCSE : « Assurer la participation intégrale et effective des parties prenantes concernées à la conception, la planification et la mise en œuvre des activités liées à la REDD+, en prêtant une attention particulière aux peuples autochtones, aux communautés locales et à d'autres groupes vulnérables et marginalisés ». Son application opérationnelle fait l'objet d'un guide détaillé⁴⁶⁶.

⁴⁶³ Programme ONU-REDD / REDD+, *supra* note 327 ; *Accords de Cancún*, *supra* note 6, art 68 à 79 (sous « Action renforcée pour l'atténuation ») et Appendice 1 (établissent les bases des programmes REDD+ dans le cadre de la Convention. ONU-REDD est une des 3 initiatives qui ont élaboré des documents et outils d'orientation pour la mise en œuvre des garanties de Cancún. Les 2 autres étant le *Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier* (FCPF) de la Banque mondiale et l'initiative *REDD+ Standards Sociaux et Environnementaux*, que nous verrons au tableau 5.2.1. Réf: Barney Dickson et al, *La REDD+ au-delà du carbone : appuyer les décisions en matière de garanties et d'avantages multiples*, document d'orientation, en ligne : Programme ONU-REDD, <www.un-redd.org/PublicationsResources/tabid/587/Default.aspx> note 2 à la p 7.

⁴⁶⁴ Programme ONU-REDD, « PCSE » et « Benefit and Risk Tool (BeRT) », en ligne : <www.un-redd.org/Multiple_Benefits/PCSE_BeRT/tabid/991/Default.aspx>.

⁴⁶⁵ ONU-REDD PCSE et *garanties de Cancún*, *supra* note 413.

⁴⁶⁶ Programme ONU-REDD, Forest Carbon Partnership Facility (FCPF - Banque mondiale), *Guidelines on Stakeholder Engagement in REDD+ Readiness with a Focus on Indigenous Peoples and Other Forest-Dependent*

* Le critère 9 des PCSE : « Obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause des peuples autochtones, ainsi que respecter et défendre la décision prise (que le consentement soit accordé ou pas). ». Son application opérationnelle fait l'objet d'un guide détaillé⁴⁶⁷.

* Dans la version préliminaire des lignes directrices sur le CLIP du programme ONU-REDD, on définit ainsi la principale différence entre l'application du principe CLIP et un simple processus de consultation :

While consultation requires an exchange of information among project sponsors and affected communities, FPIC enables communities to participate in decision-making processes, negotiate fair and enforceable outcomes, and withhold their consent to a programme if their needs, priorities, and concerns are not adequately addressed. FPIC processes can empower communities by changing the basic terms of engagement and can help even the most marginalized groups participate in the decision making process and negotiate an equitable share of programme benefits⁴⁶⁸.

(S2) Pouvoir accru des femmes / des plus vulnérables

* Le critère 8 des PCSE : « Promouvoir et renforcer l'égalité entre les genres, l'équité entre les genres et l'autonomisation des femmes. ». Il fait l'objet d'un guide⁴⁶⁹.

(S3) Renforcement des capacités pour le CLIP des communautés visées

* Au paragraphe 73 des accords de Cancún, « [La CdP] Décide que les activités entreprises par les Parties [...] devraient être mises en œuvre par phases, en commençant par l'élaboration des stratégies ou plans d'action nationaux et des politiques et mesures correspondants et le renforcement des capacités, puis en passant à la mise en œuvre de politiques et mesures nationales et de stratégies de renforcement des capacités, de mise au point et de transfert de technologies, [...] ».

* Au paragraphe 76, « [La CdP] Engage instamment les Parties, notamment les pays développés Parties, à appuyer par les voies multilatérales et bilatérales existantes, l'élaboration des stratégies ou des plans d'action nationaux, des politiques et des mesures nationales et le renforcement des capacités, puis la mise en œuvre de politiques et mesures nationales, et de stratégies ou plans d'action nationaux qui pourraient s'accompagner d'activités supplémentaires de renforcement des capacités, de mise au point et de transfert de technologies, [et] activités de démonstration [...] ».

* Enfin au paragraphe 77, « [La CdP] Demande au Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention d'étudier les options de financement aux fins de l'exécution intégrale des activités axées sur des résultats mentionnées au paragraphe 73 ci-dessus [...] ».

Communities, en ligne : Programme ONU-REDD <www.unredd.net/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=6862&Itemid=53>.

⁴⁶⁷ *Guidelines on Free, Prior and Informed Consent*, supra note 334. À noter aussi que dans les PCSE, les définitions du « consentement libre, informé et préalable (CLIP) » et des « Parties prenantes concernées » incluent spécifiquement les « autres communautés dépendantes de la forêt » en plus des peuples autochtones.

⁴⁶⁸ Steven Herz, Jon Sohn et Antonio LaVina, *Development Without Conflict: The Business Case for Community Consent*, 2007, en ligne : World Resources Institute <www.wri.org/publication/development-without-conflict>, tel que cité dans *ONU-REDD Guidelines on Free, Prior and Informed Consent*, supra note 334 à la p. 7.

⁴⁶⁹ Programme ONU-REDD, *Placer le genre au cœur de la REDD+ : un facteur de succès*, en ligne : <www.un-redd.org/PublicationsResources/tabid/587/Default.aspx> sous « technical work areas ».

Tableau A-4.2

Évaluation du contexte de l'analyse des besoins, pour cinq normes internationales qui sont reconnues pour augmenter les probabilités des projets de mitigation des GES de contribuer en même temps au développement durable des communautés.

Norme	Commentaires sur le traitement de l'analyse des besoins, en fonction des indicateurs présentés au tableau 5.1.1
<p>Climate, Community and Biodiversity Standard (CCBS) ⁴⁷⁰</p> <p>Supporte les programmes d'activités ? OUI⁴⁷¹</p> <p><u>Activités visées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> *Usage et gestion des terres *Foresterie (sauf les projets REDD⁴⁷²) 	<p>L'objectif de la norme CCBS est « [to] provide comprehensive and objective criteria to assess and identify agriculture, forestry and other land use projects that effectively address social and environmental risks and deliver significant benefits to local communities, biodiversity and the global climate⁴⁷³ ».</p> <p>(S1) Implication de la population locale</p> <p>*Pour l'organisation CCBA, « <u>when carefully designed</u>, carbon projects can improve livelihoods, create employment, protect traditional cultures and endangered species, and help secure tenure to lands and resources, as well as making a key contribution to combating climate change⁴⁷⁴ ».</p> <p>*Les critères de bénéfices sociaux et environnementaux (S&E) de la norme CCBS incluent le respect des droits des autochtones et des communautés locales, la participation effective des parties prenantes locales, la clarification et le respect des droits de propriété des communautés locales (incluant des droits coutumiers).</p> <p>*Les promoteurs doivent démontrer ce qui a été mis en œuvre pour réaliser des projets qui répondent aux besoins des communautés. Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - démontrer comment les parties prenantes locales ont influencé la conception et la réalisation du projet afin d'optimiser les bénéfices pour la communauté et autres parties prenantes, en respectant les coutumes, valeurs et institutions locales et en maintenant des valeurs de conservation du milieu de vie ; - démontrer, par des consultations et documents, que les activités prévues ont obtenu le CLIP des détenteurs reconnus des droits de propriété et qu'elles n'ont pas d'impact important sur le milieu de vie ou la culture des communautés. <p>*Des certifications « argent » et « or » sont accordées à des projets qui se démarquent sur un sept critères de DD, dont la participation communautaire, la diffusion de connaissances et le renforcement des capacités.</p>

⁴⁷⁰ Références générales : Alliance pour le climat, les communautés et la biodiversité (CCBA), *CCB Standards : The Leading Social and Environmental Standards for Land-Based Carbon Projects*, Factsheet 2013, en ligne : ACCB <https://s3.amazonaws.com/CCBA/CCB_Standards_FactSheet.pdf> 2 pages; CCBA, *Draft Third Edition of the CCB Standards for Public Comment*, 22 mars 2013, en ligne : CCBA <<https://s3.amazonaws.com/CCBA/Upload/Revision+and+small/CCB+Standards+draft+Third+Edition+22+March+2013+with+changes.pdf>>, notamment aux pp 13,17, 30,31 ; *ICROA vs CCB and Social Carbon Standards*, *supra* note 367.

⁴⁷¹ *Draft Third Edition of the CCB Standards*, *supra* note 470, à la p 4 (la version 2013 de la norme CCBS introduit l'approche « Programme d'activités », afin « d'aider à réduire les coûts de transaction, particulièrement pour les petits projets menés par des petits propriétaires [notre traduction] »).

⁴⁷² Voir plus bas la norme REDD+SES, qui fait partie de la famille de standards de la CCBA.

⁴⁷³ CCB Standards - Factsheet 2013, *supra* note 470 à la p 1.

⁴⁷⁴ *Ibid.*

	<p>(S2) Pouvoir accru des femmes / des plus vulnérables</p> <p>*Les promoteurs doivent démontrer par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les consultations ont porté une attention particulière aux besoins et points de vue des femmes et des groupes marginalisés ; - qu'une attention spéciale a été portée aux opportunités de participation aux décisions, opportunités d'emplois, et aux besoins en formation à cet effet. <p>*Des sondages pour l'identification des priorités sont menés auprès des femmes exclusivement par des femmes. Ceci afin de « créer un environnement qui permet aux femmes de répondre de manière plus ouverte⁴⁷⁵ ».</p> <p>(S3) Renforcement des capacités pour le CLIP des communautés visées</p> <p>*Accompagnement pour l'évaluation et le suivi des coûts directs et indirects ainsi que des risques et bénéfices potentiels des projets.</p> <p>*Considérant la qualité des organisations partenaires dans le CCBS, les utilisateurs du standard ont accès à plusieurs outils très pertinents de ces organisations qui visent l'implication et le renforcement des capacités des communautés. Voir par exemple les outils de CARE à cet effet⁴⁷⁶.</p> <p>Mécanismes de reddition de compte:</p> <p>*La certification CCBS vient suite à une vérification indépendante des «plan» et «rapport» de reddition de compte selon les critères CCBS pour les bénéfices S&E.</p> <p>*La certification CCBS doit être obtenue avant la certification par une norme carbone reconnue. Les retombées en DD doivent donc être démontrées avant de pouvoir profiter de la plus value sur les CtC.</p> <p>*La vérification externe doit être renouvelée aux cinq ans.</p>
<p>Social Carbon ⁴⁷⁷</p> <p>Supporte les programmes d'activités ?</p> <p>OUI</p> <p><u>Activités visées :</u></p>	<p>La norme Social Carbon est fondée sur l'approche théorique du <i>milieu de vie viable</i> (<i>Sustainable Livelihood Approach</i> - SLA). La SLA « est une méthodologie internationale pour la planification de nouvelles activités de développement et pour l'évaluation de la contribution d'activités existantes à la viabilité des milieux de vie [notre traduction]⁴⁷⁸ ».</p>

⁴⁷⁵ Case study: Reforestation in Caceres and Cravo Norte - Colombia, 2012, *supra* note 81, à la p 4.

⁴⁷⁶ Centre d'information CARE sur les changements climatiques, *CARE Toolkit for Integrating Climate Change into Development Projects*, 2013, en ligne : CARE International, <www.careclimatechange.org/toolkits>.

⁴⁷⁷ Références générales : Social Carbon, *Social Carbon Standard*, brochure, 2010, en ligne : Ecologica institute, <www.socialcarbon.org/documents/> ; Social Carbon, procédures, *supra* note 365 ; ICROA vs CCB and Social Carbon Standards, *supra* note 367 ; VCS, VCU Tags, *supra* note 381.

⁴⁷⁸ Social Carbon, procédures, *supra* note 365 à la diapo 5 (la SLA est utilisée par plusieurs agences d'aide internationale et ONG internationaux)

<p>*Multi-sectorielles *Déjà utilisé en foresterie, énergies renouvelables, gestion des déchets, conversion énergétique.</p>	<p>La SLA évalue la progression de la viabilité d'un milieu de vie en fonction de six ressources : sociales, humaines, financières, naturelles, carbone et biodiversité⁴⁷⁹.</p> <p>(S1) Implication de la population locale</p> <p>* Dans la cadre de la norme Social Carbon, l'objectif de la SLA est « to include local stakeholder's perspectives in the development of project to guaranty commitment and long term success [...] Social Carbon is more about understanding people's needs and perspectives (the local people's point of view) than matrix of numbers.⁴⁸⁰ ».</p> <p>*Toutes les données pour l'établissement des niveaux SLA de départ et visés sont obtenues par des méthodes participatives (entrevues, questionnaires, rencontres des parties prenantes).</p> <p>*Les indicateurs de développement utilisés par le projet devront être approuvés par les auditeurs et, dans certains cas, faire l'objet d'une consultation publique.</p> <p>*Des listes de présences et enregistrement des rencontres de parties prenantes sont recommandées, mais non exigées.</p> <p>(S2) Pouvoir accru des femmes / des plus vulnérables</p> <p>*Social Carbon vient de publier la version 5.0 de sa norme. Parmi les ajouts importants on trouve une nouvelle ligne directrice de base : « VII. Strives for social inclusion and recognizes gender issues and other forms of social differences⁴⁸¹ ».</p> <p>(S3) Renforcement des capacités pour le CLIP des communautés visées</p> <p>*Social Carbon reconnaît le besoin en général de renforcement des capacités d'organisation et de gestion des petites organisations et communautés locales.</p> <p>*Peut offrir de la formation technique aux personnes impliquées dans la mise en œuvre technique des projets, et aussi du support pour le renforcement des coopératives et associations locales.</p> <p>Mécanismes de reddition de compte:</p> <p>*Un rapport d'évaluation Social Carbon doit être produit chaque année. Il doit démontrer une progression globale (quantitative et/ou qualitative) continue des indicateurs de DD durant le projet en regard du scénario « cours normal des affaires (CNA) » du projet. Le CNA est établi au début du projet en utilisant les indicateurs de la norme Social Carbon basé sur les six ressources de la SLA.</p> <p>*Deux niveaux de vérifications possibles (selon demande des clients) : interne, par Social Carbon, ou rapports audités par une tierce partie certifiée à cet effet.</p> <p>*La certification Social Carbon doit être obtenue avant la certification des réductions d'émission de GES. Les retombées en DD doivent donc être démontrées avant de pouvoir profiter de la plus value sur les CtC.</p>
--	---

⁴⁷⁹ Social Carbon, procédures, *supra* note 365 à la diapo 16.

⁴⁸⁰ *Ibid*, aux diapos 5, 27.

⁴⁸¹ Social Carbon Standard ver 5.0, en ligne : Ecologica institute <www.socialcarbon.org/documents/> à la p 7.

<p>Gold Standard (GS) ⁴⁸²</p> <p>Supporte les programmes d'activités ? OUI</p> <p><u>Activités visées :</u> *Multi-sectorielles, dont: énergies renouvelables, efficacité énergétique, gestion des déchets, forêts et utilisation du sol.</p>	<p>Sur son site Gold Standard présente ainsi le volet DD de son programme « [We] offset projects to ensure that they all demonstrate real and permanent greenhouse gas reductions and sustainable development benefits in local communities that are measured, reported and verified. » puis « The certification process uniquely requires the involvement of local stakeholders and NGOs. »</p> <p>(S1) Implication de la population locale</p> <p>*Processus de consultation élaboré, avec rapports et mécanismes de suivi sur le traitement du résultat des consultations et sur la réalisation des engagements en matière de DD.</p> <p>*Des consultations avec objectif « to assess the potential environmental and social impacts of a programme, ensuring the delivery of verified sustainable development benefits and also proactively seek feedback on the design of [the activities]. » ⁴⁸³</p> <p>*Consultation au niveau «macro» des autorités locales et nationales, ONG, et autres groupes organisés pour assurer la concordance des projets, et surtout des « Programmes d'activités (PoA) » avec les priorités nationales en termes de développement durable.</p> <p>(S2) Pouvoir accru des femmes / des plus vulnérables</p> <p>*Consultation «in vivo» demandée au niveau de chaque activité faisant partie d'un PoA, avec liste des invités et présences. On peut évaluer quantitativement la participation des femmes et populations marginalisées.</p> <p>(S3) Renforcement des capacités pour le CLIP des communautés visées</p> <p>*Les consultations «in vivo» incluent l'utilisation d'outils comme une «Matrice de DD (évaluation des risques et bénéfices prévus en termes de DD)» et du principe « Do no harm » (réf : Objectifs de développement du millénaire).</p> <p>Mécanisme de reddition de compte:</p> <p>*Aucune nouvelle étape du processus d'enregistrement des CtC ne peut commencer sans que tous les documents des étapes précédentes n'aient été complétés de manière satisfaisante selon les critères du GS. Ceci inclut par exemple les réponses apportées aux questions soulevées par les parties prenantes. Une discussion formelle est prévue en cas de mésentente.</p> <p>*Un « passeport » Gold Standard doit être préparé et approuvé comme feuille de route pour la réalisation des bénéfices sociaux et environnementaux espérés.</p> <p>*Un plan d'atténuation est exigé pour les risques identifiés.</p> <p>*Un protocole de suivi et évaluation propre aux critères de DD doit être suivi.</p>
---	---

⁴⁸² Références générales : Gold Standard, *New Guidelines On The Timelines For Gold Standard Project Reviews*, 2013, en ligne: Fondation Gold standard, <www.cdmgoldstandard.org/wp-content/uploads/2013/06/Gold-Standard-Guidance-Project-Timelines.pdf> ; Gold standard, *Who we are*, *supra* note 384; *The Handbook for Programmes of activities - 2013*, *supra* note 172 au chapitre 7 (PoAs under the Gold Standard).

⁴⁸³ *The Handbook for Programmes of activities - 2013*, *supra* note 172 à la p 90.

<p>Plan Vivo⁴⁸⁴</p> <p>Supporte les programmes d'activités ? OUI⁴⁸⁵</p> <p><u>Activités visées :</u> * Forestation, reforestation et utilisation du sol au sens large. * REDD+</p>	<p>Le Plan Vivo est différent. C'est un programme où la contribution au DD est la raison d'être des activités de mitigation de GES qu'il soutient. Ces activités sont dirigées par des communautés rurales et doivent leur permettre d'améliorer leurs moyens de subsistance et de conserver et restaurer les écosystèmes locaux.</p> <p>(S1) Implication de la population locale</p> <p>*Le contrôle des projets par les communautés est au cœur du système Plan Vivo. « Les parties prenantes et les groupes des communautés participent de manière significative à la conception des projets et au développement des plans de développement qui supportent les besoins de leur milieu de vie⁴⁸⁶ » et « [...] dessinent leurs propres plans de gestion du territoire appelés <i>Plans Vivos</i>⁴⁸⁷ ».</p> <p>*La haute participation de la communauté dans les projets, le transfert de connaissance ainsi que le renforcement des capacités font partie des 6 principaux critères d'évaluation des projets. La capacité de supporter un processus de planification participatif avec des communautés fait partie des attributs que doivent avoir les organismes coordonnateurs des projets.</p> <p>*La nouvelle version de la norme, proposée en octobre 2012, vise à renforcer l'échange avec les parties prenantes sur les impacts des projets. Par exemple⁴⁸⁸ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation « que l'ensemble des parties prenantes, incluant les ONG, aient aussi l'opportunité de contribuer à la conception des projets [notre traduction] » ; - la nécessité que les <i>Plan vivos</i> soient présentés dans un format, dessinés au besoin, compréhensible pour tous les participants ; - que tous les risques et impacts des projets soient clairs, compris et acceptés par les communautés, et que les bénéfices recherchés (monétaires et autres) et leurs modes de partage soient appropriés et favorisés par celles-ci ; - que tous les impacts sociaux économiques soient bien expliqués aux communautés participantes, pour tous les groupes culturels impliqués, en termes de résultats attendus des projets mais aussi en termes relatifs p/r à un scénario « cours normal des affaires » en l'absence du projet. <p>(S2) Pouvoir accru des femmes / des plus vulnérables</p> <p>* Pas de mention spécifique. Toutefois, l'importance des processus d'implication favorise implicitement la prise en compte de leurs besoins spécifiques.</p>
---	--

⁴⁸⁴ Références générales : Fondation Plan Vivo, *Plan Vivo : Soutenir les conditions de vie en milieux ruraux ainsi que les écosystèmes à travers l'achat de Certificats Plan Vivo*, brochure, sd, en ligne : Plan Vivo <www.planvivo.org/wp-content/uploads/PlanVivo_Francais.pdf>; *The Plan Vivo Standard : Background and Consultation questions on 2012 draft version of Plan Vivo Standard*, 2012, en ligne : Fondation Plan Vivo <www.planvivo.org/governance-of-the-standard/>; *Comparison of Carbon Offset Standards for Climate Forestation Projects participating in the Voluntary Market*, supra note 389.

⁴⁸⁵ *Plan Vivo : Soutenir les conditions de vie en milieux ruraux*, supra note 484 à la p 3 (Plan Vivo donne notamment l'exemple d'un projet au Mozambique qui a commencé avec quelques petits producteurs en 2001 et qui a grandi progressivement jusqu'à inclure plus de 1 500 producteurs sur une superficie de 15 000 hectares).

⁴⁸⁶ *Plan Vivo Standard : Background and Consultation questions*, supra note 484 à la p 8.

⁴⁸⁷ *Plan Vivo : Soutenir les conditions de vie en milieux ruraux*, supra note 484 à la p 1.

⁴⁸⁸ *Plan Vivo Standard : Background and Consultation questions*, supra note 484 aux p 6,8,12,14.

	<p>(S3) Renforcement capacités pour le CLIP des communautés visées</p> <p>*Ententes avec des ONG locaux pour aider les participants à faire une planification intégrée de leurs ressources et à développer des sources alternatives de revenus en plus des revenus des CtC.</p> <p>*La haute participation de la communauté dans les projets, le transfert de connaissances ainsi que le renforcement des capacités font partie des six principaux critères d'évaluation des projets.</p> <p>*Le manque de capacités institutionnelles fait partie des barrières qui justifient l'admissibilité des projets au système Plan Vivo.</p> <p>Mécanisme de reddition de compte:</p> <p>*Pour Plan Vivo, l'évaluation des impacts, notamment socio-économiques, est clé pour le succès à long terme des projets, leur acceptation par les communautés et pour favoriser une amélioration continue à mesure qu'ils prennent de l'ampleur.</p> <p>*Les plans de projets au départ doivent être révisés par un expert suite à une visite sur le terrain. La reddition de comptes sur les impacts des projets se fait à partir d'indicateurs qui sont pertinents en regard du contexte local.</p> <p>*L'émission des CtC (certificats Plan Vivo) est conditionnelle à la remise préalable d'un rapport annuel. Celui-ci doit décrire l'état d'avancement en fonction des objectifs établis avec les communautés dans les <i>Plans Vivos</i>. Il doit être vérifié par un organisme reconnu (accrédité MDP, ISO, FSC, CAR, etc.).</p>
<p>REDD + SES⁴⁸⁹</p> <p>Supporte les programmes d'activités ?</p> <p>OUI</p> <p><u>Activités visées :</u></p> <p>*Programmes sectoriels</p>	<p>Créé par l'alliance CCBA et l'ONG CARE, la norme REDD+SES vise la mise en place par des gouvernements de programmes REDD+ de type juridictionnel⁴⁹⁰ « qui font en même temps une contribution significative aux droits humains, à la réduction de la pauvreté et à la conservation de la biodiversité [notre traduction]⁴⁹¹ ». Elle vise donc, à l'instar du programme ONU-REDD⁴⁹², à faciliter le respect des PCSE⁴⁹³ dans le cadre des <i>garanties de Cancún</i>⁴⁹⁴.</p> <p>Elle se démarque par contre par son offre de moyens et outils pour la mise en œuvre de ces PCSE. Des moyens qui permettent aux communautés d'être plus proactives dans l'identification et la réalisation de bénéfices S&E dans les activités REDD+⁴⁹⁵.</p> <p>(S1) Implication de la population locale</p> <p>*Le processus de développement et de gouvernance des programmes REDD+SES</p>

⁴⁸⁹ Références générales : REDD+ Social & Environmental Standards, en ligne : REDD+ SES Secretariat <redd-standards.org> ; CARE, « REDD+SES recognised as strongest mechanism », *supra* note 400 à la p 11 ; Jill Blockhus, *REDD+ SES : Overview*, *supra* note 404 notamment les diapos 4,5,7,10,11,13,15.

⁴⁹⁰ *California Cap-and-Trade Program*, *supra* note 192 (définition de "Sector-Based Crediting Program").

⁴⁹¹ CARE, « REDD+SES recognised as strongest mechanism », *supra* note 400 à la p 11.

⁴⁹² Programme ONU-REDD, *supra* note 463 au tableau 5.1.2.

⁴⁹³ Programme ONU-REDD, « PCSE » et « Benefit and Risk Tool (BeRT) », *supra* note 464.

⁴⁹⁴ ONU-REDD PCSE et *garanties de Cancún*, *supra* note 413.

⁴⁹⁵ Proforest, *REDD+ SES: Briefing on complementarities with other REDD+ social and environmental safeguards*, 2010, en ligne: Proforest <www.redd-standards.org/files/redd_docs/REDD_SES_Briefing_on_Complementarities_V1_Oct_10.pdf> aux pp 11,12.

REDD+	<p>est présenté comme un « 'bottom-up' participatory and inclusive process ». Il comprend 7 critères de participation pleine et effective des parties prenantes, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - participation à la conception, la réalisation et l'évaluation des activités ; - respect des connaissances, compétences et institutions traditionnelles ; - un processus efficace de résolution des désaccords et des litiges, qui doit mener à des solutions adéquates de redressement. Il couvre tous les droits de propriété et d'utilisation des ressources et le partage des bénéfices du projet ; <p>*Chaque juridiction crée un comité multisectoriel « national », de représentants des parties prenantes (gouvernement, peuples autochtones, communautés forestières, ONG, secteur privé). Ce comité révisé et approuve des indicateurs de performance et les méthodes de fonctionnement, toujours dans le respect du contexte local.</p> <p>(S2) Pouvoir accru des femmes / des plus vulnérables</p> <p>*La version 2.0 publiée en 2012 renforce la dimension « genre » des garanties S&E, notamment avec de nouvelles pratiques pour mieux identifier et atténuer les problématiques de marginalisation selon le genre.</p> <p>*Le processus de résolution des désaccords et des litiges porte une attention particulière aux besoins des femmes et des groupes plus vulnérables.</p> <p>(S3) Renforcement capacités pour le CLIP des communautés visées</p> <p>*La sensibilisation et le renforcement des capacités sont présentés comme la toute première étape d'implantation d'un programme juridictionnel REDD+SES.</p> <p>*CCBA, en collaboration avec CARE et le CIFOR offre aux communautés, ONG et gouvernements un coffre d'outils et méthodologies, et des formations, pour évaluer l'impact social de activités de type REDD. Un guide doit être publié en 2013⁴⁹⁶.</p> <p>*Le secrétariat REDD+SES et l'alliance CCBA offrent aussi du renforcement des capacités, et peuvent agir à titre d'experts-conseil auprès des parties locales, en collaboration avec les gouvernements et organisations de la société civile⁴⁹⁷.</p> <p>Mécanisme de reddition de compte:</p> <p>*Permet aux juridictions de donner aux interlocuteurs nationaux et internationaux une assurance de performance sur les garanties S&E des accords de Cancún.</p> <p>*Les indicateurs de performances en termes S&E et les processus d'évaluation sont adaptés au contexte local et font l'objet de consultations publiques.</p> <p>*Les rapports d'évaluation et de résultats au niveau local d'un programme REDD+SES sont d'abord révisés par les parties prenantes concernées. Ils sont ensuite approuvés par les mêmes comités REDD+SES « nationaux ».</p>
-------	--

⁴⁹⁶ CARE-PCSE, *supra* note 489 à la p 10 (Programme Learning Initiative on Social Assessment of REDD+).

⁴⁹⁷ OIBT, *discussions regarding World Tropical Timber Economy*, *supra* note 341 à la p 6 (exemple du projet « Conservation of carbon and biodiversity in the Meru Betiri National Park »).

BIBLIOGRAPHIE

1- CONVENTIONS ET AUTRES INSTRUMENTS DE DROIT INTERNATIONAL

CCNUCC. *Rapport de dix-septième session de la conférence des Parties, tenue à Durban du 28 novembre au 11 décembre 2011: Deuxième partie: Mesures prises par la conférence des Parties [...]*, Déc 2/CP.17, Doc off CCNUCC, 17e sess COP, add 1, FCCC/CP/2011/9/Add.1, 2012, en ligne: <unfccc.int/meetings/durban_nov_2011/meeting/6245/php/view/decisions.php>.

CCNUCC. *Rapport de la septième Conférence des Parties, tenue à Marrakech du 29 octobre au 10 novembre 2001. Deuxième partie: Décisions prises par la Conférence des Parties (accords de Marrakech)*, add II, déc 15 à 19, Doc off CCNUCC, Doc NU FCCC/CP/2001/13/Add.2, 21 Janvier 2002, en ligne: <unfccc.int/resource/docs/cop7/13a02.pdf>.

CCNUCC. *Rapport de la treizième session de la conférence des Parties tenue à Bali du 3 au 15 décembre 2007, 2e partie: Mesures prises par la conférence des Parties*, Déc 1/CP.13, Doc off CCNUCC, 2008, add 1, Doc NU FCCC/CP/2007/6/Add.1, en ligne: <<http://unfccc.int/resource/docs/2007/cop13/fr/06a01f.pdf#page=3>>.

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. 9 mai 1992, 1771 RTNU 107 (entrée en vigueur: 21 mars 1994), en ligne: <http://unfccc.int/portal_francophone/essential_background/convention/items/3270.php>.

Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. 11 décembre 1997, 2302 RTNU 148 (entrée en vigueur: 16 février 2005).

Convention des Nations-Unies sur la diversité biologique (entrée en vigueur: 29 décembre 1993), en ligne: <www.cbd.int>.

Déclaration des Nations unies sur le droit au développement. 1986, Assemblée générale des Nations-Unies, en ligne: <www.adequations.org/spip.php?article634>.

Déclaration du Millénaire. « Objectifs du Millénaire pour le développement » (adoptée le 8 septembre 2000 par le Sommet du Millénaire au siège des Nations-Unies), en ligne: ONU, New-York, <www.un.org/fr/millenniumgoals/background.shtml>.

Déclaration des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones. 2007,

Assemblée générale des Nations-Unies, en ligne : ONU, New-York, <www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf>

WCI. *Cadre de mise en œuvre du programme régional de la Western Climate Initiative (WCI)*, 2010, en ligne: WCI <www.westernclimateinitiative.org/component/remository/general/program-design/Design-Summary-And-Documentation-FR/>.

WCI. Det Norske Veritas. *Review of Existing Offset Protocols Against WCI Offset Criteria*, 2010, en ligne: <www.westernclimateinitiative.org/component/remository/Offsets-Committee-Documents/WCI-Review-of-Existing-Offset-Protocols>.

WCI. Economic Modeling Team. *Economic Analysis Supporting the Cap-and-Trade Program - California and Quebec* (Discussion Draft, mai 2012), en ligne: <www.westernclimateinitiative.org/document-archives/Economic-Modeling-Team-Documents/Discussion-Draft-Economic-Analysis-Supporting-CA-and-QC-Linking>.

WCI. *History*, 2013, en ligne: <www.westernclimateinitiative.org/history>.

WCI. *Modèle recommandé pour le programme régional de plafonds et échanges de la Western Climate Initiative*, 2008, en ligne: WCI <www.westernclimateinitiative.org/document-archives/general/design-recommendations/Modèle-recommandé-pour-le-programme-régional-de-plafonds-échanges-de-la-Western-Climate-Initiative/>.

WCI. *Offset Protocol Review & Recommendation Process*, 2011, en ligne: <westernclimateinitiative.org/document-archives/Offsets-Committee-Documents/Offset-Protocol-Review-and-Recommendation-Process>.

WCI. *Offset System Essential Elements Final Recommendations*, 2012, en ligne: <www.westernclimateinitiative.org/document-archives/Offsets-Committee-Documents/Offset-System-Process-Final-Recommendations/>.

WCI. *Organization*, 2013, en ligne : <www.westernclimateinitiative.org>.

WCI. *Western Regional Climate Action Initiative : Agreement signed by the Governors of Arizona, California, New Mexico, Oregon and Washington establishing the Western Climate Initiative*, 26 février 2007, en ligne: <www.westernclimateinitiative.org/component/remository/general/WCI-Governors-Agreement>.

2- LÉGISLATION (LOIS, RÈGLEMENTS, DÉCRETS)

California Environmental Protection Agency. AB 32, *Global Warming Solutions Act*, 2005-06, Reg Sess, Cal, 2006, en ligne : <www.arb.ca.gov/cc/ab32/ab32.htm>.

Gobierno de México. *Ley de planeacion [Loi de planification]*, 1983, en ligne (3 janvier 2014): États Unis du Mexique, Chambre des Députés de l'H Congrès de l'Union, 52^e législature <www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/lplan.htm>.

Gobierno de México. *Ley general de cambio climático [Loi générale de changement climatique]*, DOF [Journal Officiel de la Fédération] 2012, 2^e section, en ligne: États Unis du Mexique, Chambre des Députés de l'H. Congrès de l'Union, <www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LGCC.pdf>.

Institute for Global Environmental Strategies et Japan Ministry of the Environment, « CDM in Charts », v 20 (CE69), 2012, en ligne : IGES <www.iges.or.jp/en/cdm/report_kyoto.html>.

Mexique, État du Chiapas. *Loi pour l'adaptation et la mitigation face au changement climatique dans l'État du Chiapas*, 64^e lég, 2010, art 5, 11 en ligne : <www.thereddesk.org/sites/default/files/ley_cambio_climatico_chiapas_2.pdf>.

Netherlands Environmental Assessment Agency. *Analysing the emission gap between pledged emission reductions under the Cancún Agreements and the 2 °C climate target*, rapport, avril 2012, en ligne: Commission européenne <www.pbl.nl/en/publicaties/2012/analysing-the-emission-gap-between-pledged-emission-reductions-under-the-cancun-agreements>.

Québec, Assemblée nationale. *Motion proposant que l'Assemblée approuve le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques*, Journal des débats, 37^e lég, 2^e sess, vol 39 no 63 (28 novembre 2006), en ligne : <<http://danielturpqc.org/pagetxperso.php?id=75>>.

Québec, Californie. *Entente entre le gouvernement du Québec et le California Air Resources Board concernant l'harmonization et l'intégration des programmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*, Californie et Québec, 25 et 27 septembre 2013 (ratifiée par décret le 4 décembre 2013), en ligne : Ministère des relations internationales, <www.mrifce.gouv.qc.ca/content/documents/fr/ententes/2013-06.pdf>.

Québec, Gouvernement. D 1074-2007, (2007) GOQ II, 27 (décret relatif au Protocole de Kyoto), en ligne: Publications du Québec <www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=2008F%2F49121.PDF>

Québec, Gouvernement. D 1669-92, (1992) GOQ II, 7230 (décret relatif à la CCNUCC).

Québec, MDDEFP. *Loi sur la qualité de l'environnement*, LRQ 1972, c Q-2, mise à

jour 1^{er} sept 2012, art 46.8 al 2.

Québec, MDDEFP. PL 42, *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives en matière de changements climatiques*, 1^{ère} sess, 39^e lég, Québec, 2009 aux notes explicatives (sanctionné le 19 juin 2009), LQ 2009, c33, en ligne : <www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2009C33F.PDF>.

Québec, MDDEFP. *Projet de règlement modifiant le Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*, D 1228-2013, (2012) GOQ II, 2896A, en ligne : <mddep.gouv.qc.ca/changements/carbone/reg-PEDE-20120608.pdf>.

Québec, MDDEFP. *Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*, RQ 2012, c Q-2, r 46.1, en ligne: <www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/Q_2/Q2R46_1.HTM>.

Québec, MDDEFP. *Règlement modifiant le Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*, D 1184-2012, (2012) GOQ-2 (51), 5480, en ligne : <www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=2012F%2F58682.PDF>.

3.1- DOCUMENTS GOUVERNEMENTAUX - QUÉBEC, CALIFORNIE, MEXIQUE ET AUTRES

Brésil, Gouvernement de l'État d'Acre. *Instituto de Mudanças Climáticas e Regulação de Serviços Ambientais* [Institut des changements climatiques et de réglementation des services environnementaux], 2012, en ligne: Portal do Governo do Acre <www.ac.gov.br/programaREDD/>.

California Environmental Protection Agency. *Compliance Offset Program*, 2012, en ligne: <www.arb.ca.gov/cc/capandtrade/offsets/offsets.htm>.

California Environmental Protection Agency. *Linkage : Governor Brown's Response to ARB Pursuant to SB 1018*, 2013, en ligne : <www.arb.ca.gov/cc/capandtrade/linkage/linkage.htm>.

California Environmental Protection Agency. *U.S. Forest Projects Compliance Offset Protocol*, 2011, en ligne: <www.arb.ca.gov/regact/2010/capandtrade10/copusforest.pdf>.

California Environmental Protection Agency. *First Update to the Climate Change Scoping Plan: Building on the Framework*, 2014, en ligne :

<www.arb.ca.gov/cc/scopingplan/scopingplan.htm>

California, Air Ressource Board. *Cap-and-Trade Program*, présentation, 16 décembre 2010, en ligne : <www.arb.ca.gov/board/books/2010/121610/10-11-1and10-11-2pres.pdf>.

California, Air Ressources Board. Communiqué 10-63, « California Air Resources Board gives green light to California's emissions trading program: Cap-and-trade program will drive innovation and jobs, and will promote efficiency, clean energy » (16 décembre 2010), en ligne : <www.arb.ca.gov/newsrel/newsrelease.php?id=170>.

California, Air Ressources Board. *Facts About Assembly Bill 32*, 2012, en ligne : <<http://www.arb.ca.gov/cc/ab32/ab32.htm>>.

Gobierno de México, SEMARNAT (Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles). *Programa Especial de Cambio Climático 2009-2012 [Programme spécial sur le changement climatique 2009-2012]*, 2009, en ligne : <www.cambioclimatico.gob.mx/index.php/es/publicaciones.html>.

Gouvernement australien. *Carbon Pricing Policy*, en ligne : <<http://climatechange.gov.au/reducing-carbon/carbon-pricing-policy>>.

Mexique, Comisión Nacional Forestal. *Visión de México sobre REDD+ : Hacia una Estrategia Nacional* [Vision du Mexique sur la REDD+ : vers une stratégie nationale], 2010, en ligne : CONAFOR, <www.conafor.gob.mx>.

Mexique, Patricia Espinoza (Secrétaire d'État aux Affaires étrangères du Mexique). Allocution d'ouverture, Plénière de la conférence des Nations Unies sur les changements climatique (CDP16), Cancún (Mex), 1^{er} décembre 2010.

Mexique, Présidence de la République. Communiqué « El Presidente Calderón firmó el decreto de la Ley General de Cambio Climático » (5 juin 2012), en ligne : Presidencia de la República <www.presidencia.gob.mx/2012/06/decreto-de-la-ley-general-de-cambio-climatico/>.

Mexique, Présidence de la République. Communiqué 016/12 « Con una inversión de 70 MDD México y EUA impulsan Programa de Cooperación Binacional de Cambio Climático al 2016 [Avec un investissement de 70 M\$, le Mexique et les EUA lancent le Programme de coopération binationale de changement climatique jusqu'en 2016] » (19 janvier 2012), en ligne : <www.presidencia.gob.mx/2012/01/con-una-inversion-de-70-mdd-mexico-y-eua-impulsan-programa-de-cooperacion-binacional-de-cambio-climatico-al-2016/>.

Mexique, Présidence de la République. Note informative « México enfrenta al cambio climático » (19 janvier 2012), en ligne : <www.presidencia.gob.mx/>

2012/01/mexico-enfrenta-al-cambio-climatico/>.

Québec, MDDEFP. *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2010 et évolution depuis 1990, 2011*, en ligne : <www.mddep.gouv.qc.ca/changements/ges/index.htm>.

Québec, MDDEFP. *Vente aux enchères d'unités d'émission de gaz à effet de serre du 4 mars 2014 : Rapport des résultats, 2014*, en ligne : <www.mddep.gouv.qc.ca/changements/carbone/resultats-vente20140304.pdf>

Québec, MDDEFP. *Le Québec en action vert 2020, 2012*, en ligne: <quebecvert2020.gouv.qc.ca/le-quebec-leader/actif-a-linternational/>.

Québec, Ministère des Relations internationales. Communiqué, « Marché du carbone: le Québec et la Californie lient officiellement leurs systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission » (1 oct 2013), en ligne : <communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Octobre2013/01/c6395.html>.

3.2- DOCUMENTS D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES

Institute for Global Environmental Strategies et Japan Ministry of the Environment, « CDM in Charts », v 20 (CE69), 2012, en ligne : IGES <www.iges.or.jp/en/cdm/report_kyoto.html>.

Netherlands Environmental Assessment Agency. *Analysing the emission gap between pledged emission reductions under the Cancún Agreements and the 2 °C climate target*, rapport, avril 2012, en ligne: Commission européenne <www.pbl.nl/en/publicaties/2012/analysing-the-emission-gap-between-pledged-emission-reductions-under-the-cancun-agreements>.

Spalding-Fecher, Randall et al. *Assessing the Impact of the Clean Development Mechanism*, 2012, en ligne: Groupe d'experts de haut niveau sur le Dialogue de politique générale sur le MDP <www.cdmpolicydialogue.org/research/1030_impact_sdm.pdf>.

Banque Interaméricaine de Développement et al. *Mapa de proyectos de carbono [Carte des projets de carbone]*, 2012, en ligne: Finanzas Carbono <http://finanzascarbono.org/comunidad/pg/map_tool/map>.

Banque Interaméricaine de Développement et al. *fiche México*, 2012, en ligne : <http://finanzascarbono.org/comunidad/pg/map_tool/dna/view/1146/mexico>.

Bumpus, Adam. *Fruitful design: the CDM* [une analyse du rapport Benefits of the Clean Development Mechanism 2012], 2012, en ligne: Secrétariat de la

- CCNUCC <http://cdm.unfccc.int/about/dev_ben/CDM-Benefits-2012.pdf>.
- CCNUCC, *Status of Ratification of the Kyoto Protocol*, 2013, en ligne : <http://unfccc.int/kyoto_protocol/status_of_ratification/items/2613.php>.
- CCNUCC. « Distribution of registered projects by Host Party », en ligne : <cdm.unfccc.int/Statistics/Public/files/201210/index.html>.
- CCNUCC. « Climate Change, Carbon Markets and the Cdm: A Call to Action », rapport du Groupe d'experts de haut niveau pour un Dialogue sur le MDP, 2012, en ligne : Secrétariat de la CCNUCC <www.cdmpolicydialogue.org/report/rpt110912.pdf>.
- CCNUCC. *Benefits of the clean development mechanism 2011*, Doc off CCNUCC, 2011, en ligne : <http://cdm.unfccc.int/about/dev_ben/ABC_2011.pdf>.
- CCNUCC. *Benefits of the clean development mechanism 2012*, Doc off CCNUCC, 2012, en ligne : <http://cdm.unfccc.int/about/dev_ben/ABC_2012.pdf>.
- CCNUCC. *CDM Programme of Activities*, en ligne : <cdm.unfccc.int/ProgrammeOfActivities/index.html>.
- CCNUCC. Communiqué, « High-Level Panel on the CDM Policy Dialogue finalizes recommendations on future of CDM » (27 juillet 2012), en ligne : High-Level Panel on the CDM Policy Dialogue <www.cdmPolicyDialogue.org>
- CCNUCC. *Doha Climate Change Conference*, 2013, en ligne : UNFCCC <http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/meeting/6815.php>.
- CCNUCC. *Mise en place du Fonds vert pour le climat*, Déc 3/CP.17, Doc off CCNUCC, Doc NU FCCC/CP/2011/9/Add.1 (2011).
- CCNUCC. Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (OSCST), *Recommendations on future financing options for enhancing the development, deployment, diffusion and transfer of technologies under the Convention*, sommaire du rapport du groupe d'expert sur les transferts de technologies, 30^e sess, Doc NU FCCC/SB/2009/2/Summary (2009) en ligne : UNFCCC <<http://maindb.unfccc.int/library/?screen=list&FLD0=dC&OPR0=contains&VAL0=FCCC/SB/2009/2/Summary>>.
- CCNUCC. Résultats des travaux du Groupe de travail de l'action concertée à long terme au titre de la Convention, Déc 1/CP.16, Doc off CCNUCC, Doc NU FCCC/CP/2010/7/Add.1 (2010), en ligne <unfccc.int/resource/docs/2010/cop16/fre/07a01f.pdf#page=2>.
- CNUCED. *Rapport sur le commerce et le développement - 2009*, Doc off CNUCED,

UNCTAD/TDR/2009 (Overview), en ligne : <www.er.uqam.ca/nobel/r22714/jur7641/CNUCED2009.pdf>.

Commission Européenne. Le Système européen d'échange de droits d'émission (EU ETS), *Questions fréquentes*, en ligne : Europa <<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/05/84&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=en>>.

De Maulen, Claudia et Yolanda Saito. *The New General Law of Climate Change in Mexico: Leading National Action to a Green Economy*, analyse juridique, 2012, en ligne: Organisation internationale du droit du développement (OIDD) <www.idlo.int/english/Resources/publications/Pages/Details.aspx?ItemsID=369>.

Del Villar Arias, Liliana. *Preparacion juridica para el cambio climatico y el fomento al desarrollo rural en Mexico* [Préparation juridique pour le changement climatique et l'appui au développement rural au Mexique], 2011, en ligne : OIDD <www.idlo.int/english/Resources/publications/Pages/Details.aspx?ItemsID=369>.

Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat. *Bilan 2007 des changements climatiques: Rapport de synthèse*, 2008, en ligne : GIEC <www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf>.

Laughlin, Jennifer et al. *Launch of UN-REDD Programme Guidelines on Free, Prior and Informed Consent*, 2013, en ligne : Programme ONU-REDD <www.un-redd.org/Launch_of_FPIC_Guidlines/tabid/105976/Default.aspx>.

OCDE. *Renforcement des capacités: la base d'un développement plus écologique*, 2012, en ligne : <www.oecd.org/fr/cad/environnementetdeveloppement/lerenforcementdescapacitespourlenvironnement.htm>.

OCDE. *Renforcement des capacités: la base d'un développement plus écologique*, 2012, en ligne: <www.oecd.org/fr/cad/environnementetdeveloppement/lerenforcementdescapacitespourlenvironnement.htm>.

ONU Programme REDD, PNUE, PNUD et FAO. *About REDD+*, 2009, en ligne : <www.un-redd.org/AboutREDD/tabid/102614/Default.aspx>.

ONU Programme REDD. Forest Carbon Partnership Facility (FCPF - Banque mondiale), *Guidelines on Stakeholder Engagement in REDD+ Readiness with a Focus on Indigenous Peoples and Other Forest-Dependent Communities*, en ligne : Programme ONU-REDD <www.unredd.net/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=6862&Itemid=53>.

ONU Programme REDD. *Frequently Asked Questions (FAQs) and Answers on*

REDD+, 2014, en ligne : <www.un-redd.org/AboutREDD/tabid/102614/Default.aspx>.

ONU Programme REDD. *Placer le genre au cœur de la REDD+ : un facteur de succès*, en ligne : <www.un-redd.org/PublicationsResources/tabid/587/Default.aspx> sous « technical work areas ».

ONU Programme REDD. *Principes et critères sociaux et environnementaux du Programme ONU- REDD*, 8^e réunion du CO, 25-26 mars 2012, en ligne : UN-REDD <www.un-redd.org/PublicationsResources/ tabid/587/Default.aspx>.

ONU Programme REDD. *UN-REDD Programme Applauds the COP16 Agreement on REDD+ Reached in Cancun*, 11 décembre 2010, en ligne : <www.un-redd.org>.

Organisation internationale des bois tropicaux. Distr General, 48e sess (item 16 de l'agenda), *Developments in UNFCCC/IPCC Discussions regarding Forests and their Potential Implications for Tropical Forests and World Tropical Timber Economy, Decisions 2(XXXIX) and 1(XLI)]*, (2012), en ligne : OIBT <www.itto.int/direct/topics/topics_pdf_download/topics_id=3039&no=0>.

Organisation internationale du bois tropical. Communiqué « Mexico combats climate change through SFM » (10 octobre 2012), en ligne : OIBT <www.itto.int/news_releases/id=3090>.

Perron Welch, Frederic. *Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation, Forest Biodiversity Conservation and Respect for Human Rights: Mexico's Approach*, 2011, en ligne : OIDD <www.idlo.int/french/Resources/publications/Pages/Details.aspx?ItemsID=273>.

PNUD. *Durabilité et Équité: Un Meilleur Avenir pour Tous*, Rapport sur le développement humain 2011, en ligne: New-York, PNUD, <hdr.undp.org>.

PNUD. *Taking Stock of Durban - Review of the Key Outcomes and the Road Ahead*, mai 2012, en ligne: New-York, PNUD, <www.undpcc.org/en/climate-negotiations/negotiation-news>.

PNUE et OMC. Commerce et changements climatiques : Rapport établi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation mondiale du commerce, 2009, en ligne : OMC <www.wto.org/french/res_f/publications_f/trade_climate_change_f.htm>.

PNUE, Capacity Development for the Clean Development Mechanism. *Welcome*, 2012, en ligne : <www.cd4cdm.org/index.htm>.

PNUE. *NAMAS and the Carbon Market*, Carbon Market Perspectives Series 2009, en

ligne: Centre Risoe <<http://cd4cdm.org/Publications/NAMAS&CarbonMarket.pdf>>.

PNUE. *The Emissions Gap Report 2013: A UNEP Synthesis Report*, 2013, en ligne: PNUE, <www.unep.org/emissionsgapreport2013/>.

PROFOR (partenariat européens pour supporter l'établissement de bonnes pratiques de gouvernance dans la gestion des forêts). *South-South Learning: From Payments for Environmental Services to REDD+ in Latin America*, en ligne: PROFOR <www.profor.info/knowledge/south-south-learning-payments-environmental-services-redd-latin-america>.

Regional Greenhouse Gas Initiative. «Northeast and Mid-Atlantic States of the U.S.», *Market Monitor Reports*, 2013, en ligne: <www.rggi.org/market/market_monitor>.

UN, Green Climate Fund. *Background*, 2012, en ligne: <<http://gcfund.net/about-the-fund/background.html>>.

UNESCO-CIS. « Rapport du Forum sur la science et la technologie au service du développement durable », Atelier régional Rio+20 sur la science et la technologie, présenté à Rio de Janeiro, 11-15 juin 2012, en ligne: Conseil international pour la science <www.icsu.org/rio20/regional-workshops>.

4- DOCUMENTS D'ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES

Van Tilburg, Xander et al. *Status Report on Nationally Appropriate Mitigation Actions (NAMA's) Mid-year update June 2013*, 2013, en ligne: Energy Research Centre of the Netherlands Policy Studies (Ecofys) <www.ecn.nl/publications/ECN-E--13-034>.

Alliance internationale pour la réduction du carbone et les crédits compensatoires. *ICROA Code of Best Practice for Carbon Management Services*, 2012, en ligne: <www.icroa.org/downloads/cobp_carbon_management_services.pdf>.

Alliance internationale pour la réduction du carbone et les crédits compensatoires. *ICROA Code of Best Practice and CCB and SocialCarbon Standards*, 2012, en ligne: <www.icroa.org> (sous « non-carbon accounting standards »).

Alliance pour la conservation de la réserve de la Biosphere Sierra Gorda. *Basket of Ecosystem Products and Services*, 2010, en ligne: Carbon Neutral Planet <www.carbonneutralplanet.org>, 33 p.

Association internationale des transporteurs aériens. *Aviation Carbon Offset Program Guidelines*, 2008, en ligne: <www.iata.org/whatwedo/environment/Pages/>

carbon-offset.aspx>.

Blanco, Gabriel , Heleen de Coninck et Laura Wuertenberger. *Ways forward for the UNFCCC Technology Mechanism*, policy Brief, CDKN Innovation Fund Climate Technology and Development project (2012), en ligne : <<http://climatestrategies.org/research/our-reports/category/78/364.html>>.

CARE, Centre d'information sur les changements climatiques. *CARE Toolkit for Integrating Climate Change into Development Projects*, 2013, en ligne : CARE International, <www.careclimatechange.org/toolkits>.

CCBA, Alliance pour le climat, les communautés et la biodiversité. *CCB Standards : The Leading Social and Environmental Standards for Land-Based Carbon Projects*, Factsheet 2013, en ligne : ACCB <https://s3.amazonaws.com/CCBA/CCB_Standards_FactSheet.pdf>.

CCBA, Alliance pour le climat, les communautés et la biodiversité. *Draft Third Edition of the CCB Standards for Public Comment*, 22 mars 2013, en ligne : CCBA <<https://s3.amazonaws.com/CCBA/Upload/Revision+and+small/CCB+Standards+draft+Third+Edition+22+March+2013+with+changes.pdf>>.

CDM Bazaar. *Patsari Cookstoves Carbon Mitigation Project*, en ligne : <www.cdmbazaar.net/repo/project_ideas/project_idea-68558141>.

CDM Watch. *What is CDM?*, 2013, en ligne : <www.cdm-watch.org/?page_id=40>.

Centre for European Policy Studies. *Study on the Integrity of the Clean Development Mechanism*, décembre 2011, en ligne : Commission européenne <http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/linking/studies_en.htm>.

Climate Action Reserve. *California Climate Action Registry*, in « About Us », 2013, en ligne : CAR <www.climateactionreserve.org>.

Climate Action Reserve. *California Compliance Offset Program*, mai 2012, en ligne : CAR <www.climateactionreserve.org>.

Climate Action Reserve. *Mexico Forest Protocol : Draft for Public Review (v 1.0)*, juillet 2013, en ligne : CAR <www.climateactionreserve.org>.

Climate Focus, *The Handbook for Programmes of Activities - Practical Guidance to Successful Implementation*, 2^e éd, Amsterdam, 2013, en ligne: Climate Focus <www.climatefocus.com>.

Diamant A. (dir), *Aggregation of Greenhouse Gas Emissions Offsets: Benefits, Existing Methods, and Key Challenges* (2011), en ligne : Washington, Electric Power Research Institute <http://my.epri.com/portal/server.pt?Abstract_id=

000000000001022180>.

ECOFYS, Climate Analytics. Communiqué « Mexico has potential to meet its ambitious climate targets, but more action needed » (3 mai 2012), en ligne : Climate Action Tracker <<http://climateactiontracker.org/publications/pressreleases/122/Mexico-has-potential-to-meet-its-ambitious-climate-targets-but-more-action-needed.html>>.

Ecologica institute. *Social Carbon Standard* ver 5.0, en ligne : <www.socialcarbon.org/documents/>.

Ecologica Institute. *Social Carbon Standard: Introduction to criteria and procedures for certification*, 2010, en ligne : Social Carbon <www.socialcarbon.org/documents/>.

Ecologica institute. Social Carbon, *Social Carbon Standard*, brochure, 2010, en ligne : <www.socialcarbon.org/documents/>.

Electric Power Research Institute, Climate Change Resource Center. Rapport de recherche 1023811, « Overview of Subnational Programs to Reduce Emissions from Deforestation and Forest Degradation (REDD) as part of the Governors' Climate and Forests Task Force » (2012), en ligne : <http://my.epri.com/portal/server.pt?Abstract_id=000000000001023811>.

Enting, Katrin et Sven Harmeling. *German Climate Finance Put to the Test: An assessment of German financial support for climate-related activities in developing countries from a development policy perspective*. 2011, en ligne: Germanwatch <www.germanwatch.org/klima/gcf10.pdf>.

Fondation Gold standard. *Who we are*, 2011, en ligne : Gold standard <www.cdmgoldstandard.org/about-us/who-we-are>.

Fondation Plan Vivo. *Plan Vivo : Soutenir les conditions de vie en milieux ruraux ainsi que les écosystèmes à travers l'achat de Certificats Plan Vivo*, brochure, sd, en ligne : Plan Vivo <www.planvivo.org/wp-content/uploads/PlanVivo_Francais.pdf>.

Fondation Plan Vivo. *The Plan Vivo Standard: Background and Consultation questions on 2012 draft version of Plan Vivo Standard*, 2012, en ligne : Fondation Plan Vivo <www.planvivo.org/governance-of-the-standard/>.

Forest Trends. *Sierra Gorda Wildlands Forever*, sd, en ligne: <www.forestcarbonportal.com/project/wildlands-forever>.

Gehl Sampath, Padmashree. « Can the Climate Technology Mechanism Deliver its Promise? Some Issues and Considerations » dans ICTSD Programme on

Innovation, Technology and Intellectual Property, *Realizing the potential of the UNFCCC Technology Mechanism* (Issue Paper N°35), 2012, en ligne: ICTSD <<http://ictsd.org/downloads/2012/05/realizing-the-potential-of-the-unfccc-technology-mechanism.pdf>>.

Global Justice Ecology Project et Global Forest Coalition. *A Darker Shade of Green: REDD Alert and the Future of Forests*, 2012, reproduit dans Chris Lang, « REDD in the news » (2012), en ligne : REDD-Monitor <www.redd-monitor.org/2012/01/16/redd-in-the-news-9-15-january-2012>.

Gold Standard, *New Guidelines On The Timelines For Gold Standard Project Reviews*, 2013, en ligne: Fondation Gold standard, <www.cdmgoldstandard.org/wp-content/uploads/2013/06/Gold-Standard-Guidance-Project-Timelines.pdf>.

Governors' Climate and Forest Task Force. 2012, en ligne: <www.GCFTaskforce.org>.

Grupo Ecologico de la Sierra Gorda. « Acerca de [À propos de] », 2013, en ligne : GESGIAP <<http://SierraGorda.net/acerca-de/>>.

Grupo Interdisciplinario de Tecnología Rural Apropiada. Note d'idée de projet « Patsari Cookstoves Carbon Mitigation Project » (septembre 2008), en ligne : CDM Bazaar <www.cdmbazaar.net/repo/project_ideas/project_idea-68558141>.

Grupo Interdisciplinario de Tecnología Rural Apropiada. *Patsari: conocimiento tradicional y transformación tecnológica [Patsari, connaissance traditionnelle et transformation technologique]*, 2011, en ligne : <www.wix.com/proyectopatsari/boletin>.

Plan Vivo. *Ambio shortlisted for 2012 Equator Prize*, 2012, en ligne : <www.planvivo.org/august-2012-ambio-shortlisted-for-2012-equator-prize>.

Plan Vivo. *Plan Vivo Standard 2012 consultation – participate in the review!*, 2012, en ligne : Plan Vivo <www.planvivo.org/governance-of-the-standard/>.

Plan Vivo. *Project Network: Scolel Té, Mexico*, sd, en ligne : <www.planvivo.org/projects/registeredprojects/scolel-te-mexico>.

Rainforest Alliance et Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza. Communiqué « REDD+ Preparation in Mexico : Crucial to Preserve Invaluable Resources and Curb Climate Change » (24 janvier 2012), en ligne : <www.rainforest-alliance.org/newsroom/news/mexico-redd-program-release>

Rainforest Alliance. *Scolel-te*, 2013, en ligne : <www.rainforest-alliance.org/climate/projects/scolel-te>.

REDD Offset Working Group, *Row Members*, en ligne : <<http://greentechleadership.org/programs/redd-offset-working-group/row-members/>>.

REDD Offset Working Group. *The ROW Report: Recommendations to Conserve Tropical Rainforests, Protect Local Communities and Reduce State-Wide Greenhouse Gas Emission*, 2013, en ligne: <<http://greentechleadership.org/documents/2013/07/row-final-recommendations-2.pdf>>.

REDD+ SES Secretariat. *REDD+ Social & Environmental Standards*, en ligne : <redd-standards.org>.

REDD+SES Secrétariat. *Country Overview*, 2012, en ligne : REDD+ SES Secretariat <<http://redd-standards.org>>.

REDD+SES Secrétariat. *REDD+ Standards Sociaux et Environnementaux*, 2010, en ligne : <redd-standards.org/index.php?option=comewafm&task=catview&gid=40&Itemid=185>.

Royal Society. *People and the planet: A report on how global population and consumption are linked, and the implications for a finite planet*, résumé et recommandations, rapport 01a/12, v f, avril 2012, en ligne: Royal Society Science Policy Centre <<http://royalsociety.org/policy/projects/people-planet/report/>>.

Spalding-Fecher, Randall et al. *Assessing the Impact of the Clean Development Mechanism*, 2012, en ligne: Groupe d'experts de haut niveau sur le Dialogue de politique générale sur le MDP <www.cdmpolicydialogue.org/research/1030_impact_sdm.pdf>.

St-Jean, Benoit. *Catavent : l'énergie accessible pour un développement durable au Sahel*, Rapport d'étude de faisabilité, Ottawa, Bureau canadien pour l'éducation internationale, 1992.

VCS. *VCS Policy on Tags and Other Standards*, sd, en ligne : Verified Carbon Standard <www.v-c-s.org/node/302>.

VCS. *VCU Tags: Participating Standards & Required Documents*, sd, en ligne : Verified Carbon Standard <www.v-c-s.org/node/304>.

Verified Carbon Standard. *VCS et CCB Standards, VCS+CCB Project Development Process*, 2012, en ligne : <<http://v-c-s.org/program-documents/find-a-guidance-document>>.

5.1- DOCUMENTS D'INTERPRÉTATION – MONOGRAPHIES

Bergel, JL. *Théorie générale du droit*, 3^e éd, Paris, Dalloz, 1999, n° 38-39 aux pp 45-46.

Bobbio, Norberto. « Sur le positivisme juridique » dans *Essais de Théorie du droit (recueil de textes)*, traduit par Michel Guéret, Paris, LGDJ/Monchrestien, 2000 ch 1 à la p 25.

Braudo, Serge et Alexis Baumann. *Dictionnaire du droit privé français*, Roubaix (Fr), Société OVH, en ligne : <www.dictionnaire-juridique.com/definition/droit-positif.php>.

Dankelman, Irene et al. « Gender and Climate Change: An Introduction », Oxford, Routledge, 2010.

Ghestin, Jacques et G. Goubeaux. *Traité de droit civil, Introduction générale*, 4^e éd, 1994, n° 576.

Kelsen, Hans. « Positivisme juridique et doctrine du droit naturel » dans Jean Dabin, *Mélanges en l'honneur de Jean Dabin*, Paris, Sirey, 1963 à la p 141.

Spalding-Fecher, R et G Simmonds. *Climate Change and Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, en ligne : « <http://ebooks.cambridge.org/chapter.jsf?bid=CBO9780511535864&cid=CBO9780511535864A033> ».

Stern, Nicholas, *The Economics of Climate Change: The Stern Review*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

5.2- DOCUMENTS D'INTERPRÉTATION – PÉRIODIQUES ET RESSOURCES INTERNET CONNEXES

Anderson Erika. *California Offset Program Upheld*, 2013, en ligne : Marten Law <www.martenLaw.com/newsletter/20130211-california-offset-program-upheld>.

Boyd, Amy. « RGGI Makes Some Changes, But Not the Overall Cap. Yet. », 30 janvier 2012, en ligne : Law & the Environment <www.lawandenvironment.com/2012/01/articles/climate-change/rggi-makes-some-changes-but-not-the-overall-cap-yet>.

Brinkman, Marcel et al. *The Carbon Market in 2020: volumes, prices and gains from trade*, Working Paper 13, novembre 2009, en ligne : Center for Climate Change Economics and Policy (London School of Economics) <www.cccep.ac.uk/Publications/Working-papers/Abstracts/10-19/Abstract-WP13.aspx>.

Burra, S et S Patel. « Community-Designed, Built and Managed Toilet Blocks in Indian Cities » (2003) 15:2 Environment and Urbanization 11, en ligne: <<http://eau.sagepub.com/content/15/2/11.abstract>>.

- Carlson, Ann « Obama's Clean Air Act 111d Rules Are Legally Required, Not an End Run Around Congress », Legal Planet, 29 mai 2014, en ligne : Univ of Berkeley and UCLA Law Schools (CA) <<http://legal-planet.org/2014/05/29/obamas-clean-air-act-111d-rules-are-legally-required-not-an-end-run-around-congress/>>.
- CEDSAL/Centro Innova. *Cambio climatico global - bases para una estrategia en America latina [Changement climatique global - bases pour une stratégie en Amérique latine]*, 2001, en ligne : Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey <www.mty.itesm.mx/dcic/centros/innova/climgateway/bases.htm>.
- Comim, Flavio. « Climate Injustice and Development: A Capability Perspective » (2008) 51 : 3 Development 344, en ligne : <<http://proquest.umi.com/ClimateInjusticeandDevelopment>>.
- Couto Pereira, Simone. « Payment for Environmental Services in the Amazon Forest: How Can Conservation and Development Be Reconciled? » (2010) 19 : 2 *Journal of Environment & Development* 171 en ligne : <<http://jed.sagepub.com/content/19/2/171.abstract>>.
- Cox, Prentiss. *Analysis of Cookstove Change-Out Projects Seeking Carbon Credits*, Minneapolis, University of Minnesota Law School, 2011, en ligne : SSRN <<http://ssrn.com/abstract=1839765>>.
- Dickson, David. « Climate talks: still far to go » (17 décembre 2010), en ligne : SciDevNet <www.scidev.net/fr/editorials/n-gociations-climatiques-il-reste-beaucoup-faire.htm>.
- Fondation for International Environment Law and Development. *Guide à l'intention des négociateurs REDD-plus*, 2013, en ligne : FIELD <www.field.org.uk/guides/guide-redd-plus-negotiators>.
- Ghestin, Jacques. « Les données positives du droit » (2002) 18 RTD Civ (Dalloz).
- Gillenwater, Michael. *What is Additionality? Part 1: A long standing problem*, Discussion Paper 001 v 3, 2012, en ligne : Greenhouse Gas Management Institute <http://ghginstitute.org/wp-content/uploads/content/GHGMI/AdditionalityPaper_Part-1%28ver3%29FINAL.pdf>.
- Herz, Steven, Jon Sohn et Antonio LaVina. *Development Without Conflict: The Business Case for Community Consent*, 2007, en ligne : World Resources Institute <www.wri.org/publication/development-without-conflict>.
- Herzog, Megan « EPA Releases Section 111(d) Rule for Existing Power Plants », Legal Planet, 2 juin 2014, en ligne : Univ of Berkeley and UCLA Law Schools (CA) <<http://legal-planet.org/2014/06/02/epa-releases-section-111d-rule-for->

existing-power-plants/>.

ICTSD. « Iniciativa 5.000 del MDL se consolida en Republica Dominicana [La 5000ième initiative du MDP se réalise en République Dominicaine] », en ligne : (2012) 9 : 18 Puentes Quincenal 1 <<http://ictsd.org/i/news/puentesquincenal/150085/>>.

ICTSD. « Un accord de dernière minute émerge d'une conférence de Durban prolongée », en ligne : (2011) 3 Passerelles : Mise à jour sur Durban 1 en ligne <ictsd.org/downloads/2011/12/passerelles-durban-update-3.pdf>.

IISD. « A Brief Analysis of the Doha Climate Change Conference », en ligne : (2012) 12 : 567 Earth Negotiations Bulletin <www.iisd.ca/vol12/enb12567e.html>.

Jamal, Tazim, Urs Kreuter et Alberto Yanosky. « Bridging organisations for sustainable development and conservation: a Paraguayan case » (2007) 1: 2 International Journal of Tourism Policy 93.

Karcher, Silke. « The Post-Durban Carbon Market: Lack of Demand Despite Improved Conditions », en ligne (2012) 11: 1 JIKO Info 6 à la p 8 <http://jiko-bmu.de/english/background_information/newsletter/doc/1133.php>.

Legal Information Institute, « Massachusetts v. Epa (no. 05-1120) », S415 f. 3d 50, décision rendue le 2 avril 2007 par la Cour Suprême des États-Unis, syllabus en ligne : Cornell University Law School, <www.law.cornell.edu/supct/html/05-1120.ZS.html>

Marten, Bradley (General Editor). « Introduction to LexisNexis Global Climate Change Special Pamphlet Series », Blog, 18 décembre 2009, en ligne : Lexis Nexis <www.environmental-climatechangelaw/blogs/climatechange/archive/2012/10/17/introduction-to-lexisnexis-global-climate-change-special-pamphlet-series.aspx>.

McKinsey & Company. *Pathways to a low carbon economy - Global GHG Abatement Cost Curve*, 2009, en ligne : New-York, McKinsey, <mckinsey.com/en/Client_Service/Sustainability/Latest_thinking/Pathways_to_a_low_carbon_economy.aspx>.

Merger, Eduard et Al Williams, *Comparison of Carbon Offset Standards for Climate Forestation Projects participating in the Voluntary Market*, travail comparatif, University of Canterbury, 2008, en ligne : U Canterbury <globalcarbonproject.org/global/pdf/ComparisonClimateForestationProject%20Standards.2008.pdf>.

Ogodo, Ochieng. « Homegrown solutions' crucial to sustainable development' », SciDev, numéro spécial Science at Rio+20 (18 juin 2012) en ligne : SciDev.net

<www.scidev.net/en/science-and-innovation-policy/science-at-rio-20/news/homegrown-solutions-crucial-to-sustainable-development--1.html>.

Papy, Jacques. « Le rôle de la propriété et du marché dans le régime québécois de plafonnement et d'échange de droits d'émission de carbone », (2011) 89 : 2 R du B can 315 à la p 351.

Paulsson, Emma. « A review of the CDM literature: from fine-tuning to critical scrutiny? », en ligne : (2009) 9 : 1 International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics 63 <www.springerlink.com/content/4214wt5tt6547673>.

Peters, Molly, Daphne Yin. *Maneuvering the Mosaic: 2013 State of the Voluntary Carbon Markets report*, 2013, en ligne : Forest Trend Ecosystem Marketplace <www.forest-trends.org/vcm2013.php>.

Price Waterhouse Coopers. *Global carbon emission: budget for 2000-2050 could run out by 2034*, rapport d'analyse financière, 2009, en ligne : PWC <www.ukmediacentre.pwc.com/Content/Detail.asp?ReleaseID=3456&NewsAreaID=2>.

REDD desk. *REDD in Mexico*, 2012, en ligne : <www.theredddesk.org/countries/mexico/readiness_overview>.

Reuters. « California should use CERs to fill offset supply gap : Figueres », en ligne : (2013) 8 : 15 Carbon Market North America à la p 1 <www.pointcarbon.com/news/cmna/1.2305369>.

Reuters. « California, Quebec to link CO2 markets this year », en ligne : (2012) 7 : 2 Carbon Market North America 4 <www.pointcarbon.com/news/cmna/1.171838>.

Ruiza, BJ, V Rodríguez et C Bermann, « Analysis and perspectives of the government programs to promote the renewable electricity generation in Brazil » 2006, en ligne : 35 : 5 Energy Policy 2989 <<http://dx.doi.org/10.1016/j.enpol.2006.10.023>> .

Rusike, J et al, « Does farmer participatory research matter for improved soil fertility technology development and dissemination in Southern Africa ? » (2006) 4 : 3 Int J Agric Sustainability 176.

Stavins, Robert. « Cancun: What Happened (and Why): An Assessment of the Cancun Agreements », 13 décembre 2010, en ligne: Harvard Project on International Climate Agreements <<http://belfercenter.ksg.harvard.edu/analysis/stavins/?p=876#>>.

- Stavins, Robert. *The National Context of U.S. State Policies for a Global Commons Problem*, policy brief, 2011, en ligne : Harvard Project on International Climate Agreements, <http://belfercenter.ksg.harvard.edu/publication/21524/national_context_of_us_state_policies_for_a_global_commons_problem.html?breadcrumb=%2Fexperts%2F166%2Frobert_n_stavins>.
- Streck, Charlotte et Jolene Lin. « Making Markets Work: A Review of CDM Performance and the Need for Reform », en ligne : (2008) 19 : 2 Eur J Int Law 409 <<http://ejil.oxfordjournals.org/cgi/content/abstract/19/2/409>>.
- The Economist. « Cap and tirade: America struggles with climate change legislation », *The Economist* [de Londres] (3 décembre 2009) en ligne : <www.economist.com/node/14994888> (article publié dans le cadre du *Special report on climate change and the carbon economy*).
- Thomson Reuters. « EB to debate ways poorest countries can access CDM » (6 juillet 2011) en ligne : Point Carbon <www.pointcarbon.com/news/1.1557113>.
- Thomson Reuters. « Shenzhen carbon price hits \$11.50, nearly twice that of EU's », en ligne : (2013) 8 : 34 Carbon Market North America à la p 4 <www.pointcarbon.com/news/1.2553843>.
- Thomson Reuters. « World has 5 years to avoid dangerous climate: International Energy Agency's 2011 World Energy Outlook », en ligne : (2011) 6 : 44 Carbon Market North America.
- Umann, Ullrich. *CDM market brief : Mexico, Germany Trade and Invest (GMBH)*, 2009, en ligne : JIKO <www.jiko-bmu.de/english/background_information/publications/doc/851.php>.
- Van Tilburg, Xander et al. *Status Report on Nationally Appropriate Mitigation Actions (NAMA's) Mid-year update June 2013*, 2013, en ligne: Energy Research Centre of the Netherlands Policy Studies (Ecofys) <www.ecn.nl/publications/ECN-E--13-034>.
- Von Laer, Yougha et Christian Dannecker. *Case study: Reforestation of degraded areas and reforestation in Caceres and Cravo Norte - Colombia*, White Paper, 2012, en ligne: South Pole Carbon, <www.southpolecarbon.com/_downloads/A_case-study.pdf>.
- Von Scheliha, Stephanie, Hecht, Björn et Christophersen, Tim. « Biodiversité et moyens de subsistance : Les avantages REDD+ », 2011, en ligne : Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, Montréal (Qc) <www.cbd.int/doc/publications/for-redd-fr.pdf>.

6- COMMUNICATIONS, TEXTES PRÉSENTÉS À DES CONFÉRENCES

Amaral, Eufan (Directeur de l'*Institut des changements climatiques de l'État d'Acre*). « The Sustainable Development Policy of Acre: Forest and REDD+ », Forum parallèle *Financing opportunities and issues for mitigation and adaptation with a focus on the private sector*, présenté à Durban, 4 décembre 2011, en ligne : <www.forestclimatechange.org/events/forest-day/forest-day-5/forest-day-learning-events/financing-opportunities-and-issues-for-mitigation-and-adaptation-focus-on-private-sector.html>.

Blockhus, Jill. Présentation « REDD+ Social & Environmental Standards (REDD+ SES) : Overview », Séminaire ROW Safeguards Workshop, présenté à l'UC Davis, 26 mars 2013, en ligne : <<http://greentechleadership.org/events/workshops/row-safeguards-workshop/#slides>>.

Derwent, Henri. « Durban: Behind the Bureaucracy, the take-away messages », Présentation de l'IETA au Electric Power Research Institute, Washington, décembre 2011 [non publié].

IISD et ASB Partnership for the Tropical Forest Margins . « Building REDD+ Policy Capacity for Developing Country Negotiators and Land Managers », Actes du colloque d'expert en programmes REDD+, au World Agroforestry Centre, Nairobi, 2-3 avril 2012, en ligne : <www.iisd.org/publications/pub.aspx?pno=1599>.

Norvège, ministère norvégien des Affaires étrangères, WEDO, WOCAN et IUCN. « Le chaînon manquant de la réussite : les femmes dans le REDD », Conférence dans le cadre de COP 16 de la CCNUCC, en ligne : Mediaterrre <www.mediaterrre.org/genre/actu,20101126113447.html>.

Verdesio, Juan José. « Políticas publicas para la difusion de las nuevas energias renovables en Brasil [échec relatif du PRODEEM (accès à l'électricité pour 20 millions de brésiliens de localités isolées)] », Actes du colloque 'Energie, Reformes institutionnelles y développement en Amérique latine', présenté à l'Universidad Nacional Autonoma de Mexico, 5-7 novembre 2003 en ligne : Universidad Nacional Autonoma de Mexico <www.depfe.unam.mx/p-cientifica/delavega.htm>.